

## Violences dans l'Asie centrale soviétique

QUARANTE-HUIT morts selon le dernier bilan officiel, un risque d'extension du conflit à l'Ouzbékistan voisin : les affrontements qui, partis de Osh en Kirghizie, opposent depuis quatre jours Ouzbeks et Kirghizes rappellent une nouvelle fois que le problème des nationalités en URSS ne se limite pas, loin de là, aux défilés diplomatico-économiques de M. Gorbatchev avec la petite Lituanie.

A la différence de ce qui se passe avec les Baltes, mais aussi sûrement qu'en Transcaucasie, l'agitation dans ces régions fait couler le sang. Pas seulement parmi les populations qui s'affrontent, mais aussi dans les rangs des forces de l'ordre (celles-ci ont eu à Osh vingt et une victimes, morts ou blessés). Et ces nouveaux désordres s'ajoutent à la liste déjà longue des émeutes de Douchambe en février dernier, d'Andijan, en Ouzbékistan, le 2 mai, des véritables batailles rangées qui avaient opposé dans la même région, il y a un an, Ouzbeks et Kirghizes et le Tadjikistan. On ne saurait plus oublier que c'est au cœur de l'Asie centrale que le nationalisme s'est manifesté, pour la première fois, avec l'émeute d'Alma-Ata en décembre 1988.

La coexistence difficile de diverses ethnies, dont plusieurs ont été déportées en masse par Staline, en est la cause directe, mais la toile de fond en est la crise économique qui frappe tout particulièrement cette région. Quand il faut se battre encore plus durement qu'ailleurs devant des magasins vides, pour des logements et des emplois notoirement insuffisants face à une démographie galopante, le tout dans un environnement ravagé par des décennies de négligence, comment s'étonner que ces tensions se déchaînent à ce point ?

Il est vrai que la symbiose entre les traditions locales de népotisme et le système de nomenclature d'une part, le rôle d'arbitre assumé par les Russes entre leurs divers colonisés d'autre part, ont longtemps contenu la traduction du phénomène nationaliste en termes politiques.

ENCORE aujourd'hui, les émeutes issues des dernières élections ne rangent dans l'ensemble au côté des forces conservatrices, et aucun des dirigeants en place en Asie centrale ne demande l'indépendance pour sa république. Mais cette situation est en train de changer.

Un parti « national-démocrate » et une autre formation social-démocrate viennent de faire leur apparition au Kazakhstan et d'autres mouvements nationalistes sont à l'œuvre en Ouzbékistan et en Turkménie, tandis que l'islamisme progresse lentement mais sûrement. Des Russes et autres slaves ont été victimes des pogroms de Douchambe, et l'on s'en prend aussi à l'armée soviétique, qui a trop longtemps considéré les conscripts d'Asie centrale comme tout juste bons à servir dans les « détachements de construction » dans les régions éloignées du pays. En Asie comme ailleurs, la refonte de l'empire soviétique ne fait que commencer.

Lire nos informations page 32 - section C

M 0147 - 608 0 - 5,00 F



Animé par le président Vaclav Havel

## Le Forum civique favori des élections tchécoslovaques

La campagne pour les élections législatives des 8 et 9 juin en Tchécoslovaquie a été officiellement close mercredi 6 juin. Particulièrement calme, elle a montré la facilité avec laquelle les Tchécoslovaques ont renoué avec la démocratie. Le Forum civique du président Vaclav Havel devrait sortir grand vainqueur de la consultation.

PRAGUE

de notre envoyé spécial

En dépit de quelques incidents mineurs et de l'explosion, toujours non élucidée, d'une bombe artisanale, samedi 2 juin, dans la vieille ville de Prague, les premières élections libres en Tchécoslovaquie depuis 1946, qui se déroulent les 8 et 9 juin, auront livré le témoignage éloquent de la maturité politique d'une nation sortant de plus de quarante ans de totalitarisme. Le passage périlleux de la dictature à la démocratie parlementaire a été franchi avec élégance dans ce pays de tradition libérale où l'on n'avait jamais vraiment oublié ce que voter veut dire.

Le mérite en revient d'abord à

la constellation politique qui devrait sortir grand vainqueur de ces élections : le Forum civique et son pendant slovaque, le VPN (Public contre la violence). Ces mouvements avaient été le moteur de la « révolution de velours » du mois de novembre dernier. C'est le Forum civique qui porta à la tête de l'Etat l'homme qui symbolise la résistance opiniâtre à l'oppression, le dramaturge Vaclav Havel, et les principaux membres du gouvernement d'entente nationale, dont l'objectif, aujourd'hui atteint, était de conduire le pays sans heurt majeur aux élections libres demandées à grands cris par le peuple.

LUC ROSENZWEIG

Lire la suite page 8

Après les déclarations de M. Mitterrand et le rapport Hollande

## M. Michel Rocard s'est efforcé de rassurer les milieux boursiers

Intervenant après le recul de la Bourse - 3,6 % en huit jours - qui redoute un alourdissement de la taxation des plus-values mobilières, M. Rocard a déclaré, le 6 juin, que les contraintes communautaires ne permettant pas à la France une pénalisation plus lourde qu'ailleurs des activités boursières.

M. Mitterrand avait envisagé, le 29 mai, une telle taxation, ainsi que le rapport présenté par M. Hollande (PS) sur la fiscalité du patrimoine. Au conseil des ministres, M. Mitterrand a soutenu M. Rocard, irrité par le laxisme budgétaire de certains membres du gouvernement.

M. Mitterrand affirme de plus en plus fort que la lutte contre les inégalités sociales doit être la priorité du gouvernement. M. Rocard en est d'autant plus convaincu qu'il n'a pas attendu les admonestations du président de la République pour mettre en œuvre, à long terme, cette politique. Mais la volonté partagée par le chef de l'Etat et son premier ministre se heurte à une autre priorité, qui ne manque pas de sel : il ne faut surtout pas effrayer la Bourse.

Lors de son discours d'Auxerre, le 29 mai, M. Mitterrand avait semé quelque inquiétude dans les milieux boursiers en s'attaquant à ceux qui, grâce aux plus-values mobilières, gagnent de l'argent pendant leur

sommeil et en invitant le gouvernement à prendre les mesures adéquates afin de rendre plus difficile « cette forme d'industrie ». L'inquiétude avait grandi à la suite de la publication du rapport de M. François Hollande, député socialiste de la Corrèze, consacré à la fiscalité du patrimoine et qui propose d'accroître la taxation des plus-values mobilières. Le président de la République et le premier ministre jugent ce rapport « responsable et modéré » et considèrent qu'il explore des pistes « intéressantes ».

Mais la Bourse de Paris a reculé. Le premier ministre estime que les petits porteurs ne sont pas, pour l'instant, touchés par ce mouvement. Il convenait, dans son esprit, d'éviter qu'ils le

soient. C'est pourquoi M. Rocard est intervenu mercredi à l'Assemblée nationale pour affirmer que les contraintes extérieures interdisent à la France de se distinguer de ses voisins en alourdissant la fiscalité sur les plus-values mobilières. Les explications fournies par Matignon ne paraissent pas cependant suffisantes. M. Rocard n'a pas seulement prononcé quelques bonnes paroles de nature à apaiser la Bourse. Il a dit, « navré », une évidence : la France doit se soumettre à la loi communautaire qu'elle a fortement contribué à mettre en œuvre.

JEAN-YVES LHOMEAU

Lire la suite page 10

## Pérou : le samouraï contre le « scribouillard »

Entre Alberto Fujimori et Mario Vargas Llosa le second tour du scrutin présidentiel s'annonce incertain

LIMA

correspondance

Alberto Fujimori, cinquante-deux ans, ingénieur agronome, fils de Japonais installés au Pérou, contre Mario Vargas Llosa, cinquante-quatre ans, écrivain célèbre et de grand talent, né dans une famille patricienne d'Arequipa : Un duel étrange. Ni l'un ni l'autre des deux candidats à la présidence, qui s'affrontent dimanche 10 juin, ne sont des politiciens traditionnels. Au terme d'une campagne particulièrement acerbe, l'issue du scrutin reste incertaine.

L'ingénieur Fujimori, leader d'un mouvement lancé pour les élections, « changement 90 », était pratiquement inconnu il y a encore trois mois. Sa place de second, à l'issue du premier tour, le 8 avril, a été une surprise de taille. Il est apparu alors comme un « indépendant » plébiscité par un électorat populaire à la recherche d'un souffle nouveau.

L'écrivain Vargas Llosa qui a passé seize années de sa vie entre Paris, Londres et Barcelone, a toujours affirmé que la politique est une activité dégradante. Il avait même refusé le poste de premier ministre offert par le

président Belaunde, au pouvoir de 1980 à 1985. Sa protestation virulente et publique de « citoyen » contre les projets d'étatisation du système financier du gouvernement Garcia en juillet 1987 l'a cependant lancé - malgré lui ? - dans l'arène de tous les dangers. Et dans une longue campagne pour la conquête de la magistrature suprême. Par défi ? Par ambition ? Par conviction intime de pouvoir apporter des réponses rationnelles à la crise multiforme et « sauver » le Pérou ?

MARCEL NIEDERGANG

Lire la suite page 8

## L'Europe et ses « vaches folles »

Les douze ministres de l'agriculture de la CEE, réunis à Bruxelles le mercredi 6 et le jeudi 7 juin, tentaient encore dans la matinée de jeudi de trouver un compromis dans l'affaire des « vaches folles ». Ils semblaient s'orienter vers un arrangement autour de propositions faites par la présidence irlandaise. Celles-ci visent à renforcer les mesures sanitaires afin d'assurer une meilleure protection des consommateurs continentaux à l'égard de la viande de bœuf importée de Grande-Bretagne. Elles prévoient également d'instaurer des contrôles communautaires sur toutes les fabrications d'aliments pour bétail à partir de viandes de ruminants.

Dans l'hypothèse où le nouveau dispositif de contrôle sanitaire serait jugé satisfaisant, la France, l'Allemagne fédérale et l'Italie pourraient lever leur embargo.

Lire nos informations page 21, section C

histoire politique société

## le débat

10 ANS

Après 15 ans d'émissions, le débat apostrophe Bernard Pivot.

GALLIMARD



## Ouverture du Mondiale

L'Italie avant les trois coups de la Coupe du monde de football. Le programme des retransmissions

Page 11 - section B

## La guerre civile au Libéria

Chute imminente du président Doe ?

page 7

## M. Mandela à Paris

L'accueil de M. Mitterrand place du Trocadéro

page 4

## Plaies d'Afrique (VIII)

L'Eldorado austral

page 6

## La querelle de Saint-Sernin

M. Jack Lang a tranché en faveur de la « désauration » de la basilique toulousaine.

page 16 - section B

## Croissance record en RFA

Une progression de 2,5 % des indices économiques au premier trimestre

page 21 - section C

## AFFAIRES

Les Lloyd's perdent de leur belle assurance.

Philippe : sous la crise, le psychodrame

Duel au sommet autour de Framatome

pages 25 à 29 - section C

## LIVRES ♦ IDÉES

■ René Belletto, l'ingénieur du roman ■ La sérénité inquiète d'Adalbert Stifter ■ Lettres germaniques : Walter Benjamin, Theodor Lessing, Rainer Maria Rilke ■ Sciences : Jean Bernard, Lynn Segal, Jean-Gabriel Ganancia ■ Le feuilleton de Michel Braudeau : Lewis Carroll : la chronique de Nicole Zand : Frigyes Karinthy.

pages 33 à 42 - section D

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 32 - section C

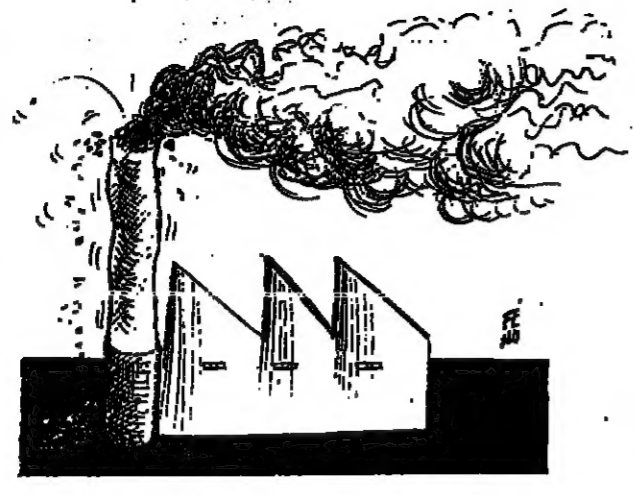
## DÉBATS

Public-privé

## Enarques à tout faire

par René Lenoir

## TRAIT LIBRE



**"Nous n'héritons pas de la terre de nos ancêtres. Nous l'empruntons à nos enfants."**

Saint-Exupéry

# Michel BARNIER CHACUN POUR TOUS



Le défi  
écologique

Stock

326 p. 98 F

Un livre limpide et pédagogique.

Dominique de Montvalon, *L'Express*

Un essai remarquable.

Martine De Santo, *Le Pèlerin Magazine*

Fidèle à lui-même, Michel Barnier surprend.

Plus. Il dérange.

Philippe Haumont, *Politix*

La preuve que l'écologie est entrée de plain-pied dans les institutions. Une véritable révolution verte.

Roger Cans, *Le Monde*

Ces propositions brisent nombre de tabous et tentent de placer la haute Administration au service de la France propre.

Vincent Tardieu, *Liberation*

Il n'est sans doute pas utile d'aller chercher plus loin. Le "grand dessein" qui fait si cruellement défaut à notre Société dont le cœur lassé de battre au jour le jour cherche désespérément des motifs d'embellissement, en voilà un que Michel Barnier nous sert sur un plateau.

Gilles Debemardi, *Le Dauphiné Libéré*

Un ouvrage animé d'une grande liberté de ton et d'enthousiasme.

Claude-Marie Vadro, *Le Journal du Dimanche*

Stock

La crise de la haute fonction publique a relancé le mythe ENA. Que l'on prenne l'âge, le sexe, la profession ou la catégorie sociale, l'Ecole nationale d'administration est considérée comme la première par nos concitoyens. Mais à quoi bon, se lamentent certains, si des cerveaux aussi durement sélectionnés et formés quittent de plus en plus nombreux le service public ?

Il y a quelques années à peine, les mêmes ou d'autres faisaient à l'ENA le reproche inverse : elle déformait l'intelligence au grand dam du secteur privé. Reproche absurde : l'école retient en moyenne cinquante étudiants par an, alors que les quatre plus prestigieuses écoles d'ingénieurs et les trois principales écoles de commerce en sélectionnent respectivement douze cents et sept cents.

L'inquiétude d'aujourd'hui est plus fondée que celle d'hier. Pourquoi les entreprises recrutent-elles plus d'anciens fonctionnaires que de jeunes ? Pourquoi ces jeunes hauts fonctionnaires quittent-ils le service public ?

C'est vrai des entreprises privées comme des entreprises publiques, dans presque tous les secteurs d'activités. Leurs raisons ? La valeur intrinsèque des personnes, d'abord. La sélection par concours en vaut bien d'autres et suppose des qualités de travail, d'opiniâtreté, de mémoire, d'expression qui ne déplaisent pas aux entreprises.

## Salaires doublés ou triplés

S'y ajoute la qualité de la formation donnée par l'ENA. Elle forme, certes, des professionnels du service public, mais par des méthodes qui ne peuvent que séduire les entreprises. Dès le concours d'entrée, les élèves sont immergés dans la société : six mois de stage d'entreprise commençant par un mois de stage ouvrier, puis six mois dans une préfecture ou une ville, ou un conseil général. Durant l'année d'études qui suit, le contact avec la société est constant, au travers des enquêtes de terrain menées en matière sociale ou à l'occasion de séminaires qui s'étendent sur six mois.

Les études théoriques complémentaires préparent à l'action : la gestion publique, l'économie appliquée, l'approche internationale des problèmes, le maniement des techniques quantitatives (statistiques, comptabilités, la gestion des ressources humaines, les langues vivantes).

Comment les grandes entreprises ne seraient-elles pas tentées de mêler dans leurs équipes dirigeantes enarques et cadres issus des rangs ?

Phénomène nouveau, les enarques quittent la fonction publique beaucoup plus jeunes. Pourquoi ? Jadis les entreprises attendaient qu'ils aient fait leurs preuves et que leur carnet d'adresses soit rempli. Aujourd'hui, elles veulent détecter leurs futurs dirigeants à trente ou quarante ans. C'est la qualité de l'homme qui leur importe. Il faut y voir la preuve de l'immense appel de compétences et d'intelligence né de l'internationalisation de l'économie dans un pays qui ne forme pas, assez d'ingénieurs et de commer-

ciants. L'argent compte aujourd'hui plus que les titres. Professeurs, avocats, médecins, officiers en savent quelque chose. Notre société s'américainise. Le sous-directeur ou le directeur qui quittent l'administration double ou triple sa rémunération. Phénomène excessif en France où la haute fonction publique est mal rémunérée et les cadres du secteur privé sont mieux payés que dans les pays voisins. Sept cents anciens élèves environ sur quatre mille cinq cents, soit un sur six, sont passés dans les entreprises publiques ou privées.

Mais l'argent n'est probablement pas la principale motivation de beaucoup d'entre eux.

Peu de gens aujourd'hui contestent le rôle des entreprises. La mondialisation de l'économie renforce l'importance des décisions prises par les plus importantes d'entre elles. A un certain niveau hiérarchique, le champ d'action est suffisamment vaste pour attirer des jeunes gens ambitieux et dynamiques.

Même s'il reste fondamental, le rôle de l'Etat, lui, est en pleine mutation. La décentralisation par un bout, la construction européenne par l'autre le transforment. En outre, les jeunes fonctionnaires découvrent une culture administrative elle-même en mutation. La modernisation des méthodes, l'implication des agents dans le processus de décision sont acquises dans certains services, pas dans tous. Et sur tous pèsent encore des règles héritées du dix-neuvième siècle qui doivent changer. La résurgence des

préoccupations éthiques met sur la sellette les administrations comme les entreprises.

Nous vivons sur une simplification abusive des rôles : d'un côté le service public, défenseur de l'intérêt général, de l'autre les entreprises, responsables du seul profit devant les actionnaires seuls. Aujourd'hui, nous savons que les performances d'une nation dépendent autant de la productivité de son secteur public que de celle de son secteur privé. La simple morale aurait dû conduire à chercher cette efficacité des institutions publiques puisqu'il y va du bon usage des deniers des citoyens. Par ailleurs, l'intérêt général ne saurait justifier un comportement désinvolte à l'égard de l'usager. Le respect du client s'impose aussi aux administrations et beaucoup de règles du droit administratif, trop éloignées du droit commun, ont dû être modifiées.

D'un autre côté, productivité et professionnalisme ne peuvent, seuls, tenir lieu d'éthique pour les entreprises. La qualité des relations humaines, le respect de l'environnement, la solidarité sont des valeurs auxquelles beaucoup d'entreprises prêtent attention. Toutes sont sensibles à leur image, comme le montre le développement du mécénat d'entreprise.

Il est sain que chacun, public ou privé, se sente tenu au respect des valeurs communes. Mais ce rapprochement enlève au service public son plus flamboyant drapeau. En servant dans les entreprises, d'anciens fonctionnaires n'ont pas le sentiment de trahir l'intérêt général.

Cependant, la vocation propre du service public demeure. Elle est, schématiquement, de se tenir à distance des intérêts d'une catégorie sociale ou d'un groupe quelconque,

de fixer la norme juridique et technique, de faire prédominer, quand il le faut, l'éthique de responsabilité sur l'éthique de conviction. Pour remplir ces tâches essentielles, l'Etat a besoin de grands commis. Il risque d'en manquer.

La circulation des élites, tant vantée aux Etats-Unis et au Japon, est en soi une bonne chose. Encore faut-il qu'il y ait circulation. En France, il s'agit d'un écoulement à sens unique de l'Etat vers les entreprises. Alors, que faire ? Dans l'immédiat, bien des choses sont possibles.

## Des sorties à risques

Appliquer d'abord, et vite, les instructions du premier ministre sur le renouveau du service public. Il faut que les jeunes fonctionnaires se sentent pris dans un milieu en mouvement où tous, de la secrétaire au directeur, s'impliquent. Il faut que des sanctions a posteriori remplacent des contrôles a priori décevants et paralysants. Il faut que les directeurs soient responsables de l'exécution des politiques décidées par le gouvernement et sanctionnées par le Parlement, sans que la sphère politique interfère dans cette exécution par le biais de cabinets trop nombreux.

Il faut ensuite appliquer l'article 175 du code pénal qui punit d'emprisonnement tout fonctionnaire qui travaille dans une entreprise dont il a traité les dossiers (marchés, contrôles divers, agréments, etc.) sans respecter un délai de cinq ans. Cet article concerne tous les corps de l'Etat, administrateurs civils, ingénieurs des Ponts et chaussées, de l'agriculture, de l'armement. En fait, les départs « scandaleux » sont

rares, mais ils font peser la suspicion sur toute la fonction publique.

Il faut surtout faire du passage dans le privé et dans le secteur politique une « sortie à risques ». En clair, cela revient à refuser ou à n'accorder qu'avec la plus extrême parcimonie la mise en disponibilité pour convenance personnelle. A titre d'exemple, deux cents enseignants et soixante-dix enarques au Parlement, cela ne donne pas une image exacte de la nation. Ils seraient moins nombreux si, comme en Grande-Bretagne, l'élection au Parlement supposait une démission préalable de la fonction publique. Une telle mesure n'empêcherait pas les départs vers le secteur privé ou le secteur politique, mais ils seraient moins nombreux et la morale serait sauve.

A moyen terme, un rééquilibrage entre secteurs public et privé est probable. Des retours se sont déjà produits. L'attrait du privé de loin et la vie quotidienne d'une entreprise sont deux choses différentes.

La déception peut aussi être le fait des entreprises. L'effet de mode s'émousse vite. Certaines entreprises découvriront qu'elles ne paient pas à privilégier l'apport extérieur au détriment de la promotion interne.

Le rôle de l'Etat, enfin, sera plus clair aux yeux des jeunes générations.

Pendant sept siècles, depuis Philippe le Bel, Etat et société civile se sont opposés. Ils se sont rapprochés et c'est heureux. N'allons pas jusqu'à une confusion qui ne serait bénéfique à personne. Tel est le sens des règles d'hygiène ici présentées.

► René Lenoir est directeur de l'Ecole nationale d'administration.

## BIBLIOGRAPHIE

## L'Allemagne du général

Qu'il s'agisse d'une collection consacrée à tous les aspects de la pensée et de l'action du général de Gaulle n'est pas encore consacré un ouvrage à sa politique allemande ne regrettera pas que cette lacune soit comblée au moment où s'accomplit « le destin normal » du peuple allemand. Le premier président de la V<sup>e</sup> République n'a-t-il pas prévu, annoncé, accepté, voulu même accomplissement contre les sceptiques et les timorés ? Nul n'était mieux documenté et qualifié pour écrire ce *De Gaulle et l'Allemagne* que Pierre Maillard, germaniste, diplomate, conseiller de l'Elysée pendant la grande période allemande du général (1959-1964).

Le de Gaulle de l'immédiat après-guerre, qui réclamait des gages de sécurité pour la France dans une Allemagne fractionnée et politiquement instable, était certes pas le même que celui de 1958. Mais quel il dit-il à Malraux à la fin de sa vie, « des malheureux qui n'ont jamais rien fait m'ont reproché mes changements. Le monde dans lequel je devais agir n'a pas changé, non ? Comme si une politique continue était une politique toujours semblable ! Ils s'imaginent sans doute que vivre consiste à imiter son enfance et à vouloir à tout prix des confitures ».

Les « confitures » que réclamait de Gaulle en 1945-1946 ne lui ont d'ailleurs pas été toutes refusées. Témoin la structure fédérale imposée à l'Allemagne de l'Ouest par ses occupants, et que lui ne remet en cause tant elle s'est révélée efficace même pour faciliter aujourd'hui sa réunification.

« Destin normal »

En tout cas, la déchirure de la nation allemande, l'éclatement de l'Europe en deux camps hostiles furent pour de Gaulle un scandale qu'il n'eut de cesse de dénoncer. Il le dit aux Français dès sa première conférence de presse à l'Elysée (« La réunification [...] nous paraît être le destin normal du peuple allemand ») ; il le répéta avec force, en 1960 à Paris, devant un Khrouchtchev qui menaçait d'étrangler Berlin-Ouest (« M'envelopper de glace, je fais comprendre à Khrouchtchev que la menace qu'il agit ne m'impressionne pas beaucoup ») ; et encore six ans plus tard, à Moscou, à un

Brejnev qui, lui, faisait les yeux doux. Au premier, il dit que la paix ne serait pas acquise « tant que ce grand peuple [allemand] subit une situation nationale insupportable », et au second que « faire disparaître l'espérance » lui livrerait à l'amertume et au nationalisme.

De Gaulle ne méconnaissait pas pour autant que la division de fait de l'Allemagne facilitait grandement son incorporation à un « ensemble européen raisonnable » (condition impérative, avec l'acceptation des frontières de 1945, d'une réunification pacifique) ; l'entente entre Paris et Bonn était l'armature obligée de cette « Europe européenne », confédérale, libre et responsable d'elle-même, qui offrirait, le moment venu, une structure d'accueil à l'Allemagne entière. De Gaulle ne devait jamais renoncer à cet objectif stratégique, tout en adaptant sa diplomatie aux circonstances. Mais le traité de l'Elysée de 1963, étape décisive aux yeux du général de la mise en œuvre de ce grand dessein, fut aussitôt suivi d'une fatale déconvenue : le « préambule » au traité voté par le Parlement de Bonn lui coupa brutalement les ailes.

Pourtant, le général, de nature pessimiste, ne noircit-il pas le tableau et n'exagère-t-il pas l'échec de ce « rêve inachevé » ? Pierre Maillard semble le penser tant les effets posthumes du pacte

Adenauer-de Gaulle se sont révélés fructueux : aurait-on établi un *modus vivendi* au sein de l'OTAN, poursuivi la construction européenne (Système monétaire, Conseil européen, élection du Parlement, Acte unique), surmonté la crise des euro-missiles, et en conséquence liquidé la « guerre froide » dans les meilleures conditions sans l'entente franco-allemande au sommet ?

Plus qu'un récit historique, le livre de Pierre Maillard est un traité de politique internationale dont une citation du général de Gaulle, entre beaucoup d'autres plus connues, permet d'apprécier l'actualité : « Les Russes (...) ont beaucoup trop de choses à faire chez eux (...), leur économie est faible, le gaspillage général, le peuple peu travailleur. Les « satellites » évoluent, ils évolueront davantage encore. Et puis, il y a les Chinois. L'URSS nourrit contre l'Allemagne beaucoup de préventions, mais elle a besoin d'alliés sur le plan économique. Elle tendra donc à s'arranger avec nous. » (Propos tenus au chancelier ouest-allemand Kiesinger le 13 janvier 1967.)

MAURICE DELARUE

► Pierre Maillard, *De Gaulle et l'Allemagne - Le rêve inachevé*. Préface de Maurice Schumann. Plon, coll. « Espoir » dirigée par l'Institut Charles-de-Gaulle, 322 p., 170 F.

## Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Beauve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet  
Administrateurs délégués : Antoine Gristet, Nelly Pierrat  
Rédacteurs en chef : Bruno Frappet, Jacques Amakric, Jean-Marie Colombani, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE, 75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-26-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 206 806 F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEAUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-28  
Télécopieur : (1) 40-60-30-10 ; Telex 261311 F MOND

## Nouvelles condan

## L'anniversaire pent

## ROCHE-ORIENT

## M. Rafsandjani a l'art

de fermer aucune porte

Le fils de Nasser est livré à la justice

## Le fils de Nasser

est livré à la justice

Alexandre Mourouze

# ÉTRANGER

CHINE : après la libération d'une centaine de détenus politiques

## Nouvelles condamnations à mort

Tandis que vingt nouvelles personnes ont été condamnées à mort dans le cadre de la campagne contre la criminalité, le mystère demeure entier sur le sort de trois dissidents disparus la semaine dernière à Pékin alors qu'ils s'apprêtaient à donner une conférence de presse. Par ailleurs, aux États-Unis, le conseiller à la sécurité nationale du président Bush, M. Brent Scowcroft, a reçu mardi

la dissidente Chai Ling afin de « démontrer la préoccupation de l'administration (américaine) pour les droits de l'homme en Chine ». La porte-parole du département d'État s'est félicitée mercredi de la libération de détenus politiques (*le Monde* du 7 juin), ajoutant que les États-Unis continueraient à « presser le gouvernement chinois de relâcher tous ceux qui sont détenus pour avoir

exprimé pacifiquement leurs idées politiques ». Enfin, plusieurs sénateurs se sont insurgés contre le renouvellement du statut de la nation la plus favorisée accordé à la Chine. Le sénateur républicain Jesse Helms a accusé pour sa part la société française Rémy Martin de fabriquer son vin Dynasty avec du raisin provenant du camp de travail de Tuanhe, près de Tianjin.

## Un anniversaire peut en cacher un autre...

PÉKIN

de notre correspondant

Les communistes chinois ont déjà, par le passé, torqué le bras à l'histoire pour satisfaire les besoins de leur propagande. Mais c'est, semble-t-il, la première fois qu'ils falsifient la chronologie même de cette histoire de Chine dont ils se réclament aujourd'hui pour crier haro sur l'Occident.

La célébration insistante du 150<sup>e</sup> anniversaire de la première

guerre de l'opium de 1840-1842 par Pékin, a tourné autour de la date du 3 juin, repère commode destiné à faire oublier l'anniversaire du massacre de l'année dernière sur la place Tiananmen. C'est en effet un 3 juin que le haut commissaire impérial Lin Zexu - bombardé maintenant « héros national » - brûle en place publique, près de Canton, une cargaison d'opium afin de signifier aux puissances occidentales, qui vendaient la drogue en Chine, que le trône mandchou

était décidé désormais à faire respecter sa loi interdisant ce commerce. Il n'en fallut pas plus pour convaincre le consul anglais, Charles Elliot, d'envoyer à Londres un rapport préconisant une intervention militaire.

Détail fâcheux cependant, il s'agissait du 3 juin... 1839. Le 150<sup>e</sup> anniversaire de ce qui est présenté aujourd'hui comme un acte de sursaut national tombait donc l'an dernier au moment où l'armée populaire de libération, après avoir pénétré lamentable-

ment pendant deux semaines aux portes de Pékin, se décidait à commettre une boucherie afin de reprendre le contrôle de la place Tiananmen. La propagande actuelle a soigneusement dissimulé le fait que le seul 150<sup>e</sup> anniversaire qu'il soit historiquement possible de célébrer cette année est celui de l'invasion britannique proprement dite, intervenue en juin 1840.

F. D.

CORÉE DU NORD : après le sommet de San-Francisco

## Pyongyang dénonce le « marchandage perfide » entre MM. Gorbatchev et Roh Tae-woo

La Corée du Nord a réagi avec vigueur au sommet de San-Francisco du 4 juin entre M. Gorbatchev et le président sud-coréen (*le Monde* du 6 juin). L'agence de presse de Pyongyang a estimé jeudi 7 juin que cette rencontre avait été « un événement anormal tout à fait contraire aux pratiques diplomatiques internationales ». Citant un communiqué du Front démocratique national sud-coréen, elle a affirmé que « tous les faits prouvent que les discussions entre Roh Tae-woo et Gorbatchev (...) sont un marchandage impardonnable et perfide ».

A Washington, le président Roh a rencontré mercredi M. George Bush.

Ce dernier s'est félicité du rapprochement soviéto-sud-coréen, ajoutant qu'il appartenait à Pyongyang de faire les premiers pas en vue d'une amélioration de ses relations avec les États-Unis. M. Roh a pour sa part déclaré que la réunification de la Corée passait par des réformes en Corée du Nord : « M. Gorbatchev et moi-même sommes convenus de joindre nos efforts dans ce sens. Cela aidera à la réduction de la tension dans la péninsule. (...) Si, grâce à ce processus, une paix véritable s'installe dans la région, nous pourrions discuter d'une réduction sensible des forces américaines en Corée (actuellement 43 000 soldats) ». - (AFP, Reuters, UPI)

JAPON

## Tokyo durcit sa position contre les immigrés illégaux

C'est dans un climat de confusion, tragiquement marquée par le suicide d'un jeune travailleur clandestin iranien, que sont entrées en vigueur, vendredi 1<sup>er</sup> juin, les nouvelles dispositions sur l'immigration. Ces derniers jours, des milliers de travailleurs illégaux avaient envahi les locaux des services d'immigration pour être expulsés avant cette échéance de peur d'être emprisonnés.

TOKYO

de notre correspondant

Dans une région du monde où beaucoup vivent en dessous du seuil de pauvreté, le Japon riche attire les travailleurs pakistanais, bangladais, chinois, philippins, coréens, mais aussi venus du Proche-Orient. Les autorités estiment le nombre de ces immigrants illégaux à une centaine de milliers. En réalité, leur nombre serait deux ou trois fois supérieur.

Après avoir longtemps fermé les yeux, Tokyo a durci sa position. En décembre, le Parlement a révisé la loi sur l'immigration, prévoyant jusqu'à deux millions de yens d'amende pour les employeurs et trois ans de prison pour les travailleurs illégaux. La nouvelle loi rend plus difficile l'obtention du visa pour exercer certaines professions, notamment dans le domaine « artistique », souvent couverture à la prostitution.

Les nouvelles dispositions ne s'appliquent qu'aux immigrants

illégaux arrivés à partir du 1<sup>er</sup> juin. Le mouvement de panique suscité par ces mesures est dû en grande part au flou entretenu dans leur application. Cette absence de clarté, faisant suite à une longue période de laxisme, traduit un certain malaise : le Japon ne souhaite pas un départ massif de ces travailleurs, mais il veut en enrayer le flux.

Les tensions sur le marché de l'emploi (le taux de chômage est l'un des plus faibles du monde) incitent les employeurs à embaucher de plus en plus d'immigrants qui reviennent beaucoup moins cher et acceptent des travaux que désormais les jeunes Japonais refusent. Mais la question de l'immigration n'en divise pas moins l'opinion publique.

L'archipel n'a guère d'expérience en la matière (à l'exception de l'immigration forcée de trois millions de travailleurs coréens et chinois). La présence de ces immigrants, dans un pays où l'idée d'une homogénéité raciale est largement entretenue, n'est pas sans susciter des réactions racistes latentes contre les travailleurs illégaux.

Longtemps, le Japon a pu être d'autant plus « élitiste » dans sa politique d'immigration qu'il n'y avait pas de demandes. Il fait l'expérience aujourd'hui d'une des « servitudes » de la richesse et s'aperçoit, pris entre les impératifs économiques, son image internationale et un hypothétique seuil de tolérance. Depuis décembre, près de quinze cent Chinois venus par mer comme des réfugiés indochinois ont été expulsés.

PHILIPPE PONS

## PROCHE-ORIENT

IRAN : une conférence de presse du président de la République islamique

## M. Rafsandjani a l'art de ne fermer aucune porte

M. Rafsandjani a, une fois de plus, justifié sa réputation : lors d'une conférence de presse, mercredi 6 juin, le président iranien a été si prudent qu'il était pratiquement assuré de n'avoir trop déplié à personne et d'avoir donné un peu à chacun. Les Occidentaux auraient mauvaise grâce de déceler la moindre trace de fanatisme, tandis que ses rivaux « radicaux » auraient du mal à découvrir un quelconque faux pas hors du droit chemin de la révolution islamique.

TÉHÉRAN

de notre envoyé spécial

Dans l'affaire des otages occidentaux du Liban, M. Rafsandjani a certes dénoncé « les responsabilités et l'arrogance » des États-Unis, mais en prenant soin de souligner que « la voie est ouverte pour la libération des otages » si Washington exerce des pressions, de façon que tous les « otages » musulmans (iraniens au Liban, libanais et palestiniens en Israël, chiites au Koweït) soient également libérés. Quant à améliorer les relations avec l'Occident, M. Rafsandjani n'est pas contre, mais assure que Téheran n'est pas prêt, pour ce faire, à renoncer aux enseignements de l'imam Khomeini et aux principes de la révolution, qu'il se garde cependant de définir. De toute façon, à l'en croire, le pays n'en serait pas au point où il serait obligé d'en passer par là.

Même prudence dans l'évocation de la position iranienne vis-à-vis de la Grande-Bretagne dans l'affaire Rusdie. Au fond, a déclaré M. Rafsandjani, Téheran n'aurait « aucune difficulté » à rétablir des relations avec Londres et, sur le principe, le gouvernement iranien en a tout autant le désir que les Britanniques. Seulement, le Parlement iranien - et non lui - a

posé des conditions à de telles retrouvailles, en février 1989, lors de la rupture : que Londres revienne sur « ses positions contre l'Islam » et condamne le livre de Salman Rushdie, *Les Versets sataniques*. Dès que ce sera chose faite, a-t-il promis, les relations seront aussitôt rétablies.

### Résolutions inacceptables

M. Rafsandjani a tenu dans la foulée à dissocier le problème des liens entre les deux pays de la condamnation à mort prononcée par Khomeini contre l'écrivain, condamnation dont il a dit qu'elle était irréversible. Il est vrai que mardi, le « guide de la révolution islamique », l'ayatollah Ali Khamenei avait pris les devants et réaffirmé cette irréversibilité. Le président pouvait difficilement aller à contre-courant vingt-quatre heures après.

Toujours avec l'art de ne fermer aucune porte, sans toutefois sauter le pas, M. Rafsandjani s'est montré déçu par les Irakiens - que Téheran avait cru « sérieux » dans leur désir de paix et leur proposition de sommet, avant que la conférence arabe de Bagdad n'adopte, fin mai, des résolutions inacceptables pour l'Iran - « s'est gardé de toute position tranchée. Il a dit n'être pas opposé à une rencontre avec le président Hussein, à condition que des pourparlers préliminaires soient engagés par des « experts sous les auspices de l'ONU » et qu'une telle réunion ait quelque chance de déboucher sur des solutions positives. Dans le même temps, M. Rafsandjani a insisté sur le fait que le sommet arabe de Bagdad avait amené Téheran à modifier son évaluation du degré de sérieux de la volonté de paix de l'Irak. Modifiée dans quelles proportions ? Il ne l'a pas dit.

VYVES HELLER

PAKISTAN : les affrontements interethniques

## Le Sind, talon d'Achille de M<sup>re</sup> Bhutto...

La situation dans la province du Sind demeure explosive en dépit du déploiement de l'armée à Karachi et à Hyderabad. Environ 350 personnes ont été tuées depuis le 14 mai au cours d'affrontements inter-ethniques.

NEW-DELHI

de notre correspondant en Asie du Sud

La flamme de la violence dans la province méridionale du Pakistan illustre une nouvelle fois la fragilité de M<sup>re</sup> Benazir Bhutto, au pouvoir depuis dix-huit mois. Les deux autres représentants de l'autorité de l'État, le président, M. Ghulam Ishaq Khan, et le chef d'état-major, le général Aslam Beg, sont successivement intervenus pour obliger M<sup>re</sup> Bhutto à faire appel à l'armée, ce qu'elle aurait voulu éviter. Le chef de l'État a sévèrement critiqué la manière avec laquelle le gouvernement provincial, dirigé par le PPP (Parti du peuple de M<sup>re</sup> Bhutto), a tenté de rétablir un semblant d'autorité, ce qui revenait à contester le premier ministre lui-même.

### Guerres de clans

Dans le Sind, deux communautés s'affrontent : les Mohajirs, anciens émigrés de l'Inde (au moment de la partition de 1947) de langue ourdou, regroupés au sein d'un parti, le MQM, et les Sindhis de souche. Les autorités civiles ont été incapables d'y maintenir l'ordre. M<sup>re</sup> Bhutto se dit persuadée qu'une « coopération » entre police et armée peut y ramener la paix. Il s'agit plus d'un vœu que d'une certitude, d'autant que la police locale, dont l'efficacité est aussi notoire que la corruption, a très mal pris d'être reléguée par les militaires au rang de force d'appoint. L'étape suivante serait l'imposition de l'administration directe de la province par Islamabad, ce qui signifierait, pour le chef du PPP, se sanctionner elle-même.

L'étape ultime serait l'instauration de la loi martiale, mesure que demande l'opposition lorsqu'elle presse le chef de l'État et le général Aslam Beg de remplir leurs « obligations constitutionnelles ». L'armée, dans ce cas, ne serait-elle pas par avance tentée de mettre fin à

Le Sind est à la fois le fief politique et familial de M<sup>re</sup> Bhutto et son talon d'Achille. Sans doute le premier ministre aurait-elle dû commencer par rétablir l'ordre dans son propre parti, dont les « barons » locaux la contestent ouvertement. La fille d'Ali Bhutto ne peut s'aliéner les seuls soutiens politiques dont elle dispose : dans deux autres provinces (Pendjab et Balouchistan), l'opposition est majoritaire. Dans la quatrième (province du Nord-Ouest), le gouvernement PPP est en sursis. Son autorité ne s'impose pas davantage aux grands fétides du Sind, qui ne partagent les campagnes comme autant de fiefs où le servage persiste.

Le Sénat, contrôlé par l'opposition, est composé de propriétaires terriens, ce qui interdit toute réforme foncière. D'où la tentation de faire porter la responsabilité de la crise aux « agents » venus de l'Inde, comme vient de le faire M<sup>re</sup> Bhutto. L'accusation est de bonne guerre : elle répond aux accusations indiennes sur la responsabilité pakistanaise dans les troubles du Cachemire. Le premier ministre pakistanais est aujourd'hui au pied du mur, forcée de prendre un risque politique majeur : faire appel de plus en plus à l'armée ou porter le fer dans son propre camp.

LAURENT ZECCHINI.

■ CAMBODGE : le Vietnam se félicite de l'accord Sihanouk-Hun Sen. - Le Vietnam s'est félicité, jeudi 7 juin, de l'engagement du prince Sihanouk et de M. Hun Sen, premier ministre de Phnom-Penh, de « s'abstenir de recourir à la force » pour régler le conflit cambodgien (*le Monde* du 7 juin). De son côté, le prince a déclaré jeudi, avant de quitter Tokyo pour Pékin, que seul un accord « quadripartite » (incluant les Khmers rouges) ramènerait la paix dans son pays. - (AFP.)

■ NÉPAL : un appel d'Amnesty International. - L'organisation humanitaire a annoncé, mercredi 6 juin, avoir demandé au gouvernement népalais de prendre des mesures pour la protection des droits de l'homme, après les nombreuses violations qu'a connues ce pays à l'occasion des manifestations du début de l'année. Amnesty, qui avait envoyé une délégation au Népal en avril, s'inquiète également de ce qu'il arrive « souvent qu'il n'y ait aucune trace officielle des arrestations ou du lieu de détention ».

EGYPTE : accusé d'avoir financé une organisation terroriste

## Le fils de Nasser s'est livré à la justice

LE CAIRE

de notre correspondant

A son arrivée à l'aéroport du Caire, en provenance de Genève, le fils de l'ancien président égyptien Gamal Abdel Nasser a été arrêté, mercredi 6 juin, par la police de la sécurité de l'État. M. Khaled Abdel Nasser, qui est accusé d'avoir financé l'organisation terroriste Révolution égyptienne, est passible de la peine de mort. Il avait fui l'Égypte et s'était réfugié en Yougoslavie, en 1987, peu avant l'arrestation de membres présumés de cette organisation. A l'ouverture du pro-

cès de ces derniers en 1988, il avait annoncé qu'il resterait en Égypte pour faire face aux accusations.

L'organisation Révolution égyptienne a revendiqué quatre attentats anti-israéliens et anti-américains commis de 1984 à 1987. Un diplomate et un fonctionnaire israéliens ont été tués et six autres blessés au cours de ces attentats dont le dernier a fait deux blessés légers parmi des responsables de la sécurité de l'ambassade des États-Unis. Le procès, qui en est aujourd'hui au stade des plaidoiries, devait reprendre, jeudi, devant la Cour supérieure de la sécurité de l'État.

ALEXANDRE BUCCIANTI

Le dernier  
**PLANTU**  
Une originale rétrospective  
des bouleversements à l'Est



Une coédition  
LA DÉCOUVERTE / Le Monde

## DIPLOMATIE

## Une rupture trop brutale avec le pacte de Varsovie ne serait pas bien vue par les puissances occidentales

nous déclare M. Jeszenszky, ministre hongrois des affaires étrangères

M. Geza Jeszenszky, ministre hongrois des affaires étrangères, a été choisi fin mai par le premier ministre, M. József Antall, pour diriger la diplomatie de son gouvernement de centre-droit. Celle-ci a la particularité, à l'est, de se situer dans la continuité des orientations prises déjà par le gouvernement précédent, ex-communiste, sous la pression de l'opposition maintenant au pouvoir, mais aussi d'être plus « pro-occidentale » dans beaucoup de domaines, notamment concernant le pacte de Varsovie. A la veille du sommet du pacte qui se tient à Moscou, M. Jeszenszky a accordé un entretien au Monde à son arrivée à Paris, où il devait assister jeudi 7 juin à une réunion de l'Union de l'Europe occidentale (UEO).

Le nouveau gouvernement hongrois s'est prononcé pour une sortie à terme du pacte de Varsovie et son remplacement par un système de sécurité collective. S'agit-il d'une radicalisation de votre parti, le Forum démocratique hongrois (MDF), qui prônait auparavant la neutralité ?

Les choses changent très vite. Lorsque la commission de politique étrangère du MDF, que je dirigeais, a mis au point la ligne sur la neutralité de la Hongrie, l'Europe de l'Est n'avait pas encore fait sa révolution et nous étions entourés de communistes orthodoxes en contact avec les conservateurs du Kremlin et qui souhaitaient la chute de Gorbatchev. Depuis, nos élections ont montré avec force que notre participation au pacte de Varsovie est contraire à la volonté de la nation. Nous disons que le traité lui-même est inutile. Je peux le dire sans heurter l'URSS, car maintenant tout le monde est conscient qu'il n'a pas lieu d'être maintenu comme pacte défensif. La sécurité de l'URSS et des autres membres du pacte peut être assurée par beaucoup d'autres moyens. On ne devrait plus rechercher la sécurité entre un petit cercle de pays.

Est-ce vous alors pour une dissolution à la fin du pacte de Varsovie et de l'OTAN ?

Oui, sans doute, mais il est impossible de fixer un délai. Tout cela doit être discuté - dans le cadre des négociations de Vienne notamment - et dépend de l'avenir qui sera dévolu à la CSCE (...). Pour notre part, nous avons clairement dit que nous ne voulons pas rompre brusquement avec le pacte de Varsovie. Ce serait dangereux, stupide et cela ne serait pas bien vu par les puissances occidentales (...). Nous voulons garder une porte ouverte sur l'URSS. Elle nous fournit notre pétrole et notre gaz, les munitions et pièces détachées pour notre armée. Elle constitue en outre une grande part de notre marché, même si le

prochain passage aux échanges en devises convertibles nous sera dans un premier temps défavorable. (...) Nous allons honorer tous nos engagements envers le document légal qu'est le pacte de Varsovie, mais nous devons ouvrir des négociations avec l'URSS et les autres pays du pacte. Contrairement à d'autres partis politiques hongrois, nous comprenons que l'URSS ne peut être isolée, sans sécurité adéquate.

Allez-vous demander jeudi, au sommet du pacte de Varsovie à Moscou, le début des négociations sur votre retrait ?

Le premier ministre József Antall dira clairement que telle est l'intention de la Hongrie. Mais il faut une approche pas à pas. La fin du pacte de Varsovie dépend de la façon dont il sera remplacé. (...) Certains parlent de pacte de non-agression entre les deux blocs ou de pacte de non-agression entre les pays pris individuellement, ou encore d'institutions de gestion des conflits, avec ou sans droit de veto, tout cela doit être discuté.

Vous venez de participer à la réunion à Copenhague des trente-

cinq pays de la CSCE sur la dimension humaine. Etes-vous satisfaits de ses résultats ?

Ce fut très utile. Pour la première fois dans l'ère de l'après-guerre, une conférence internationale a abordé la question du droit des minorités en Europe. Un document très équilibré a été soumis en commun par cinq pays (Hongrie, Italie, Autriche, Yougoslavie et Tchécoslovaquie). J'espère qu'il pourra être adopté. Le désaccord éventuel porte sur la notion de droits collectifs, opposée à celle des droits exclusivement individuels, soutenue par le représentant roumain. Le Président Ion Iliescu devait faire mercredi soir à Moscou des propositions à M. Antall concernant la minorité hongroise de Roumanie. J'espère qu'il s'agira d'un bon début. Le principal est de restaurer les institutions culturelles de la minorité hongroise en Roumanie, afin que cesse la vague d'émigration de jeunes qui ne voient pas d'avenir pour eux en Roumanie.

Propos recueillis par SOPHIE SHIHAB

## A la réunion de Copenhague

## Divergences sur le rôle futur de la CSCE

COPENHAGUE

de notre correspondante

Les représentants des trente-cinq pays membres de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, réunis les 5 et 6 juin à Copenhague, ont souligné la nécessité de renforcer le rôle de la CSCE, mais dans des optiques très différentes. Le ministre soviétique des affaires étrangères a souligné la mise en place de véritables « structures de sécurité » sous l'égide de cette instance paneuropéenne.

Le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a en revanche estimé que même si la CSCE était appelée à jouer un rôle nouveau et élargi, elle ne devait cependant pas prendre le relais de l'OTAN, qui reste la « pierre angulaire » du nouvel ordre de sécurité en Europe.

S'exprimant pour la France, M. Thierry de Beaucé a déclaré qu'il fallait « éviter d'enfermer la CSCE dans des structures rigides et l'alourdir par des tâches de gestion ».

L'autre sujet dominant au cours de ces deux premiers jours de la réunion de Copenhague, consacrée aux droits de l'homme et qui doit se poursuivre pendant trois semaines au niveau des experts, a été celui des minorités. La Suisse a proposé d'aborder en 1991 une réunion spéciale consacrée à ce sujet qui avait été proposée par l'URSS. Les cinq

membres de la « pentagone » (Autriche, Hongrie, Italie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie) ont déposé un projet commun de droits des minorités nationales.

M. Chevènement a en revanche estimé que, « si un pays a le droit de disposer de lui-même, cela doit se faire dans le respect de l'intégrité des Etats ».

Les ministres turc et yougoslave ont également défendu cette notion de préservation de l'intégrité des Etats.

L'Albanie, qui a obtenu à la conférence de Copenhague le statut d'observateur, a fait savoir qu'elle désirait pouvoir participer aux travaux de la CSCE à part entière, après une période de transition, et qu'elle était prête pour ce faire à souscrire à toutes les obligations qui s'imposent aux pays membres.

En revanche, deux députés lituaniens qui se trouvaient également dans la capitale danoise n'ont pu obtenir le statut d'observateur que Vilnius avait réclamé pour eux. Ils ont pu seulement assister aux séances en invités. Il aurait fallu, a expliqué en substance le ministre danois des affaires étrangères, M. Ellemann-Jensen, pour leur donner satisfaction l'accord des trente-cinq pays. Or il était certain que l'URSS aurait opposé son veto. En déplorant cette situation, M. Ellemann-Jensen a déclaré, en faisant allusion aux trois Etats baltes, qu'il espérait que bientôt les trente-cinq deviendront les trente-huit - ou même les trente-neuf avec l'Albanie.

CAMILLE OLSEN

## M. Chevènement accuse l'URSS de bloquer les négociations sur le désarmement conventionnel

Dans un discours qu'il devait prononcer jeudi 7 juin devant l'Institut royal pour les études de défense, à Londres, le ministre français de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, se montre pessimiste à propos des négociations de Vienne sur le désarmement classique en Europe. Il a accusé la délégation soviétique de bloquer ces discussions et estime que « les chances de conclure un accord dès cette année s'éloignent considérablement ».

« Les négociations sur l'aviation dérivent aujourd'hui de manière préoccupante », explique M. Chevènement. Les révélements successifs des pilotes proposés par les Occidentaux, l'acceptation d'un nombre croissant d'exceptions concernant certains types d'avions, nous éloignent de notre objectif de réductions significatives. Nous sommes maintenant arrivés près du seuil au-delà duquel nous nous interrogerions sérieusement sur l'intérêt que représenterait pour nous un accord à ce point imparfait sur l'aviation (...). Nous déplorons, à Vienne, depuis plusieurs semaines une impasse complète (...). Le blocage est venu de la délégation soviétique ».

M. Chevènement devait d'autre part rendre à son auditoire britannique : « Il n'est pas question pour nous de réintégrer de quelque manière que ce soit les structures militaires alliées ».

La France et la RFA ont lancé l'initiative d'une union politique qui pourrait englober, dans un horizon sans doute plus lointain, les questions de sécurité. Une institution telle que l'Union de l'Europe occidentale (UEO) peut être un outil très utile pour favoriser l'émergence de cette action commune des Européens dans le domaine de la défense ».

S'agissant des mesures de confiance militaire en Europe, c'est-à-dire des échanges d'informations sur les manœuvres, de la transparence des dispositifs militaires, des échanges de vues sur les doctrines de défense et la publication des budgets militaires, M. Chevènement estime que la France était prête, dans ce cadre, à accepter « une certaine institutionnalisation » de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) « à condition qu'il s'agisse d'une structure souple ».

Le ministre de la défense se montre réservé sur le projet de forces multinationales avancées par certains pays européens et par les Etats-Unis. « Nous avons en ce domaine une certaine expérience avec la brigade franco-allemande. Cette opération, estime M. Chevènement, a une valeur symbolique incontestable. Sur le plan opérationnel toutefois, cette formule connaît des limites. L'expérience ne paraît pas pouvoir être généralisée à cette échelle. Ceci n'exclut pas que l'on puisse éventuellement répéter d'une manière ponctuelle l'expérience franco-allemande. Mais cela ne pourrait se faire que sous une forme bilatérale et seulement entre Européens ».

JACQUES ISNARD

L'accueil de M. Nelson Mandela à Paris par M. François Mitterrand

## « Le prisonnier qui guide ses géoliers sur les chemins de la liberté »

Les deux couples ont marché l'un vers l'autre d'une extrême lenteur, le pas de l'homme du Trocadéro, symbolique, qui s'est fait au centre de ce périmètre baptisé « des libertés et des droits de l'homme ». C'est là, dans cette mise en scène, que M. Mitterrand et son épouse Danielle ont choisi de faire connaissance de Nelson et de Winnie Mandela tout juste arrivés de Londres, mercredi 6 juin, pour un séjour de trente-six heures dans la capitale française.

Les deux femmes sont tombées dans les bras l'une de l'autre. Les deux hommes se sont serrés le main chaleureusement. Puis tous les quatre, Winnie, le poing levé, Nelson, agitant le bras, ont marché en direction d'une foule parquée dans des enclos de barrières métalliques par d'imposantes et tatillonnes forces de police qui avaient bouclé tout le quartier.

Il n'y avait d'ailleurs pas foule à proprement parler. Mais à cause de ce dédale de barrières, tous n'ont pas pu voir le héros du jour, Nelson Mandela, emmitouflé dans un manteau sous les rafales de pluie qui balayaient le carrousel des courants, d'air qu'est le parvis du palais de Chailot.

« Mais qu'on leur donne des parapluies », se sont écriés quelques spectateurs inquiets pour le santé des deux couples. Cela n'avait pas été prévu dans tout ce bel ordonnancement en dépit d'un ciel menaçant tout au long de la journée. Ce fut finalement fait alors qu'une centaine de violonistes, tout de blanc vêtus, surgissaient du fond de l'esplanade derrière un nuage de fumée, également blanche, pour interpréter, un peu pompeusement, l'hymne national des Noirs sud-africains, *Afrika Sikelele* (« Dieu sauve l'Afrique »). Des poings se sont levés dans la foule surmontée d'un Zappélin où SOS racisme avait inscrit : « Salut Mandela ». Les militants du Parti communiste ont demandé « la solidarité » avec le dirigeant noir lançant à M. Mitterrand : « Boycott à 100 % ».

Le chef de l'Etat n'y a pas fait allusion. Il a rendu hommage à ce « combattant de la liberté », à cet homme que l'on accusait d'être un homme comme les autres, à « ce prisonnier qui guide ses géoliers sur les chemins de la liberté, qui montre à ceux qui se croient les maîtres qu'ils étaient esclaves de leurs préjugés et qui leur enseigne comment on peut s'affranchir ensemble du système où est enfermée leur patrie commune ». « Si la France est le pays des droits de l'homme, elle est la vôtre », a conclu le président de la République.

blique, qui n'a pas oublié - sans doute à l'instigation de son épouse - d'associer Winnie au tribut payé à l'incarnation de la lutte pour la dignité de l'homme. Entre la tour Eiffel et la statue du maréchal Foch, sur ces dalles consacrées à la cause des droits de l'homme, la figure mythique du combat odieux l'apartheid a une nouvelle fois demandé de ne pas baisser la garde, de maintenir les aspirations jusqu'à ce que « l'apartheid », qui a duré trop longtemps, qui a détruit trop de vies, disparaisse ». « La victoire est en vue », a ajouté, confiant, M. Mandela, mais comme dans un marathon, c'est le dernier kilomètre qui est le plus difficile ».

## Dîner privé de quatorze personnes

La pluie a redoublé quand la cantatrice américaine Grace Bumbry a interprété un negro spiritual inspiré d'un poème de Nelson Mandela écrit en détention. Des centaines de gerbes d'étoiles ont jailli de bâtonnets sous le déluge. Rien n'y a fait. Grace Bumbry a quitté le parvis. La traîne de sa robe rouge, essayant les flaque, immédiatement relayée par le groupe Touris Kunda, dont les rythmes ont réchauffé l'atmosphère un peu empuée.

Au deuxième morceau, les deux couples ont quitté le parvis. M. Mitterrand, très attentionné, tenait le bras de M. Mandela. Le gouvernement, M. Michel Rocard en tête, a suivi. La fête était finie. Elle n'avait duré qu'une heure à peine. La police, omniprésente, a investi la place, craignant sans doute que l'on ne danse sous la pluie au son des tambours de Touris Kunda.

Un dîner privé de quatorze personnes a ensuite réuni dans les locaux de France-Libertés, l'association de Danielle Mitterrand, les deux couples, et notamment le poète martiniquais Aimé Césaire, le poète nigérien Wole Soyinka, le Sud-Africain naturalisé français Breyten Breytenbach, les chanteurs Renaud et Barbara.

MICHEL BOLE-RICHARD

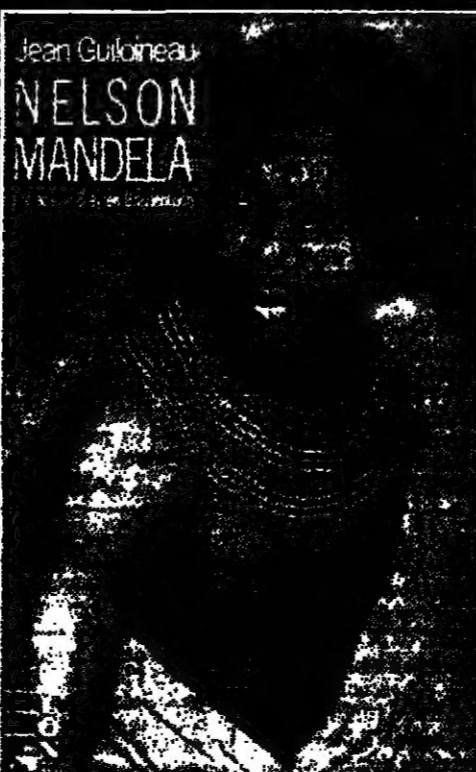
M. Nelson Mandela rencontrera le président américain George Bush le 25 juin à Washington. - La présidente américaine George Bush recevra M. Nelson Mandela le 25 juin à Washington. « Le but de cette visite est d'entendre les opinions de M. Mandela sur le processus en cours pour négocier la fin de l'apartheid et pour encourager de nouveaux progrès à ce propos », a déclaré le porte-parole de la Maison-Blanche, M. Martin Fitzwater. (AFP)



«Après Gorbatchev, un dossier au titre lourd de sens et d'ambiguïté: ce livre nous aura aidés à jouer de sagesse et de volonté entre les hasards que va connaître l'Europe.»  
Thierry de Beaucé LE FIGARO

LA TABLE RONDE

## MANDELA la première biographie

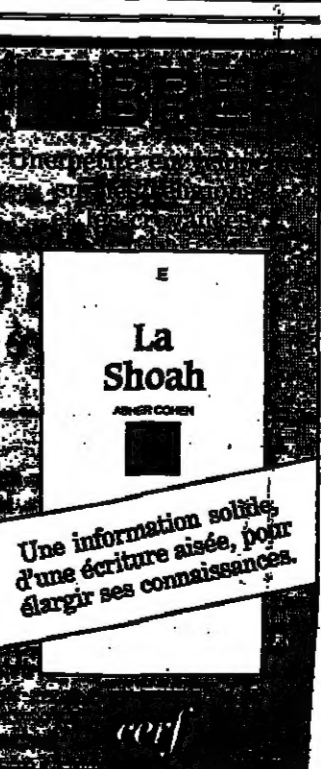


PLON

## EN BREF

■ Réunion ministérielle de la conférence « 2 + 4 » le 22 juin. - La deuxième réunion ministérielle de la conférence « 2 + 4 » sur l'unification de l'Allemagne aura lieu, vendredi 22 juin à Berlin-Est, a annoncé mercredi 6 juin le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas. Initialement prévue pour la fin de cette semaine, cette réunion avait été reportée en raison du durcissement des positions soviétiques sur la question de l'appartenance de l'Allemagne unifiée à l'OTAN. (AFP)

■ L'Agence française « Joséphine » pour « l'union et l'unité ». - L'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT), organisation française comprenant quarante et un Etats, a suivi la justice après que des « abus et fraudes et des comportements graves » ont été constatés dans ses comptes en 1989, a annoncé le secrétaire général de l'ACCT, M. Jean-Louis Roy. « Il y a eu limitation de signature sur une quinzaine d'opérations », a affirmé M. Roy, dans un seul secteur d'activité de l'Agence et concernant « une seule personne », dont l'identité n'a pas été divulguée. M. Roy a pris ses fonctions en janvier 1990. (AFP)



Une information solide, d'une écriture aisée, pour élargir ses connaissances.

tout en papier recyclé, nous avons créé toute une gamme qui contribue à préserver la nature. Parce que si c'est bien pour la nature, c'est encore mieux pour vous. Et pour qu'à votre tour, vous puissiez participer, nous vous offrons dans tous les Monoprix le Guide des Gestes Verts : un manuel pratique pour protéger la nature tous les jours. Parce que chez Monoprix, on pense tous les jours à demain.

**MENAPREX**

**PUMP**

*Mrs. J. H. Smith*

...the new, revolutionary formula...



## ENQUÊTE

## Plaies d'Afrique

## VIII. — L'eldorado austral

Maintenant que le cap est hris sur le démantèlement de l'apartheid et que l'Afrique du Sud devient ainsi plus fréquentable, beaucoup d'Etats du continent noir, en proie à la crise économique, commencent à longer avec envie du côté de Pretoria, surintendant l'aide économique qu'ils peuvent attendre de ce nouveau partenaire (le Monde des 29, 30, 31 mai, 1<sup>er</sup>, 2, 6 et 7 juin).

Ils n'attendaient qu'un geste du « diable » sud-africain, qu'il fasse un brin de toilette, pour que ce ne soit plus indécemment de s'asseoir à sa table et de parler affaires sans avoir à s'en cacher honteusement. Le discours « historique » prononcé, le 2 février dernier au Cap, devant le Parlement, par le président Frederick De Klerk, qui annonçait le démantèlement à terme du système de l'apartheid, a dissipé, dans l'esprit de beaucoup de dirigeants du continent noir, des inhibitions et des peurs.

Du coup, on a vu, lors des cérémonies de l'indépendance de la Namibie, fin mars à Windhoek, ces dirigeants faire antichambre pour être reçus par M. De Klerk ou M. « Pik » Botha, son ministre des affaires étrangères, comme si le temps pressait. Depuis qu'ils ont le sentiment que l'Europe de l'Ouest va les lâcher pour soutenir ses frères de l'Est, les pays africains cherchent en hâte des solutions de rechange. Dans cette quête de nouveaux partenaires, ils en sont, très vite, arrivés à la conclusion que le régime de Pretoria était l'un des mieux placés pour leur venir en aide.

« Depuis quelques mois, les attentes des pays africains à notre égard sont énormes », reconnaît-on à Johannesburg. Les Sud-Africains, qui passent pour de redoutables négociateurs et qui se sentent en position de force, ne sont probablement pas disposés à délier les cordons de leur bourse sans obtenir de sérieuses compensations, politiques notamment. Pour

l'heure, l'aide du régime de Pretoria à l'ensemble du continent noir est plus que modeste : elle égale l'aide française à la seule Guinée-Bissau.

Pour des raisons politiques, l'Afrique du Sud a savamment entretenu les illusions de tous ceux qui, sur le continent noir, imaginaient qu'elle les tirerait de la misère. A une époque pas très lointaine encore où l'opprobre était jeté sur le régime de Pretoria, ses dirigeants ont adroitement fait porter leurs efforts de relations publiques sur les maillots faibles de la chaîne africaine, c'est-à-dire sur de petits pays, pauvres et démunis, comme les Comores et la Somalie, le Burundi et le Rwanda, possibles chevaux de Troie pour gagner des batailles commerciales.

## Travail de taupe

Ce travail de taupe, cette diplomatie tranquille ont porté leurs fruits. « Il n'y a pas un seul des cinquante et un Etats membres de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) avec lequel nous n'ayons pas, aujourd'hui, des relations commerciales », dit-on à Johannesburg. Ainsi l'Afrique du Sud exporte-t-elle dans le reste du continent noir 32 % de ses produits manufacturés.

L'Afrique du Sud a longtemps utilisé les services d'intermédiaires britanniques, français et portugais, voire indiens ou libanais qui connaissaient bien le terrain, pour approcher en douceur ces marchés. « Ce système n'était pas très stimulant et plutôt coûteux », fait observer un industriel de Johannesburg. Il n'empêche qu'aujourd'hui le régime de Pretoria dispose sur le continent noir d'un réseau commercial très dense, organisé en toile d'araignée autour de plusieurs dépôts géants en Côte-d'Ivoire, au Togo, au Rwanda et au Zaïre, qui approvisionnent les pays alentour.

Commercer d'abord, investir aussi en toute sécurité. Les investissements directs sud-africains sur le continent noir s'élevaient, en

1988, à quelque 5,5 milliards de francs, soit 12 % du total des investissements directs à l'étranger. N'a-t-on pas vu, en avril, Rothmans International, dont le groupe sud-africain Reimbrandt avait pris le contrôle en novembre, se voir adjuger la manufacture de cigarettes et d'allumettes du Bénin et des finances, sud-africains encore, s'intéresser récemment au sort de la Banque internationale de l'Afrique de l'Ouest (BIAO) ?

## Boucher des trous

Aider enfin, car l'Afrique du Sud a besoin de se montrer solidaire d'un continent noir dont elle fait partie intégrante et dont elle se sentait jusqu'alors rejetée à cause de ses choix politiques. Un seul Etat de l'OUA a noué des relations diplomatiques avec elle : ce fut le Malawi en 1966. Depuis lors, aucun autre n'a jamais osé braver l'interdit de la reconnaissance. Et M. Kamuzu Banda, le chef de l'Etat malawite, de dénoncer, en son temps, « ceux qui se donnent bonne conscience en votant des résolutions contre Pretoria mais qui ont l'estomac plein de viande sud-africaine... »

Des projets de développement, le régime de Pretoria en finance déjà ici et là sur le continent noir — les noms de la plupart des Etats concernés sont encore tenus secrets, — notamment dans les domaines de l'agriculture, de la santé, de l'éducation et de l'habitat. Il se dit prêt à faire davantage, pas au point, cependant, d'en arriver à constituer de grandes puissances comme la France. « Ce que nous voulons », explique-t-on dans les milieux officiels, c'est seulement boucher quelques trous, combler quelques vides.

Le régime de Pretoria souhaiterait joindre ses moyens à ceux d'autres bailleurs de fonds sur des projets d'investissement, comme cela commence à se faire en Afrique australe — une région qui lui tient particulièrement à cœur, — par exemple au Lesotho pour la

construction d'un barrage géant, au Mozambique pour la remise en état des installations hydro-électriques de Cahora-Bassa.

Cela dit, les responsables sud-africains s'emploient à raisonner tous ceux qui, sur le continent noir, les prennent pour des magiciens. Leur pays, soulignent-ils, appartient encore, et pour cause, au tiers-monde : 40 % de la population n'y vit-elle pas au-dessous du seuil de pauvreté ?

Fréter des experts ? L'offre ne peut être que limitée. L'Afrique du Sud en a d'abord besoin chez elle et elle en manque cruellement faute d'avoir veillé, en temps utile, former des Nègres. On la voit donc, aujourd'hui, prospecter les marchés du travail en Europe de l'Est à la recherche d'une main-d'œuvre qualifiée.

## Le message de Cecil Rhodes

A vrai dire, l'intérêt bien compris de l'Afrique du Sud n'est pas de disposer ses moyens aux quatre coins du continent noir, mais bien plutôt de les concentrer dans les pays d'Afrique australe qui sont appelés à former avec elle, le jour où le système de l'apartheid aura été complètement démantelé, une sorte de zone de prospérité. « Notre hinterland est là », lit-on, dans le centre du Cap, sur la stèle qui supporte la statue de Cecil Rhodes, le fondateur de la Rhodésie, montrant du doigt la direction du nord.

A cet égard, les choses étaient déjà bien en place, avant même le discours « historique » de M. De Klerk. Les contraintes économiques l'ont, en effet, emporté sur les obligations morales et les nécessités politiques de l'heure. Les efforts que les pays d'Afrique australe ont déployés pour gouverner cette réalité et alléger leur dépendance vis-à-vis de Pretoria ont été vains, sauf à leur donner bonne conscience.

Les faits sont là : les deux tiers des exportations sud-africaines vers le reste du continent noir ont



PANCHO

pour destination le Malawi et les sept pays de la ligne de front. Pretoria est le premier partenaire commercial du Malawi, le troisième du Mozambique. Quant au Zimbabwe, il vend les deux tiers de ses produits manufacturés à l'Afrique du Sud, par laquelle transitent 70 % de ses importations et de ses exportations. On pourrait ainsi multiplier les exemples qui mentrent à quel point les pays de l'Afrique australe sont prisonniers de leur puissant voisin.

L'Afrique du Sud est ainsi appelée à devenir le pôle d'un sous-ensemble africain qui a sa propre cohérence. Elle est donc prête à mettre un certain nombre de moyens au service de cette ambition. Pour la satisfaire plus vite, elle en vient à solliciter l'aide d'autres bailleurs de fonds. « L'effort pour placer l'Afrique australe sur la route de la prospérité exige la coopération du monde industrialisé », rappelle, fin mars à Windhoek, M. De Klerk.

## Pays-phares

Inutile pour le reste du continent noir de « bâtir des châteaux en Afrique du Sud ». Ce qui se veut pas dire qu'il ne ressentira pas à distance, les effets des changements en cours de l'Afrique de l'Est. La logique économique, cependant, rappelle, que se constituent d'autres sous-ensembles géographiques autour de quel-

ques pays-phares. A cause de son poids économique, de sa puissance démographique, le Nigeria pourrait jouer ce rôle de pays-phare en Afrique de l'Ouest.

Ses dirigeants quels qu'ils soient ont toujours prétendu qu'une place à part leur revenait de droit sur le continent noir et se sont inquiétés des tentatives faites par l'Afrique du Sud pour sortir de son isolement. Mais, le pays malade, miné par de graves tensions ethniques, religieuses et politiques — la récente tentative de coup d'Etat en porte témoignage, — est-il en mesure de servir à d'autres de tuteur ?

Y aura-t-il donc, un jour, plusieurs Afrique qui ne marcheront pas au même pas ? Si la paix revient bientôt en Angola et au Mozambique et si le régime de Pretoria change de nature, les conditions seront réunies pour que cette région, riche de potentialités, redécouvre, assez rapidement, les chemins d'un certain bien-être. De nouveaux eldorados ? Peut-être pas. Mais où en sera alors le reste du continent noir ?

JACQUES DE BARRIN

Prochain article :  
**Rencontre avec un dirigeant du troisième type**  
par JACQUES DE BARRIN.

**Sécurité. Ponctualité.**  
Jusqu'ici, c'était  
notre souci majeur.



Il le reste toujours.

Pour une compagnie aérienne, la sécurité est aussi nécessaire que la confiance entre deux êtres ayant décidé d'unir leurs existences. Elle est une priorité absolue.

Tout de suite après vient la ponctualité. Car nous savons que vous avez besoin de compter sur nous quand nous annonçons

une heure de départ et une heure d'arrivée. Dans les années 90, SAS sera bien davantage qu'une simple compagnie aérienne. Avec le concours de nos partenaires, nous allons offrir désormais un service global de liaisons aériennes, hôtellerie et restauration couvrant le monde entier.

Ce nouveau service sera tout à l'avantage de nos passagers. Il rendra votre voyage plus simple et plus agréable. Car nous avons une idée bien arrêtée : être là au moment où vous avez besoin de nous.

Evidemment, cela ne change rien à ce qui a toujours été la philosophie de notre com-

pagne : nos priorités, aujourd'hui comme hier, restent la sécurité, la ponctualité et le service. Exactement dans cet ordre.

**SAS**  
We'll be there.

مكتبة الامم المتحدة

# AFRIQUE

... Le Monde • Vendredi 8 juin 1990 7

## LIBÉRIA : la guerre civile

### Washington s'attend à la chute imminente du président Doe

Les jours du régime du président Samuel Doe qui a fêté en avril le dixième anniversaire de son arrivée au pouvoir à la faveur d'un putsch sanglant, sont maintenant comptés. Sérieusement menacé par l'avancée des troupes rebelles de Charles Taylor, qui sont aux portes de Monrovia, la capitale, le chef de l'Etat libérien vient de lancer un appel au secours à son homologue américain, M. George Bush et aux Nations Unies. Dans une lettre, il leur demande de l'aider à combattre les maquisards dont il affirme qu'ils sont soutenus par la Libye.

M. Emmanuel Bowier, le ministre libérien de l'information a déclaré, mercredi 6 juin, que le

président Doe était prêt à «faire des sacrifices». «Si le peuple des treize comtés demandait son départ, la question devrait être discutée», a-t-il affirmé. Il a, cependant, exclu, une fois encore, de démissionner, comme l'exigent les rebelles.

S'attendant à la chute imminente du président Doe, le département d'Etat américain a demandé à plusieurs pays africains, dont il n'a pas cité les noms, s'ils seraient prêts à l'accueillir si, en définitive, il était contraint de choisir le chemin de l'exil. D'autre part, dans un appel lancé sur les ondes des radios locales, l'ambassade des Etats-Unis

à Monrovia a recommandé, mercredi, à tous les citoyens américains se trouvant encore au Libéria, de quitter immédiatement ce pays en raison de «la détérioration des conditions de sécurité».

Les Etats-Unis ont accepté une requête de l'Union soviétique pour embarquer ses diplomates à bord de l'un de leurs six navires qui croisent au large des côtes libériennes, au cas où ils décideraient une opération d'évacuation, a annoncé le porte-parole du département d'Etat.

Tandis que le secrétaire général de l'ONU lançait en vain, mercredi, un appel à l'arrêt des com-

bats, qui prennent de plus en plus des allures de règlements de comptes ethniques, ceux-ci n'en continuaient pas moins d'opposer, autour de Monrovia, les forces loyalistes dont le moral laisse à désirer aux maquisards résolus à parvenir à leurs fins. Ces derniers affirment contrôler les principales localités entourant l'aéroport international de Robertsfield ainsi que l'immense plantation d'hévéas de Bridgetown (anciennement Firestone). D'autre part, les rebelles ont perdu en cours d'opération, dans des conditions encore mal éclaircies, leur stratège, Elmer Glee Johnson, 33 ans, le conseiller militaire de Charles Taylor. - (AFP)

## ETHIOPIE

### Le gouvernement se dit prêt à négocier avec les rebelles érythréens

Le gouvernement éthiopien a annoncé, mardi 5 juin, qu'il souhaitait reprendre les négociations de paix avec le Front populaire de libération érythéen (FPLE). «Le gouvernement éthiopien a décidé d'accepter le principe de l'utilisation de Massawa comme port de livraison de l'aide humanitaire et est prêt à discuter des modalités de [cette] utilisation avec les donateurs et les autres parties concernées», affirme le ministre des affaires étrangères. Depuis la prise de ce port par les rebelles, le gouvernement avait exigé que l'aide arrive par le port d'Assab. - (AFP)

Le gouvernement éthiopien a annoncé, mardi 5 juin, qu'il souhaitait reprendre les négociations de paix avec le Front populaire de libération érythéen (FPLE). «Le gouvernement éthiopien a décidé d'accepter le principe de l'utilisation de Massawa comme port de livraison de l'aide humanitaire et est prêt à discuter des modalités de [cette] utilisation avec les donateurs et les autres parties concernées», affirme le ministre des affaires étrangères. Depuis la prise de ce port par les rebelles, le gouvernement avait exigé que l'aide arrive par le port d'Assab. - (AFP)

### La plus importante flotte marchande du monde

Avec 1 370 navires immatriculés sous son pavillon, pour une capacité de 88,3 millions de tonnes de port en lourd (TPL), le Libéria est depuis longtemps au premier rang mondial des flottes marchandes. Sa prééminence est surtout notable pour les navires de fort tonnage et les navires citernes (pétroliers, médianiers) puisque le tonnage des tankers de pétrole brut représente 56 millions de TPL alors que la seconde flotte pétrolière mondiale, celle du Panama, n'atteint que 20,9 millions de tonnes. Les grands groupes pétroliers multinationaux (Exxon, Chevron, Mobil) et les transporteurs indépendants (grecs, norvégiens, japonais) ont l'habitude de faire naviguer leurs bateaux sous cette bannière.

Cette anomalie pour un pays dont la place dans l'économie mondiale est marginale et qui, du point de vue maritime, s'apparente à une fiction tient au fait que les armateurs tirent des avantages financiers très subs-

tantiels d'une immatriculation de leurs navires à Monrovia. Ce port, pourtant, n'a évidemment rien à voir avec Le Havre, Hong Kong et encore moins Rotterdam. La quasi-totalité des navires et des armateurs libériens n'ont jamais utilisé pratiquement Monrovia.

#### Une certaine honorabilité

Dominiées par les Etats-Unis, les autorités de Monrovia ne prévalent que des taxes minimes sur le tonnage des navires inscrits à leur registre. Les changements de pavillon ou de compagnie obéissent à des règles juridiques extrêmement souples : un simple télégramme adressé à un avocat ou courtier de Londres, New-York ou Tokyo suffit.

Le Libéria est traditionnellement le type même du pavillon de complaisance, ce qui signifie que les propriétaires de navires sont américains, grecs, voire français, utilisant à bord des

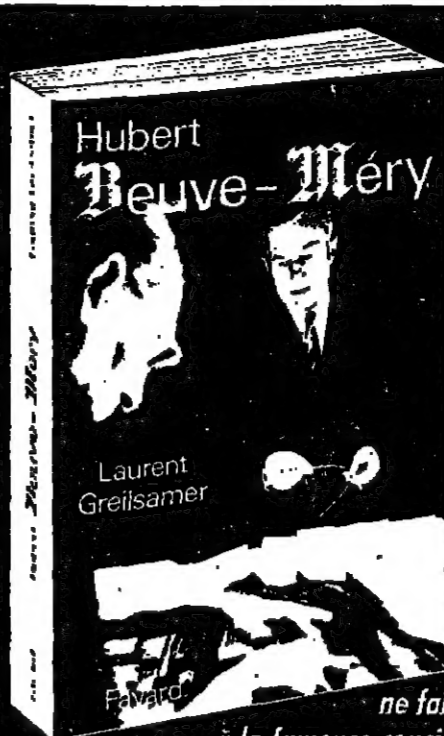
équipages philippins, ghanéens, chinois, etc. Mais, contrairement à d'autres pavillons de complaisance réputés laxistes (Chypre, Panama, Iran), celui du Libéria (à cause de la surveillance américaine) tient à garder une certaine honorabilité. Les armateurs qui l'utilisent veillent notamment au respect des réglementations internationales sur la sécurité, l'environnement, le contrôle des brevets des équipages.

Au cours des dernières années, le tonnage du Libéria a eu tendance à régresser, surtout à cause du recul relatif de la flotte pétrolière, tandis que ceux du Panama et de la Grande-Bretagne (avec ses satellites que sont Gibraltar, l'île de Man ou les Bermudes) progressaient. Les événements du Panama à la fin de l'an dernier et le boycottage des navires panaméens décidé par le président Bush ont eu pour conséquence de redonner un élan au Libéria, beaucoup d'armateurs décidant alors de transférer leurs navires à Monrovia. Mais depuis

deux ans, le Libéria se heurte (avec le Danemark et surtout la Norvège, qui ont mis en place des «pavillons bis économiques») à de nouveaux et redoutables concurrents, étant donné l'importance des armateurs scandinaves dans le domaine du transport du pétrole notamment.

Le Libéria abrite aussi de plus en plus sous son pavillon des navires à passagers, et les armateurs ne semblent guère influencés par les événements politiques et militaires actuels. C'est ainsi que le grand paquebot de croisière Nordic-Empress, livré le 31 mai par les chantiers navals de Saint-Nazaire (200 millions de dollars environ) à son armateur américano-norvégien Royal Caribbean Cruise Line, avait, inscrit à sa poupe, Monrovia comme port d'attache. Et lors de la cérémonie de transfert de propriété, ont retenti successivement les hymnes nationaux de la France, des Etats-Unis et du Libéria.

FRANÇOIS GROSCHARD



696 p.  
150 F

Irrespectueux quand il faut, Laurent Greilsamer ne fait jamais qu'obéir

à la fameuse consigne si souvent répétée par "le patron": "Pas de lechecutage!" Son livre y gagne en acuité, en précision, en vivacité.

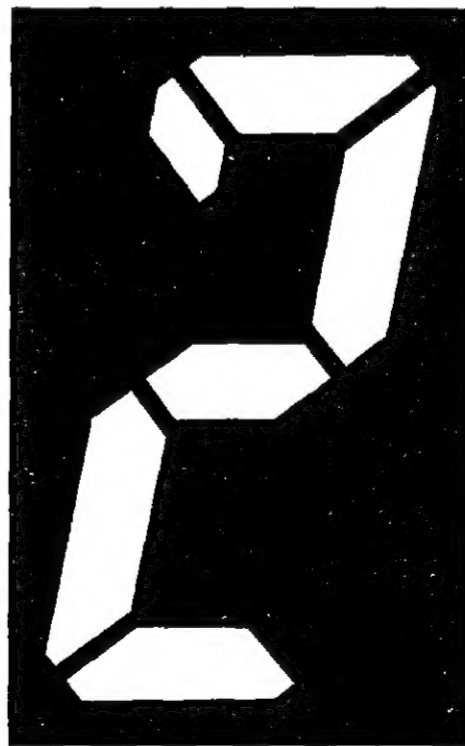
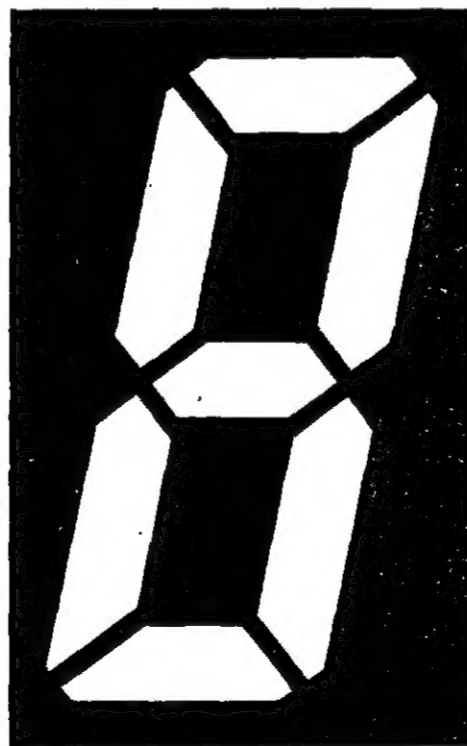
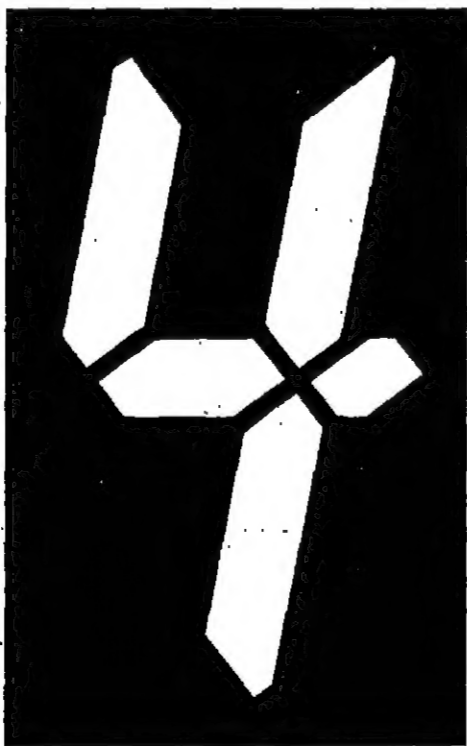
Jean-Claude Guillebaud, *Le Nouvel Observateur*

Un portrait à hauteur de modèle... L'auteur a réussi mieux qu'une brillante biographie. Il a su échapper aux images codées.

Jacques Nabécourt, *L'Express*

FAYARD

### La jonction dans :



mètres.

Le 04.06.90, il ne reste

que 8482 mètres à forer dans le tunnel de service - l'un des trois tunnels en construction.

La mise en service du système est prévue pour 1993.



Traversez avec nous.

SAS  
We'll be there

## EUROPE

## Le Forum civique favori des élections tchécoslovaques

Suite de la première page

A la suite de débats passionnés, le Forum civique choisissait, au mois de janvier, de ne pas se dissoudre et de continuer pendant deux ans au moins à jouer un rôle déterminant dans la phase de transition vers la démocratie et l'économie de marché. En quelques mois, les hommes qui l'incarnent, comme Vaclav Havel, le ministre des affaires étrangères, Jiri Dienstbier, ou le ministre des finances, Vaclav Klaus, sont devenus les personnalités les plus populaires du pays. Suprême consécration, ils sont devenus également la cible des humoristes qui retrouvent l'esprit frondeur étouffé au temps de la dictature : ils se moquent, par exemple, du défaut de prononciation du « r » de Vaclav Havel et du côté quelque peu vaniteux de Vaclav Klaus, le chantre du libéralisme thatcherien au sein du Forum civique. « J'ai décidé de ne pas faire figurer mon portrait sur les nouveaux billets de cent couronnes, lui fait dire un imitateur, car les ménagères auraient toutes envie de les garder, ce qui serait dommageable pour l'économie... »

## Vingt-deux formations

Emmené par de telles locomotives, le Forum civique devrait dépasser de loin toutes les formations en lice en pays tchèque. Son homologue slovaque, le VPN, aura plus de mal à s'imposer malgré la présence dans ses rangs d'Alexandre Dubcek et du premier ministre Marian Calfa. L'ancien dissident Petr Uhl, aujourd'hui directeur de l'agence nationale de presse CTK et tête de liste du Forum civique à Prague, prévoit néanmoins un résultat donnant 35 à 40 % des mandats au Forum civique et au VPN : « Un tel résultat nous permettrait de constituer un gouvernement de coalition avec d'autres forces qui se dégageront du scrutin, les Verts par exemple ou, malheureusement, le mouvement chrétien-démocrate de Slovaquie... »

Petr Uhl, le représentant de l'extrême gauche au sein du Forum civique, n'est pas favorable à la participation au futur gouvernement du Parti populaire, composante du mouvement chrétien-démocrate, qu'il trouve trop compromis avec l'ancien régime. En revanche, le secrétaire général de la coalition, l'ancien ministre de la Justice, Jan Urban, est, lui, plus ouvert. Il déclare qu'au lendemain des élections, des discussions seront engagées en vue de la formation d'un nouveau gouvernement avec tous les partis représentés au parlement, à l'exception des communistes et des nationalistes slovaques. Ces derniers sont, selon M. Urban, « inaptes, en raison de leur position séparatiste, à prendre des responsabilités au niveau fédéral ».

Face au Forum civique, les autres partis ont du mal à affirmer leur personnalité et surtout à convaincre les électeurs du bien-fondé de leur programme et de l'excellence de leurs candidats. Vingt-deux formations se disputent les trois cents sièges du parlement fédéral, mais toutes ne parviendront pas à franchir le barre des 5 % des suffrages exigée. La deuxième force politique du pays devrait être l'Union chrétienne-démocrate (KDU) et son homologue slovaque, le Mouvement chrétien-

démocrate. Ces formations semblent avoir perdu de l'élan que leur avait donné la visite du pape Jean-Paul II en Tchécoslovaquie au mois d'avril dernier. Elles ont par ailleurs pâti, dans les dernières heures de la campagne, de l'affaire Bartonek, un de leurs leaders, convaincu d'avoir collaboré avec la StB, la police secrète de l'ancien régime.

Le Parti communiste a fait une campagne électorale très terre à terre, s'affichant seulement sous le nom de la « liste numéro dix » et ayant remplacé le marteau et la faucille par une paire de crêpes, objet d'innombrables quolibets. Dirigé maintenant par Vasil Mohoritz, qui se déclare gorbatchévien, le PC devrait obtenir un score voisin de 10 % des suffrages, réunissant sur son nom le noyau dur des staliniens et un certain nombre d'électeurs, notamment dans les campagnes, effrayés par le credo libéral des autres formations. Le Parti vert a de bonnes chances de réaliser un score honorable, car les électeurs sont très sensibilisés au thème écologique : l'héritage laissé dans ce domaine par l'ancien régime est catastrophique.

Les sociaux-démocrates se présentent en ordre dispersé, les uns sous la bannière du Parti socialiste, ancien satellite du PC, les autres sous celle du Parti social-démocrate, nouvellement créé et soutenu par l'Internationale socialiste. Ils ne devraient pas retrouver l'influence qu'ils exerçaient dans le pays avant la prise de pouvoir des communistes. La présence de nombreux sociaux-démocrates, dont Rudolf Battok, un dirigeant très populaire, sur les listes du Forum civique, devrait également inciter beaucoup d'électeurs de cette sensibilité à donner leurs voix à cette dernière formation.

Le nouveau parlement devrait également compter dans ses rangs quelques députés de mouvements régionalistes, morave notamment, et des représentants de minorités nationales. Le rapport des forces politiques globales devrait être connu dès la soirée de samedi, mais on devra attendre plus longtemps pour connaître le nom de tous les élus, en raison de la complexité introduite par le vote préférentiel qui permet aux électeurs de changer l'ordre des candidats proposés par les partis.

**LUC ROSENZWEIG**  
D'anciens dirigeants du PC placés en garde à vue. — Cinq ex-dirigeants communistes, dont l'ancien premier ministre, Milos Jakes, et l'ex-secrétaire général du PC, Vasil Bilak, ont été placés en garde à vue pour interrogatoire mercredi 6 juin. M. Bilak a été maintenu en détention. On apprendrait d'autre part, le retrait de la candidature de M. Josef Bartonek, président du Parti populaire, tête de liste de l'Union chrétienne-démocrate. Le vice-ministre de l'Intérieur, M. Jan Rumh, a confirmé que les accusations de collaboration avec la police politique de l'ancien régime, portées contre M. Bartonek par un hebdomadaire autrichien, étaient fondées. — (Corresp.)

## La montée du nationalisme slovaque

BRATISLAVA  
correspondance

Le président Vaclav Havel qui parlait lundi dernier sur la grande place de Bratislava a été couronné par quelques centaines de personnes scandant : « rentre à Prague ! » et « la Slovaquie aux slovaques ! ». très minoritaires, certes, dans une foule venue acclamer le chef de l'Etat, ces manifestants exprimaient néanmoins un nationalisme slovaque qui s'est développé au cours de la campagne électorale. Le parti national slovaque (nationaliste radical) est crédité de 7 % des intentions de vote.

En Slovaquie, la « Publie contre la violence » (VPN), homologue slovaque du Forum civique en pays tchèque, doit faire face aux nationalistes et à un puissant mouvement chrétien-démocrate. Ici, le nationalisme et le catholicisme ont toujours été étroitement liés.

Ivan et Jan Carnogursky sont à la tête de ce mouvement chrétien-démocrate. Jan, actuellement vice-premier ministre du gouvernement fédéral et son frère Ivan, secrétaire du mouvement chrétien-démocrate, sont parmi les dissi-

dents catholiques les plus célèbres du pays. Le premier, ancien professeur de droit, est bien placé pour occuper après les élections le poste de premier ministre qui doit revenir à un Slovaque.

Son frère Ivan a sa vision de la démocratie chrétienne : il souhaite des écoles primaires contrôlées par l'Eglise, financées par l'Etat, des services sociaux protégeant la famille et les mères et il est très violemment opposé à l'avortement. Il critique le VPN qui « accepte » certains anciens communistes comme M. Marian Calfa, l'actuel premier ministre. Les positions de M. Carnogursky inquiètent cependant de nombreux Slovaques, prêtres ou non : « Si les chrétiens démocrates l'emportent, nous pourrions nous transformer en une théocratie. Cela reviendrait à remplacer une croyance — en Lénine — par une autre qui serait tout aussi totalitaire et contraignante. Aucun parti n'a le monopole de la religion », estime M. Roman Zelenay, un dirigeant du VPN, lui aussi très croyant.

PETER GREEN

## POLOGNE

## Violente attaque de M. Lech Walesa contre le premier ministre et son entourage

Le différend qui oppose M. Lech Walesa à ses anciens compagnons s'est encore aggravé, mercredi 6 juin, le président de Solidarité ayant renouvelé ses critiques contre le gouvernement, pourtant dominé par le syndicat libre, dans une interview publiée par l'hebdomadaire *Tygodnik Solidarnosc*. M. Lech Walesa accuse le gouvernement de M. Mazowiecki d'être obsédé par la stabilité. « C'est la stabilisation qui nous inquiète alors que la récession, la stagnation et l'apathie se font jour et que la société commence à douter du sens de notre lutte », déclare-t-il.

M. Lech Walesa s'en prend aussi aux intellectuels rassemblés autour du Premier ministre qu'il accuse de vouloir détourner la révolution démocratique polonaise. « Solidarité était belle et victorieuse lorsque nous nous respections mutuellement et ne nous considérions pas à la légère les uns les autres, dit-il. Malheureusement, un groupe de je-sais-tout s'attribue aujourd'hui toutes nos réussites ». Il faut, ajoute-t-il, organiser de nouvelles élections législatives et présidentielles pour assaillir l'autorité de l'Etat et donner un mandat à ses représentants. « Sans cela, estime-t-il, rien n'est certain, rien n'est

connu, et le rôle des principales personnalités politiques est ambigu. »

Mais les anciens compagnons de lutte de M. Lech Walesa n'hésitent pas à riposter à ses critiques. M. Zbigniew Bujak, l'un des personnalités les plus en vue de Solidarité, a ainsi mis M. Lech Walesa au défi de participer à un débat. Ses critiques à l'adresse de son ancien conseiller M. Adam Michnik et d'autres militants (le *Monde* du 6 juin) sont l'indice, a-t-il déclaré, d'un conflit politique grave sur la politique du gouvernement Mazowiecki. « Ces questions doivent être rendues publiques et discutées ouvertement. Je crois qu'il faut en débattre publiquement avec Lech Walesa, indique-t-il mercredi dans *Gazeta Wyborcza*. C'est avec plaisir que moi-même, ou qui que ce soit d'autre, engagerions un tel débat ».

Ce défi sans précédent lancé à M. Lech Walesa illustre la gravité des dissensions qui agitent Solidarité. Il montre aussi que les opposants à M. Walesa sont de plus en plus sûrs d'eux, qu'ils veulent arrêter sa marche vers la présidence et se proposent de former un nouveau parti politique placé sous la direction de M. Mazowiecki. — (Reuter.)

## HONGRIE

## Les Américains feront le ménage des bases abandonnées par les troupes soviétiques

BUDAPEST  
correspondance

C'est une firme américaine, subventionnée par le Congrès, qui va procéder au nettoyage des sites abandonnés par les troupes soviétiques en Hongrie, dont l'état désastreux est au centre d'un contentieux financier entre Budapest et Moscou (le *Monde* du 11 mai).

M. Saldor Keresztes, ministre de l'environnement du nouveau gouvernement hongrois, a annoncé récemment au Parlement la signature d'un contrat avec la société Martoch, basée en Alaska, qui s'était occupée des conséquences de l'accident de l'Amoco Cadiz. Elle va nettoyer les terrains de sobote bases que les militaires soviétiques devaient

avoir quitté : avant le 30 juin 1991. La Hongrie espère que ces travaux, qui coûteront jusqu'à 2 millions de dollars par base, seront financés par un fonds débloqué par le gouvernement américain dans un but « écologique ».

Martoch a déjà commencé des travaux semblables en Tchécoslovaquie sur des terrains évacués par les Soviétiques : des dizaines de milliers de mètres cubes de terre, imprégnée de carburants et de produits chimiques souvent non identifiées, ont été recouverts, la sol étant retourné sur plusieurs mètres de profondeur jusqu'à la « couche imperméable », disent les spécialistes, qui y trouvent aussi cartouches, mines, etc. L. L.

URSS : mort de Vassili Kouznetsov, ancien numéro 2 de l'Etat soviétique. — Vassili Kouznetsov est mort, mardi 6 juin à Moscou, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans, annonce l'agence Tass. Membre du comité central du PC pendant près de quarante ans, ancien président des syndicats sovi-

tiques sous Staline, puis premier vice-ministre des affaires étrangères pendant vingt-deux ans, Vassili Kouznetsov avait été nommé en 1977 premier vice-président du présidium du Soviet suprême, soit l'adjoint de Leonid Brejnev à la tête de l'Etat.

## AMÉRIQUES

## ÉTATS-UNIS

## Série de primaires avant les élections de novembre

Les élections législatives et locales de novembre promettent d'être particulièrement intéressantes si l'on en juge d'après la série de primaires qui se sont tenues, mardi 5 juin, dans plusieurs États américains. C'est ainsi qu'en Californie, M. Dianne Feinstein, cinquante-six ans, ancienne maire de San Francisco, a remporté la primaire démocrate pour le poste de gouverneur actuellement détenu par le républicain George Deukmejian, qui ne se représentait pas. M. Feinstein qui a mené une vive campagne en faveur du libre choix en matière d'avortement affrontera le sénateur Pete Wilson, cinquante-six ans, ancien maire de San-Diego qui s'est fait, lui, le champion de la « loi et l'ordre » en promettant « d'en finir avec la criminalité ». Un enjeu d'autant plus important, que si M. Feinstein l'emporte en novembre, outre qu'elle sera la première femme gouverneur de Californie, les démocrates peuvent espérer gagner de nouveaux sièges au Congrès.

En effet, la Californie dont la population s'est beaucoup accrue depuis dix ans, pèsera d'un poids considérable l'année prochaine lors du redécoupage électoral qui aura lieu sur les bases du recensement qui vient de se terminer. Redécoupage dans lequel les gouverneurs

auront un rôle déterminant à jouer.

Autre résultat intéressant : la victoire aux Carolines-du-Nord aux primaires sénatoriales, de M. Harvey Gantt, un architecte de quarante-sept ans, qui portera les couleurs démocrates face au sénateur républicain sortant, Jesse Helms, un des dinosaures du mouvement conservateur américain. Une élection qui promet d'être historique, car M. Gantt qui fut dans les années 60 le premier noir à forcer son admission à l'université de Clemson (Caroline-du-Sud), deviendra, s'il l'emporte en novembre, le premier sénateur noir élu dans un État du Sud.

Enfin, après des années de tergiversations sur son avenir politique, il semble que le populaire et énigmatique gouverneur de New-York, le démocrate Mario Cuomo, ait lancé, mardi 5 juin, les premières bases d'une éventuelle campagne présidentielle pour 1992. M. Cuomo qui venait d'obtenir facilement l'investiture démocrate pour se représenter au poste de gouverneur qu'il occupe actuellement, a tenu en effet des propos très vifs sur l'administration Bush qui pouvait passer pour une « déclaration de guerre ». — (AFP.)

## CHILI

## Découverte d'un charnier qui recèlerait des cadavres de prisonniers politiques

SANTIAGO-DU-CHILI  
de notre correspondant

Selon le porte-parole du gouvernement chilien, le cimetière clandestin découvert en début de semaine dans le village de Pisagua, à 1500 kilomètres au nord de la capitale, ne recèlerait pas moins de trente cadavres. Les corps présentent tous des impacts de balles, plusieurs ont les yeux bandés, les pieds et les poings liés. Leur identification devrait être facilitée par le bon état de conservation des vêtements.

Les victimes, nul n'en doute, sont des prisonniers politiques exécutés sommairement après le coup d'Etat de 1973. C'est d'ailleurs grâce au témoignage d'un ancien détenu, récemment rentré d'exil, que le Vicariat de la solidarité, organisme humanitaire dépendant de l'archevêché de Santiago, a pu dénoncer l'existence de la fosse commune. La justice en a

suslitté ordonné l'exhumation. Les dépouilles se trouvant dans l'enceinte d'un ancien camp de réduction, où croquaient pendant plus d'un an des opposants au régime du général Pinochet, le crime est en quelque sorte signé.

L'émotion est considérable, car il s'agit du plus important cimetière clandestin découvert depuis 1973. Il y a un mois, près de Santiago, trois cadavres présentant les mêmes traces d'humidité que ceux de Pisagua ont été exhumés d'un ancien terrain d'entraînement de l'armée de terre. Il s'agit de trois « défunts disparus », trois des quelque sept cent cinquante dont la disparition après leur détention par les services de sécurité a été dûment établie par le Vicariat. L'armée est restée jusqu'à présent silencieuse, sur ce sujet.

GILLES BAUDIN

## Pérou : le samourai contre le « scribouillard »

Suite de la première page

Dans l'un de ses romans autobiographiques où il raconte ses amours et son premier mariage avec la « tante Julia », Vargas Llosa s'est lui-même décrit comme un « scribouillard » avide de gloire littéraire. Il avait largement atteint son but. Il avait plus à perdre qu'à gagner dans cette bataille politique qui, surtout au deuxième tour, pris des allures de querelle de chiffonniers. On le savait homme de grande culture et sensible, il a, dans la rue et les meetings, montré du courage, de la détermination mais aussi un manque de sens politique évident. Quoi qu'il arrive pourtant il sortira grandi de cette singulière aventure. Du samourai, l'ingénieur Fujimori n'a ni la taille, ni la prestance. Petit, mince, presque chétif, un visage rond éclairé d'un sourire juvénile, sa fragilité apparente et son physique oriental ont apparemment séduit les hommes et les femmes du Pérou profond, des bourgeois abandonnés de la Sierra et des bidonvilles de Lima. Les paysans misérables, les marginaux des villes, les commerçants ambulants et les entrepreneurs en marge de la légalité se sont reconnus dans ce petit homme à la carte de visite modeste. Fujimori, ancien recteur d'une université agraire, ne proposait pas de programme précis.

## Attaques personnelles

Des généralités, du bon sens, une hostilité ferme contre le plan de stabilisation économique néolibéral défendu par Vargas Llosa, et une formule ambiguë : « J'ai un secret ». Le 8 avril, son hermétisme de façade passait encore pour de l'habileté. Projeté au premier plan pendant une campagne pour le second tour du 10 juin, surmonté par Vargas Llosa, tout soudainement, le samourai a déjà sans perdre son sourire. Il a reporté de semaine en semaine la présentation de son programme intégral. Il s'est limité à la critique du plan du Friedman, la coalition de droite qui soutient Vargas Llosa. Accusé d'évasion fiscale et de trafic immobilier, soupçonné de liens concrets avec le gouvernement apriste d'Alan Garcia, il s'est défendu en dénonçant « la sale guerre » menée contre lui. Sa cote de popularité et son avance sur Vargas Llosa se sont effritées. Sans toutefois que ce recul paraisse décisif.

Mais, à la veille du scrutin on ne connaît pas encore son équipe de gouvernement. On sait peu de chose sur son entourage. Ses lieutenants sont pratiquement inconnus. Ainsi que les moyens financiers que Fujimori compte employer pour appliquer une politique économique qui ne semble pas rompre avec celle de l'actuel gouvernement. L'ingénieur a surtout cherché à rassurer et d'abord tous ceux qui se sentent menacés par l'application d'un éventuel plan de stabili-

lisation « à la brésilienne ». Il a réaffirmé avec force sa « foi » catholique pour apaiser dans l'Eglise une hiérarchie inquiète de la présence active d'évangélistes dans l'Etat-major du candidat de Changement 90.

Déçu par son mauvais résultat du premier tour, Vargas Llosa était prêt de renoncer. Mais il a accepté de repartir en campagne en mettant toutefois des bornes : plus de plan de stabilisation radical mais l'accent mis sur l'aide au secteur les plus défavorisés. Plus de licenciements de fonctionnaires dans un appareil d'Etat pléthorique et corrompu, mais la stabilité de l'emploi chère aux Péruviens. Le Vargas Llosa un peu arrogant du premier tour a fait place à un Mario au bras de chemise partant à la conquête des quartiers populaires de Lima. Avec un succès mitigé.

Le débat télévisé entre les deux candidats, le 3 juin — le premier et seul de la campagne — aurait dû être déterminant. Les partisans de l'écrivain, plus brillant, plus expérimenté, attendaient une défaite par KO de Fujimori. Mais le samourai s'est révélé agressif, et a multiplié les coups bas. Pendant plus de deux heures de débat les deux candidats n'ont guère apporté de lumières nouvelles sur leur programme. Deux monologues parallèles, un match nul. C'est-à-dire une demi-victoire pour Fujimori à l'issue d'un débat qu'il redoutait. Les jeux sont faits. Plus sur la forme que sur le fond, alors que le Pérou s'enfonçait un peu plus dans le chaos de la crise, la hausse spectaculaire du dollar au marché noir, nouveaux attentats du Sentier lumineux, deux jours seulement après l'annonce par la police d'arrestations massives de dirigeants de l'organisation maoïste.

« Le Chinois va gagner » : la rumeur s'amplifie dans les bidonvilles de Lima tout acquis au samourai, comme la Sierra du sud où l'ingénieur a fait, mercredi, une tournée triomphale. « La victoire de Fujimori serait un saut dans le vide », dit un diplomate. Peut-être. Mais l'autre Pérou, séduit par le samourai, estime sans doute qu'il n'a plus grand-chose à perdre...

MARCEL NIERDENGANG

■ SALVADOR : combats entre l'armée et la guérilla. — Quinze soldats et quatre guérilleros ont été tués, mercredi 6 juin, dans de violents combats qui se sont déroulés près de Guazapa, à environ 25 km au nord de San Salvador. Ces affrontements, qui ont fait en outre plusieurs blessés des deux côtés, coïncident avec un accroissement des actions anti-guérilla entreprises par l'armée. Les rebelles, de leur côté, ont effectué un nombre important de sabotages contre des installations électriques, provoquant des coupures d'électricité. — (AFP.)

M. L. H. 1990

politique

# POLITIQUE

## La réduction des inégalités et la fiscalité du patrimoine

### Le « sacré coup de main » du président de la République à M. Rocard

Cela va sans dire, mais cela va encore mieux en le disant : M. Michel Rocard est un socialiste heureux et un premier ministre comblé. Ceux qui, de M. Pierre Méhaignerie, président du groupe centriste, à M. Jacques Dominati (UDF) ont cru apercevoir l'esquisse du début d'une polémique entre le président de la République et lui-même, avaient tout faux, selon M. Rocard. Au contraire, M. Mitterrand donne « un sacré coup de main » au premier ministre, en s'indignant de la persistance des inégalités sociales. Et M. Rocard n'a rien vu de « démagogique » dans l'intervention présidentielle, mais le signe que les socialistes se font une fois de plus « les héritiers et les continuateurs de l'immense aspiration internationale des hommes à la justice sociale ».

Certes, affirme M. Rocard, on peut « porter haut et fier son nom de socialiste » sans vouloir pour autant renoncer à l'économie de marché. Certains s'y sont essayés et se sont « historiquement trompés ». Les exemples de l'Est sont là, si nécessaire, pour témoigner qu'il n'est pas d'économie qui marche sans incitation directe, et il n'est d'autre vertu pour l'expansion et la croissance que la compétition.

Le président lui-même l'a reconnu, a rappelé M. Rocard, « en affirmant, dès 1982, la volonté de rester dans le système monétaire européen ». Quant

au Parti socialiste, il a exprimé à « quatre reprises » au cours de ses congrès « l'absolue nécessité d'un système de libre-échange et d'économie ouverte, c'est-à-dire le choix d'une économie qui permette la croissance pour lutter contre les inégalités ». Un constat qui n'a pas pour autant fait renoncer les socialistes à leur « volonté de justice ». C'est en cela, toujours selon M. Rocard, qu'ils se distinguent de l'opposition et c'est pour cela que le président de la République, plus que tout autre, doit rappeler la nécessité de « respecter à la fois, parce qu'elles sont efficaces, les règles cruelles de l'économie moderne et de ne pas oublier la volonté de justice qui nous a faits socialistes et qui nous a amenés ici ».

#### Staic et voiture-balai

Mais, à toutes fins utiles, le premier ministre a aussi tenu à rappeler qu'il n'avait pas attendu les injonctions présidentielles pour agir contre les inégalités. M. Rocard a ainsi souligné qu'il avait obtenu, sur « la plus grave des inégalités » — le chômage — un bilan qui « mérite considération » : « la création de six cent mille emplois nets nouveaux et une baisse de 1,5 % du chômage ». Autre combat, celui de l'effort « sans précédent » en faveur de

l'éducation et « superbement administré » par son ministre de tutelle, M. Lionel Jospin. Enfin, troisième volet de la volonté gouvernementale, celui des inégalités face à la distribution des revenus.

Sur ce point toutefois, M. Rocard semble avoir plus de questions à poser que de réponses à apporter. « Le SMIC, a-t-il demandé, entre les mains de la puissance publique, doit-il produire l'effet de la voiture-balai du Tour de France, en téléchargeant tout le dispositif des hiérarchies ouvrières, et couper l'herbe sous le pied à toute négociation sociale par branche ? Ou devons-nous plutôt, d'un commun accord, avec l'actif soutien du président de la République, obtenir des négociations salariales de branches ? Celles-ci devraient mettre fin à la situation scandaleuse où les deux tiers des branches ont des classifications salariales qui commencent en dessous du SMIC ? »

Quant aux inégalités entre les revenus du travail et ceux du capital, le premier ministre ne peut que constater que les « contraintes de l'aventure européenne » ne laissent pas à la France toute liberté en matière de fiscalité du patrimoine. Le rapport sur ce thème du député français Hollande va « nourrir les réflexions ».

PASCAL ROBERT-DIARD

### Le rapport Hollande prévoit de conserver l'exonération des plus-values sur les résidences principales

« On peut juger le rapport trop timoré », a déclaré M. François Hollande, député socialiste de la Corrèze, qui présentait à la presse, mercredi 6 juin, l'étude réalisée avec le concours de six autres députés (1) sur la fiscalité du patrimoine. Mais, ajoutait en substance M. Hollande, si l'étude avait été plus loyale, elle aurait terminé sa carrière dans le fond d'un tiroir du ministère de la rue de Breteuil, alors qu'on peut espérer qu'il sortira quelque chose de son réalisme.

La mission Hollande avait été créée à l'automne 1989, époque où les députés socialistes multipliaient les pressions sur M. Bérégovoy pour modifier les dispositions fiscales de ce qui n'était encore que le projet de loi de finances pour 1990. Etaient notamment demandés un allongement de la durée de la plus-value et la taxation plus sévère des plus-values. Le ministre des finances, ayant refusé presque tous les amendements proposés, avait suggéré qu'au lieu de multiplier des propositions disparates, les députés fassent d'abord l'état des lieux. M. Strauss-Kahn, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, avait repris la balle au bond. Ainsi avait été créée la mission Hollande.

Celle-ci a travaillé pendant cinq mois et a auditionné bon nombre d'experts, depuis le Conseil supérieur du notariat jusqu'aux représentants du CNPF (Conseil national du patronat français) en passant par les banquiers, les syndicats, les conseillers juridiques, les avocats, les administrateurs de biens et bien sûr les hauts fonctionnaires du ministère des finances.

Le rapport de cent quarante pages qui vient d'être rendu public et que nous avons analysé dans nos éditions datées du 5 juin ne contient aucune proposition « radicale », à l'exception d'une seule : faire payer les droits de succession en fonction de la fortune déjà possédée par les héritiers. Encore cette idée avait-elle été avancée il y a plus de dix ans par les trois auteurs — MM. Blot, Méraud, Veuillot — d'un rapport sur la fortune demandé par M. Raymond Barre, alors premier ministre. Le rapport Hollande reprend la suggestion mais apparemment sans enthousiasme excessif, soulignant les effets pervers possibles d'une telle mesure, notamment l'incapacité en résultant pour les héritiers.

M. François Hollande ne propose pas d'abolir globalement la fiscalité sur le patrimoine qui représente,

à-t-il souligné, 120 milliards de francs soit 2 % du PIB (produit intérieur brut) et est donc « dans la norme européenne ». Le but serait, selon lui, de mieux répartir l'impôt, trop d'opérations d'enrichissement « bénéficiant de taxations allégées ». Mais l'idée est beaucoup plus d'alléger l'imposition des petits et moyens patrimoines que d'alléger celle des gros. Elle est aussi de favoriser, a souligné M. Hollande, la circulation du capital.

#### Les effets de l'espérance de vie

De son côté, M. Dominique Strauss-Kahn a souligné ce qui, à ses yeux, poussait à une réforme de la fiscalité du patrimoine : d'une part, des taux d'intérêt réels devenus positifs depuis le début des années 80 qui enrichissent les épargnants ; d'autre part, l'allongement de la durée de vie qui fera circuler les patrimoines d'individus âgés en moyenne de quatre-vingt-cinq ans : « Un passage du quatrième âge au troisième âge ».

Par rapport au document que nous avons analysé et dans lequel tous les choix n'avaient pas encore été faits, le rapport Hollande ne suggère aucune modification au régime fiscal des plus-values immobilières réalisées par les particuliers sur leur résidence principale : « L'objet

n'est pas de remettre en cause ce principe bien établi », est-il écrit. En revanche, le régime des plus-values à long terme (plus de deux ans) sur les autres biens immobiliers et sur les terrains à bâtir serait, comme nous l'indiquions, durci, l'abattement de 5 % par année de détention étant ramené à 3,33 %. Ainsi la taxation de facto au bout de vingt-deux ans survivrait-elle trente-deux ans. Comme c'était d'ailleurs le cas jusqu'en 1987 pour les terrains à bâtir.

Pour les plus-values à long terme réalisées par les entreprises, la taxation passerait de 19 % à 23 % pour les plus-values financières (titres de placement et titres de participation) de même que pour les plus-values immobilières (2) dans tous les cas où il s'agit de vente d'immeubles administratifs — donc des sièges sociaux — et d'immeubles non affectés directement à l'exploitation. Tel est le rapport de la mission Hollande. Reste maintenant à savoir ce qu'en fera le gouvernement.

ALAIN VERNHOLLES

(1) Jean Anciant (PS), Jean Paul Flanchou (PS), Michel Inchauspé (RPR), Philippe Vasseur (UDF), Bruno Durieux (UDF), et Jean Tardieu (PC).

(2) Le pré-rapport Hollande suggérait dans ce cas une taxation au taux de droit commun soit 37 %.

### « Nous ne fermerons pas les frontières »

En réponse aux inquiétudes exprimées dans les milieux boursiers après la publication du rapport Hollande sur la fiscalité du patrimoine, M. Rocard a notamment déclaré : « Il existe une solution radicalement efficace pour empêcher la spéculation : fermer les Bourses de valeurs. Les socialistes sont allés jusqu'à l'expérimenter ici ou là. » Toutefois, a précisé le premier ministre, « dans le cadre de la CEE, nous ne pouvons pas accepter d'encourir une pénalisation grave sur le plan des investissements étrangers et de la circulation des capitaux du fait

d'une pénalisation plus lourde qu'ailleurs des activités boursières. Nous nous trouvons, dans ce domaine, en conflit avec des paradis fiscaux ou avec des pays plus importants dont la doctrine financière est plus laxiste (...). L'argent circule dans le monde entier : nous ne fermerons pas les frontières de la France, mais la politique par l'argent arrive chez nous contre notre gré. Notre politique fiscale tend à limiter les dégâts ; l'internationalisation de l'économie nous empêche de faire davantage ».

#### Un débat du cercle Micromégas

### Comment être libéral sans faire le lit des libéraux ?

Au moment où les socialistes s'interrogent sur la meilleure manière de lutter contre l'aggravation des inégalités, les jeunes hauts fonctionnaires du cercle Micromégas, ont organisé mardi 5 juin, sur une terrasse des Champs-Élysées, un débat qui se voulait iconoclaste. « Peut-on être de gauche et aimer l'entreprise ? », telle était la question, que l'animateur de la discussion, M. François de Witt, directeur de la Vie Française, a reformulée ainsi : « Peut-on être de gauche et aimer vraiment l'entreprise ? »

Au-delà des figures de style, devenues habituelles, sur la conversion de la gauche aux lois du marché, les interventions ont fait apparaître de réelles divergences sur la voie à suivre aujourd'hui. M. Charles-Henri Filippi, PDG de la société financière Finely, a expliqué que la gauche, qui avait sur la droite, en 1981, l'avantage de « n'être contrainte par aucune fidélité envers telle ou telle catégorie de l'« establishment » économique », avait pu faire des réformes utiles, mais que, à présent, « elle rentre dans cet « establishment » et que « cela lui pose un problème d'imaginaire ». Pour M. Filippi, vouloir traiter les inégalités par la politique, salariale et la politique fiscale est « ringard ».

« Les salariés doivent participer au progrès », a souligné avec conviction M. Alain Bonbill, ancien directeur du cabinet de M. Pierre Bérégovoy. Hostile à une nouvelle baisse de l'impôt sur les sociétés, M. Bonbill juge par ailleurs, d'autre part, « tout à fait normal que les plus-values boursières soient mieux traitées que les salaires ». Au contraire, pour M. Christian Pierrat (PS), député des Vosges, « on ne change pas la société en changeant la fiscalité » et il peut être bon d'alléger encore l'impôt sur les bénéfices affectés par les entreprises à l'investissement, à la formation ou à la recherche. Considérant comme une « réforme » les propositions de M. François Hollande sur la fiscalité du patrimoine, M. Pierrat préférait que l'on s'attaque à « la spéculation foncière et immobilière ».

M. Maurice Bonassayag, président du club Espaces 89, a résumé le problème à sa manière : d'un côté, « si la Bourse baisse, l'électoral du PS baisse encore plus vite » ; d'un autre côté, « on ne va pas léguer une France libérale à une droite libérale ». Entre ces deux dangers, la gauche cherche toujours son chemin.

P. J.

### Le retour de la politique à la Bourse

Pour la deuxième fois depuis le début de l'année, la politique a repris le dessus à la Bourse. Au début du mois dernier, le dépôt d'une motion de censure contre le gouvernement à propos de sa loi d'amnistie avait déjà fait hésiter momentanément les intervenants. La perspective du vote, le 9 mai, ralentissait les initiatives. L'orage passé, la place reprend confiance et s'offre une petite bouffée de hausse. Trois semaines plus tard, le déclenchement d'une offensive sociale par le président de la République, à Auxerre, accompagné d'une phrase critiquant ceux « qui gagnent de l'argent en dormant », a jeté un froid sur le marché.

Cette déclaration pèse d'autant plus sur l'évolution des cours que

la place parisienne est entrée dans une phase d'expectative après sa hausse spectaculaire d'avril (+11,24 %). Les investisseurs étrangers, moteurs de l'envol du printemps, ont pris peu avant ces propos leurs bénéfices pour les réinvestir sur d'autres lieux aux perspectives de gains attrayantes, comme New-York.

Les intervenants français, quant à eux, préfèrent rester sur la réserve à court terme, tenant au travers du rapport Hollande de savoir à quelle sauce leurs plus-values seront taxées. Dans ce climat, l'indice CAC 40, le baromètre de la Bourse, est à la baisse. Il a perdu 3,5 % depuis les déclarations de M. François Mitterrand, le 29 mai à Auxerre.

D. G.

### M. Mitterrand : « Consolider la réussite économique au service de la justice sociale »

Après le compte rendu des travaux du conseil des ministres, M. Hubert Védrine, porte-parole de la présidence de la République a fait part des propos tenus par le président de la République au cours du conseil (nos dernières éditions du 7 juin).

M. Michel Rocard est intervenu à la fin de la réunion pour adresser au rapport à l'ordre aux ministres, dans le cadre de la préparation du budget.

Il a indiqué que les premières propositions des ministres ne sont pas assez raisonnables. M. Mitterrand a alors déclaré : « Il faudra avoir le courage de choisir. Le premier ministre a raison : on ne peut pas tout faire. Le ministre des finances veillera au grain et je l'appuierai. Les inégalités ne doivent pas être seulement réduites à travers les salaires, mais aussi par l'effort d'éducation, de formation professionnelle,

de recherche, de logement social, de réduction du chômage. Ce sont, avec le rayonnement de la France à l'étranger, les grandes priorités du prochain budget. Il faut faire les choix nécessaires pour consolider la réussite économique au service de la justice sociale ».

M. Mitterrand est également intervenu sur une autre question qui n'était pas à l'ordre du jour du conseil des ministres, mais qui avait été évoquée à l'occasion du 20<sup>e</sup> anniversaire de l'ONISEP jeudi après-midi 31 mai à Evry : les grandes écoles. Le chef de l'Etat a relevé « avec satisfaction que les grandes écoles de télécommunications doublent leurs effectifs d'ici à 1993 ». Il a souhaité que « cet exemple soit suivi » et il a souligné « l'effort accompli également par certaines universités ».

#### EN BREF

■ Décentralisation et administration territoriale. — Le porte-parole de l'opposition sur la décentralisation, M. Charles Barré (UDF-PSD), a déclaré, mardi 6 juin, que l'avant-projet de loi d'orientation sur l'administration territoriale « est, en réalité, une première étape vers le regroupement forcé et la disparition des communes, sous l'autorité du préfet » et conduit à « une véritable recentralisation ». Pour le président du conseil régional de Picardie, « les communes seront regroupées en communautés et déshabillées de leurs compétences », tandis que « le préfet sera le maître du jeu ».

■ Le Front national ne pourra pas réunir un meeting le 22 juin au Zénith. — Le président du Front national, M. Jean-Marie Le Pen, a annoncé, mercredi 6 juin, à la Trinité-sur-Mer (Morbihan), que son mouvement n'avait pas obtenu les « autorisations administratives nécessaires » pour le rassemblement qu'il comptait organiser au Zénith, à Paris, le 22 juin, ce qu'il a considéré comme « un nouvel aveu de faiblesse du pouvoir ». M. Le Pen avait annoncé, le 31 mai, un rassemblement au Zénith et un autre pour le 1<sup>er</sup> juillet.

■ La direction du Zénith indique que le parc de La Villette, dont le Zénith est concessionnaire, organisée à cette date une semaine de cinéma avec, notamment, des projections en plein air et des activités dans l'ensemble du parc, ce qui interdit toute location de salle.

■ Meeting commun du PC italien et des opposants du PCF. — Le PC italien a participé, mercredi 6 juin à la Mutualité, à Paris, à un débat avec les contestataires communistes, reconstruiseurs et rénovateurs, sur l'avenir de la gauche européenne. Devant trois cents personnes, M. Pietro Folena, membre de la direction du PCI, a insisté sur les « relations très positives » de son parti avec le PS et les sociaux-démocrates européens, et il a souligné les « différences profondes » qui le séparent du PCF. M. Félix Dancette (reconstruiseur) a affirmé que « le PCF a toujours été anti-européen et en est venu à théoriser sur un terrain pervers, celui du nationalisme ». Estimant que « le PCF n'est plus transformable », M. Gilbert Wasserman (rénovateur) a déclaré que « l'expérience et les acquis du PCI sont indispensables à l'émergence d'une nouvelle pensée de gauche en France ».

## COLLOQUE NATIONAL

### LA RÉFORME DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE DE LA RÉPUBLIQUE : UN DEUXIÈME SOUFFLE POUR LA DÉCENTRALISATION ?

organisé par l'Institut de la Décentralisation, l'Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux et le Conseil Général de la Gironde

BORDEAUX  
JEUDI 21 ET VENDREDI 22 JUIN 1990


■ Déconcentration : y aura-t-il encore des préfets demain ? ■ La décentralisation en quête d'une opinion publique locale. ■ Coopération intercommunale : la solidarité introuvable. ■ Vies des universités régionales autonomes ? ■ Contrats, partenariat : de nouvelles relations entre les pouvoirs ? ■ Décentralisation : plus de bureaucratie ou plus de démocratie ? ■ Réforme fiscale : le nerf de la guerre.

Un débat de fond avec des universitaires, des chercheurs et des décideurs locaux

Closure des travaux du colloque par PIERRE JOXE

Attention : nombre de places limité  
Renseignements et inscriptions : Institut de la Décentralisation (01 42 74 04 60) Conseil Général de la Gironde 56 51 56 33

SCIENTIFIQUES & CROYANTS



**ABDUS SALAM**  
UN PHYSICIEN

un grand savant  
un grand musulman  
un homme à découvrir

136 pages 78 F

BEAUCHESNE  
32, rue des Saints-Pères - 75007 PARIS

## POLITIQUE

## M. Michel Rocard s'est efforcé de rassurer les milieux boursiers

Suite de la première page

Le 1<sup>er</sup> juillet entrera en vigueur la libre circulation des capitaux. Dès lors, si la France ne veut pas qu'ils circulent à sens unique, c'est-à-dire de Paris vers les autres capitales de la Communauté, elle ne peut adopter « une pénalisation plus lourde qu'ailleurs des activités boursières ». Ainsi, le gouvernement français n'a pas les mains libres. Sa politique fiscale tend à « limiter les dégâts » de la « pollution par l'argent » qui arrive chez nous contre notre gré.

## Marge de manoeuvre réduite

Si le gouvernement ne peut pas agir comme il l'entend sur la politique fiscale, cela veut dire qu'il ne peut pas faire ce qu'il veut pour réduire les inégalités. L'intervention de M. Rocard à l'Assemblée nationale ramène ainsi à leur juste mesure les incantations de M. Mitterrand qui, pourtant, de quoi il parle, puisque c'est sous son impulsion que la construction européenne s'accélère, avec toutes ses conséquences sur l'internationalisation accrue du jeu économique et social.

Y a-t-il pour autant une opposition fondamentale entre le président de la République et le premier ministre ? M. Mitterrand le nie et fait tout ce qu'il peut pour dire le contraire. Que ses interventions répétées aient été interprétées comme autant d'agacements exprimés envers le premier ministre ne change rien au fond de l'affaire : la marge de manoeuvre des socialistes - Elysée, Matignon et PS - se réduit de plus en plus.

MM. Mitterrand et Rocard sont dans le même bateau - un multicoque, dira-t-on - quels que soient les efforts fournis par l'un et par l'autre pour essayer de montrer à l'opinion que leurs techniques de navigation sont différentes. « Les règles cruelles de l'économie moderne », ainsi que

les a qualifiées M. Rocard mercredi à l'Assemblée nationale, s'appliquent à tout le monde. Il y a au moins sept ans, depuis 1983, que les socialistes en conviennent.

M. Mitterrand utilise, dans la gestion de ses relations avec le premier ministre, une technique parfaitement au point. Il prononce quelques propos qui peuvent être interprétés comme désagréables, voire comme des avertissements. Lorsque le mal est fait, il affirme qu'on l'a mal compris et s'efforce de panser les plaies. Premier temps, le discours d'Auxerre qui sonnait M. Rocard de réduire au plus vite les inégalités sociales que le président de la République, en place depuis neuf ans, avait laissées se creuser.

Deuxième temps, les « confidences » de Soluté : M. Rocard est un bon premier ministre et M. Mitterrand ne s'est pas trompé en le choisissant. Cette rectification d'usage ayant beaucoup fait rire puisque l'on voyait mal M. Mitterrand admettre qu'il avait effectué un mauvais choix en 1988 et affirmer qu'il n'avait aucune intention de garder le chef du gouvernement, il était urgent de persister.

## Pour les générations à venir

Mercredi, en fin de conseil des ministres, M. Rocard a adressé une mise en garde - qualifiée d'« extrêmement vigoureuse » par l'un des témoins - à certains ministres considérés comme « peu sérieux » parce qu'ils ne tiennent aucun compte de la lettre de cadrage budgétaire qui leur a été adressée pour le budget 1991 et qu'ils ne se soucient nullement des priorités définies par le premier ministre et le président de la République. M. Rocard et M. Mitterrand s'étaient entretenus de ce sujet avant la réunion du conseil. Le président de la République a exprimé, devant le

gouvernement, son appui total à M. Rocard sur cette affaire.

Le ministre des finances, a-t-il dit, « veillera au grain » et il sera à ses côtés pour faire respecter les priorités budgétaires, « consolider la réussite économique au service de la justice sociale ».

La déclaration présidentielle, rapportée par le porte-parole de l'Elysée, et non pas par celui du gouvernement, manifeste que M. Mitterrand et M. Rocard partagent, au fond, une analyse commune sur la meilleure manière de réduire les inégalités. Puisque les lois « cruelles » de l'économie et les contraintes européennes interdisent d'utiliser les méthodes classiques devenues dangereuses (forte augmentation du SMIC ou forte augmentation de la taxation des plus-values mobilières, par exemple), il faut agir sur le long terme : l'enseignement, la formation professionnelle, le logement, l'emploi.

Puisqu'il n'y a pas grand-chose à faire sur le présent, comme le dit le premier ministre, parlons d'avenir et de la lutte contre « l'inégalité des chances ». Il s'agit, dans l'esprit de M. Rocard mais aussi dans celui de M. Mitterrand, qui milite dans ce sens depuis longtemps, du « vrai combat » de cette fin de siècle. L'analyse a aussi valeur de mise en garde contre les tentations de surenchères qui animent certains dirigeants socialistes.

Mais il faudra bien qu'un jour M. Mitterrand et M. Rocard, dont le gouvernement est en chute libre parmi les catégories sociales aux revenus les plus faibles et en progrès chez les hauts revenus, expliquent comment ils imaginent concilier leurs intérêts électoraux à court terme avec leurs ambitions, certes louables, pour les générations à venir.

JEAN-YVES LHOMEAU

## M. Mauroy estime que M. Gaudin « retrouve les accents de Le Pen »

M. Pierre Mauroy a exprimé, mercredi 6 juin, son indignation à propos d'une déclaration de M. Jean-Claude Gaudin, rapportée dans le *Monde* daté du même jour et mettant en cause « ces gens, les Paul Amar, Jean-François Kahn, Anne Stelcner et Jean Leval, qui, depuis Paris, veulent dicter leur loi ».

Le premier secrétaire du PS estime que « par ces propos qui visent des journalistes tous d'origine juive, Jean-Claude Gaudin retrouve les accents de Le Pen, en octobre 1985, au *Bouquet* ». Lors de cette fête du Front national, M. Le Pen avait désigné la vindicte de son public les journalistes Jean-François Kahn, Jean Daniel, Ivan Lévy et Jean-Pierre Elkabbach, ce qui lui avait valu une condamnation, confirmée en appel, pour provocation à la discrimination raciale.

Pour M. Mauroy, les propos du président du conseil régional Provence-Alpes-Côte-d'Azur « viennent, comme d'habitude, légitimer le Front national dans sa campagne de racisme et d'antisémitisme ». « Cela est très grave, ajoute-t-il, venant d'un responsable de l'opposition parlementaire. J'ose espérer que ces propos seront soit démentis, soit punis ».

Dans une mise au point rendue publique mercredi, M. Gaudin dénonce l'utilisation à son encontre d'« une déclaration sortie de son contexte ». « Je confirme tout à fait, indique-t-il, mon analyse sur l'influence exercée par la médiatisation excessive de certains propos ou de certains événements de l'actualité. (...) Sous le prétexte, évidemment louable, de vouloir dénoncer les dangers de l'extrême droite, certains journalistes se sont transformés involontairement en agents publicitaires du Front national. J'ai cité plusieurs noms en raison de leur notoriété particulièrement établie et j'aurais pu en citer d'autres. Leurs orientations politiques ou leur confession religieuse n'ont rien à voir avec mon propos ».

« On ne pourra pas isoler le Front national sur le plan électoral, sur le plan politique, si on l'isole pas sur le plan des valeurs », a déclaré M. Harlem Désir, jeudi 7 juin, à Radio-Station, une radio juive de Paris.

## Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 6 juin, à l'Elysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des délibérations, le communiqué suivant a été diffusé :

## ● Lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme (le Monde du 7 juin).

## ● Lutte contre les feux de forêt.

Le ministre de l'intérieur a rendu compte au conseil des ministres du dispositif de prévention et de lutte contre les feux de forêt pour l'été 1990 qu'il a préparé avec le ministre de l'agriculture et de la forêt, le ministre de la défense et les collectivités territoriales.

Ce dispositif intéresse les quinze départements du Sud-Est et le massif forestier aquitain.

Pour renforcer les corps de sapeurs-pompiers départementaux et locaux, complétés par des colonnes préventives de renforts qui seront sur place dès le début de la campagne, la sécurité civile mettra en œuvre l'ensemble de ses unités d'intervention spécialisées. Le ministre de la défense apportera pendant les périodes de hautes risques le concours d'unités militaires qui pourront participer à des patrouilles préventives.

La flotte aérienne de la sécurité civile comprendra vingt-huit avions et vingt et un hélicoptères bombardiers d'eau, qui représentent une capacité totale de 150 tonnes. Seront expérimentés un bombardier lourd Hercules C-130 d'une capacité de 12 tonnes et deux hélicoptères Super-Puma d'une capacité de 2,4 tonnes chacun.

Le dispositif spécial prévu pour assurer la protection du massif forestier aquitain comprendra des moyens aériens supplémentaires, soit deux hélicoptères et un avion-bombardier d'eau, et une compagnie de renfort spécialisée dans le traitement des risques naturels.

sera mise en place. En outre, le dispositif de coordination a été renforcé.

Le président de la République a renouvelé son appel pour que les Français prennent en charge la protection de leurs forêts aux côtés de l'Etat, de l'Office national des forêts et des collectivités territoriales.

La France est pauvre en ressources minières. Pour réduire sa vulnérabilité, elle a mis en place un stock de précaution. Ce stock, dont la nécessité est réaffirmée, doit être adapté en permanence à l'évolution de l'environnement international.

Les années de crise, marquées par la crainte de la pénurie puis par la surabondance globale, ont mis en évidence le rôle fondamental des établissements publics et des entreprises industrielles du secteur. Leur vitalité technologique, commerciale et financière est, pour l'ensemble de l'industrie française, une des meilleures garanties d'approvisionnement à long terme en matériaux de base.

Les pouvoirs publics contribuent au maintien de cette vitalité par :

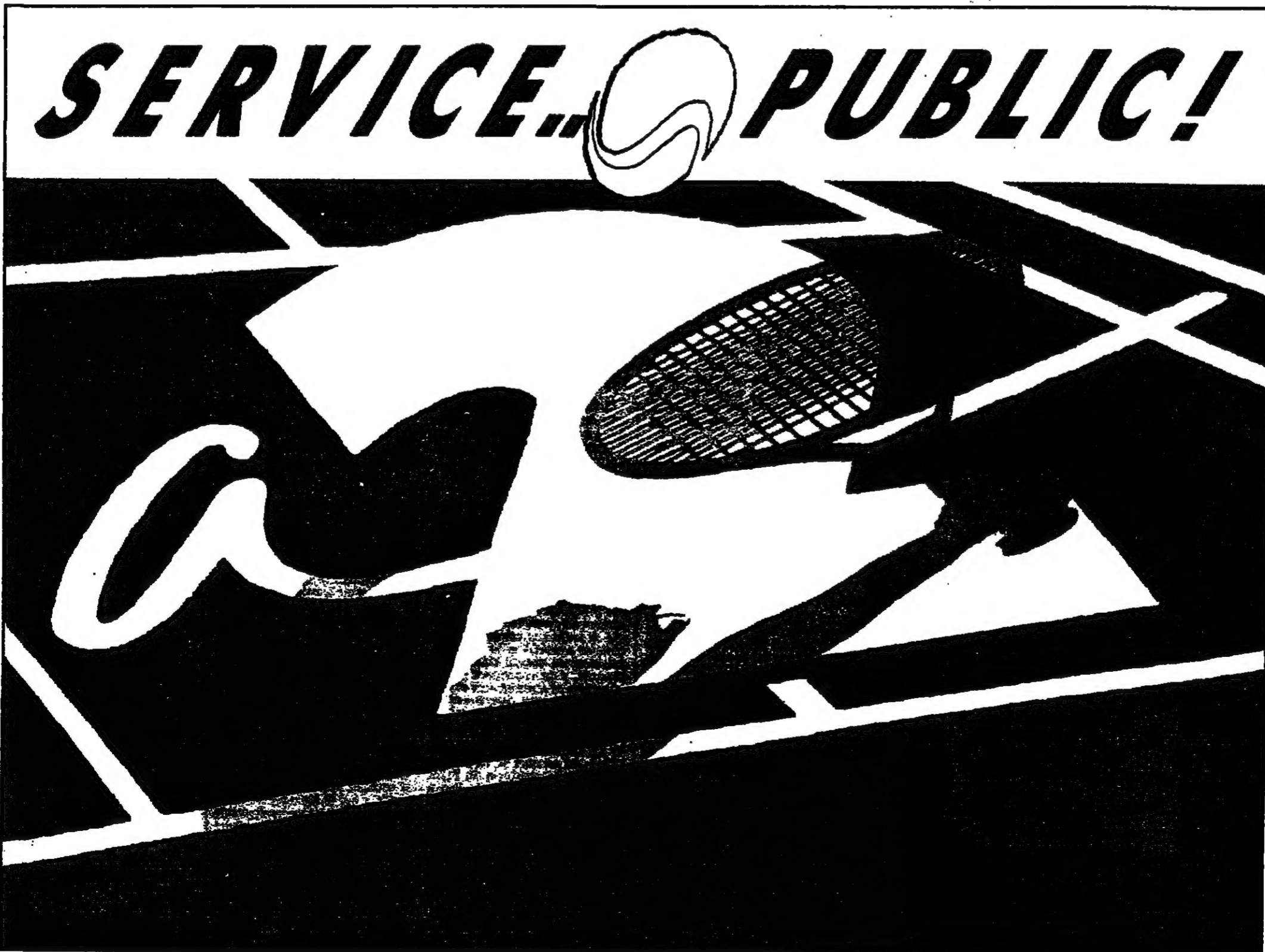
- Un effort de recherche prenant mieux en compte l'évolution de la demande des industriels, renforçant leur capacité d'innovation et maintenant la recherche de base à un niveau suffisant ;

- Le souci de faire respecter des règles stables pour le commerce international ;

- Une protection efficace de l'environnement qui exploite toutes les possibilités d'économies et de recyclage ;

- Une politique de coopération en matière de formation, de recherche et d'exploitation minière, avec le concours notamment du Bureau de recherches géologiques et minières. Maintenu dans son champ traditionnel, cette politique sera étendue aux pays de l'Est.

## ● L'apport de la recherche au développement régional (le Monde du 7 juin)



مكتبة لاجل



## SPORTS

TENNIS : les Internationaux de France

## Ivanisevic à bout de souffle

Le tennis, finalement, c'est un peu l'œuf de Colomb. On ne sait jamais comment le faire tenir debout ou on le sait trop bien. Est-ce le coup droit d'untel qui est moutonnier ou bien est-ce la condition physique de tel autre qui est extraordinaire ? Pourquoi gagne-t-on un match ? Faut-il un bon coup droit, un bon service, un passing, une volée, ou bien un souffle de marathonnien et un moral de vainqueur ?

Sur les huit joueurs qui ont disputé les simples messieurs quarts de finale des Internationaux de France, Goran Ivanisevic était le seul, avec Thierry Champion, inscrit dans le tournoi de doubles. Mais alors que le Français, associé à Arnaud Boetsch, n'a pas passé le premier tour, le jeune Yougoslave qui fait équipe avec le Tchèque Petr Korda est qualifié pour les demi-finales de ce tournoi. Il avait donc quatre matches de plus que Thomas Muster dans les jambes lorsqu'il s'est présenté, mercredi 6 juin, sur le central de Roland-Garros. Fallait-il chercher plus loin les bonnes raisons de la volée de bois vert que lui a administré l'Autrichien ?

Il y a dix ans, un autre gaucher qui avait, alors, le même âge que le Yougoslave enchaînait sans le moindre problème les matches de simple et de double. C'était John McEnroe et c'était, aussi, ce qu'il est devenu d'appeler un génie. Il est vrai qu'il ne s'exprimait pas sur terre battue, surface sur laquelle Goran Ivanisevic s'efforce de cultiver son talent. Or ce jeune homme est, sans nul doute, un surdoué. Il faut l'être pour passer une vingtaine d'aces par match aussi bien à Boris Becker qu'à Thomas Muster. Mais face à cet Autrichien, l'apnée mécanique des pilles inusables, le Yougoslave a manqué d'énergie.

A l'évidence Goran Ivanisevic n'a pas eu, mercredi, pendant les deux heures trois quarts où il a fait face à Thomas Muster, l'abandon qu'on lui avait connu lors des tours précédents. Fallait-il dès lors attribuer cette baisse de régime à la fatigue accumulée ces dernières semaines ou à la fièvre combattue, deux jours auparavant, à coups d'antibiotiques et d'aspirine ? Ou bien fallait-il considérer que tout

cela n'avait aucune importance, que le problème de Goran Ivanisevic était ailleurs ?

Le docteur Pierre Talbot, médecin de la Fédération française de tennis depuis vingt ans, a, sur le sujet, une théorie intéressante et originale (1). Par simple curiosité, il s'est amusé, en 1985, à chronométrer le temps effectif de jeu durant quelques matches. Il déclenchait le chronomètre quand la balle quittait la main du serveur et il l'arrêtait quand le point était annoncé par l'arbitre de chaise. « Quand j'ai constaté à Wimbledon, lors d'un Becker-Lesontie, que ces deux joueurs n'avaient joué que 4 minutes 26 secondes effectives pendant une heure, je me suis dit qu'on allait encore reprocher au tennis de ne pas être un sport. Puis j'ai réalisé que si des athlètes en forme finissaient pas être épuisés en jouant ce genre de tennis c'est qu'il y avait un autre phénomène derrière ? »

## Le sprinter et le marathonnien

De ses multiples observations le docteur Talbot a ainsi conclu qu'il existait deux types d'efforts et de joueurs en tennis. L'un correspond aux serveurs-volleyeurs qui s'apparentent aux sprinters (effort anaérobie) et l'autre aux « crocodiles » de fond de court qui, eux, s'assimilent aux marathoniens (effort aérobie). « La différence entre l'athlétisme et le tennis, explique le docteur Pierre Talbot, tient au fait que les joueurs ne s'affrontent pas sur une distance donnée — on pourrait considérer qu'un sprinter et un marathonnien ont des chances égales sur 800 ou 1 500 m, mais sur une distance que l'un impose à l'autre. Le jeu consiste à faire venir le sprinter sur le terrain du marathonnien et vice versa. »

La dernière illustration de cette théorie était, pour le docteur Pierre Talbot, le match Forget-Champion (*Le Monde* du 5 juin) : « La cadence de Guy Forget ne situe aux alentours de onze minutes de jeu par heure. C'est le tempo effectif qu'il a utilisé lors de la rencontre avec Alex Antonitsch. En revanche, Thierry Champion, qui était objectivement plus fatigué

après son match contre Juan Aguilera, l'a fait monter à dix-huit minutes de jeu effectif et l'a battu. Pour Champion, marathonnien de nature, il s'agit, même fatigué, d'un effort ordinaire, alors que Guy Forget, coureur de demi-fond, était amené largement au-dessus de sa distance. »

Manifestement, ces observations auraient aussi été valables pour Thomas Muster et Goran Ivanisevic. La différence entre les deux joueurs est moins substantielle qu'entre sprinter et marathonnien. L'Autrichien s'exprimerait plutôt bien sur 400 m et le Yougoslave sur 800. Les deux efforts sont très voisins mais, sur la piste, il n'y a jamais eu que des talents rares comme le Cubain Alberto Juantorena pour les maîtriser. L'habileté de Thomas Muster fit donc d'annuler Goran Ivanisevic sur sa distance, c'est-à-dire de le faire jouer en surrégime après l'avoir brièvement laissé mener un tour.

Faute de jeunesse du Yougoslave qui fêtera son dix-neuvième anniversaire en septembre prochain ? Dans le climat défécteur du tournoi masculin, l'élève de Balazs Taroczy a été un de ceux qui ont produit la plus forte impression. S'il reste dans les mêmes dispositions de sérieux à l'entraînement et sur le court, il y a gros à parier qu'il ne gardera pas longtemps un palmarès vierge et qu'il ne végètera pas à la cinquantième place mondiale.

ALAIN GIRAUDDO

(1) *L'Equipe* du 4 juin 1990.

## Les résultats

Simple messieurs (quarts de finale)

Matière inférieure du tableau

A. Gomez (Equ., n° 4) b. Th. Champion (Fra. Q.), 6-3, 6-3, 6-4 ; Th. Muster (Aut. n° 8) b. G. Ivanisevic (You.), 6-2, 4-6, 6-4, 6-3.

Entre parenthèses la nationalité des joueurs et éventuellement le numéro de tête de série, ou la qualité de qualifié (Q), d'invité par les organisateurs (W) ou de repêché des qualifications (L).

## Andreas Gomez, le bienheureux

A l'heure où le tournoi féminin transforme les enfants en vedettes, l'entrée d'Andreas Gomez sur le court central pour disputer des quarts de finale rassure un peu. Non, les gamines aux dents longues ne sont pas les seules à fouler la terre rouge de Roland-Garros. Le tennis de haut niveau peut aussi être pratiqué par des pères tranquilles qui ne dédaignent pas la bonne chère.

Dans cette tornade médiatique qui sacre les petites filles gourmandes, dans ce monde fait de queues de cheval et de rires de salles de classe, l'Equatorien vient jouer les trouble-fête. Il offre ses trente ans et sa nonchalance, il rappelle qu'il existe des joueurs qui n'ont besoin ni de papa ni de maman pour les accompagner au stade. Gomez est là, et même un mercredi, la porte d'Auteuil devient alors le terrain de jeu des adultes.

## Plus sûr plus volontaire

Qu'importe les vingt-trois ans de son adversaire, qu'importe même les petits bras tendant une banderole où sont tracés en peinture rouge les mots « Thierry's Champion », le digne des quarts de finalistes va livrer un match d'homme. Un jeu fait de rigueur et d'efficacité qui lui permet d'être maître de la balle et de la renvoyer où bon lui semble. Les méchantes langues diront que ce sont sans doute ses 85 kilos qui l'obligent à rester presque immobile. Mais pourquoi diable dépenserait-il ses

forces l'économie Sud-Américain ? Son coup droit lifté lui suffit pour promener son adversaire d'une ligne à l'autre.

Car il aura couru le pauvre Thierry Champion, oubliant ses douleurs à la cuisse, oubliant même les dimensions du terrain au point de renvoyer la balle un peu n'importe où. Les deux premiers sets donneront la mesure de cette rencontre légèrement biaisée par la différence de niveau (6-3, 6-3). « Mon adversaire ne possédait pas de grands coups que je ne puisse réussir », explique Andreas Gomez, sans vouloir accabler le joueur français. Mais quand on dispute son onzième Roland-Garros et que, pour une fois, le chemin de la finale n'est pas encombré par la présence d'Ivan Lendl, on se sent pousser des ailes.

Cette année, l'Equatorien a décidé de « faire mieux que précédemment ». Il s'est longuement entraîné pour le tournoi de circuit qu'il préfère. Avec l'aide de Pato Rodriguez, l'entraîneur de José-Luis Clerc, il a restructuré son jeu et laissé sur les chaises de touche les coups de folie attachés à son image. Plus sûr, plus volontaire, selon ses propres termes, il a accablé à son palmarès, au début de l'année, des succès à Madrid et à Barcelone qui lui ont donné confiance en lui. « Je pense plus positivement à mon tennis, après deux années qui ont été un peu des vacances avec mon mariage et la naissance de mon fils », déclarait-il récemment dans un entretien au quotidien *L'Equipe*.

Depuis le début de ces Internationaux de France, Andreas Gomez a mis un point d'honneur à conclure ses matches en moins de deux heures. Il ne pouvait faire moins par sa quatrième prestation sur les courts (en huitième de finale il avait été déclassé vainqueur par forfait du Suédois Magnus Gustafsson). Il a donc enlevé tout espoir aux supporters d'un Champion trop vite promu héros national, en une heure et demie, après un troisième set presque aussi expéditif que les précédents (6-4).

« J'ai souffert », concédait Thierry Champion après la rencontre. Il ne faisait pas allusion à une quelconque blessure, mais plutôt à cette humiliation que provoque l'absence de réaction face aux improvisations de son partenaire. Il a connu une « envie de vomir » qui naît de l'impuissance à toucher une balle vraiment trop rapide pour lui. Gomez, l'homme qui a commencé à jouer au tennis au temps des raquettes en bois, l'a privé de sortie honorable.

Ces préparations oubliées chacun des joueurs au début de ce mercredi 6 juin était un jour historique. Un, parce qu'il attendait depuis douze ans le moment de disputer une demi-finale d'un tournoi du Grand Chelem. L'autre car il était le premier joueur qualifié à atteindre les quarts de finale à Roland-Garros depuis les débuts de l'ère open en 1968. Les matches rapides peuvent donc avoir des dénouements heureux pour tous.

SERGE BOLLOCH

o Cyclisme : Gianni Bugno gagne le Tour d'Italie. — L'Italien Gianni Bugno a remporté, mercredi 6 juin, à Milan, la 73<sup>e</sup> édition du Tour d'Italie cycliste devant le Français Charly Mottet et l'Italien Marco Giovannetti.

## SOCIÉTÉ

SCIENCES

Pour faciliter la connaissance de la matière

## Des chercheurs français et américains sont parvenus à miniaturiser un laser hyper-puissant

Pour sonder la matière et mieux connaître les phénomènes dont elle est le siège, en particulier lorsqu'elle se présente sous la forme d'un plasma, les scientifiques ont besoin de lasers sans cesse plus puissants. De telles machines existent, mais ce sont des monstres. Une technique originale, mise au point par un chercheur français installé aux Etats-Unis, permet désormais de produire des lasers extrêmement performants et de taille relativement modeste dont la puissance pourrait atteindre, demain peut-être, mille milliards de kilowatts.

Deux équipes de physiciens du Commissariat à l'énergie atomique (CEA), en association avec des chercheurs de l'université du Michigan, sont parvenues à créer le plus puissant faisceau laser miniaturisé jamais produit (1). Grâce à une nouvelle technique d'amplification de lumière mise au point par Gérard Mourou, un chercheur français installé aux Etats-Unis, il a été en effet possible d'obtenir sur une des installations lasers du Centre d'études de Limeil-Valenton (Val-de-Marne) dépendant du CEA un faisceau laser d'une puissance de 20 téra-watts — 20 milliards de kilowatts — correspondant à peu près à quarante fois la capacité de production instantanée d'énergie électrique des Etats-Unis.

Cette première, qui vient seulement d'être annoncée mais qui a été effectuée en lieu et lieu le 17 mai dernier, a permis à la quinzaine de chercheurs qui y participaient de choir sur le poteau une équipe américaine des Livermore Laboratories (Californie) tout heureux d'avoir atteint les 15 téra-watts. L'énormité de tels chiffres n'a guère de sens pour le commun des mortels. Mais il faut savoir que les scientifiques étaient depuis plusieurs années à la recherche de lasers très puissants susceptibles de les aider à mieux comprendre les phénomènes qui apparaissent lors des interactions entre la lumière du laser et la matière.

Les enjeux sont considérables. Outre les possibilités que pourraient offrir ces nouveaux appareils dans les domaines de la recherche fondamentale (études des plasmas, comportement des atomes), de la science des matériaux ou des accélérateurs de particules, il existe apparemment une voie prometteuse de développement de lasers à rayons X. Des lasers très attendus des civils et des militaires en raison de la formidable capacité qu'ils pourraient avoir de marier la puissance de pénétration des rayons X dans la matière avec l'aptitude des lasers à déposer, en une fraction de

seconde, une formidable énergie sur une surface minuscule.

Aujourd'hui les scientifiques débattent avec ces lasers la possibilité d'utiliser une masse tellement efficace qu'il devient possible de « sonner » la matière pour l'observer en un temps si bref qu'elle n'a pas le temps de revenir à son équilibre initial.

Certes, les Américains avec leur chaîne laser Nova à vocation militaire, ou les Français avec la chaîne Phébus, sont capables d'atteindre pendant des durées mille fois plus longues les vingt milliards de kilowatts (2), mais il s'agit d'installations imposantes, sans commune mesure avec ce qui vient d'être réalisé. Il y a un an environ, les chercheurs de l'équipe de Saclay étaient parvenus à produire un faisceau d'une puissance de 2,5 téra-watts — 2500 milliards de watts — avec une installation de quelques mètres carrés seulement. Plusieurs voies pour la miniaturisation s'offraient aux techniciens pour y parvenir.

## Les photons du peloton

« Mais, expliquent M. Jacques Coutant, chef du département lasers et plasmas de Limeil, et M. Claude Manus, chef du département de physique générale à Saclay, l'une d'entre elles, ouverte par Gérard Mourou, nous est apparue particulièrement prometteuse. C'était très astucieuse. Nous avons senti que c'était le bon cheval et nous nous sommes lancés à corps perdu dans cette aventure pour repérer et améliorer les résultats obtenus jusqu'à présent. Comme un peloton de participants à la course, nous sommes arrivés à la fin de la table T-III (Table Top Tera-watt) de Gérard Mourou. »

Le principe n'est pas simple. Avec un laser, on produit une impulsion lumineuse que l'on peut schématiser comme un peloton de particules de lumière — des photons — de même couleur, qui marchent à la même vitesse et gardent entre eux la même distance. Cette impulsion est alors envoyée dans une fibre optique d'environ un kilomètre de long qui, par réaction devant ce trop-plein d'énergie, va modifier le comportement de ces photons un peu particuliers.

Elle le modifie de telle façon qu'à la sortie de ce « tunnel », les photons ont à nouveau la même vitesse, mais la distance entre eux a changé. Le peloton s'étire avec des mailles rouges à l'avant et des mailles bleues à l'arrière, opération qui permet d'étaler dans le temps la puissance instantanée transportée par les cou-

reurs (3). Comme cela n'est pas suffisant, l'opération est répétée en envoyant tous les photons sur un dispositif optique qui permet d'augmenter encore la distance les séparant.

Le tout est alors projeté dans une série d'amplificateurs laser sur une cavité optique qui permet d'augmenter cette énergie diluée dans le temps sans crainte de briser les installations. Pour retrouver la puissance nécessaire, notre peloton de photons est alors reserré au moyen d'une nouvelle batterie de réseaux, et à tel point que l'impulsion qui naissait à l'entrée du dispositif 30 cm de diamètre plus que 0,3 mm. Ce qui a donc pour effet de concentrer formidablement l'énergie en une minuscule tranche de lumière.

Le procédé est d'ailleurs si prometteur que les équipes du CEA peuvent affirmer sans crainte qu'elles batront leur propre record dans les prochaines semaines. Mieux même, si l'on en croit M. Jean Cury, adjoint au directeur du centre de Limeil, « rien ne s'oppose théoriquement à ce que l'on puisse produire demain des faisceaux de 1000 téra-watts ». Rien si ce n'est la fabrication de réseaux capables de tenir le choc face à une telle puissance.

J.-F. AUGEREAU

(1) Ont participé à la mise au point de ce laser : G. Mourou, P. Bado, F. Salin, J.-F. Talar, S. Coe, J. Squitieri des Laboratoires de l'université de Michigan ; L. A. Lompre, M. Ferry, O. Gobet, G. Maïeffa, A. L'Huillier du CEA Saclay ; M. André, C. Sauteret, A. Migus, S. Gary, D. Husson, A. Pierre et G. Thiel du CEA Limeil-Valenton.

(2) Ces deux chaînes lasers appartiennent à un champ de recherche différent impliquant des impulsions de longue durée nécessaires à l'étude de la fusion thermonucléaire, source d'énergie des étoiles et des bombes H.

(3) Cette manœuvre étale la lumière comme le fait un arc-en-ciel qui lui aussi va du rouge au bleu.

o L'amarrage de module Kristall retardé. — Un problème d'orientation à bord du module technologique soviétique Kristall a retardé mercredi 6 juin, son amarrage à la station orbitale Mir. Le programme du vol prévoyait trois corrections de sa trajectoire depuis son lancement, survenu le 31 mai (*Le Monde* du 2 juin). La seconde n'a pas pu se produire, l'un des moteurs d'altitude n'ayant pas fonctionné. — (AFP.)

POLICE

Considéré comme un proche de M. Pierre Joxe

## M. Jean-Jacques Pascal est nommé directeur central des Renseignements généraux

Le conseil des ministres du 6 juin a nommé M. Jean-Jacques Pascal, préfet de la Manche, à la tête de la direction centrale des Renseignements généraux (nos dernières éditions du 7 mai). Il succède à ce poste à M. Jacques Fournet, qui a récemment pris en charge la Direction de la surveillance du territoire (*Le Monde* du 25 mai 1990).

Le nouveau directeur central des Renseignements généraux (RCG) n'est pas un policier — ce qui est traditionnel à ce poste, hormis les deux exceptions constituées par les commissaires Paul Roux, nommé en juin 1981, et Philippe Massoni, nommé en avril 1986. S'il n'est pas non plus, à l'origine, un spécialiste des services spéciaux, le préfet Pascal connaît bien l'institution policière : il a occupé la fonction de directeur des personnels du ministère de l'Intérieur, de mai 1984 à avril 1986, alors que M. Joxe effectuait son premier séjour place Beauvau.

A ce poste stratégique, au cœur des négociations avec les syndicats policiers, M. Pascal s'est imposé comme un homme ouvert à la concertation. Ce haut fonctionnaire, dont les opinions socialistes ne sont pas un mystère, dispose aussi de la confiance de M. Joxe et a l'habitude de travailler avec les principaux membres de son équipe ministérielle.

Avec ce retour place Beauvau, M. Pascal va trouver, en héritage, le programme de modernisation des RCG lancé par son prédécesseur, M. Jacques Fournet. Ce programme

ambitieux entend redéfinir les missions des RCG au sein de la Police nationale : les policiers des Renseignements généraux vont devoir déléguer la collecte d'informations à caractère général ; en contrepartie, leur action en matière de police judiciaire, de lutte antiterroriste, de répression des délits économiques et financiers, et de prévision économique et sociale, sera développée.

Il reviendra à M. Pascal de réussir cette mutation délicate, qui implique notamment une meilleure formation et une plus grande professionnalisation des personnels. Il devra déployer ses talents en matière de dialogue social pour que la réforme des RCG s'intègre à la vaste réforme de la Police nationale entreprise par M. Joxe.

E. M.

[Né le 25 mars 1943 à Limoges (Haute-Vienne), M. Jean-Jacques Pascal est sorti de l'Ecole nationale d'administration en mai 1969. D'abord affecté au ministère de l'Intérieur, puis directeur de cabinet du préfet de la Loire (1969-1972), il sera sous-préfet d'Arles (1978-1981) puis de Béziers jusqu'en mai 1984. A cette date, il est nommé directeur du personnel de la Police nationale, puis directeur du personnel et de la formation de la police à partir du 9 octobre 1985. En avril 1986, en raison de l'alternance politique, il quitte le ministère de l'Intérieur pour devenir préfet du Gers ; placé hors-cadre en novembre 1987, il est nommé préfet de la Manche le 17 août 1988.]

## M. Ange Mancini dirigera le SRPJ de Versailles

Le commissaire divisionnaire Ange Mancini a été nommé directeur du service régional de police judiciaire de Versailles (Yvelines), l'un des plus importants de France avec celui de Lyon et de Marseille. Il succède à ce poste à M. Alain Tourne, nommé en décembre 1989 à la délégation interministérielle de lutte contre la drogue. Rendue publique mercredi 6 juin, mais intervenue le 21 mai, alors que M. Mancini était, en fait, en poste à Versailles depuis plusieurs semaines, cette nomination met fin à une vacance de plus de cinq mois à la tête du SRPJ de Versailles.

L'ancien patron du RAID (Recherche, assistance, intervention, dissuasion), qui dirigeait cette unité d'élite de la police depuis sa création en juin 1985, a suivi un cursus professionnel alternant postes directement opérationnels et fonctions de responsabilité dans l'organisation de la police judiciaire. M. Mancini apparaît comme un spécialiste des affaires de terrorisme. Affecté à la brigade criminelle de la Préfecture de police (PP) de Paris en 1978, il participe notamment aux enquêtes sur Action directe et sur l'attentat contre la synagogue de la rue Copernic à Paris. Après avoir été chef adjoint de la brigade de répression du banditisme de la Préfecture de police en 1982, il devint, en 1983, directeur du SRPJ d'Ajaccio, où il travailla en liaison étroite avec le préfet Robert Broussard. Par ailleurs, M. Mancini est l'un des secrétaires nationaux du Syndicat des commissaires et des hauts-fonctionnaires de la police nationale, fortement majoritaire chez les commissaires.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde SANS VISA

Mancini dirigera

## SOCIÉTÉ

### MÉDECINE

La polémique à propos du projet de loi contre l'alcoolisme et le tabagisme

## Les publicitaires revoient leurs comptes

Comme on pouvait le prévoir, l'adoption le mercredi 6 juin par le conseil des ministres du projet de loi sur la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme a suscité une série de vives réactions dans les milieux de la publicité, tout comme chez les professionnels du tabac et des boissons alcoolisées.

Dans un communiqué commun, plusieurs associations, parmi lesquelles la Fédération des exportateurs de vins et spiritueux, l'Association des brasseurs de France et la Fédération des associations viticoles, estiment que ce projet aura « pour conséquence pratique de leur supprimer presque toute possibilité de faire connaître leurs produits sur le territoire national, y compris sur les lieux de vente. » Ces associations estiment que le texte « a été préparé dans une quasi-clandestinité, sans réelle concertation ». Ces professionnels dénoncent « l'exclusion dont ils font l'objet de la part des pouvoirs publics » et s'élèvent « contre l'assimilation injustifiée de l'alcool au tabac par une association systématique et volontaire des deux ».

Dans un communiqué, le Centre de documentation et d'information sur le tabac (CDIT), qui regroupe les planteurs de tabac, les débiteurs, la

SEITA, Philip Morris, Rothmans, R.J. Reynolds et BAT, « regrette que le ministère de la santé se soit refusé à toute concertation, contrairement aux engagements pris », et « s'étonne de la précipitation qui a présidé à l'élaboration de ce texte ». Il « répète qu'il n'existe aucune corrélation entre la présence ou l'absence de la publicité et la diminution de la consommation ». Cette éventuelle suppression de toute publicité « porte atteinte au droit à l'information et au libre choix des consommateurs », « remet en cause la liberté du commerce (...) à la liberté d'entreprendre et au droit des marques ».

Les professionnels de la publicité sont, pour leur part, inquiets des conséquences pratiques du projet de loi. Toutefois, chez les spécialistes de santé publique à l'origine de ce texte tout comme au ministère de la santé, on souligne que l'ensemble des supports ne seront pas touchés de la même manière par les restrictions en matière de publicité. En ce qui concerne les boissons alcoolisées, ce sont les radios, l'affichage, et surtout (en valeur relative), le cinéma, qui seront concernés. On estime en effet que les boissons alcoolisées (et en particulier les bières) représentent près du quart des recettes publici-



ressources publicitaires de la presse écrite.

On souligne aussi que les restrictions à venir doivent, d'un point de vue financier, être relativisées, compte tenu du fait qu'elles s'appliquent à un secteur d'activité - celui de la publicité - qui connaît depuis plusieurs années une très forte expansion. Il reste aussi à savoir, point important, comment la « créativité » des publicitaires parviendra à s'exprimer dans le futur cadre réglementaire (1). Indispensable, compte tenu des dimensions du réseau national que constituent l'alcoolisme et le tabagisme, compte tenu aussi de l'urgence qu'il y a à tout mettre en œuvre pour réduire la proportion de jeunes consommateurs de tabac, le texte du projet de loi apparaît quelque peu insuffisant en ce qui concerne l'internationalisation de la diffusion des images et des messages publicitaires. Comment, par exemple, pourra-t-on obtenir un contrôle, sur le territoire national, des images des compétitions sportives organisées dans des pays autorisant le parrainage par des professionnels du tabac et de l'alcool ? Comment lutter contre les formes les plus insidieuses de mécénat de ces mêmes professionnels ? Compte tenu de la tendance croissante à l'interdiction au sein de la CEE, un accord européen dans ce domaine est désormais possible et devrait être rapidement trouvé.

JEAN-YVES NAU

## Une consommation globale de cigarettes de 94 milliards en France

Le chiffre d'affaires de la SEITA a atteint en 1989 10,3 milliards de francs. Ce chiffre d'affaires s'entend une fois reversé à l'Etat une somme de 30,682 milliards de francs, ce qui représente, dit-on à la SEITA, « 2,4 % des recettes fiscales de l'Etat ». Les exportations représentent 17 % du chiffre d'affaires. La SEITA fabrique, dans huit usines, 63 milliards de cigarettes, dont elle exporte 10 milliards.

La SEITA emploie 6 200 personnes (au 1<sup>er</sup> janvier 1990), et ses effectifs sont en baisse constante depuis 1985 (7 948 personnes) : 7 496 en 1987, 6 963 en 1988 et 6 423 en 1989. Elle va fermer prochainement son usine de Marseille, qui emploie 120 personnes environ.

La consommation globale de cigarettes en France est de 94 milliards. Celle des cigarettes légères ne cesse d'augmenter : elle a triplé en huit ans, passant de 7,3 milliards d'unités en 1981 à 22,8 milliards en 1989. A l'heure actuelle, elle représente près du quart de la

consommation, et la France est en tête des pays européens. C'est la consommation des cigarettes légères fabriquées en France qui a le plus progressé, puisqu'elle a été multipliée par 3,5 en huit ans, contre 2,8 pour les « légères » d'origine étrangère.

La SEITA se refuse à communiquer le montant de ses investissements publicitaires. Ce n'est pas la première fois que la publicité pour le tabac est réglementée. Un accord Barzach (du 3 décembre 1987), suite à la loi Veil, passé entre les fabricants (y compris les étrangers) et l'Etat, a porté sur un effort publicitaire accru sur les « légères » : en fait 50 % des budgets publicitaires portent sur ces produits. Un amendement Evin (le 2 décembre 1988) a apporté une précision à la loi Veil : sont considérées comme publicité pour le tabac les messages pour les allumettes, briquets et autres gadgets. La France, au dire de la SEITA, a une des législations les plus contraignantes en matière de publicité pour le tabac.

### EDUCATION

## Le dernier certif

On le croyait bel et bien mort depuis l'été 1987, quand M. Monory avait rendu public un projet d'arrêté supprimant le certificat d'études primaires. Fausse sortie : le texte n'avait pas été publié. En 1988, 48 000 candidats avaient encore passé les épreuves du certif centenaire.

Mardi 5 juin, plusieurs milliers d'élèves des collèges ont à nouveau passé les traditionnelles épreuves de dictée, de rédaction, de sciences, d'histoire-géographie,

de calcul mental et de récitation ou de chant. Un parfum de III<sup>e</sup> République que l'on aura respiré pour la dernière fois. Car le certif est supprimé : MM. Lionel Jospin et Michel Rocard ont signé le 28 août 1989 le décret.

Mario-Maud Hontebeyrie, élève en quatrième au lycée Buffon, aura été l'une des dernières aspirantes à ce diplôme. « Pour m'amuser, et puis aussi pour voir comment se déroule un examen », explique-t-elle.

taires du cinéma, soit environ 105 millions de francs.

Il reste à savoir de quelle manière, une fois la loi votée, se répartiront les budgets publicitaires. On prévoit chez les spécialistes de santé publique une redistribution de ces budgets vers la presse écrite nationale et régionale, spécialisée ou non. « Si, comme on peut raisonnablement le supposer, la moitié de ces budgets qui, au total, s'élèvent à environ 600 millions de francs, allaient vers la presse écrite, on retrouverait l'équivalent du « manque à gagner » qu'entraînera pour cette presse l'interdiction à terme de toute publicité pour le tabac, explique-t-on. Ainsi, au total, la loi ne devrait avoir que peu d'effets sur les

(1) Le projet de loi précise : « Lorsque elle n'est pas interdite, la publicité en faveur des boissons alcooliques est assortie d'un message de caractère sanitaire dans les conditions fixées par un arrêté du ministre chargé de la santé. Elle comporte, en outre, - exclusivement - des mentions autorisées par les règles relatives à l'étiquetage. »

## Le Monde PUBLICITÉ LITTÉRAIRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4356

## SPÉCULATEURS ET AFFAIRISTES : LA SEINE SAINT-DENIS N'EST PAS UN FROMAGE



Les spéculateurs et leurs technocrates préparent une ville violente, luxueuse pour quelques-uns, dure à vivre pour tous les autres.

Nous n'en voulons pas. Monsieur le Premier ministre ! Nous voulons une ville humaine, accueillante où les ressources communes sont consacrées aux besoins de chacun. Les loyers trop chers, la précarité, les péages urbains... non merci.

**Nous voulons rester ici et y vivre mieux.**

Seine Saint-Denis  
Conseil Général



Georges Valbon  
Président

### M. Ange Mancini dirige le SRPJ de Versailles

La commission des affaires judiciaires du Sénat a nommé M. Ange Mancini, président du Syndicat des magistrats de la Seine, à la présidence du Syndicat régional des procureurs de la Seine (SRPJ) de Versailles. M. Mancini, 45 ans, est avocat à la Cour de cassation. Il a été nommé à la présidence du SRPJ de Versailles le 1<sup>er</sup> juin 1990. Il succède à M. Jean-Pierre Laroche, qui a été nommé à la présidence du SRPJ de Paris.



## VENTES

## Un bon plan

Les maisons de ventes aux enchères s'ingénient à créer de nouveaux marchés. Dernières données à la mode : la peinture scandinave et le papier peint, les céramiques contemporaines et les céramiques de Picasso. Depuis quelques temps, les commissaires-priseurs tentent de lancer le dessin d'architecture.

La dernière grande vente de ce type remonte à l'année dernière, quand, en juin 1988, furent dispersées les archives de Jean-Denis Dugout (projets d'architecture, décors intérieurs et mobiliers). Les musées préemptèrent massivement les œuvres de ce grand décorateur qui vivait à la fin du dix-huitième siècle. Ils pourraient être à nouveau au rendez-vous, salle Drouot, pour la vente aux enchères d'une quarantaine de dessins du même artiste.

Le musée des Arts décoratifs voudrait sans doute compléter son fond Dugout (ancienne collection Wallace). Il pourrait se laisser tenter par un projet de décoration murale (estimé à 50 000 F) dont il possède déjà deux études assez proches. Ou par un trompe-l'œil. Projet de tissu imitant la vannerie (dont la valeur est estimée de 6 000 F à 8 000 F). Le Musée des tissus de Lyon et les sœurs de la région se disputent peut-être une étude pour un tissu à fond floral réalisé par Grands Frères, un établissement lyonnais, pour un salon de Versailles.

« Mais le marché est encore très étroit, explique l'expert de la vente, M. Augier. C'est un domaine peu connu qui nécessite de solides connaissances ». De plus les dessins des architectes du dix-huitième siècle sont rares. Les Français se sont rognés sur les œuvres du dix-neuvième siècle, tandis que celles du début du vingtième

siècle sont devenues la chasse gardée des Anglo-Saxons. Ainsi un bel ensemble de vingt-quatre projets pour une cité moderne, exécutée en 1921 par Mallet-Stevens, a été adjugé 412 000 F à un antiquaire londonien, il y a tout juste deux ans.

Les dessins de nos architectes contemporains ont-ils une cote ? Pour l'instant, ces derniers, sont précieusement gardés par leurs auteurs qui consentent parfois à les exposer ou à les éditer. C'est le cas de ceux de Paul Chemetov et de ses associés.

## Papier calque contre ordinateur

Quant à les vendre, jamais. « Nous avons été sollicités par des marchands pour que nous leurs cédions, pour une valeur symbolique, des projets de concours non aboutis. Soit disant pour soutenir de jeunes artistes, affirme Yvan Labrun, l'un des membres de cette agence. Nous avons refusé. Nous ne voulons pas les retrouver un peu plus tard sur le marché, à un prix élevé ».

Il n'a pas tort : d'ores et déjà, les esquisses des Prix de Rome (abolis dans les années 60), font l'objet d'avis de recherches dans les gazettes professionnelles. Pour Eric Dantan, architecte et professeur à l'Institut d'art visuel d'Orléans, il ne fait aucun doute que ces œuvres vont prendre de la valeur. Ne serait-ce qu'à cause de leur rareté : le papier calque, utilisé aujourd'hui, va bientôt être en passe d'être abandonné au profit de l'ordinateur.

ALICE SEDAR

► Vente le 8 juin à 14 h 30 à Drouot-Richelieu, salle 8.

## ARTS

## Télémaque de retour

Où l'on redécouvre Hervé Télémaque, peintre de la vie moderne et de ses tourments

En 1963, à Paris, Hervé Télémaque, jeune artiste habitant de vingt ans, a peint *Portrait de famille*, vaste toile de près de deux mètres sur trois. *Portrait de famille* est exactement ce qu'il convient d'appeler une œuvre historique, non seulement en raison de la vigueur et de la complexité de la composition et de la violence ironique de l'image, mais parce qu'elle se trouve à la jonction de l'expressionnisme abstrait et du pop art.

Du premier relève la technique gestuelle, les déformations des figures et les distorsions chromatiques ; du second l'insertion de vignettes façon bande dessinée et de la représentation minutieuse d'un mannequin de couture. La figure féminine qui occupe le centre de la toile pourrait être la cousine décapitée et hallucinée d'une *Woman* de De Kooning. Près d'elle un petit robot emplumé à grandes dents rêve de « Picasso ». Un autre déclare dans un coin : « Trop tard ». Trop tard pour quoi ? Pour demeurer dans l'académisme abstrait de l'époque et pour ignorer l'époque, la publicité, la consommation, le système du spectacle.

## Une peinture liée à son temps

*Portrait de famille* est le morceau de bravoure d'une exposition à demi rétrospective qui décrit l'évolution d'Hervé Télémaque au cours des années 60 à 70 vers un art de plus en plus narratif et naturaliste — si l'on peut employer ce mot anachronique. Après trois ans à New York, de 57 à 60, Télémaque, natif de Port-au-Prince, s'établit à Paris, le Paris des Nouveaux Réalistes.

Aux États-Unis, il a rompu avec une abstraction devenue de plus en plus paisible et décorative. En France, il refuse de se ranger du côté du néodadaïsme à la Spoerri. Peintre il se veut, et s'applique à décrire son époque avec des procédés de peinture, dessin d'une précision, couleurs posées sans modulation ni empâtement, citations tirées des affiches, des magazines et des prospectus de vente par correspondance.

L'une de ses œuvres les plus réussies, c'est-à-dire la plus assidue, de cette période rassemble les accessoires nécessaires au plaisir du couple, la canadienne, le réchaud, les baskets, le ciel bleu, l'herbe verte. Dans le genre de la dérision à froid, servie par un style absolument neutre, on ne peut guère rêver mieux. Par comparaison, les « pop » américains, Weschman et Rosenquist paraissent un peu faibles et ambigus, hésitant entre l'apologie de l'industrie et sa dénonciation.

Depuis cette conversion aux objets et à l'objectif, Télémaque a varié ses procédés de travail, mais sans renoncer à l'observation de ses contemporains. Ses toiles les plus récentes, certaines exécutées à l'aide d'une étrange peinture phosphorescente, tirent leurs sujets de l'actualité. Sur l'une d'entre elles, un miroir, figuré d'après une photo de presse, de silhouette, noir et géométrique.

Il se pourrait fort bien que ce soit grâce à ces tableaux de chasse aux symboles sans concession ni ornement, à cet art agressif et lucide, que la peinture actuelle conserve encore quelque lien avec son temps. Et donc quelque sens.

PHILIPPE DAGEN

► Galerie Mousion, 110, rue Vieille-du-Temple, jusqu'au 30 juin.

## EN BREF

Le Louvre acquiert un Watteau. — Les Deux Cousins de Watteau, une œuvre peinte vers 1716, a été acquise par la Réunion des musées nationaux pour le Musée du Louvre, a annoncé mardi 5 juin le ministre de la culture. Ce tableau, d'un petit format (30,4 cm X 35,6 cm), représente deux silhouettes dans un paysage. Selon la direction des Musées de France cette œuvre « tant par sa qualité et l'originalité de son thème que par son remarquable état de conservation, occupera la troisième place, après les deux chefs-d'œuvre du Louvre, le « Gilles » et le « Pèlerinage à l'île de Cythère ». Le

## PHOTOS

## Un poète de l'impeccable

Au Palais de Tokyo, la donation André Kertész retrace les années parisiennes d'un des grands maîtres du vingtième siècle

Lorsqu'il arrive à Paris en septembre 1925, à l'âge de trente et un ans, André Kertész ne sait pas encore qu'il va vivre les années les plus heureuses et les plus fécondes de sa vie. Il s'installe dans une pension tenue par un compatriote à Montparnasse, plaque tournante de la vie artistique dont le point de ralliement est le café du Dôme.

Un peu perdu dans cette ville dont il parle mal la langue, il fréquente tout naturellement le cercle des écrivains hongrois, artistes et petits artisans dont il tire des portraits complices et émouvants comme celui du peintre sourd-muet Lajos Tihanyi. Lui-même n'apparaît pas différent de ses amis magyars, comme le révèle un autoportrait dans sa chambre d'hôtel, frappant par l'extrême modestie de ses conditions de vie.

Étonnement, curiosité, spontanéité caractérisent ses premières vues de Paris que Kertész arpente en touriste. L'animation de la rue, les cheminées sur les toits, les réclames, les monuments, cafés et jardins, les clochards assoupis sur les bords de la Seine, tout attire l'attention de cet enchanteur émerveillé qui opère en état de grâce. Sociologue malgré lui, Kertész prend des documents pittoresques ou poétiques qui traduisent ses émotions. Ses instantanés ont parfois des relents oniriques inattendus comme cette jambe dénudée de mannequin, ces chevaux de bois empilés, ces formes emballées sur les quais de Notre-Dame.

Le portrait est un prodigieux moyen d'intégration sociale. Deux ans à peine après son arrivée, Kertész réalise de remarquables portraits d'artistes. Fojtita en tailleur, Zadkine à l'acordeon, Calder, encore filiforme, et son petit cirque. Par chef-d'œuvre, le gros plan des mains du pianiste Paul Arma est un rappel ému des *Mains de ma mère* (1919). Il prend aussi des vues d'ateliers — tableaux en eux-mêmes — cadrés sous des angles chaque fois différents, inspirés par le style même de l'artiste.

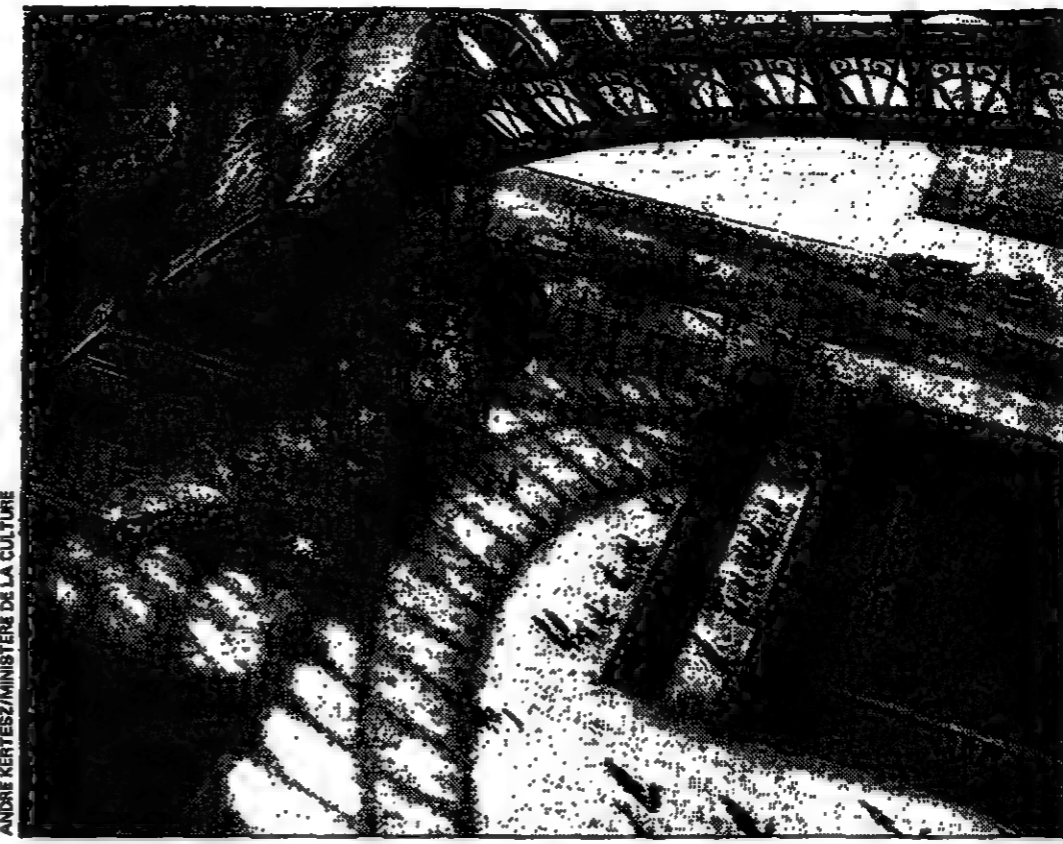
## Matières et structures

Le décor révèle en arrière-plan son intérêt pour les constructions géométriques. Et surtout, Kertész excelle à décrire le concret. Il a un sens du détail, et un goût des formes qui en fait un très grand photographe d'objets comme le montrent hétéroclitement chez Zadkine, les lunettes et la pipe de Mondrian, ou la *Fourchette*, superbe étude d'ombre et de lumière, utilisée pour la publicité de l'orfèvre Bruckmann.

Ce sens de la forme se retrouve dans ses vues d'extérieur. Sensible à l'élégance du graptisme, Kertész privilégie matières et structures en fixant des chaises de jardin, ou des fils de téléphone. Percé sur une table ou un balcon, il œuvre en état d'apesanteur. Ses innombrables vues en surplomb n'ont pas la portée révolutionnaire de celles de Rodchensko ou de son compatriote Moholy-Nagy, maître du Bauhaus. Vision essentiellement urbaine, proche de la mise en scène, la plongée lui permet de créer des perspectives ingénieuses.

Comme l'observe Jean-Claude Lemagny (1), ces images n'ont pas l'autorité coupante de celles de Cartier-Bresson. Kertész enveloppe ce que la composition peut avoir de trop visuellement décentré. S'il saute à pieds joints dans le réel, c'est pour l'assouplir et arrondir les angles de la réalité. Ennemis des symétries trop évidentes, il marie souverainement courbes et lignes comme dans cette vue du *Square du Vert-Galant*, en hiver, combinant son harmonieuse de tracés triangulaires et d'arabesques que souligne le contraste du noir et blanc.

En fait, l'instabilité règne dans ce monde apparemment pétrifié



Les ombres de la tour Eiffel, André Kertész, 1929.

d'équilibre et de sagesse. Une étonnante démonstration de l'absolue précarité de la perception est offerte par sa célèbre vue du *Train à Meudon*, modèle de spontanéité autorisée par la rapidité du Leica, décomposée en trois plans, jusqu'à ce que l'apparition théâtrale de la locomotive miniature sur le viaduc coïncide avec le passage inopiné, en sens inverse, d'un passant au premier plan.

Kertész expose à la galerie Au Sacre du printemps, mais collabore aussi à la presse qui lui assure un revenu régulier. Pour *Plaisirs de France*, *Voilà*, *Regards* ou *Vu*, il réalise des reportages multiples sur des sujets aussi divers que le gruyère, l'Académie française ou la Grande Trappe. Pour le *Sourire*, il réalise ses premières distorsions. Frises dans un miroir courbe de Lunapark, ces déformations grotesques, fantastiques ou facétieuses, particulièrement défavorables au charme féminin, sont des anamorphoses optiques exécutées à la chambre.

Façon mesurée de canaliser la folie des formes, elles ont été pré-

oédées en 1926 par la célèbre *Sauvage Dancer*, son œuvre la plus reproduite. Ce portrait de Magda Förster, allongée sur un canapé dans le studio du sculpteur Booby, reflète par sa structure curviligne l'influence croisée du surréalisme et du cubisme.

## Rester un amateur

En 1936, Kertész quitte la France pour les États-Unis à la demande de l'agence Keystone. Cet exil décrit par lui comme un enfer ne l'empêche pas, malgré sa naturalisation américaine en 1944, de revenir fréquemment à Paris. Son talent a mûri mais n'a pas tempéré sa ferveur pour cette cité qu'il adore. Même s'il la voit d'un œil moins intuitif, et peut-être un peu trop sentimental comme le montre sa fébrile série consacrée aux pigeons.

Un an avant sa mort, le 28 septembre 1985, André Kertész signe l'acte de donation de son œuvre (100 000 négatifs) à sa patrie spirituelle et au « peuple français ».

L'hommage conçu par la Mission du patrimoine photographique restitue toutes les facettes de ce père de la photographie moderne qui, toute sa vie, entendit rester un amateur. Elle révèle, en outre, des inédits, comme ce surprenant *Mains et livres* (1927), composition gibsonienne avant la lettre. On peut regretter les tirages « format carte postale », conservés par l'auteur lui-même. Mais les épreuves modernes d'Ivon Le Maric sont magnifiques.

PATRICK ROEGERS

(1) Sous le même titre, deuxième volume de la collection « Donations », textes de Sandra Phillips, Jean-Claude Lemagny, Michel Frizot. 220 photos, 35 documents en couleur. Condition par le ministère de la culture et la manufacture, 270 pages, 350 F.

► André Kertész *Ma France*, deux cents photographies et deux cents documents provenant de la donation André Kertész. Mission du patrimoine photographique, Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson, 75016 Paris. Jusqu'au 20 août.

## SAINT ELVIS

DE SERGE VALLETTI

MISE EN SCÈNE CHARLES TORDIMAN

DANIEL MARTIN

ALEXIS HUYER

ANDRÉE ZADNY

ET

LOREL BEMAMBOU (GUITARE)

CHRISTOPHE DEFRAYS (CONTREBASSE)

MICHEL SANTANGELI (PERCUSSIONS)

PRODUCTION THÉÂTRE POPULAIRE DE LORRAINE

LOCATION/RENSEIGNEMENTS

47.27.81.15

SALLE GÉNÈRE

JUSQU'AU 30 JUIN 1990

« A la fois drolatique et pathétique. »

Fabienne Pascand. Télérama

« Daniel Martin avec son énergie de petit loupard têt et naïvement ambitieux est chaleureux et vibrant. »

Colette Godard. Le Monde

« Les comédiens font feu des quatre fers. »

Didier Merveux. La Croix

« Une sacrée pêche dans les live (joués en direct par un trio sous la baguette de Jean-Louis Chautemps). »

Annick Peigné-Ginty. Libération

« Une croisière infernale. Le ton est à la jubilation. »

Libération Lyon

« Présence explosive de Daniel Martin. »

Fabian Gastellier. Elle

« Vertigineusement drôle et inquiétant. Un spectacle étonnant. »

Françoise Asso. La Quinzaine Littéraire

« Le Théâtre Populaire de Lorraine flirte avec un chef-d'œuvre. »

Bernard Thomas. Le Canard Enchaîné

France Inter

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT

MONTRES  
CAMEL TROPHY

JUNGLE  
PROOF\*

AVANT  
DANIEL MARTIN  
ALEXIS HUYER  
ANDRÉE ZADNY  
ET  
LOREL BEMAMBOU (GUITARE)  
CHRISTOPHE DEFRAYS (CONTREBASSE)  
MICHEL SANTANGELI (PERCUSSIONS)

PRODUCTION THÉÂTRE POPULAIRE DE LORRAINE

LOCATION/RENSEIGNEMENTS  
47.27.81.15

SALLE GÉNÈRE  
JUSQU'AU 30 JUIN 1990

« A la fois drolatique et pathétique. »  
Fabienne Pascand. Télérama

« Daniel Martin avec son énergie de petit loupard têt et naïvement ambitieux est chaleureux et vibrant. »  
Colette Godard. Le Monde

« Les comédiens font feu des quatre fers. »  
Didier Merveux. La Croix

« Une sacrée pêche dans les live (joués en direct par un trio sous la baguette de Jean-Louis Chautemps). »  
Annick Peigné-Ginty. Libération

« Une croisière infernale. Le ton est à la jubilation. »  
Libération Lyon

« Présence explosive de Daniel Martin. »  
Fabian Gastellier. Elle

« Vertigineusement drôle et inquiétant. Un spectacle étonnant. »  
Françoise Asso. La Quinzaine Littéraire

« Le Théâtre Populaire de Lorraine flirte avec un chef-d'œuvre. »  
Bernard Thomas. Le Canard Enchaîné

\* LA MONTRE  
A L'ÉPREUVE DE  
LA JUNGLE

CAMEL  
TROPHY

MULTICHRONO : chronographe multifonction étanche 5 ATM, prix conseillé : 1 900 F. Montres, Bijoux, Bijouterie, Orfèvrerie, Grand Magasin, Aéroports. Liste détaillée : (1) 42.43.25.03. Distributeur exclusif : EPA France.

Jusqu'au 30 juin 1990

**Télémaque**

1970

Galerie Mousson

110-120 rue Villedu Temple  
Paris 3<sup>e</sup>

**MOGADOR**

dernière 9 juin

**APOLOGIA FLAMENCA**

avec

**LA TATI**

48 78 75 00

**Maison de la Poésie** subventionnée par la Ville de Paris

Terrasse Forum des Halles 42.36.27.53

**MARDI 12 JUIN 20 h 30**

**NATHAN ZACH**

présentation Charlotte WARDI

textes dits par Jean-Luc DEBATICHE en présence du poète

**VENTES PAR ADJUDICATION**

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

MINTEL 38.15 CODE A37 puis OSP

**VENTE** sur surenchère du dixième, Palais de Justice de NANTERRE, le JEUDI 21 JUIN 1990, à 14 heures - EN UN LOT

**UN IMMEUBLE à ASNIÈRES (92)**

1, rue du Cardinal-Verdier

à usage d'habitation et commercial - Cont. 1 A. 11 CA.

M. à P. : 255 200 F

S'adr. pour renseignements : M<sup>re</sup> Brigitte REYNAUD-DUPONT, avocat, 12, bd du Sud-Est à NANTERRE (92000) - Tél. : 46-95-06-38, le MATIN.

Au greffe du tribunal de grande instance de NANTERRE où l'enchère est déposée, T. 47-25-93-30 - Sur les lieux pour visiter, le 18 JUIN 1990, de 14 h à 15 h.

**VENTE** sur saisie immobilière, au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 21 JUIN 1990, à 14 h 30

**APPARTEMENT 3 PIÈCES PRINCIPALES - 89, RUE DIDOT**

et 4 bis, rue Jeanne d'Arc - au 3<sup>e</sup> étage - CAVÉ

EMPLACEMENT DE VOITURE au s/sol

M. à P. : 293 000 F

S'adr. M<sup>re</sup> B. LÉOPOLD-COUTURIER, avocat à PARIS (75017), 12, rue Théodule-Ribot - Tél. 47-66-59-89. Sur les lieux pour visiter.

**VENTE** sur saisie immobilière, au Palais de Justice de CRÉTEIL le JEUDI 21 JUIN 1990, à 9 h 30

**APPARTEMENT 3 P. PRINC. à SAINT-MAUR-DES-FOSSÉS (94)**

77 et 79, avenue de Bonneuil

(80 m<sup>2</sup> env.) - au 4<sup>e</sup> étage droite, bât. B - CAVÉ - PARKING

M. à P. : 130 000 F

S'adr. SCP GASTINEAU, MALANGEAU et BOTTILLER-COISSAU, avocats associés à PARIS-6<sup>e</sup>, 2, carrefour de l'Odéon, PARIS-6<sup>e</sup> - Tél. : 43-26-82-98, de 9 heures à 12 heures. Tous avocats pris TGI Créteil - sur les lieux pour visiter.

**VENTE** sur saisie immobilière au Palais de Justice de NANTERRE le JEUDI 21 JUIN 1990, à 14 h 30, en un LOT

**APPARTEMENT à CHATENAY-MALABRY**

(Nantes-de-Seine) - Résidence La Terrasse

64-70, av. Jean-Jaurès et 19-39, rue Marc-Sanguier

Réedifié, bât. O - O. unique, porte à gauche, comp., entrée, cuis., 3 p., salle d'eau, wc, cellier, rangé, dégât, loggia, droit à la jouissance excl. d'un terrain attenant en façade sur une superficie au sol d'env. 26 m<sup>2</sup> et au fond sur une superficie au sol d'env. 66 m<sup>2</sup> - emplacement pour voiture situé au 3<sup>e</sup> niveau du garage, portant le n<sup>o</sup> 21 au plan

**MISE A PRIX : 200 000 F**

S'adresser pour tous renseignements :

1) Au cabinet de M<sup>re</sup> C. DENNERY-HALPHEN, avocat, 12, rue de Paris à 92100 BOULOGNE - 2) Au cabinet de la SCP SCHMIDT GUIBERE, Snc d'avocats, 76, av. de Wagram à PARIS-17<sup>e</sup> - Tél. 47-63-29-34.

**VENTE** sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 21 JUIN 1990, à 14 h 30, en un LOT

**APPARTEMENT à PARIS-16<sup>e</sup>**

28, rue George-Sand

au 8<sup>e</sup> étage, cuis., salle de bains, wc, grand studio + terrasse

**Mise à prix : 350 000 F**

S'adresser pour tous renseignements à la S.C.P. DUMAS & LETU, avocats, 4, place de Mexico à PARIS-16<sup>e</sup> - Tél. 45-43-20-70. Au greffe du Tribunal de Grande Instance de PARIS.

**VENTE** sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 21 JUIN 1990, à 14 h 30, en un LOT

**APPARTEMENT à PARIS-15<sup>e</sup>**

6, rue Henri-Duchêne

au 7<sup>e</sup> étage de 3 pièces, s. de b. cuis., entrée, wc, cave + ch. de bonne + 3 débarras - au 8<sup>e</sup> étage, 3 ch. de bonne

**Mise à prix : 120 000 F**

S'adresser pour tous renseignements à M<sup>re</sup> Alexandre BLOCH, avocat exerçant à PARIS-16<sup>e</sup>, 15, rue Malesherbes - Tél. 45-43-95. Au greffe du Tribunal de Grande Instance de PARIS.

**LA VILLE DE PARIS vend LIBRES**

En la Chambre des Notaires, place du Châtelet

**MARDI 26 JUIN 1990, à 14 h 30**

**I. - LOGEMENT 2 P., CHAMBRE avec DÉBAR. au 1<sup>er</sup> ét. 3, PLACE DU TERTRE, PARIS-18<sup>e</sup>**

**MISES A PRIX : 241 000 F - 194 000 F**

**VISITES** s/p. les 12, 19, 22, 25 juin, de 10 h à 12 h 30

**II. - LOGEMENT 2 P., 3<sup>e</sup> étage - 2 P. MANS. 4<sup>e</sup> étage 1, RUE SAINT-ELEUTHÈRE, PARIS-18<sup>e</sup>**

**M. à P. : 560 000 F. VISITES** les 12, 19, 22, 25 juin, de 10 h à 12 h 30

**III. - LOGEMENT 2 P., 2<sup>e</sup> étage, M. à P. : 400 000 F 64, RUE VIEILLE-DU-TEMPLE, PARIS-3<sup>e</sup>**

**VISITES** s/p. les 8, 13, 20, 23 juin, de 10 h à 12 h 30

M<sup>re</sup> BELLARGENT, notaire associé, 14, rue des Pyramides, PARIS-1<sup>re</sup>. Téléphone : 42-60-31-12 - M. FINTHON.

**VENTE** sur saisie immobilière, au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 21 JUIN 1990, à 14 h 30

**APPARTEMENT 3 PIÈCES PRINCIPALES - 81-83, RUE LEPIC**

et 17, rue Norvins - PARIS-19<sup>e</sup>. Au 1<sup>er</sup> étage, bâtiment B

**M. à P. : 300 000 F**

S'adr. M<sup>re</sup> B. LÉOPOLD-COUTURIER, avocat 12, rue Théodule-Ribot, 75017 PARIS. Tél. : 47-66-59-89 - Sur les lieux pour visiter.

**VENTE** sur saisie immobilière, au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 21 JUIN 1990, à 14 h 30

**APPARTEMENT 5 P.CES PR. - 319-321, rue de BELLEVILLE à PARIS-19<sup>e</sup> - au 2<sup>e</sup> étage - CAVÉ - PARKING**

**MISE A PRIX : 600 000 F**

S'adr. SCP GASTINEAU, MALANGEAU, BOTTILLER-COISSAU, avocats associés, 2, carrefour de l'Odéon, PARIS-6<sup>e</sup> - Tél. : 43-26-82-98, de 9 h à 12 h - Tous avocats TGI PARIS - Sur les lieux pour visiter.

## ARCHITECTURE

## Saint-Sernin : la guerre des mirandes est finie

*Le ministre de la culture a tranché, la basilique toulousaine retrouvera ses mirandes gothiques qu'elle avait avant la restauration de Viollet-le-Duc*

Fallait-il mécontenter une partie de l'opinion toulousaine, en « déstruisant » la basilique Saint-Sernin, transformée - certains diront transfigurée - au dix-neuvième siècle par l'architecte Viollet-le-Duc ? Ou bien fallait-il mécontenter les principaux responsables du patrimoine national et international, sans compter les professionnels des monuments historiques, en laissant « restaurer » l'œuvre contestée et techniquement contestable de cet inimitable interprète du roman médiéval ? Tel était le dilemme auquel se trouvait confronté le ministre de la culture avec l'affaire Saint-Sernin.

En d'autres termes, devait-il flatter un électoralat, au demeurant mal informé, ou rassurer des professionnels et des experts bien malmenés depuis que la décentralisation en fait, selon leurs lieux de résidence, les otages silencieux de municipalités variamment compétentes, ou les témoins impuissants de ministères parfois distraits, par volonte d'écumenisme ? (1) Jack Lang, après bien des hésitations, a enfin

tranché, et il a fait part de sa décision, le 6 juin, au maire de Toulouse.

Il a tranché en faveur de ses experts nationaux. La basilique de Saint-Sernin de Toulouse sera donc restaurée dans son état initial, celle qu'on lui connaissait avant l'intervention de Viollet-le-Duc. Le ministre suit en cela l'avis, ou plutôt les avis répétés, de la Commission supérieure des monuments historiques, peu suspecte d'écumenisme à l'égard de son grand ancêtre Viollet, et pourtant convaincue par les travaux et conclusions de l'architecte Yves Boiret.

Rappelons cette affaire Saint-Sernin. En 1847, la basilique que découvre Viollet-le-Duc est en bon état. Elle présente alors un mélange de roman (XI<sup>e</sup>-XII<sup>e</sup> siècle) et de gothique (XIII<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècle), fruit d'une édification conduite sur quatre siècles, d'une complexe maturation. L'architecte élabore un premier projet, modéré, et l'entente. En 1860, en revanche, il débore, et fait réaliser, un projet bigrement

ambitieux, qui est de donner à l'édifice la pureté romane qu'il n'a jamais connue et dont aucune archive ne peut témoigner.

Le dix-neuvième siècle rejoint le purgatoire, Viollet-le-Duc avec, mais on lui reste reconnaissant, ainsi qu'à Mérimée, d'avoir engagé la sauvegarde des plus grands monuments de la France. Bien peu de Français, d'ailleurs, bien peu de touristes qui admirent ici Notre-Dame de Paris, la Vézelay, savent qu'il a inventé la flèche de la première, dont la statue est de surcroît flambant neuve, et que les pierres de la seconde doivent désormais autant aux tailleurs du siècle dernier qu'à ses constructeurs d'origine. Le retour en grâce du dix-neuvième siècle, au cours des deux dernières décennies, va modifier du tout au tout la donne.

## L'école de la sagesse

Toulouse sera à cet égard la ville privilégiée du mouvement ou du débat doctrinaire contemporain sur la question du patrimoine. Un colloque organisé en 1980 sur le thème Restaurer les restaurations sera prémonitoire de ce qui se passe aujourd'hui autour de Saint-Sernin. A moins, pour être lucide, que les débats qui agitent alors les experts de tout bord ne soient à l'origine de la passion qui a entouré la fameuse basilique.

Suivra, hâsard nécessaire, un ouvrage collectif sur Toulouse, ville de « limitation », de l'Institut français d'architecture, dans lequel Bruno Foucart, ardent défenseur du siècle des deux empereurs et des deux républiques, se fendra d'une tout aussi ardente défense de Saint-Sernin « Viollet-le-Ducisé ». Depuis, pas un ouvrage évoquant Toulouse n'omettra la question de la basilique (2).

Et voici qu'en l'année 1989 l'affaire s'envenime au point de devenir insoluble. Sans entrer dans le détail d'une querelle dont toutes les parties sont également honorables, parce que également désintéressées, il est vite apparu que la solution proposée par Yves Boiret, celle de la restauration dans l'état

préalable à 1860, en tenant compte au mieux des apports ultérieurs, pouvait non seulement servir l'édifice mais servir à long terme le respect et la réflexion sur les monuments historiques.

Autrement dit, restaurer le pouvoir d'une instance indépendante des pouvoirs locaux - la Commission supérieure des monuments historiques - et dissuader ceux qui passent pour les génies contemporains, de s'offrir toutes les solutions, tous les rêves, toutes les mutilations au prétexte qu'ils auraient la science infuse. La défense du patrimoine est née de telles inquiétudes au temps de Viollet-le-Duc.

La décision du ministre de la culture conforte l'école de la sagesse, même si elle n'a pas les séductions supposées de l'enthousiasme et de la jeunesse. Il serait au demeurant temps de revoir aussi ces notions, comme on revisite en matière de finance les vertus universelles de la spéculation.

FREDÉRIC EDELMANN

## DANSE

## Pour rire

*La Maison de la culture de Bobigny accueille la Rencontre des jeunes chorégraphes du monde entier*

Les Norvégiens restent sur la ligne de fond et liffent. Les Français et les Anglais rivalisent d'amortis pervers. Les Belges ont tenté une montée au fillet...

Si le public de l'Opéra de Bagnole - pardon, des Rencontres chorégraphiques internationales de Bagnole - ne peut encore se comparer à celui de Roland-Garros, il remplit la salle de la Maison de la culture de Bobigny. Il est jeune, enthousiaste et d'une présence à toute épreuve (les entractes sont interminables). Et il n'est pas chauvin, lui.

La Norvégienne Solvi Edvardson ouvrirait le feu avec *Kimen* (« Germe »), qui lui a valu dans son pays le Prix de la critique. Une silhouette de femme mystérieuse en longue cape noire, puis cinq en cape blanche qui se déplaient bientôt en rouge et à la fin déplaient la robe en blanc - il y a là-dedans un symbolisme qui nous a complètement échappé.

Chorégraphie banalissime, guère plus d'invention dans les groupes et les parcours. Oubliions.

Six ampoules nues, six chaises. Un homme seul en costume sombre qui esquisse quelques pas comme s'il attendait quelque chose et débite des bribes du *Misanthrope*.

Le Français Charles Cré-Ange - qui présente ici *Noir Salle* - se nourrit de cinéma et de théâtre classique, nous dit-on.

Quatre filles en tailleur noir à minijupe, talons hauts, ont rejoint l'homme dans cet étrange huis clos : elles aussi profèrent des miettes du *Misanthrope* entre des petits cris et bruits de bouche divers.

Des acteurs qui répètent ? Des fous ? Des musiciens terrorisés par Toscanini ? (On entend une répétition de la *Traviata*).

## Une gestuelle inventive

La gestuelle est drôle, très inventive, elle tourne parfois à l'hystérie sans cesser d'être parfaitement construite et maîtrisée - et sans dissimuler que nous avons affaire à d'excellents danseurs comédiens. Dix minutes de moins et on était ravi.

L'Angleterre fait résolument dans le loufoque avec *Die Orchidee im Plastik-Carton*, de Liz Aggiss. Des phrases sans queue ni tête, inspirées par les cours d'allemand de la BBC (« Le loup vagabond fait les doigts exquies », « Boire du café et draguer », etc.), sont martelées par des voix off tandis qu'un quintette en culotte rouge à bretelles les « interprète » avec force grimaces et gestes saccadés, mécaniques, farfelus. La salle rit. Sympathique, longuet.

C'est encore aux exagomatiques que fait appel Alain Platel avec *Concours*, pièces de concours, sous drapeau belge. Sous l'œil impassible d'une vieille dame assise près du piano, des danseurs passent une audition. Une fille en vert un

*L'Art de Martell 1990*



**PLACIDO DOMINGO**

**15 JUIN 1990, 21 H**

**LE ZENITH**

Cantate CANTOS AZTECAS de LALO SCHIFRIN  
la RHAPSODIE ESPAGNOLE de M. RAVEL  
AIRS D'OPÉRAS FRANÇAIS

Nikita STOROJEV, Conchita JULIAN, Martha FELIX

les Chœurs et l'Orchestre Philharmonique de Paris  
direction : LALO SCHIFRIN

Sonorisation : SYSTÈME AUDIOVISUEL B.E.S.T.

**LOCATION : FNAC, VIRGIN MEGASTORE**  
et TEL : 43.46.12.21.

مكتبة الأمل

# AGENDA

JEUDI 7 JUIN

## EXPOSITIONS

### CENTRE GEORGES-POMPIDOU

Place Georges-Pompidou (42-77-33)

T.I.J. et mar. de 12 h à 22 h, sam. dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

MARINA ABRAMOVIC & ULAY. Galeries contemporaines. Jusqu'au 18 août.

LES CONCOURS D'ARCHITECTURES PUBLIQUES. Forum. Jusqu'au 27 août.

COULEURS DE LA VIE. COULEURS DE LA VILLE. Centre d'Information Cci. Jusqu'au 24 juin.

RAYMOND HAINS. Galeries contemporaines. Jusqu'au 18 août.

METRO-ART. Art et architecture des métros. Galerie du forum. Jusqu'au 2 juillet.

NOUVEAU DESIGN A LONDRES. Galerie des brèves Cci. Jusqu'au 27 août.

JEAN-LUC PARANT. Musée national d'art moderne. Jusqu'au 10 juillet.

EDOUARD PIGNON. Musée d'Art moderne. Jusqu'au 10 juillet.

ALVARO SIZA. Galerie des dessins d'architecture. Jusqu'au 3 septembre.

TERRÉ REVEE. Galerie ELUE. Galerie de la BPL 2 étage. Jusqu'au 30 septembre.

Musée d'Orsay

1, rue de la Boétie (40-49-48-14)

Mer, ven., sam., mar. de 10 h à 18 h, dim. de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé le lundi.

CHAMPELLEUR. LA REALITE DANS LES ARTS. Exposition-dossier. Jusqu'au 17 juin.

CHARLES GARNIER (1825-1898) ARCHITECTE DE L'OPERA. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'acces au musée). Jusqu'au 10 juin.

L'OPERA DE MONTE-CARLO : CHARLES GARNIER, ARCHITECTE. Exposition-dossier. Entrée : 27 F (billet d'acces au musée). Jusqu'au 10 juin.

Palais du Louvre

Entrée par la pyramide (40-20-53-17). T.I.J. et mar. et dim. 3 juin de 12 h à 21 h 45.

ACQUISITIONS RECENTES DU MUSEE. Hall-Napoleon. Entrée : 27 F (billet d'acces au musée). Jusqu'au 23 juillet.

LE GUERCHIN EN FRANCE. Pavillon de Flore. Entrée : 27 F (billet d'acces au musée). Jusqu'au 12 novembre.

MOULI : VOYAGE EN SICILE. Hall-Napoleon. Entrée : 27 F (billet d'acces au musée). Jusqu'au 26 juin.

LES NOUVELLES ACQUISITIONS DU DEPARTEMENT DES ARTS GRAPHIQUES. (1984-1989). Pavillon de Flore. Entrée : 27 F (billet d'acces au musée). Jusqu'au 27 août.

POLYPTYQUES-OU-LE TABLEAU MULTIPLE DU MOYEN AGE AU XXE SIECLE. Hall-Napoleon. Entrée : 26 F. Possibilité de billets combinés avec le ticket d'acces au musée. Jusqu'au 23 juillet.

SCULPTURES FRANCAISES NEO-CLASSIQUES DU MUSEE DU LOUVRE (1760-1830). Galerie et salle Mollien. Entrée : 27 F (billet d'acces au musée). Jusqu'au 31 décembre.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

11-27, du Président-Wilson (47-23-81-27). T.I.J. et mar. de 10 h à 17 h, mer. jusqu'à 20 h 30. Visite commentée gratuite les jeudis à 15 h.

JEAN-MARC BUSTAMANTE. Entrée : 15 F. Jusqu'au 24 juin.

THOMAS SCHUTTE. A.R.C. Entrée : 15 F. Jusqu'au 24 juin.

KEES VAN DONGEN. LE PEINTRE. Exposition rétrospective. Entrée : 15 F. Jusqu'au 17 juin.

Grand Palais

Av. W.-Chambrill, pl. Clemenceau, av. de la Défense.

Art précolombien du Mexique. 13 h 30. Grand Palais, grande entrée. (Approche de l'art).

Le quartier de la Bastille et du nouveau Opéra. 14 h 30. Tour de la Bastille, devant la Tour d'argent (P.-V. Jassot).

De Saint-Médard aux jardins de Moutard. 14 h 30. Facade de Saint-Médard (Paris pittoresque et insolite).

Belles demeures du Marais, de la place des Vosges à l'hôtel Salé. 14 h 30. Métro Chemin-Vert (Arts et cetera).

Nouveaux hôtels du Marais et leurs jardins secrets. De la salle d'armes de Sully à la maison de Marie Touchet. 14 h 30. Sortie métro Saint-Paul (Hauter).

Les spirituels du Père-Lachaise. 14 h 45. Place Gambetta, angle avenue du Père-Lachaise (V. de Langlade).

Le langage secret de la galerie

Paris en Visites

Vendredi 8 Juin

« Une journée au Père-Lachaise » : le vieux cimetière de Bronzoni, 11 heures, entrée principale, boulevard Marmottan.

« Du colorbarbarie à Edith Piaf » : 15 heures, sortie métro Gambetta, côté avenue du Père-Lachaise (Moulinville historique).

« Troubadours et troubadours » : 12 h 30, 6, place Paul-Painlevé (Musée de Cluny).

« Art précolombien du Mexique » : 13 h 30, Grand Palais, grande entrée, (Approche de l'art).

« Le quartier de la Bastille et du nouveau Opéra » : 14 h 30, Tour de la Bastille, devant la Tour d'argent (P.-V. Jassot).

« De Saint-Médard aux jardins de Moutard » : 14 h 30, Facade de Saint-Médard (Paris pittoresque et insolite).

« Belles demeures du Marais, de la place des Vosges à l'hôtel Salé » : 14 h 30, Métro Chemin-Vert (Arts et cetera).

« Nouveaux hôtels du Marais et leurs jardins secrets » : De la salle d'armes de Sully à la maison de Marie Touchet. 14 h 30. Sortie métro Saint-Paul (Hauter).

« Les spirituels du Père-Lachaise » : 14 h 45, Place Gambetta, angle avenue du Père-Lachaise (V. de Langlade).

« Le langage secret de la galerie

### MUSEES

ANIMAUX ET PAYSANS. Musée Bouchard, 25, rue de l'Yvette (46-47-63-48). Mer. et sam. de 14 h à 19 h. Fermé les quinze derniers jours de chaque trimestre (15 au 30 juin). Entrée : 20 F. Jusqu'au 8 septembre.

LES ANNEES V.I.A. Valorisation de l'innovation dans l'aménagement. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.I.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 26 août.

ARCHITECTURE EN TERRE DE PIERRE CULOT. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-81-27). T.I.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Jusqu'au 25 juin.

L'ART DU PAYSAGE DE AU HOMME. Musée de l'Homme, 21, av. Jean-Jaurès (42-40-27-28). T.I.J. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 15 F. Du 8 juin au 2 septembre.

L'ART PREND L'AIR. Cerveaux d'artistes. Grande Halle de la Villette, 211, av. Jean-Jaurès (42-40-27-28). T.I.J. et mar. de 12 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 1 juillet.

BANG & OLUFSEN. Design et technologie. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.I.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 2 septembre.

GLEN BAXTER. Musée-galerie de la Soie, 12, rue Surcouf (45-56-60-17). T.I.J. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 4 août.

BONZES ANTIQUES. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.I.J. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 20 F. Du 7 juin au 30 septembre.

PLUMES & EN-TÊTES. Musée de la Poste, 34, bd de la Vierge (43-20-15-30). T.I.J. et mar. de 11 h à 19 h. Entrée : 22 F. Jusqu'au 22 septembre.

PRIX NIEPCE 1990. PHOTOGRAPHIES DE HUGUES DE WURSTENBERGER. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-81-27). T.I.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 10 septembre.

LA PROPAGANDE SOUS VICHY. 1940-1944. Musée d'histoire contemporaine, Hôtel des Invalides, c/o d'Orléans (46-55-30-11). T.I.J. et mar. de 10 h à 13 h et de 14 h à 17 h 30, dim. de 14 h à 17 h 30. Entrée : 16 F. Jusqu'au 21 juillet.

LE ROI GUSTAVE ET LE THÉÂTRE AU XVIIE SIECLE. Musée Jacquemart-André, 158, bd Haussmann (45-62-39-94). T.I.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 12 octobre.

DES ARTISTES A LA COUPOLE. MONTMARTRE 1918-1940. Musée Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (45-48-57-27). T.I.J. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 30 septembre.

JAMES ENSOR. Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill (42-65-12-73). T.I.J. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F (compréhension l'ensemble des expositions). Jusqu'au 15 septembre.

FRÈRE CASTIGLIONE, 1688-1766. PEINTRE DE L'EMPEREUR DE CHINE. Musée national des Arts asiatiques - Guimet, 8, pl. d'Iéna (47-23-81-27). T.I.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h 45. Entrée : 16 F. Du 7 juin au 16 août.

GO WEST. Photographies de l'Ouest américain de la fin du XIXe siècle. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-81-27). T.I.J. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F (compréhension l'ensemble des expositions). Jusqu'au 15 septembre.

HISTOIRE, ARCHITECTURE, VIE DES THEATRES DE LA CAPITALE. Halle Saint-Pierre, musée d'Art naïf Max Fourny, 2, rue Ronsard (42-58-74-12). T.I.J. et mar. de 10 h à 18 h. Du 7 juin au 7 juillet.

IMAGINAIRE POSTAL 1990. Musée de la Poste, 34, bd de la Vierge (43-20-15-30). T.I.J. et mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 30 juillet.

JEUX DE MIROIR. Acclamé d'Etat et d'autorité. Bibliothèque Nationale, passage Colbert, galeries-rites, 16, rue des Petits-Champs (47-03-81-28). T.I.J. et mar. de 9 h à 18 h 30. Jusqu'au 13 juillet.

ANDRÉ KERTESZ. Né. France. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-81-27). T.I.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (compréhension l'ensemble des expositions). Jusqu'au 20 août.

MAI-MAAO BOGOLAN. ARTS GRAPHIQUES. Musée national des Arts asiatiques - Guimet, 8, pl. d'Iéna (47-23-81-27). T.I.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h 45. Entrée : 16 F (billet combiné droit à la visite du musée). Jusqu'au 1 octobre.

TROIS CONCOURS LANCES PAR LA VILLE DE PARIS. Pavillon de l'Arche, galerie d'actualité, 21, boulevard Morland (42-76-33-97). T.I.J. et mar. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 31 août.

VOYAGES DANS LES MARCHES TIBETAINES. Musée de l'Homme, Palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-70-71). T.I.J. et mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 16 F (billet combiné droit à la visite du musée). Jusqu'au 1 octobre.

ANNE AKIN. HOMMAGE A VAN GOGH. Centre culturel suisse, 35, rue de France-Bourgeois (42-71-38-38). T.I.J. et mar. de 12 h à 19 h. Jusqu'au 6 juillet.

CHRISTIAN DEBOUT. Galerie Stedier, 51, rue de Seine (43-25-91-10). Du 7 juin au 7 juillet.

MARK DION. Galerie Sylvana Lopez, 13, rue Chapron (48-04-53-02). Du 7 juin au 15 juillet.

BERNARD DUFOUR. Galerie Jacques Barrière - Caroline Béro, 7, rue Pacquoy (40-27-84-14). Du 7 juin au 15 juillet.

FRANÇOIS DUFRENE. Galerie Marianne Fels & Cie, 138, bd Haussmann (45-62-21-34). Jusqu'au 18 juin.

JEAN DUPUY. Galerie David-Dunier, 7, rue des Trois-Frères (42-62-22-48). Du 7 juin au 7 juillet.

WOLFGANG GARGEN. Galerie Baudouin Lebon, 34, rue des Archives (42-72-03-10). Jusqu'au 9 juin.

LES COMPAGNS DU DEVOIR. LA GRANDE ECOLE DES METIERS.

Centre Georges-Pompidou (salle Jean-Prouvé), 20 heures : « Un siècle après la venue de Freud à Nancy-en-France », débat autour des actes du colloque « Freud 1889-1989, le voyage à Nancy », avec J. Hassoun et des participants du colloque, 11 bis, rue Kepler, 20 h 15 : « La réincarnation : pourquoi ? Comment ? ». Entrée gratuite (Loge unie des philosophes).

Centre Georges-Pompidou (salle Jean-Prouvé), 20 heures : « Un siècle après la venue de Freud à Nancy-en-France », débat autour des actes du colloque « Freud 1889-1989, le voyage à Nancy », avec J. Hassoun et des participants du colloque, 11 bis, rue Kepler, 20 h 15 : « La réincarnation : pourquoi ? Comment ? ». Entrée gratuite (Loge unie des philosophes).

Centre Georges-Pompidou (salle Jean-Prouvé), 20 heures : « Un siècle après la venue de Freud à Nancy-en-France », débat autour des actes du colloque « Freud 1889-1989, le voyage à Nancy », avec J. Hassoun et des participants du colloque, 11 bis, rue Kepler, 20 h 15 : « La réincarnation : pourquoi ? Comment ? ». Entrée gratuite (Loge unie des philosophes).

Centre Georges-Pompidou (salle Jean-Prouvé), 20 heures : « Un siècle après la venue de Freud à Nancy-en-France », débat autour des actes du colloque « Freud 1889-1989, le voyage à Nancy », avec J. Hassoun et des participants du colloque, 11 bis, rue Kepler, 20 h 15 : « La réincarnation : pourquoi ? Comment ? ». Entrée gratuite (Loge unie des philosophes).

Centre Georges-Pompidou (salle Jean-Prouvé), 20 heures : « Un siècle après la venue de Freud à Nancy-en-France », débat autour des actes du colloque « Freud 1889-1989, le voyage à Nancy », avec J. Hassoun et des participants du colloque, 11 bis, rue Kepler, 20 h 15 : « La réincarnation : pourquoi ? Comment ? ». Entrée gratuite (Loge unie des philosophes).

Centre Georges-Pompidou (salle Jean-Prouvé), 20 heures : « Un siècle après la venue de Freud à Nancy-en-France », débat autour des actes du colloque « Freud 1889-1989, le voyage à Nancy », avec J. Hassoun et des participants du colloque, 11 bis, rue Kepler, 20 h 15 : « La réincarnation : pourquoi ? Comment ? ». Entrée gratuite (Loge unie des philosophes).

Centre Georges-Pompidou (salle Jean-Prouvé), 20 heures : « Un siècle après la venue de Freud à Nancy-en-France », débat autour des actes du colloque « Freud 1889-1989, le voyage à Nancy », avec J. Hassoun et des participants du colloque, 11 bis, rue Kepler, 20 h 15 : « La réincarnation : pourquoi ? Comment ? ». Entrée gratuite (Loge unie des philosophes).

Centre Georges-Pompidou (salle Jean-Prouvé), 20 heures : « Un siècle après la venue de Freud à Nancy-en-France », débat autour des actes du colloque « Freud 1889-1989, le voyage à Nancy », avec J. Hassoun et des participants du colloque, 11 bis, rue Kepler, 20 h 15 : « La réincarnation : pourquoi ? Comment ? ». Entrée gratuite (Loge unie des philosophes).

Centre Georges-Pompidou (salle Jean-Prouvé), 20 heures : « Un siècle après la venue de Freud à Nancy-en-France », débat autour des actes du colloque « Freud 1889-1989, le voyage à Nancy », avec J. Hassoun et des participants du colloque, 11 bis, rue Kepler, 20 h 15 : « La réincarnation : pourquoi ? Comment ? ». Entrée gratuite (Loge unie des philosophes).

Centre Georges-Pompidou (salle Jean-Prouvé), 20 heures : « Un siècle après la venue de Freud à Nancy-en-France », débat autour des actes du colloque « Freud 1889-1989, le voyage à Nancy », avec J. Hassoun et des participants du colloque, 11 bis, rue Kepler, 20 h 15 : « La réincarnation : pourquoi ? Comment ? ». Entrée gratuite (Loge unie des philosophes).

Centre Georges-Pompidou (salle Jean-Prouvé), 20 heures : « Un siècle après la venue de Freud à Nancy-en-France », débat autour des actes du colloque « Freud 1889-1989, le voyage à Nancy », avec J. Hassoun et des participants du colloque, 11 bis, rue Kepler, 20 h 15 : « La réincarnation : pourquoi ? Comment ? ». Entrée gratuite (Loge unie des philosophes).

Centre Georges-Pompidou (salle Jean-Prouvé), 20 heures : « Un siècle après la venue de Freud à Nancy-en-France », débat autour des actes du colloque « Freud 1889-1989, le voyage à Nancy », avec J. Hassoun et des participants du colloque, 11 bis, rue Kepler, 20 h 15 : « La réincarnation : pourquoi ? Comment ? ». Entrée gratuite (Loge unie des philosophes).

Centre Georges-Pompidou (salle Jean-Prouvé), 20 heures : « Un siècle après la venue de Freud à Nancy-en-France », débat autour des actes du colloque « Freud 1889-1989, le voyage à Nancy », avec J. Hassoun et des participants du colloque, 11 bis, rue Kepler, 20 h 15 : « La réincarnation : pourquoi ? Comment ? ». Entrée gratuite (Loge unie des philosophes).

Centre Georges-Pompidou (salle Jean-Prouvé), 20 heures : « Un siècle après la venue de Freud à Nancy-en-France », débat autour des actes du colloque « Freud 1889-1989, le voyage à Nancy », avec J. Hassoun et des participants du colloque, 11 bis, rue Kepler, 20 h 15 : « La réincarnation : pourquoi ? Comment ? ». Entrée gratuite (Loge unie des philosophes).

Centre Georges-Pompidou (salle Jean-Prouvé), 20 heures : « Un siècle après la venue de Freud à Nancy-en-France », débat autour des actes du colloque « Freud 1889-1989, le voyage à Nancy », avec J. Hassoun et des participants du colloque, 11 bis, rue Kepler, 20 h 15 : « La réincarnation : pourquoi ? Comment ? ». Entrée gratuite (Loge unie des philosophes).

Centre Georges-Pompidou (salle Jean-Prouvé), 20 heures : « Un siècle après la venue de Freud à Nancy-en-France », débat autour des actes du colloque « Freud 1889-1989, le voyage à Nancy », avec J. Hassoun et des participants du colloque, 11 bis, rue Kepler, 20 h 15 : « La réincarnation : pourquoi ? Comment ? ». Entrée gratuite (Loge unie des philosophes).

Centre Georges-Pompidou (salle Jean-Prouvé), 20 heures : « Un siècle après la venue de Freud à Nancy-en-France », débat autour des actes du colloque « Freud 1889-1989, le voyage à Nancy », avec J. Hassoun et des participants du colloque, 11 bis, rue Kepler, 20 h 15 : « La réincarnation : pourquoi ? Comment ? ». Entrée gratuite (Loge unie des philosophes).

Centre Georges-Pompidou (salle Jean-Prouvé), 20 heures : « Un siècle après la venue de Freud à Nancy-en-France », débat autour des actes du colloque « Freud 1889-1989, le voyage à Nancy », avec J. Hassoun et des participants du colloque, 11 bis, rue Kepler, 20 h 15 : « La réincarnation : pourquoi ? Comment ? ». Entrée gratuite (Loge unie des philosophes).

Centre Georges-Pompidou (salle Jean-Prouvé), 20 heures : « Un siècle après la venue de Freud à Nancy-en-France », débat autour des actes du colloque « Freud 1889-1989, le voyage à Nancy », avec J. Hassoun et des participants du colloque, 11 bis, rue Kepler, 20 h 15 : « La réincarnation : pourquoi ? Comment ? ». Entrée gratuite (Loge unie des philosophes).

Centre Georges-Pompidou (salle Jean-Prouvé), 20 heures : « Un siècle après la venue de Freud à Nancy-en-France », débat autour des actes du colloque « Freud 1889-1989, le voyage à Nancy », avec J. Hassoun et des participants du colloque, 11 bis, rue Kepler, 20 h 15 : « La réincarnation : pourquoi ? Comment ? ». Entrée gratuite (Loge unie des philosophes).

Centre Georges-Pompidou (salle Jean-Prouvé), 20 heures : « Un siècle après la venue de Freud à Nancy-en-France », débat autour des actes du colloque « Freud 1889-1989, le voyage à Nancy », avec J. Hassoun et des participants du colloque, 11 bis, rue Kepler, 20 h 15 : « La réincarnation : pourquoi ? Comment ? ». Entrée gratuite (Loge unie des philosophes).

Centre Georges-Pompidou (salle Jean-Prouvé), 20 heures : « Un siècle après la venue de Freud à Nancy-en-France », débat autour des actes du colloque « Freud 1889-1989, le voyage à Nancy », avec J. Hassoun et des participants du colloque, 11 bis, rue Kepler, 20 h 15 : « La réincarnation : pourquoi ? Comment ? ». Entrée gratuite (Loge unie des philosophes).

Centre Georges-Pompidou (salle Jean-Prouvé), 20 heures : « Un siècle après la venue de Freud à Nancy-en-France », débat autour des actes du colloque « Freud 1889-1989, le voyage à Nancy », avec J. Hassoun et des participants du colloque, 11 bis, rue Kepler, 20 h 15 : « La réincarnation : pourquoi ? Comment ? ». Entrée gratuite (Loge unie des philosophes).

Centre Georges-Pompidou (salle Jean-Prouvé), 20 heures : « Un siècle après la venue de Freud à Nancy-en-France », débat autour des actes du colloque « Freud 1889-1989, le voyage à Nancy », avec J. Hassoun et des participants du colloque, 11 bis, rue Kepler, 20 h 15 : « La réincarnation : pourquoi ? Comment ? ». Entrée gratuite (Loge unie des philosophes).

Centre Georges-Pompidou (salle Jean-Prouvé), 20 heures : « Un siècle après la venue de Freud à Nancy-en-France », débat autour des actes du colloque « Freud 1889-1989, le voyage à Nancy », avec J. Hassoun et des participants du colloque, 11 bis, rue Kepler, 20 h 15 : « La réincarnation : pourquoi ? Comment ? ». Entrée gratuite (Loge unie des philosophes).

Centre Georges-Pompidou (salle Jean-Prouvé), 20 heures : « Un siècle après la venue de Freud à Nancy-en-France », débat autour des actes du colloque « Freud 1889-1989, le voyage à Nancy », avec J. Hassoun et des participants du colloque, 11 bis, rue Kepler, 20 h 15 : « La réincarnation : pourquoi ? Comment ? ». Entrée gratuite (Loge unie des philosophes).

Centre Georges-Pompidou (salle Jean-Prouvé), 20 heures : « Un siècle après la venue de Freud à Nancy-en-France », débat autour des actes du colloque « Freud 1889-1989, le voyage à Nancy », avec J. Hassoun et des participants du colloque, 11 bis, rue Kepler, 20 h 15 : « La réincarnation : pourquoi ? Comment ? ». Entrée gratuite (Loge unie des philosophes).

Centre Georges-Pompidou (salle Jean-Prouvé), 20 heures : « Un siècle après la venue de Freud à Nancy-en-France », débat autour des actes du colloque « Freud 1889-1989, le voyage à Nancy », avec J. Hassoun et des participants du colloque, 11 bis, rue Kepler, 20 h 15 : « La réincarnation : pourquoi ? Comment ? ». Entrée gratuite (Loge unie des philosophes).

Centre Georges-Pompidou (salle Jean-Prouvé), 20 heures : « Un siècle après la venue de Freud à Nancy-en-France », débat autour des actes du colloque « Freud 1889-1989, le voyage à Nancy », avec J. Hassoun et des participants du colloque, 11 bis, rue Kepler, 20 h 15 : « La réincarnation : pourquoi ? Comment ? ». Entrée gratuite (Loge unie des philosophes).

Centre Georges-Pompidou (salle Jean-Prouvé), 20 heures : « Un siècle après la venue de Freud à Nancy-en-France », débat autour des actes du colloque « Freud 1889-1989, le voyage à Nancy », avec J. Hassoun et des participants du colloque, 11 bis, rue Kepler, 20 h 15 : « La réincarnation : pourquoi ? Comment ? ». Entrée gratuite (Loge unie des philosophes).

Centre Georges-Pompidou (salle Jean-Prouvé), 20 heures : « Un siècle après la venue de Freud à Nancy-en-France », débat autour des actes du colloque « Freud 1889-1989, le voyage à Nancy », avec J. Hassoun et des participants du colloque, 11 bis, rue Kepler, 20 h 15 : « La réincarnation : pourquoi ? Comment ? ». Entrée gratuite (Loge unie des philosophes).

Centre Georges-Pompidou (salle Jean-Prouvé), 20 heures : « Un siècle après la venue de Freud à Nancy-en-France », débat autour des actes du colloque « Freud 1889-1989, le voyage à Nancy », avec J. Hassoun et des participants du colloque, 11 bis, rue Kepler, 20 h 15 : « La réincarnation : pourquoi ? Comment ? ». Entrée gratuite (Loge unie des philosophes).

Centre Georges-Pompidou (salle Jean-Prouvé), 20 heures : « Un siècle après la venue de Freud à Nancy-en-France », débat autour des actes du colloque « Freud 1889-1989, le voyage à Nancy », avec J. Hassoun et des participants du colloque, 11 bis, rue Kepler, 20 h 15 : « La réincarnation : pourquoi ? Comment ? ». Entrée gratuite (Loge unie des philosophes).

Centre Georges-Pompidou (salle Jean-Prouvé), 20 heures : « Un siècle après la venue de Freud à Nancy-en-France », débat autour des actes du colloque « Freud 1889-1989, le voyage à Nancy », avec J. Hassoun et des participants du colloque, 11 bis, rue Kepler, 20 h 15 : « La réincarnation : pourquoi ? Comment ? ». Entrée gratuite (Loge unie des philosophes).

Centre Georges-Pompidou (salle Jean-Prouvé), 20 heures : « Un siècle après la venue de Freud à Nancy-en-France », débat autour des actes du colloque « Freud 1889-1989, le voyage à Nancy », avec J. Hassoun et des participants du colloque, 11 bis, rue Kepler, 20 h 15 : « La réincarnation : pourquoi ? Comment ? ». Entrée gratuite (Loge unie des philosophes).

Centre Georges-Pompidou (salle Jean-Prouvé), 20 heures : « Un siècle après la venue de Freud à Nancy-en-France », débat autour des actes du colloque « Freud 1889-1989, le voyage à Nancy », avec J. Hassoun et des participants du colloque, 11 bis, rue Kepler, 20 h 15 : « La réincarnation : pourquoi ? Comment ? ». Entrée gratuite (Loge unie des philosophes).

Centre Georges-Pompidou (salle Jean-Prouvé), 20 heures : « Un siècle après la venue de Freud à Nancy-en-France », débat autour des actes du colloque « Freud 1889-1989, le voyage à Nancy », avec J. Hassoun et des participants du colloque, 11 bis, rue Kepler, 20 h 15 : « La réincarnation : pourquoi ? Comment ? ». Entrée gratuite (Loge unie des philosophes).

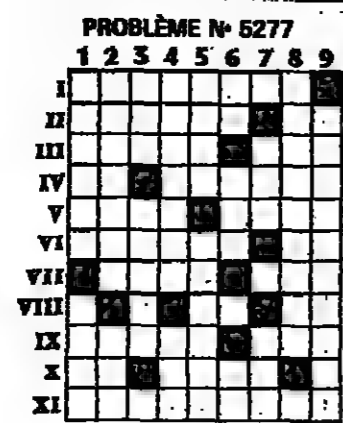
Centre Georges-Pompidou (salle Jean-Prouvé), 20 heures : « Un siècle après la venue de Freud à Nancy-en-France », débat autour des actes du colloque « Freud 1889-1989, le voyage à Nancy », avec J. Hassoun et des participants du colloque, 11 bis, rue Kepler, 20 h 15 : « La réincarnation : pourquoi ? Comment ? ». Entrée gratuite (Loge unie des philosophes).

Centre Georges-Pompidou (salle Jean-Prouvé), 20 heures : « Un siècle après la venue de Freud à Nancy-en-France », débat autour des actes du colloque « Freud 1889-1989, le voyage à Nancy », avec J. Hassoun et des participants du colloque, 11 bis, rue Kepler, 20 h 15 : « La réincarnation : pourquoi ? Comment ? ». Entrée gratuite (Loge unie des philosophes).

Centre Georges-Pompidou (salle Jean-Prouvé), 20 heures : « Un siècle après la venue de Freud à Nancy-en-France », débat autour des actes du colloque « Freud 1889-1989, le voyage à Nancy », avec J. Hassoun et



## MOTS CROISÉS



### PROBLÈME N° 5277

1. On n'en fait généralement pas qu'une bouchée. II. Sur des ficelles. Note. - III. Ebranle le rocher. Aide à s'intégrer. - IV. Employé sur du papier. Fait perdre de la souplesse. - V. Se fit remarquer. Apporta des glaces. - VI. Mère de famille nombreuse. Pronom. - VII. Garde les clés sur lui. On y prend des coups. - VIII. Lettre qui vient de l'étranger. Possessif. - IX. Qui fait très fort. Souvent versés pour du saké. - X. Qui n'a pas à se serrer la ceinture. A un pavillon. - XI. Ont un grand pouvoir d'absorption.

**HORIZONTALEMENT.**  
I. On n'en fait généralement pas qu'une bouchée. II. Sur des ficelles. Note. - III. Ebranle le rocher. Aide à s'intégrer. - IV. Employé sur du papier. Fait perdre de la souplesse. - V. Se fit remarquer. Apporta des glaces. - VI. Mère de famille nombreuse. Pronom. - VII. Garde les clés sur lui. On y prend des coups. - VIII. Lettre qui vient de l'étranger. Possessif. - IX. Qui fait très fort. Souvent versés pour du saké. - X. Qui n'a pas à se serrer la ceinture. A un pavillon. - XI. Ont un grand pouvoir d'absorption.

**VERTICALEMENT.**  
1. Est bien utile même s'il se montre plutôt collant. Peut porter une serviette. - 2. Ont des branches. Qui s'est donc fait descendre. - 3. Présente des articles. Aurait mieux fait de ne pas prendre l'air. - 4. Près de Paris. Passe avant Paulo. - 5. Source de révélations. Montre ce qu'il sait faire à maintes reprises. - 6. Démontre. Offre de quoi remplir des poches. Pronom. - 7. Grande personne. Était tout d'une pièce. - 8. Sait très bien que toute médaille a son revers. - 9. Des hommes de métier.

**Solution du problème n° 5276**  
**Horizontalement**  
I. Fraudeuse. - II. Aigrette. - III. Une. La. - IV. Scellés. - V. Se. Eau. Va. - VI. Aérer. Ai. - VII. Oranger. - VIII. Roustir. - IX. Air. - X. Sot. Offre. - XI. Ur. Nées.  
**Verticalement**  
1. Faussaire. - 2. Rincée. Au. - 3. Agée. Rougir. - 4. Ur. Lessé. - 5. Déclaration. - 6. Et. Eu. Mi. Fi. - 7. Ut. Agrafe. - 8. Sot. Vie. Ira. - 9. Ara. Rires.

**GUY BROUTY**

**LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER AUX BILLETTS ENTIERS**

**Le règlement du TAC-O-TAC ne prévoit aucun cumul (J.O. du 03/01/90)**

**Le numéro 4 4 5 2 6 0 gagne 4 000 000,00 F**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

**Les numéros gagnants**

## RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le monde radio-télévision » ; ◻ film à éviter ; ■ on peut voir ; ■■ ne pas manquer ; ■■■ chef-d'œuvre ou classique.

### Jeudi 7 juin

#### TF 1

20.40 **Cinéma** : L'affaire Chelton Deardorff. ■ Film américain d'Alan Rudolph (1988). Avec Robert Redford, Dabney Wingard, Darryl Hannah.

22.45 **Magazine** : Ex libris. Expliquez-moi : Patrick Modiano (Voyage de noces), Régis Debray (A demain de Gaulle), Philippe de Villiers (La chimie qui mûrit), Marcel Châtelet et Thierry Wolton (Les Vaisseaux de l'ombre) ; Extérieur : Forêt de Vercors ; Exploration : Malakofski.

23.45 **Journal, Météo et Bourse**. 0.05 **Téléfilm** : La belle orpheline. 1.30 **TF 1 nuit**.

#### A 2

20.40 **Magazine** : Envoyé spécial. Spécial football : Les déserteurs ; Endume en France ; Football et démocratie ; Les footballeurs de Soweto ; Football aux USA.

22.20 **Sport** : Tennis. Internationaux de France de Roland-Garros (résumé des matchs de la journée). Informations : 24 heures sur la 2.

23.10 **Météo**. 23.25 **Météo**. 23.30 **Magazine** : Du côté de chez Fred. De Frédéric Mitterrand. Les Lituaniens.

#### FR 3

20.35 ▶ dernière séance. 1<sup>er</sup> film : Fort Bravo ■■ Film américain de John Sturges (1953). Avec William Holden, Eleanor Parker, John Forsythe.

22.20 Dessins animés. 22.50 **Journal et Météo**. 23.15 2<sup>e</sup> film :

#### CANAL PLUS

20.30 **Cinéma** : L'Ami retrouvé ■■ Film américain de Jerry Schatzberg (1988). Avec Michael J. Fox, Kiefer Sutherland, Phoebe Cates (v.o.).

22.15 **Flash d'informations**. 22.25 **Cinéma** : Les Feux de la nuit ■■ Film américain de James Bridges (1988). Avec Michael J. Fox, Kiefer Sutherland, Phoebe Cates (v.o.).

0.10 **Cinéma** : Visitor ■■ Film italo-américain de Michael J. Paradise (1989). Avec John Huston, Paige Connor, Mel Ferrer.

1.45 **Musique** : L'orchestre. Création vidéo de Zbigniew Rybczynski sur des œuvres de Mozart, Chopin, Albinoni, Rossini, Schubert, Ravel.

2.45 **Documentaire** : Zbig, chef d'orchestre. Le tournage du tournage de l'Orchestre.

#### LA 5

20.40 **Téléfilm** : Paradis motel. De Gary Madovey, avec Gary Hershberger, Robert Kranz.

22.20 **Série** : Deux flics à Miami. 23.30 **Magazine** : Désir. 0.00 **Journal de minuit**. 0.10 **Rediffusions**.

#### M 6

20.35 **Cinéma** : Les poupées. ■

Film américain de Stuart Gordon (1986). Avec Stephen Lee, Guy Rolfe, Carolyn Purdy-Gordon.

21.55 **Série** : Brigade de nuit. 22.50 ▶ **Variétés** : Autour de Sheller et Drullé, Excalibur.

23.40 **Musique** : Boulevard des clips (et à 0.35) 0.00 Six minutes d'informations. 0.05 Informations : Dazibao. 0.10 **Magazine** : Chammes.

#### LA SEPT

21.00 **Documentaire** : Poussières de guerre (2). De Frédéric Laffont et Christophe de Ponilly.

22.00 **Documentaire** : Four american composers (Philip Glass), De Peter Greenaway. Documentaire : Hommage à Charlie Parker. De Franck Cassenti.

#### FRANCE-CULTURE

20.30 **Dramatique** : Comme ça et pas autrement, de Maurice Tössa.

21.30 **Profil** : Henri Aiguasse. 22.40 **Musique** : Archi-textures. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 **Musique** : Coda.

#### FRANCE-MUSIQUE

20.30 **Concert** (en direct de la salle Pleyel) : Roméo et Juliette, de Berlioz, par l'Orchestre national de France, le Chœur de Radio France, dir. Sylvain Cambreling ; sol : Kathleen Kuhlmann, mezzo-soprano, Liouard Pizzino, ténor, Pierre Thau, basse. L'invité du soir, Pascal Dusapin, compositeur.

### Vendredi 8 juin

#### TF 1

15.15 **Feuilleton** : Orages d'été (dernier épisode). Club Dorothée. Carole.

17.05 **Série** : 21 Jump Street. 17.55 **Série** : Hawaii, police d'Etat. 18.50 **Avant de recherche**.

18.55 **Feuilleton** : Santa-Barbara. 19.25 **Jeu** : La roue de la fortune. 19.55 **Divers** : Les bêtes !

20.00 **Journal, Météo**. 20.35 **Variétés** : Avis de recherche. Invité : Jean-Marie Thibault. Avec Michel Berger, Alain Chamois, Philippe Lafontaine, Joëlle Ursell.

22.35 **Magazine** : Grands reportages. Attention enfants. Réflexions autour des droits de l'enfant. 23.35 **Série** : Enquêtes à l'italienne. Club Mondia 80. 0.55 **Journal, Météo et Bourse**.

#### A 2

13.40 **Sport** : Tennis (suite). 17.50 **Sport** : Football. Coupe du monde : Argentine-Cameroun, en direct de Milan.

20.00 **Journal et Météo**. 20.40 **Série** : L'ami Glono. 21.40 **Apogées**.

Magazine Intérieur de Bernard Pivot. L'antipathisme. Sur terre : Dominique Miller (Une brève de poudre - Jeanne du Barry, la dernière lavante), Robert Parient (André Sarras, l'insigne) ; Sur mer : Albert Fico (Capitaine de la Calypso), Olivier de Keratzen (Viel océan), Titouan Lamezeu (Dernier, je serai tout mort) ; Sur terre et sur mer : Julien Barnes (Une histoire du monde en dix chapitres et demi).

23.00 **Magazine** : Les matchs de la journée. 23.30 **Journal et Météo**. 23.50 **Cinéma** : L'Amérique insolite. ■■ Film français de François Reichenbach (1989).

#### FR 3

13.00 **Sport** : Tennis (suite). 14.10 **Magazine** : Carré vert. A New-York. 15.00 **Flash d'informations**. 15.03 **Téléfilm** : A l'ouest rien de nouveau. 17.10 **Dessin animé** : Tom Sawyer. 17.35 **Dessin animé** : Mollifierissimo. 17.40 **Conte de Grimm**. 17.50 **Sport** : Tennis (suite). Internationaux de France de Roland-Garros : demi-finales hommes. 19.00 **Le 19-20 de l'information**. De 19.10 à 19.30, le journal de la région.

22.30 **Journal et Météo**. Avec un résumé de la Coupe du monde de football. 23.00 **Magazine** : Faut pas rêver. 23.55 **Musique** : Carnet de notes. 0.05 ▶ **Documentaire** : Aventures de l'esprit.

#### CANAL PLUS

13.30 **Cinéma** : Police Academy 4. ◻ Film américain de Jim Drake (1987). 14.57 **Pochettes surprises**. Le voisin de Paul, de Jean-Marie Gigon.

15.30 **Cinéma** : Un aller sans retour. ■ Film américain de Ronnie Rondell (1988). 17.00 **Documentaire** : Le grand Rift. D'Adrian Warren. 3. De sable et d'eau. Cabou cadin.

17.25 **En clair jusqu'à 20.30** : 18.15 Dessins animés : Ça cartoon. 18.30 Top album. 19.20 **Magazine** : Nulle part ailleurs. 20.30 **Téléfilm** : La détermination d'une mère. De Michael Miller.

22.05 **Sport** : Pétaque. Trophée JB de Paris. 22.50 **Flash d'informations**. 23.00 **Cinéma** : Francie. ■■ Film américain de Roman Polanski (1987). 0.55 **Cinéma** : Le retour des mousquetaires. ■■ Film bilingue-franco-espagnol de Richard Lester (1989).

#### LA 5

13.35 **Série** : Baretta. 14.30 **Série** : Solo, brigade des stupés. 15.25 **Série** : Bergerac. 16.25 Dessins animés. 18.50 **Journal Images**. 19.00 **Magazine** : Reporters. 19.45 **Journal**. 20.30 **Drôles d'histoires**. 20.40 **Série** : Sur les lieux du crime. Justice, de Rod Holcomb. 22.20 **Série** : L'inspecteur Derrick. 23.30 **Solo, brigade des stupés (redif.)**. 0.00 **Journal de minuit**.

#### M 6

14.45 **Série** : Maîtres et valets. 15.35 **Musique** : Boulevard des clips (et à 0.45). 17.15 **Informations** : M 6 info. 17.25 **Série** : L'homme de fer. 18.15 **Série** : L'ami des bêtes.

19.00 **Série** : Aline et Cathy. 19.25 **Série** : Dis donc papa. 19.54 **Six minutes d'informations**. 20.00 **Série** : Cosby show. 20.35 **Téléfilm** : Black Cobra. 22.10 **Série** : Brigade de nuit. 23.05 **Série** : Destination danger. 0.00 Six minutes d'informations. 0.05 Informations : Dazibao. 0.10 Capital.

#### LA SEPT

14.30 **Cours d'Italien** (12). 15.00 **Cinéma** : Travelling avant. ■■ Film français de Jean-Charles Tacchella (1988). 16.50 **Court métrage** : Il ne faut jurer de rien. De Christian Vincent. 17.05 **Documentaire** : Chroniques de France. 18.00 **Téléfilm** : La comédie des comédiens ou Joséphine en tournée (1<sup>re</sup> partie). 19.35 **Documentaire** : Les instruments de musique et leur histoire. 20.05 **Documentaire** : Musée d'Orsay. 21.00 **Cinéma** : Les sièges de l'Alcazar. ■■ Film français de Luc Moullet. 22.00 **Court métrage** : The woman who married Clark Gable (v.o.). De Thaddeus O'Sullivan. 22.30 **Danse** : Le printemps. 22.00 **Documentaire** : Hommage à Charlie Parker (v.o.). De Franck Cassenti.

#### FRANCE-CULTURE

20.30 **Radio-archives**. Nuits de barbelés. 21.30 **Musique** : Black and blue. Toutes les chanteuses. 22.40 **Nuits magnétiques**. Archi-textures. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 **Musique** : Coda.

#### FRANCE-MUSIQUE

20.30 **Concert** (donné le 18 décembre 1989 à Stuttgart) : Concerto pour violon et orchestre en ré majeur op.81 de Beethoven ; Symphonie n°9 en ut majeur D 944 de Schubert, par l'Orchestre symphonique de la radio de Stuttgart, dir. Gintaki Gelmetti ; sol. Salvatore Accardo, violon.

22.20 **Musique légère**. Chansons de Bécass, Rinner, Gade. 23.07 **Le livre des meslanges**. 0.30 **Poissons d'or**.

## Les Géomètres-Experts

vous invitent à regarder l'émission

ESPACE 3 ENTREPRISE

qui leur est consacrée

le samedi 9 juin 1990 à 10 h 30

et le lundi 11 juin 1990 à 8 h 15

ESPACE 3 ENTREPRISE

ORDRE DES GÉOMÈTRES-EXPERTS

ENTREPRISES

20.05 **Jeu** : La classe. 20.35 **Magazine** : Thalassa. SOS file de pêche, de Ramon Gutierrez et Jorge Tivito. 21.35 **Feuilleton** : Les tisserands du pouvoir.

## LE PLAISIR DE SORTIR, MODE D'EMPLOI

**Le Monde**

ARTS-SPECTACLES

CHAQUE MERCREDI (NUMÉRO DATÉ JEUDI)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

**Le Monde SANS VISA**

## COMMUNICATION

Le débat sur le financement de l'audiovisuel

## Les partisans du maintien de la publicité sur les chaînes publiques gagnent du terrain

Dans son rapport de la commission des finances, présenté le 7 juin, le sénateur Cluzel se prononce pour un maintien de la publicité sur A 2 et FR 3 mais rappelle l'Etat à ses devoirs d'actionnaire. Parallèlement, l'offensive de M. Laurent Fabius contre la publicité semble perdre du terrain tandis qu'un groupe de travail au sein du Parti socialiste étudie de nouvelles solutions à la crise financière de l'audiovisuel public.

Le « Cluzel nouveau » est arrivé. Comme chaque année à la même époque, le sénateur (Union centriste) de l'Allier présente, au nom de la commission des finances, son rapport sur l'audiovisuel. L'exercice est accablé avec un brin de commémoration par le petit monde des médias et de la politique. Mais ce dédain affiché est quelque peu injuste. Certes, M. Cluzel ne se renouvelle guère : il martèle, depuis le beau temps de l'ORTF, un certain nombre d'évidences qui ont le grand tort d'échapper aux modes politiques et aux intérêts partisans du moment.

Cette indépendance ténue vaut au sénateur d'être alternativement boudé par la droite et la gauche, et même par le Sénat. M. Cluzel se garde désormais de mettre les pieds au Palais du Luxembourg lorsqu'on y débat les grands textes sur l'audiovisuel, de peur d'y troubler les traditionnels clivages politiques.

Mais quand une partie de la classe politique redécouvre, depuis quelques semaines, les problèmes financiers de la télévision publique avec un enthousiasme et une maladresse de néophyte, on se prend à regretter parfois la sagesse et l'expérience du sénateur de l'Allier.

Une fois encore, M. Cluzel rame à contre-courant du débat actuel, sur la suppression de la publicité, qui, selon lui, risque d'enfermer A 2 et FR 3 dans un ghetto culturel sous prétexte d'en assainir la programmation. « Que l'Etat joue d'abord avec

cohérence son rôle d'actionnaire », explique le sénateur.

Et de dénoncer la suite de mesures qui ont peu à peu asphyxié l'audiovisuel public : la création en 1974 de sociétés sans fonds propres suffisants ; les cotisations automobiles de redevance non remboursées par l'Etat pour plus de 20 % des foyers, décidées en 1982 par le gouvernement de Pierre Mauroy ; la suppression de la taxe sur les magnétoscopes et la baisse de la redevance imposées sous M. Jacques Chirac en 1987. Au total, un manque à gagner de plus de 10 milliards de francs en huit ans, que M. Cluzel compare aux 18 milliards engloutis dans les réseaux câblés et aux 3,2 milliards, coût du satellite TDF 1.

## Le recul de M. Fabius

A ces incohérences financières, le sénateur ajoute la dépendance administrative des chaînes publiques qui ne disposent d'aucune autonomie pour gérer leurs effectifs, leurs investissements ou même pour choisir le responsable de leur régie publicitaire, quand on ne les critique pas sur leur programmation. M. Cluzel estime donc urgent de faire entrer A 2 et FR 3 dans le droit commun des entreprises publiques, quitte, comme le propose M. Catherine Tasca, à ce que leurs responsables soient nommés par l'actionnaire principal et non plus par le Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Les arguments du sénateur Cluzel suront-ils quelque influence sur le débat qui agite le gouvernement et les parlementaires de la majorité ? L'offensive lancée par M. Laurent Fabius (le Monde du 24 avril) et une trentaine de députés et sénateurs semble se perdre dans les sables. Le président de l'Assemblée - pas mécontent sans doute de prendre à contre-pied le premier ministre - ritait il y a quelques semaines avec la thèse défendue par M. Christian Prieret, député socialiste des Vosges, et le réalisateur Ange Costa : supprimer les recettes publicitaires sur A 2 et FR 3 et taxer, en échange, l'en-

semble des investissements publicitaires (le Monde daté 29-30 avril). Depuis, M. Laurent Fabius a fait machine arrière. La collique qu'il avait organisé, le 21 mai à l'hôtel de Lassay, faisait la part belle aux partisans du maintien de la publicité. Le 5 juin, sur France-Inter, le président de l'Assemblée nationale indiquait qu'« il ne pensait pas qu'il faille supprimer la publicité pour la télévision publique, mais la limiter ».

## Dédramatiser la situation

La proposition de MM. Prieret et Costa n'était pourtant pas dépourvue d'intérêt. Elle donnait à A 2 et FR 3, débarrassées de la publicité, une identité immédiate et perceptible par les téléspectateurs. Elle liait surtout de manière indissoluble le financement de la télévision publique à la prospérité des chaînes commerciales, évitant ainsi que ne se creuse l'écart entre les deux pôles de l'audiovisuel.

Mais cette solution avait un redoutable inconvénient : elle taxait, sans compensation, toutes les entreprises intermédiaires de la publicité (agences, centrales d'achat, etc.), dont les comptes ne sont pas toujours d'une grande transparence. Des entreprises qui jouent parfois un rôle non négligeable, quoique discret, dans le financement de la vie politique.

Le recul de M. Fabius devrait servir le gouvernement, qui s'emploie depuis quelque temps à dédramatiser la situation d'A 2 et de FR 3 et fait remarquer que l'audience des deux chaînes, fautive de progresser, ne s'est pas effondrée. Au ministère de la culture et de la communication, on estime qu'une augmentation raisonnable de la redevance, la poursuite de restructuration de Radio France internationale (RFI) et une redéfinition des missions des chaînes devraient suffire à remettre l'audiovisuel public sur les rails.

Ce programme minimum peut-il mettre fin aux tensions qui persistent entre les dirigeants d'A 2 et

FR 3 et leur tutelle ? Le pouvoir politique continue à exiger des deux chaînes des programmes plus conformes à leurs missions de service public tout en gardant l'œil fixé sur les indicateurs d'audience. De leur côté, M. Philippe Guilhaume et ses deux directeurs généraux semblent hésiter sur le parti à prendre et ne proposent, pour cet été, que des grilles sans grande identité. Les problèmes financiers ne peuvent qu'aggraver ce dialogue déjà difficile. On évalue aujourd'hui le déficit cumulé d'A 2 à 800 millions de francs auxquels il faut ajouter vraisemblablement un trou de 400 millions pour la Société française de production. Pour 1991, les besoins de financement supplémentaire d'A 2 et FR 3 s'élevaient à plus de 1,5 milliard de francs.

Ces éléments poussent le groupe de travail d'une dizaine de parlementaires socialistes, constitué autour de M. Frédéric Bredin, à l'initiative de M. Pierre Mauroy, à rechercher d'autres solutions. En évitant de heurter de front le gouvernement ou de recourir à une nouvelle loi, ce groupe a l'intention de proposer d'ici la fin du mois au bureau exécutif du PS, une série de réformes sur le fonctionnement des chaînes publiques et leurs relations avec les télévisions privées.

JEAN-FRANÇOIS LACAN

M. Manuel Luchet devient président du Monde Éditions. - Le conseil d'administration du Monde Éditions, filiale à 51 % du journal le Monde et à 49 % des éditions La Découverte, vient de porter à sa présidence M. Manuel Luchet, président sortant de la société des rédacteurs. M. Jacques Grail, éditeur délégué pour la diversification du Monde, s'est vu confier la direction de cette filiale. Les premiers titres paraîtront en septembre. Une dizaine d'ouvrages sont prévus dès cette année.

Sur TF1

## La diffusion de « Tenue de soirée » suscite une polémique

La diffusion par TF1, mardi 5 juin à 20 h 40, de Tenue de soirée, un film de Bertrand Blier interdit aux moins de treize ans, a provoqué une polémique entre le ministre de la culture et de la communication, M. Jack Lang, et le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA). Estimant que ce long métrage était l'œuvre « d'un grand maître, magistralement interprété par des acteurs éblouissants », le ministre lui avait accordé un visa tous publics malgré l'avis des « sages » du CSA et celui du Centre national de la cinématographie (CNC).

Pour expliquer son geste, M. Lang a rappelé dans un communiqué que les œuvres d'art « doivent avoir plein droit de cité aux heures de grande écoute » et qu'il n'appartenait « pas au ministre de se substituer à la conscience individuelle de chacun ».

Le geste a déçu au CSA où l'on a tenu, mercredi 6 juin, à rappeler que la loi confie à cette instance la « mission » de protéger l'enfance et l'adolescence. La diffusion de Tenue de soirée a également provoqué une

levée de boucliers de la part de plusieurs associations familiales ou chrétiennes.

C'est ainsi que l'association MTT (Média, télévision et téléspectateurs) a vu dans cette diffusion « l'exemple même de ce qu'il ne faut pas faire ». Seule, l'association Les pieds dans le PAF s'est félicitée de la décision du ministre, satisfait de voir les Français en mesure d'exercer « leur libre arbitre ».

Les téléspectateurs, eux, ont tranché à leur manière, en plébiscitant TF1 : mardi soir, plus de 11,5 millions d'entre eux - dont 500 000 jeunes de six à quinze ans - regardaient cette chaîne, selon l'institut de sondage Médiamétrie.

Le baromètre le Monde/Sofres-Nielsen attribuait de son côté à TF1 entre 36,1 et 37,1 % de part d'audience (le Monde du 7 juin). Des scores qui, jusqu'ici, le film les Sous-Doués en vacances avait dépassé sur la chaîne.

## La mise en cause du monopole et des tarifs de la SACEM

## La cour d'appel de Paris saisit le Conseil de la concurrence

L'arrêt rendu, le 13 juillet 1989, par la Cour de justice européenne (le Monde du 27 juillet 1989) mettant en cause le monopole et les tarifs de la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (SACEM) n'a pas tardé à avoir des conséquences sur la jurisprudence française en matière de droit d'auteurs. C'est ainsi que la cour d'appel de Paris, statuant sur un contentieux entre une discothèque et la SACEM, a demandé, le 16 mai, l'avis du Conseil de la concurrence.

La cour, présidée par M. Ezratty, se réfère explicitement aux « exigences posées par la Cour de justice des Communautés

européennes », mais, tenant compte des critiques de la SACEM sur les études réalisées par Bruxelles (le Monde du 20 septembre 1989), elle demande au Conseil de la concurrence de faire toute la lumière sur le dossier. L'arrêt demande ainsi « une comparaison sur une base homogène du montant des redevances perçues par les diverses sociétés d'auteurs des États membres de la Communauté depuis 1981 ». Il invite le Conseil de la concurrence à rechercher si une éventuelle supériorité de tarifs de la SACEM « se trouve objectivement justifiée, en précisant les affectations des fonds perçus ».

## Deux libertés valent mieux qu'une.



ORLY - NEW YORK  
Roissy CDG - New York

On s'habitue très vite à la liberté ! Voilà pourquoi deux libertés vaudront toujours mieux qu'une. Air France, qui a déjà mis New York à votre porte, vous offre un choix encore plus grand.

A partir du 3 juillet 1990, Air France vous propose un nouveau vol quotidien au départ d'Orly-Sud à 10 h 30 à destination de l'aéroport de Newark. Un aéroport de départ plus accessible pour beaucoup de passagers, une arrivée à 12 h 25 à Newark qui permet des cor-

respondances vers de nombreuses villes américaines, un accès rapide à Manhattan, voilà quelques-uns des avantages de cette nouvelle voie.

Ainsi, avec ses vols au départ d'Orly ou de Roissy CDG vers New York, Air France vous propose les choix de 27 vols par semaine, de 4 horaires quotidiens, et deux aéroports de départ et d'arrivée.

Décidément, la liberté n'a pas de limites.

**AIR FRANCE N°1 VERS LES USA**

مكتبة الأمل

Sur TV  
Tenue de soirée  
polémique

Le Monde  
22 L'Assemblée nationale ERM  
22 La Monnaie des États-Unis, l'absence d'Europe

25 à 29 Monde Affaires  
30 L'UAP et la GAN renforcent leur position en Espagne  
30 Marchés financiers  
31 Bourse de Paris

22 L'Assemblée nationale ERM  
22 La Monnaie des États-Unis, l'absence d'Europe

25 à 29 Monde Affaires  
30 L'UAP et la GAN renforcent leur position en Espagne  
30 Marchés financiers  
31 Bourse de Paris

22 L'Assemblée nationale ERM  
22 La Monnaie des États-Unis, l'absence d'Europe

BILLET

TGV oui, TGV non

M. Michel Delabarre, ministre de l'Équipement et des transports, a raison d'insister sur le comportement des populations et de leurs élus qui sont d'accord pour accueillir sur leur sol un arrêt du train à grande vitesse mais surtout pas les rails du TGV.

En Bretagne, des habitants de la région de Lannion (Côtes d'Armor) ont occupé, durant toute la journée du 6 juin, la gare de Plouaret, pour obtenir de la SNCF un arrêt du TGV Atlantique matin et soir. A Messac (Ille-et-Vilaine), on en est au quatre-vingt-dixième arrêt forcé de train pour les mêmes raisons et les manifestants ont élevé une statue au « voyageur méprisé » par la société nationale. La SNCF fait la sourde oreille pour protéger la vitesse de ses trains.

Faut-il rappeler que l'association TGV Amiens-Picardie se bat bec et ongles pour que le futur TGV Nord qui devrait relier Paris au tunnel sous la Manche passe par Amiens et non à une trentaine de kilomètres plus à l'est ? On ne compte plus les procédures judiciaires, les inaugurations d'immeubles bidons et les tracts incendiaires lancés par l'association en travers du tracé « illégitime » choisi par la SNCF et confirmé par le gouvernement. Un maire compte même reprendre une grève de la faim pour s'opposer à ce tracé qui passe par le lieu où son père s'est fait enterrer... Voilà pour ceux qui réclament la grande vitesse à cor et à cri pour simplifier leurs déplacements ou pour attirer le développement économique.

Au sud, c'est l'inverse. Trente-quatre maires des Bouches-du-Rhône se sont regroupés dans une association pour s'opposer aux tracés du TGV Méditerranée proposés par la SNCF autres que celui inscrit dans les couloirs ferroviaires existants, ce tant pour la desserte de Marseille que de Nîmes.

Autrement dit, ces Provençaux-là ne veulent pas du TGV puisque faire emprunter à celui-ci les zigzags des voies existantes reviendrait à le maintenir à l'état de torillard. Voilà pour ceux qui mettent en avant la défense du tout jeune vignoble provençal en plein essor et la belle qualité de la vie dans une région qui vitote économiquement.

Il ne reste plus qu'à espérer qu'en dépit de cette cacophonie les différents acteurs parviendront à trouver un compromis dans ce cas d'école où intérêts généraux et particuliers s'opposent spectaculairement.

AL. F.

Vers un renforcement des mesures sanitaires

Les ministres européens tentent de trouver un compromis dans l'affaire des « vaches folles »

Les douze ministres de l'Agriculture de la CEE réunis à Bruxelles continuent leurs discussions dans la matinée du 7 juin afin de trouver un compromis dans l'affaire des « vaches folles ». L'objectif était de renforcer les mesures sanitaires pour assurer une meilleure protection des consommateurs. En contrepartie, la France, l'Allemagne fédérale et l'Italie devraient l'interdiction d'importer les viandes britanniques si le nouveau dispositif de contrôle leur apparaît satisfaisant.

BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant

Les Douze ont mis à profit la nuit de samedi à jeudi pour organiser une série de rencontres bilatérales

afin de permettre à la présidence irlandaise d'élaborer un projet d'accord. Pour les défenseurs de la circulation du bœuf anglais, la position de départ n'était pas tenable. Avant le début de la session ministérielle, le comité vétérinaire de la CEE a produit un communiqué qui résumait que « en l'état actuel des connaissances », les animaux touchés par la BSE (encéphalopathie spongiforme) n'étaient pas dangereux pour la santé humaine. La délégation italienne a indiqué qu'elle avait pris le 2 juin des mesures identiques à celles décidées par Paris et Rome.

A l'instar des Luxembourgeois, les Portugais ont également décidé de renforcer leurs contrôles sanitaires sur les viandes en provenance du Royaume-Uni.

Avec la recommandation des autorités belges de ne pas consommer du bœuf anglais, cela faisait beaucoup d'États membres qui ne voulaient plus se satisfaire des conditions

actuelles du commerce entre les pays et Bruxelles ont accepté de bouter. Toutefois, le compromis semblait extrêmement difficile à trouver. La délégation française reprochait au projet de la présidence irlandaise d'être trop laxiste surtout sur un point. Il était prévu que les Britanniques pourraient exporter les viandes avec ou provenant d'animaux dont la mère n'avait pas été atteinte de BSE. M. Nallet demandait que l'interdiction soit dérogée pour les quartiers issus des éleveurs ou des cas de maladie avaient été décelés.

L'autre difficulté portait sur l'utilisation des aliments de bétail fabriqués à partir de carcasses bœufs de bœuf et de mouton. Dans un premier temps, la présidence irlandaise recommandait son interdiction. Ensuite, elle est revenue sur sa position en s'enga-

geant simplement à procéder à des analyses des farines distribuées sur le marché avant de proposer éventuellement des mesures.

Les autres dispositions prévues portent sur l'obligation pour les viandes déossées d'être, lors des opérations de découpe, les tissus nerveux et lymphatiques. Londres s'engageait aussi à informatiser son fichier identifiant les bêtes contaminées, l'interdiction d'exporter des abats et des animaux sur pied de plus de six mois étant reconduite.

MARCEL SCOTTO

Un projet « trop laxiste »

Le bœuf de M. Nallet

M. Nallet, ministre français, a profité d'une brève interruption de séance, à l'Assemblée nationale, pour aller à la cantine du conseil des ministres de la CEE. Interrogé sur la provenance de ses approvisionnements, le chef de cuisine du restaurant communautaire a indiqué qu'il se fournissait essentiellement en Grande-Bretagne. — (Corresp.)

Un vote en première lecture à l'Assemblée nationale

Des produits agricoles d'origine contrôlée

Les députés ont adopté en première lecture, dans la nuit du mercredi 6 au jeudi 7 juin, le projet de loi relatif aux appellations d'origine contrôlée (AOC) des produits agricoles et alimentaires bruts ou transformés, déjà adopté par le Sénat (le 6 mai des 13 et 14 mai). Tous les groupes ont approuvé ce texte à l'exception des communistes qui se sont abstenus.

Ce projet prévoit d'étendre à l'ensemble de ces produits la possibilité de bénéficier d'une appellation réservée jusqu'à présent aux productions viticoles. Il avait été présenté en conseil des ministres, mercredi 6 juin, par M. Henri Nallet, ministre de l'Agriculture, et a été défendu à l'Assemblée par M. Véronique Neiertz, secrétaire d'État chargée de la consommation (M. Nallet était retenu à Bruxelles par l'affaire des « vaches folles »).

A propos de l'encéphalopathie spongiforme et de l'interdiction d'importation de viandes en provenance de Grande-Bretagne (lire ci-dessus), M. Neiertz a précisé : « On est fatigué d'avoir des craintes sur les suites de cette maladie mal connue. (...) Je m'étonne que la Commission européenne fasse passer la libre circulation des marchandises avant la santé des consommateurs. »

Pour le rapporteur de la commission de l'Agriculture et des Pêcheries, M. François Patriat (PS, Côte-d'Or), ce projet de loi vise cinq objectifs : « Harmoniser les bases juridiques de création et de définition des AOC ; unifier les procédures de reconnaissance et de contrôle sous l'égide d'un organisme unique ; doter celui-ci des moyens financiers et réglementaires nécessaires ; ouvrir l'accès à l'appellation d'origine à tous les produits agricoles bruts ou transformés, avec l'a-

rière-pensée de permettre à 150 000 ou 200 000 paysans de vivre décemment des produits de leur terroir ; rappeler, enfin, que dans ce domaine le pouvoir est rendu aux producteurs. » M. Neiertz a expliqué que le système de l'AOC permettait de valoriser les produits de régions en difficulté : « 80 % de nos fromages d'appellation contrôlée sont issus de zones défavorisées, dans l'acceptation communautaire du terme. (...) Nous voulons établir sur des fondements solides une conception française de la qualité, sans doute assez étrangère à beaucoup de nos parlementaires, pour qui la qualité signifie avant tout le respect d'un certain nombre de règles d'hygiène. Pour nous, il s'agit d'inscrire dans sa définition une dimension authentiquement culturelle, sans pour autant établir une quelconque hiérarchie entre les diverses appellations. »

A l'exception du groupe communiste qui craint de voir se développer une « agriculture à plusieurs vitesses » (M. Gilbert Miller, PCF, Gers), tous les autres se sont félicités de cette réforme.

P. S.

De la bière allemande aux dindes françaises

Une pratique courante dans la CEE

BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant

La fermeture des frontières d'un État membre aux importations de produits alimentaires en provenance d'un pays tiers est une pratique courante dans la CEE. Depuis trente ans, la Commission de Bruxelles, et la Cour européenne de justice sont amenées à trancher les litiges entre les capitales des Douze.

Les cas les plus célèbres sont ceux du caséin de Danemark en 1979 et de la bière allemande en mars 1987. Les juges de Luxembourg se sont toujours prononcés en faveur de la libre circulation des marchandises. Autrement dit, un produit déclaré propre à la consommation par une administration déloyale des exportateurs de la péninsule et de Grande-Bretagne.

La Commission a traité de nombreuses autres affaires peu connues du public. Ainsi, l'Italie a empêché l'entrée sur son territoire de tranches espagnoles parce qu'elles contenaient des résidus de pesticides qui n'avaient pas encore fait l'objet d'un règlement d'harmonisation. L'Allemagne a bloqué un camion de porcs à sa frontière sous prétexte qu'elles n'avaient pas atteint le degré de maturité prescrit par la législation européenne.

Oubliée aussi la loi de RFA interdisant la vente du camembert français, jugé dangereux pour la santé des Allemands. Le temps de persuader les autorités de Bonn d'abroger leur législation, et une « pâte », fabriquée en République fédérale sous la dénomination de camembert, s'était substituée au produit français dans les supermarchés d'Allemagne.

En réalité, aucune législation, aussi précise soit-elle, ne pourra éviter des conflits, tant les obs-

tacles aux échanges se multiplient et varient. Au cours de ces dernières années, ce sont les Britanniques qui se sont montrés les plus imaginatifs. Prétextant que les dindes françaises étaient porteuses de la maladie de Newcastle, Londres avait fermé ses frontières aux exportateurs de l'Hexagone. Pendant plusieurs mois, le Royaume-Uni avait interdit le lait UHT de Normandie en attendant d'effectuer des analyses complémentaires sur les produits français.

Qui ne se souvient du blocage des vins italiens dans le port de Sète et celui des moutons anglais pour la mauvaise raison que les producteurs français subissaient une concurrence déloyale des exportateurs de la péninsule et de Grande-Bretagne.

La Commission a traité de nombreuses autres affaires peu connues du public. Ainsi, l'Italie a empêché l'entrée sur son territoire de tranches espagnoles parce qu'elles contenaient des résidus de pesticides qui n'avaient pas encore fait l'objet d'un règlement d'harmonisation. L'Allemagne a bloqué un camion de porcs à sa frontière sous prétexte qu'elles n'avaient pas atteint le degré de maturité prescrit par la législation européenne.

Oubliée aussi la loi de RFA interdisant la vente du camembert français, jugé dangereux pour la santé des Allemands. Le temps de persuader les autorités de Bonn d'abroger leur législation, et une « pâte », fabriquée en République fédérale sous la dénomination de camembert, s'était substituée au produit français dans les supermarchés d'Allemagne.

M. S.

Le statut des PTT au Sénat

Le gouvernement s'oppose à l'extension des services financiers de la Poste

Les sénateurs ont continué, mercredi 6 juin, l'examen du projet de loi relatif à l'organisation du service public de la poste et des télécommunications (le Monde du 7 juin). Le gouvernement s'est opposé à l'extension des services financiers de la Poste proposée par la commission des affaires économiques. Le vote sur l'ensemble du projet devait intervenir jeudi après l'examen de ses dispositions fiscales.

M. Quilès a eu recours à l'artillerie lourde pour s'opposer, mercredi 6 juin, à l'extension des services financiers de la Poste proposée par M. Jean Faure (Union cent., Isère), rapporteur de la commission des affaires économiques. En opposant au dispositif de M. Faure l'article 40 — qui prescrit les amendements d'origine parlementaire accroissant la charge publique, — le ministre a

par la même occasion rendu service à la majorité sénatoriale, partagée sur cette question. Lors de la discussion générale, de nombreux sénateurs de cette majorité étaient intervenus pour insister sur les risques que comportait ce développement des services financiers. M. Jean Arthuis (Union cent., Mayenne) avait ainsi estimé qu'il multipliait les possibilités de surendettement « sans pour autant créer un seul emploi en zone rurale », mais au contraire s'en enlevant une part de leur chiffre d'affaires à la Caisse d'épargne, au Crédit agricole et aux petits agents d'assurances. La majorité sénatoriale a d'autre part supprimé l'assurance-dommages de la liste des produits et prestations offerts par la Poste.

M. Jean François-Poncet (Rass. dém., Lot-et-Garonne), qui préside une mission sur l'aménagement de l'espace rural, a regretté ce règlement du différend entre M. Faure et la majorité en indiquant que la Poste devrait « de toute nécessité

devenir polyvalente ». M. Gérard Delfau (PS, Hérault), auteur d'un rapport sur la place de la Poste en milieu rural, a renchérit en ajoutant que le débat venait simplement d'être lancé sur la nécessité de diversifier les services rendus.

La rémunération des comptes-chèques postaux

La question de l'équilibre financier de la Poste a d'ailleurs été évoquée une nouvelle fois à l'article 15 du projet de loi. M. Quilès a présenté à cette occasion un amendement pour la rémunération des fonds collectés (130 milliards de francs) par les comptes-chèques postaux. Les députés avaient déjà introduit l'idée d'une « juste rémunération » de ces fonds. Le gouvernement est allé plus loin en prévoyant que cette rémunération devait « inciter à la collecte, et tendre, dans les conditions fixées par le contrat de plan, vers un niveau au moins égal au coût de celle-ci, en tenant compte des

gains de productivité obtenus ». Les sénateurs socialistes, contre l'avis du gouvernement, ont surcraqué en précisant, dans un amendement, que la rémunération devait « atteindre » le coût de la collecte au 1<sup>er</sup> janvier 1994 (1). Ils se sont également inquiétés de la liberté de gestion dont jouiront les deux exploitants, la Poste et France-Télécom, que M. Louis Perrein (PS, Val-d'Oise) a trouvée « bien tempérée ».

Parmi les autres points abordés au cours de la discussion des articles, le chapitre concernant le transport de la presse a enfin donné l'occasion à M. Quilès de préciser que la distribution matinale des journaux serait « envisageable à de quelques mois ».

G. P. et F. V.

(1) Actuellement, les fonds des CCP déposés au Trésor ne sont rémunérés qu'à 3 %, alors que la collecte coûte en moyenne 7 %. En d'autres termes, chaque fois qu'un compte-chèque postal est ouvert, la Poste perd de l'argent. Chaque accroissement de 1 % de la rémunération lui rapporte entre 1,3 et 1,5 milliard de francs.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

PRÉFECTURE DE LA HAUTE-GARONNE

AVIS D'OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE PUBLIQUE

OBJET : Autoroute A 64 - section TOULOUSE-MURET.

La Préfecture communique :

Une enquête publique relative à l'autoroute A 64 - section TOULOUSE-MURET et présente :

— l'utilité publique des travaux d'aménagement de la section TOULOUSE-ROQUES, des travaux de construction de la section ROQUES-MURET de l'autoroute A 64 et du bureau du Chapitre ;

— l'attribution du statut autoroutier de la section ROQUES-MURET, étant précisé que la section TOULOUSE-ROQUES relève déjà de ce statut, ainsi que le classement en autoroute de la section de la R.N. 117 comprise entre les échangeurs de MURET Est et de MURET Notre-Dame ;

— la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols de PORTET-SUR-GARONNE, de SEYSSES et de MURET ;

— le dossier relatif au projet de loi de l'autoroute A 64, place du Capitole, PORTET-SUR-GARONNE, ROQUES, SEYSSES, MURET et VILLENEUVE-TOLDOSE, pendant 31 jours entiers et consécutifs du mardi 5 juin 1990 au jeudi 5 juillet 1990 inclus, où chacun pourra en prendre connaissance aux jours et heures d'ouverture habituels des mairies concernées ;

Les réclamations éventuelles pourront être :

— soit consignées sur les registres à feuilles non mobiles ouverts à cet effet ;

— soit adressées par écrit, pendant la même période, aux membres de la commission d'enquête assemblée aux mairies de TOULOUSE, PORTET-SUR-GARONNE, ROQUES, SEYSSES, MURET et VILLENEUVE-TOLDOSE ;

— soit présentées directement à la commission d'enquête composée comme suit :

— Président : M. Jean BARADAT, ingénieur régional honoraire de l'équipement scolaire universitaires et sportif ;

— Membres : M. Hervé TEYCHENE, architecte ;

M. Robert TURNO, expert conseil en bâtiments travaux publics, qui assureraient séance ou à tour de rôle les permanences suivantes de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h :

— les 28 juin et 2 juillet 1990 à la mairie de TOULOUSE ;

— les 29 juin et 3 juillet 1990 à la mairie de PORTET-SUR-GARONNE ;

— les 27 juin et 4 juillet 1990 à la mairie de SEYSSES ;

— les 28 juin et 5 juillet 1990 à la mairie de MURET ;

— les 29 juin et 4 juillet 1990 à la mairie de ROQUES.

Le rapport et les conclusions de la commission d'enquête, qui devront être rendus avant le 8 août 1990, seront mis à la disposition du public pendant un an au Tribunal administratif de TOULOUSE, PORTET-SUR-GARONNE, ROQUES, SEYSSES, MURET et VILLENEUVE-TOLDOSE.

Il pourra également être communiqué à toute personne physique ou morale qui en formulera la demande au Préfet, direction de l'administration générale, 1<sup>re</sup> direction - 1<sup>er</sup> bureau.

POUR COPIE CONFORME

Pour le Préfet

Le Chef de bureau

Jacques CANDELA

Le Préfet

Jean COUSSIROU

DEMANDES  
D'EMPLOIS

REPRODUCTION INTERDITE

## CHEFS D'ENTREPRISE

**L'Agence Nationale Pour l'Emploi**  
vous propose une sélection de collaborateurs :

- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

**INGENIEUR ELECTROMECANICIEN**, 54 ans, diplôme gestion 3<sup>e</sup> cycle, 17 ans de production dont 13 ans de direction d'établissement. Expérience grande série et production unitaire. Meneur d'hommes dans des conditions difficiles.

**RECHERCHE** : poste direct, usine, air, technique, Paris - province (l'employeur pourra bénéficier de l'exonération des charges patronales URSSAF). (Section BCO/AB 1539)

**INGENIEUR + IAE**, 25 ans d'expérience de la gestion d'entreprises (multisecteurs) en France et à l'étranger. Études, conseil, encadrement de projets, organisation, informatique, directeur commercial SSII pendant 8 ans, spécialiste gestion approvisionnement, stocks, logistique.

**RECHERCHE** : poste responsable direction ou gérance petite structure ou centre de profit moyenne entreprise, anglais, allemand, mobilisé. (Section BCO/JP 1540)

**SPECIALISTE EN RESSOURCES HUMAINES**, 25 ans, bonnes connaissances de l'organisation du travail dans cinq pays de la CEE (anglais, allemand, espagnol courants), bonnes notions de néerlandais et de grec.

**PROPOSE** : de créer ou de développer votre service ou secteur gestion de carrières à la dimension de l'Europe. (Section BCO/JV 1541)

**CONSULTANT FORMATEUR D'ADULTES** psychologue du travail, 20 ans d'expérience dans les domaines du marketing et de la formation d'adultes, communication management de marché, qualité négociation commerciale, développement des ressources humaines. (Section BCO/JV 1542)

**J.F. DE FORMATION** : maîtrise de sciences économiques option économie industrielle complétée par DEA économie internationale.

**RECHERCHE** : poste assistante chargée d'études dans service de planification d'études économiques, stratégiques dans entreprises, dans organismes de prévision, dans cabinets de consultants. (Section BCO/HP 1543)

**J.F. BAC + 5**, titulaire d'une licence de géographie options climatologie, océanographie, éco., éco. et po. d'une maîtrise d'océanographie (Sorbonne) d'un DEA de géosciences options géochimie marine et sédimentologie (Orsay).

**RECHERCHE** : poste dans organismes ou stas, domaines : environnement, aménagement du territoire, l'ographie, télédétection... ou autres secteurs en rapport avec études. (Section BCO/DD 1544)

DESSINATRICE  
DIPLOMÉE

architecture intérieure ESAM  
cherche emploi  
42-09-67-40 (soir)

OFFRES  
D'EMPLOIS

Lyon, collège, 14 mn gare  
6000 francs/mois

PROFESSEURS  
CERTIFIES

**ou AGREGES, EXP.**  
Plein temps : histoire/géo.,  
biologie, 30-40h/semaine. 6000-  
meth. physique.  
Envoyer C.V. à : 67, bd du Midi,  
93340 La Plaine.  
Tél. : 43-02-41-28 HS.

## TRADUCTEURS

TECHNIQUES de français en  
Anglais - Expérience en  
économique - à l'IAAT  
71, rue Fendry, PARIS 18<sup>e</sup>.

capitaux  
propositions  
commerciales

Publié par tous les  
ROA/URSS

Actuellement, le meilleur  
moyen de publicité à  
l'échelle internationale.  
Deux offices publicitaires  
par semaine, 140 x 35 cm  
(autocollants et imprimés)  
sur 3 000 unités de la RDA ou  
28 000 unités de l'URSS  
(principalement à Moscou, à  
Cherbourg, à Strasbourg).

Commande minimum :  
2 000 unités pour une période  
de 3 mois. Prix RDA : 155-  
115 par unité et par mois.  
Prix URSS : 150-80 par unité  
et par mois.

**EURO-AGENTS**, Darnley, 1,  
80000 München 50 RFA.  
Tél. : München  
19-48-1418/1823-35.  
Fax : 19-48-26-1418/2077.

## L'AGENDA

**Bateaux**

Part. de BOCCA + cotra s.  
S. m. Sea Drive, moteur  
OMC 120 W, aménagement  
complet, 1400 cc, 1400 cc,  
mot. secours, Evénement  
9,8 m, rem. 1200 kg. BOCCA,  
P. 80000 F. (1) 22-42-30-47.

**Bijoux**

**BIJOUX ANCIENS**

**BAGUES ROMANTIQUES**

SE CHOISISSANT CHEZ M. LILLY,  
ACHAT OR, Argent, 20 % de  
réduction. 10, rue d'Orléans,  
75004 Paris. 43-54-00-83.

**Cours**

150 heures/semaine, 10 h  
de cours d'anglais, logement  
et repas. Ecole de langues  
et de langues. 1400 cc, 1400 cc,  
mot. secours, Evénement  
9,8 m, rem. 1200 kg. BOCCA,  
P. 80000 F. (1) 22-42-30-47.

**Locations**

**Location de bureaux**

10<sup>e</sup> : Bureaux, HOTEL PART.  
P. 300 000 F. 30-82-01-28.

**bureaux**

**Locations**

**Location de bureaux**

10<sup>e</sup> : Bureaux, HOTEL PART.  
P. 300 000 F. 30-82-01-28.

**Locations**

**Location de bureaux**

10<sup>e</sup> : Bureaux, HOTEL PART.  
P. 300 000 F. 30-82-01-28.

**Locations**

**Location de bureaux**

10<sup>e</sup> : Bureaux, HOTEL PART.  
P. 300 000 F. 30-82-01-28.

**Locations**

**Location de bureaux**

10<sup>e</sup> : Bureaux, HOTEL PART.  
P. 300 000 F. 30-82-01-28.

**Locations**

**Location de bureaux**

10<sup>e</sup> : Bureaux, HOTEL PART.  
P. 300 000 F. 30-82-01-28.

**Locations**

**Location de bureaux**

10<sup>e</sup> : Bureaux, HOTEL PART.  
P. 300 000 F. 30-82-01-28.

**Locations**

**Location de bureaux**

10<sup>e</sup> : Bureaux, HOTEL PART.  
P. 300 000 F. 30-82-01-28.

**Locations**

**Location de bureaux**

10<sup>e</sup> : Bureaux, HOTEL PART.  
P. 300 000 F. 30-82-01-28.

**Locations**

**Location de bureaux**

10<sup>e</sup> : Bureaux, HOTEL PART.  
P. 300 000 F. 30-82-01-28.

**Locations**

**Location de bureaux**

10<sup>e</sup> : Bureaux, HOTEL PART.  
P. 300 000 F. 30-82-01-28.

**Locations**

**Location de bureaux**

10<sup>e</sup> : Bureaux, HOTEL PART.  
P. 300 000 F. 30-82-01-28.

**Locations**

**Location de bureaux**

10<sup>e</sup> : Bureaux, HOTEL PART.  
P. 300 000 F. 30-82-01-28.

**Locations**

**Location de bureaux**

10<sup>e</sup> : Bureaux, HOTEL PART.  
P. 300 000 F. 30-82-01-28.

## ÉCONOMIE

## INDUSTRIE

Lors de l'assemblée générale de LVMH

## M. Arnault élimine ses derniers opposants

L'assemblée générale des actionnaires de LVMH (Louis Vuitton Moët Hennessy) s'est tenue le mercredi 6 juin dans les salons de l'Hôtel Intercontinental à Paris. Au cours de cette réunion, M. Bernard Arnault, le président du groupe, a annoncé une croissance de 15 % des résultats pour 1990. Par ailleurs, à l'occasion de l'élection des dirigeants de la société, la guerre que l'on croyait achevée entre le clan Racamier et le clan Arnault s'est un instant rallumée.

Après l'arrêt de la cour d'appel de Paris du 26 avril qui donnait gain de cause à M. Arnault, on pensait que l'affaire LVMH était terminée. Mais celui-ci n'est pas homme à se contenter de demi-victoires et M. Henry Racamier ne saurait s'écarter sans un dernier coup d'éclat. Une fois encore, la personnalité des deux hommes qui se sont disputés pendant plus d'un an le contrôle de la société a contribué à transformer l'assemblée générale du groupe en un vaste règlement de comptes.

Tout avait pourtant commencé de façon bien traditionnelle. Devant près de 700 personnes, M. Arnault, légèrement tendu car il n'aime décidément pas les prestations en public, avait présenté les comptes 1989. Champagnes, cognacs, bagages et parfums contribuent à parts presque égales à un chiffre d'affaires de 19,6 milliards de

francs, en hausse de 19 % par rapport à 1988. A 2,9 milliards de francs, le bénéfice net a progressé de 46 %. « Notre groupe dispose de solides positions pour poursuivre son développement en 1990, année moins favorable aux exportations que celle que nous venons de connaître en raison de la baisse des principales devises vis-à-vis du franc », a précisé M. Arnault qui, compte tenu de la dépréciation du yen notamment, prévoit qu'en 1990 la progression des résultats risque de se limiter à 15 %.

Outre les questions traditionnelles sur les approvisionnements et les stocks pour le champagne et le cognac, la répartition du capital, les actionnaires et les analystes financiers ont interrogé les dirigeants de LVMH sur les relations avec le britannique Guinness, les contrats commerciaux dans le Sud-Est asiatique et les relations avec les petits actionnaires.

« Coup fourré »

A une revendication concernant la division du titre, comme ont décidé de le pratiquer L'Oréal et BSN par exemple, M. Arnault a répondu qu'une telle mesure n'était pas envisagée car elle pourrait induire négativement sur le cours.

Alors que la fin de l'assemblée semblait proche et que tout un chacun songeait à s'approcher des somptueux buffets dressés de l'autre côté du couloir, le coup de théâtre est venu d'un représentant des familles Moët Hennessy. Chevelure blanche et costume beige, M. Jean

Couten, président des Champagnes Mercier s'est levé pour réclamer la révocation de MM. André Bassetini, Jean-Paul Parayre, Jacques Cornet et Michel Missoffe, derniers représentants du « clan Vuitton » dans les organes dirigeants du groupe. Cette intervention a donné l'occasion à M. André Bassetini, ancien directeur de la banque Paribas et artisan de la fusion entre Moët Hennessy et Louis Vuitton d'une violente diatribe au cours de laquelle il a utilisé les mots de « coup fourré », « procédés sordides et retors » pour qualifier les méthodes de M. Arnault. Il s'en est aussi pris aux dirigeants de la banque Lazard : « Tant que les représentants de la banque responsable de l'irréversibilité de l'émission des OSA (obligations à souscription d'actions) occuperont des fonctions dans notre société, celle-ci, hélas ! sera souillée d'opprobre », a-t-il déclaré. Les actionnaires ont tout de même approuvé à 70 % des votes la révocation des proches de M. Racamier. M. Arnault ne s'est jamais départi de son air impassible même lorsqu'un actionnaire lui a lancé : « Pour un titre d'élégance, vous n'agissez pas avec élégance ». En revanche, quelques représentants de la communauté des affaires prenaient des mines consternées devant ce nouveau rebondissement de l'affaire LVMH.

FRANÇOISE CHIROT

## Les exportations de matériels « sensibles »

Washington s'oppose à la construction  
par des firmes occidentales  
d'un réseau de fibre optique en URSS

Tandis qu'à Paris les dix-sept pays membres du COCOM essaient de desserrer les contrôles sur les exportations de matériels « sensibles » vers l'Est (le Monde du 7 juin), à Washington la Chambre des représentants s'est prononcée mercredi 6 juin par 340 voix contre 24 pour interdire la vente de certains équipements de haute technologie en Union Soviétique, tant que Moscou ne mettra pas fin à son blocus économique contre la Lituanie.

Les mêmes mesures s'appliqueraient si M. Gorbatchev mettait à exécution sa menace de freiner l'émigration de juifs d'URSS.

D'autre part, le département américain du commerce s'oppose à la construction en URSS par différentes firmes occidentales, dont les compagnies de téléphones US West et British Telecom, d'un réseau de transmission en fibre optique reliant le Japon à l'Europe au travers l'Union soviétique. Certaines technologies optiques sont en effet considérées comme relevant de la sécurité nationale, mais les industriels affirment qu'il n'y a aucun risque puisque le matériel en question date de deux ou trois générations en arrière. — (AFP)

Un rapport du MITI préconise de doubler le nombre de centrales nucléaires au Japon. — Le Japon devra doubler dans les vingt prochaines années le nombre de ses installations nucléaires s'il veut satisfaire l'accroissement de la demande et réduire en même temps les émissions de dioxyde de carbone, préconise une étude du MITI (ministère japonais du commerce international

et de l'industrie). Dans ce pays, où le sentiment antinucléaire est vif, l'application des recommandations du rapport reviendrait à faire passer de 9 % en 1988 à 16,7 % la part du nucléaire dans les ressources énergétiques japonaises, ce qui impliquerait la construction de 40 nouvelles centrales en plus des 37 déjà existantes. Déjà, 16 nouvelles unités sont en construction.

Canon crée  
un centre  
de recherches  
à Rennes

Président de Canon, le docteur Yamaji a annoncé, mercredi 6 juin, à Rennes, la création d'un centre européen de recherche-développement sur la technologie de Rennes-Atlantique. Ce centre ouvrira début 1992 et emploiera une centaine de personnes, dont une dizaine de Japonais. Ses travaux porteront notamment sur les télécopieurs en couleur et sur l'imagerie numérique. L'investissement est de 50 millions de francs. Le choix de Rennes s'est fait en fonction de l'existence de l'unité de production Canon-Bretagne, créée en 1983 et qui emploie 650 personnes à Liffre (Ille-et-Vilaine), et surtout de la présence à Rennes du Centre commun d'études de télédiffusion et de télécommunication avec lequel le président de Canon souhaite travailler « en concertation et en consultation ».

**Le Monde**  
**PUBLICITÉ FINANCIÈRE**  
Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330

**ACTIONNAIRES DE SUEZ,**  
découvrez  
les derniers résultats  
de votre Groupe,  
et l'un de ses fleurons,  
la Banque Indosuez,  
dans le prochain

SUEZ MAGAZINE

le samedi 9 juin à 11h30 sur FR3  
le dimanche 10 juin à 8h45 sur M6

Une émission de la Direction de la Communication

Pour toute information, Suez Actionnaires,  
1, rue d'Asstorg 75008 Paris, tél. : 40 06 64 00

**LE MONDE**  
**GROUPE SUEZ**

Le Monde  
L'IMMOBILIERappartements  
ventes

**10<sup>e</sup> arrdt**

Rue La Fayette,  
Métro Louis-Blanc,  
bel immeuble pierre de taille,  
2 pièces tout confort,  
réf. à neuf, 5<sup>e</sup> étage avec  
secours réel prévu, soleil,  
calme, interphone,  
garde-meuble, 800 000 F.  
Le soir après 18 heures,  
42-02-83-42.

**11<sup>e</sup> arrdt**

**BASTILLE 660 m²**

EXCEPTIONNEL.  
Luxe total, 1000 m², 300 m²  
+ 300 m² sur 5 étages,  
stand, calme, 43-72-40-19.

**14<sup>e</sup> arrdt**

SAINT-JACQUES  
Tous les 3<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> étages,  
12<sup>e</sup> et 13<sup>e</sup> étages, soleil,  
1 250 000 F. 46-44-58-07.

**18<sup>e</sup> arrdt**

PLACE TERTRE, RARE,  
LA CAMPAGNE À PARIS,  
SUPERBE APT EN DUPLEX,  
VERANDA 5 JARD. PRI-  
VATIF, VUE EXCEPT.  
8 900 000 F. 43-57-33-33

**19<sup>e</sup> arrdt**

**13, RUE MANIN**  
Sur parc 2 P., 11 ch., 1<sup>er</sup> ét.  
Samedi de 14 h à 17 h.

appartements  
achats

**Recherche 2 à 4 p. PARIS** p. 15,  
16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23,  
12<sup>e</sup>, 13<sup>e</sup>, ou sans travail.  
PARCELOTT chez nous.  
48-73-48-07, même soir.

**AVEC PAIEMENT CPT**  
je recherche pr pied-à-terre,  
STUDIO ou 1 chambre à Paris,  
River-droue, M. ROBIN,  
43-71-93-00.

**locations**

**locations**

**locations**

**locations**

**locations**

**locations**

**locations**

**locations**

**locations**

**locations**

**locations**

**locations**

**locations**

**locations**

**locations**

**locations**

**locations**

**locations**

**locations**

**locations**

**locations**

**locations**

**locations**

**locations**

**locations**

**locations**

**locations**

**locations**

**locations**

**locations**

**locations**

**locations**

**locations**

**locations**

**locations**

**locations**

**locations**

**locations**

**locations**

**locations**

hôtels  
particuliers

**10<sup>e</sup> : Bureaux, HOTEL PART.**  
P. 300 000 F. 30-82-01-28.

**Locations**

**Locations**

**Locations**

**Locations**

**Locations**

**Locations**

**Locations**

**Locations**

**Locations**

**Locations**

**Locations**

**Locations**

**Locations**

**Locations**

**Locations**

**Locations**

**Locations**

**Locations**

**Locations**

**Locations**

**Locations**

**Locations**

**Locations**

**Locations**

**Locations**

**Locations**

**Locations**

**Locations**

SOCIAL

La 77<sup>e</sup> conférence internationale du travail

L'environnement au centre des débats de l'OIT

Cent cinquante délégations tripartites (gouvernements, employeurs, syndicats) participeront jusqu'au 27 juin à la 77<sup>e</sup> conférence internationale du travail qui s'est ouverte mercredi 6 juin à Genève. A cette occasion, l'Organisation internationale du travail (OIT) doit engager une nouvelle discussion sur le travail de nuit afin d'adopter de nouvelles

normes s'appliquant à toutes les personnes employées, sans considération de sexe, ainsi que la révision partielle de la convention interdisant le travail de nuit des femmes dans l'industrie. D'autres débats porteront sur l'environnement et le monde du travail, thème qui fera l'objet d'un rapport du directeur général du Bureau international du travail (BIT), M. Michel Hansenne.

L'ouverture des magasins le dimanche

M. Doubin propose un assouplissement de la loi

Un projet de loi précisant les possibilités d'ouverture des magasins le dimanche sera présenté au Parlement cet automne, a annoncé mercredi 6 juin devant l'Assemblée nationale M. François Doubin, ministre du commerce et de l'artisanat. Les maires pourront continuer d'autoriser l'ouverture des magasins trois dimanches dans l'année mais trois possibilités supplémentaires d'ouverture dominicale seraient introduites : une sur proposition des organisations de consommateurs et deux en fonction de négociations nationales au niveau des branches profession-

nelles entre les partenaires sociaux. Le ministre, qui rencontrera les parties concernées la semaine prochaine, souhaite parvenir à « une clarification, une modernisation et une simplification des règles pour tenir compte du problème des zones touristiques saisonnières ». Il préconise également « des sanctions plus efficaces pour mettre fin au désordre actuel ». Les pouvoirs de dérogation des préfets disparaîtraient sauf exception ainsi que la possibilité d'imposer la fermeture le dimanche aux commerces n'employant pas de salariés.

ÉTRANGER

La Roumanie pourrait entreprendre des réformes économiques radicales

Restés jusqu'à présent discrets sur les réformes économiques qu'ils comptent entreprendre, les nouveaux dirigeants roumains commencent à rendre publics les contours de leur programme. Mercredi 6 juin, l'agence de presse Romspress a communiqué des extraits d'un document intitulé « esquisse de la stratégie de la transition à l'économie de marché ». Ce document, élaboré par les membres d'une commission gouvernementale coordonnée par M. Tudor Postolache, secrétaire d'Etat au ministère de l'économie nationale, plaide en faveur d'une transition rapide vers le marché.

« Comme tout changement radical, cette transition implique nécessairement des coûts sociaux : abandon de certaines capacités productives, de certains investissements, chômage et hausses des prix », stipule le document. Par ailleurs, le secrétaire d'Etat à la privatisation, M. Adrian Severin, a indiqué mardi 5 juin que, afin de réaliser la convertibilité de la monnaie d'ici un an et demi, une dévaluation de 50 % interviendrait au cours des trois prochains mois. Selon M. Severin, la convertibilité doit être l'un des moyens de revitalisation de l'économie, plutôt que la conséquence du succès des réformes.

FINANCES

Selon une étude du cabinet Mac Kinsey

Les Caisses d'épargne devraient se regrouper autour de cinquante établissements

Obligées de se moderniser, les Caisses d'épargne hésitent entre plusieurs solutions. Pour mieux trancher, elles s'en sont remises aux experts de Mac Kinsey. Les conclusions du rapport rendu public jeudi 7 juin sont claires : fusionner les caisses pour créer cinquante entités de poids, donner au Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance, le CENCEP, un rôle de pilotage de l'ensemble, mettre en place des fonctions financières centrales.

Aucun établissement financier n'a évolué plus vite que les Caisses d'épargne en France. En 1983, une réforme leur a conféré le statut d'établissement de crédit. En 1984, la loi bancaire leur a concédé le droit à la diversification. Puis, en 1987, les Caisses ont acquis la possibilité de s'ouvrir au monde des PME-PMI. Au fur et à mesure que le carcan réglementaire s'est dessiné, les activités des Caisses se sont diversifiées : des filiales spécialisées ont été créées (Ecurieul Gestion pour les SICAV, Bail Ecurieul, Leasing Ecurieul, etc.) pour répondre aux attentes de la clientèle. Mais pour mieux assurer le service financier offert aux particuliers et aux PME, les Caisses ont été fusionnées. De 467 établissements en 1983, on est passé à moins de 200 aujourd'hui. Concentration bien logique dans la mesure où, en fonction de leur situation géographique, des éta-

blissements de taille très variable subsistent dans le réseau. Une harmonisation était donc nécessaire.

En 1989, au Centre national des caisses d'épargne et de prévoyance (CENCEP) aussi bien que dans le réseau, le besoin est né de faire le point. Face à l'Europe et à l'évolution rapide du marché, quelle devait être la configuration optimale des Caisses d'épargne ? Pour mieux centrer le débat, la question a été posée au cabinet de conseil Mac Kinsey. Au terme de six mois d'enquête, un volumineux rapport a été remis au président du CENCEP, M. Jean-Pierre Thiolon. Trois recommandations principales se dégagent.

Poursuivre la fusion

En premier lieu, Mac Kinsey recommande de poursuivre la fusion des Caisses d'épargne de manière à réduire leur nombre aux environs de cinquante. Et comme il n'est pas question de brusquer les choses et les personnes, le processus devrait durer trois ou quatre ans, jusqu'en 1994-1995. A ce moment-là, chaque entité aura une taille de bilan minimum de 10 à 12 milliards de francs et une zone de compétence géographique bien délimitée. Pas question d'introduire la concurrence au sein du réseau, celle de l'extérieur étant bien suffisante. Chaque caisse sera focalisée sur le marché des particuliers et des PME et sera responsable de ses crédits comme des risques qui l'accompagnent. Les experts américains recommandent également un renforcement humain de la force de

frappe commerciale dans les différentes caisses.

Ce réseau d'une cinquantaine d'entités régionales autonomes devra cependant être doté d'un nouveau cadre unique. Telle est la seconde recommandation du rapport Mac Kinsey. Le CENCEP sera donc érigé en holding stratégique : il devra énoncer une politique globale pour les produits, définir des axes au secteur international, préciser les normes d'accueil de la clientèle, indiquer les seuils d'équilibre financier, etc. Bref, il aura toutes les fonctions d'une banque de tête spécialisée dans les services financiers vendus au détail.

Mais, pour ce faire, il est indispensable que les Caisses d'épargne mettent en place, sous l'autorité du CENCEP, une ou plusieurs structures financières centrales. Telle est l'ultime recommandation du rapport Mac Kinsey. Jusqu'à présent, le grand nombre des caisses d'épargne obligeait à effectuer la prérogative des flux d'épargne et de crédit et la gestion des risques de taux dans les vingt et une sociétés régionales de financement (SOREFI). Mais en réduisant à cinquante le nombre des établissements, les SOREFI perdent leur fonction et doivent à leur tour fusionner en une seule caisse centrale ou déléguer en autant de fonctions nationales que le CENCEP jugera nécessaires. Les termes du débat sont donc clairement posés au réseau des Caisses d'épargne : le temps que chacun s'en imprègne, les discussions risquent de reprendre de plus belle.

YVES MAMOU

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

BANQUE SOVAC IMMOBILIER

Le Simco

L'Assemblée Générale, réunie le 3 juin 1990, a approuvé les comptes de l'exercice 1989, faisant apparaître un bénéfice de 328 758 924 F y compris 36 135 433 F de plus-values nettes de taxation.

L'Assemblée a décidé de distribuer une somme de 289 889 976,60 F correspondant à un dividende de 27,30 F par action et 13,90 F par action nouvelle créée jussuq'au 1<sup>er</sup> juillet 1989, contre 26,40 F au titre de l'exercice 1988.

Ce dividende pourra, au choix des actionnaires, être versé en espèces ou payé sous forme d'actions nouvelles émises au prix de 330,65 F, portant jussuq'au 1<sup>er</sup> juillet 1990. Le coupon n° 25 étant détaché le 26 juin, les actionnaires auront jussuq'au 26 juillet 1990, pour exercer leur option et les versements en espèces seront effectués à partir du 3 août 1990.

L'Assemblée Générale a également :

- ratifié les mandats d'Administrateurs de Messieurs Paul d'Abzac, Gérard Billand et des Mutuelles du Mans L.A.R.D. ;
- renouvelé les mandats d'Administrateurs de Messieurs Maurice Gontier, et du Groupe des Assurances Nationales, Incendie, accidents ;
- nommé en qualité d'Administrateur l'Union des Assurances de Paris, Vie ;
- ratifié les mandats de Censeur de la Banque de l'Union Européenne et de la Banque Indosuez ;
- renouvelé le mandat de Censeur de la Société Générale.

Depuis le début de l'exercice, le montant cumulé des loyers émis s'élève à 184 772 000 F contre 172 918 000 F pour la même période de 1989, soit une progression de près de 7 % en ligne avec le budget 1990.

34, rue de la Fédération  
75737 Paris Cedex 13  
Tél. : 40-51-66-20

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944  
Capital social : 620 000 F  
Principales sociétés de la société : « Les rédacteurs du Monde », « Association Hubert-Beuve-Méry »  
Société anonyme des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises  
M. André Fontaine, gérant.

Le Monde PUBLICITE

André Fontaine, président  
Françoise Hugues, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur commercial  
Micheline Orléans, directeur du développement  
S, rue de Montessuy, 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71  
Téléc. MONDPUB 206 136 F  
Téléfax : 45-55-94-78 • Bureaux de la presse du journal Le Monde et Régie Presse SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composées 38-15 • Tapez LEMONDE ou 38-15 • Tapez LM

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FAUGUÈRE, 75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration  
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-22-20-20

ABONNEMENTS

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS y compris CEE selon
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 066 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande  
Pour vous abonner, RENOVER CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO  
SERVICE A DOMICILE : Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE  
3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_  
Veuillez nous Tobligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

EN BREF

□ Deuxième jour de grève dans les transports en commun parisiens. - Le personnel de la Société d'économie mixte des transports en commun de l'agglomération nantaise (SEM-TAN) a annoncé, mercredi 6 juin, la reconduction de son mouvement de grève pour la deuxième journée consécutive. Alors que la quasi-totalité du réseau des bus et des tramways est paralysé, les revendications des deux syndicats majoritaires (CGT et CFDT) portent sur l'amélioration des conditions de travail des 713 conducteurs employés par la SEM-TAN.

□ Donald Trump poursuivi en justice par des investisseurs. - Des détenteurs d'obligations de l'hôtel et du casino Castle, appartenant à Donald Trump, ont intenté une action en justice contre le milliardaire new-yorkais. Ils l'accusent de les avoir trompés sur l'état de la société au moment de l'émission de ses titres, en 1985, qui auraient valu cher en raison de valeurs d'actifs gonflées. La plainte a été déposée par la firme d'investissement Peter Stuyvesant Ltd. pour le compte de ces investisseurs. Les plaignants accusent également M. Trump et ses associés d'avoir violé les termes fixant les conditions de l'émission d'obligations de la société Castle en transmettant au casino Taj Mahal (récentement construit par Donald Trump) la liste des meilleurs clients du casino Castle. - (AFP)

HORS SERIE  
SCIENCE SA VENER  
SPECIAL ENVIRONNEMENT  
PRECIUEUSE PLANETE  
EN VENTE PARTOUT 25 F

Le Monde PUBLICITE FINANCIERE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

(Publicité)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME  
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT

OBJET

Liaison A. 29  
Pont de Normandie entre la route Industrielle et la route de l'Estuaire.  
Communes de SANDOUILLE et OUDALLE  
ENQUÊTES PUBLIQUES

2<sup>e</sup> AVIS

M. le préfet de la région de Haute-Normandie et du département de Seine-Maritime informe le public que, par arrêté en date du 3 mai 1990, il sera procédé :

- à une enquête sur l'utilité publique du projet de liaison routière entre l'autoroute A. 29 et le pont de Normandie, sur le territoire des communes d'Oudalle et de Sandouville (en application de la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983, relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement) ;
- à une enquête publique relative à l'aménagement, la protection et la mise en valeur du littoral, conformément à l'article 25 de la loi n° 86-2 du 3 janvier 1986 concernant le changement d'utilisation des zones du domaine public maritime sur le territoire des communes d'Oudalle et de Sandouville ;
- à une enquête publique sur la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des communes d'Oudalle et de Sandouville.

Le dossier se rapportant à ces enquêtes, qui se déroulent pendant 31 jours consécutifs, du 5 juin au 5 juillet 1990 inclus, est mis à la disposition du public :

- à la sous-préfecture du Havre les lundis, mardis, mercredis, jeudis, vendredis de 8 h 30 à 16 h, les samedis de 10 h à 12 h (dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie d'Oudalle les lundis et jeudis de 14 h à 16 h, les vendredis de 14 h à 15 h, les samedis de 11 h à 12 h (mardis, mercredis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- à la mairie de Sandouville les lundis de 14 h 30 à 16 h, les mardis et jeudis de 17 h à 19 h, les vendredis de 10 h à 11 h (samedis, dimanches et jours fériés exceptés).

Afin que chacun puisse en prendre connaissance et consigner, éventuellement, ses observations sur les registres d'enquêtes ou les adresser, par écrit, au président de la commission d'enquête à l'adresse de la sous-préfecture du Havre ou de ces mairies.

Pendant la durée des enquêtes un dossier technique sera également déposé à titre d'information tous les jours (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) à la préfecture de la Seine-Maritime, direction départementale de l'Équipement, cité administrative, rue Saint-Sever, à Rouen, les observations du public.

La commission d'enquête sera présidée par :

- M. Maurice Roy, ingénieur général des Ponts et Chaussées honoraire, demeurant 5, avenue Louise, 95230 Soisy-sous-Montmorency.

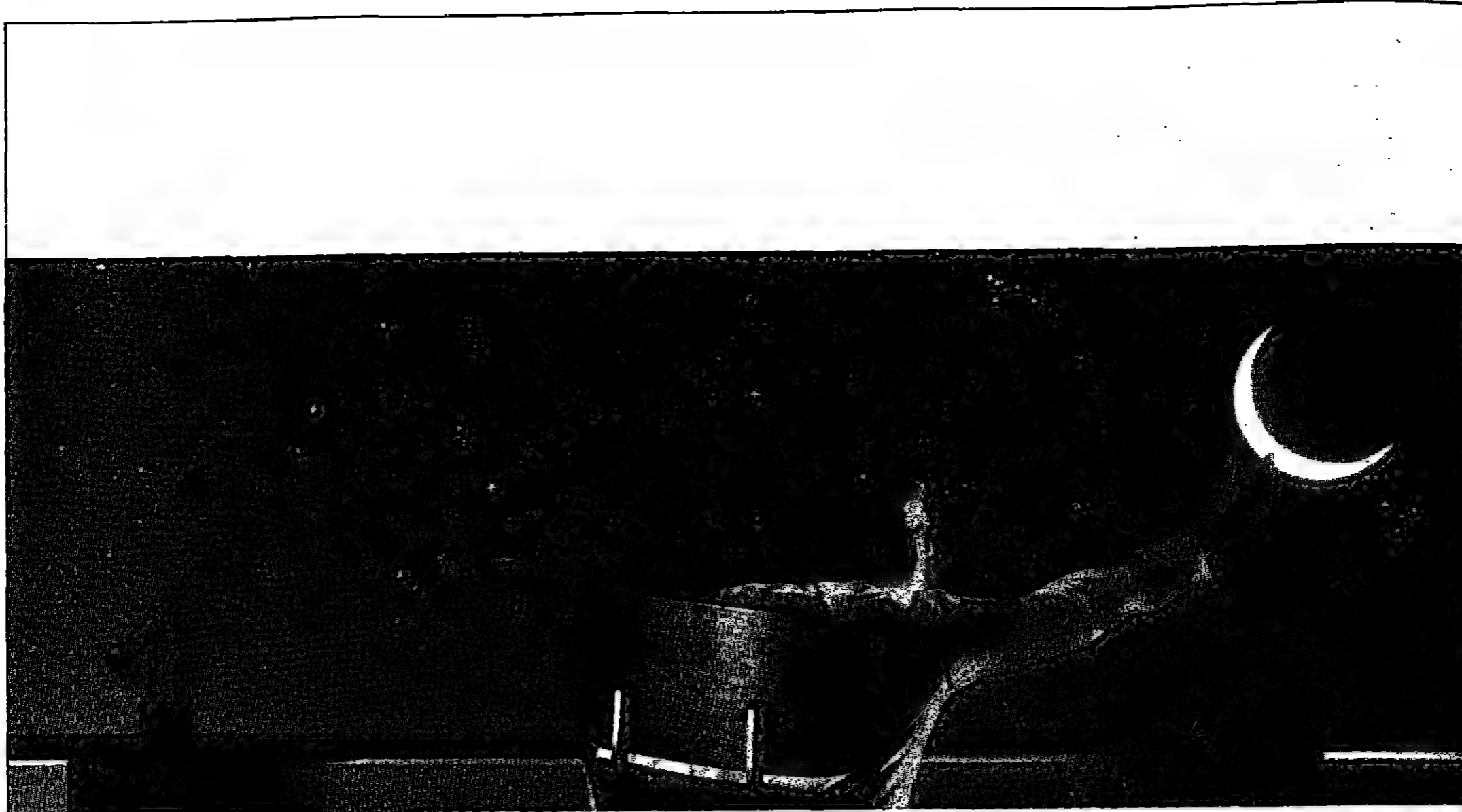
Avec lequel siègeront :

- M. Paul Collette, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat en retraite, demeurant 12, rue des Fonds-Thiriel, 76130 Mont-Saint-Aignan ;
- M. Rémy Daversin, ingénieur retraité de l'Ecole supérieure des géomètres experts et topographes, demeurant 1, résidence de Guise, 76260 Eu.

Une copie du rapport et des conclusions de la commission d'enquête sera déposée aux mairies d'Oudalle et de Sandouville, à la sous-préfecture du Havre, à M. le directeur départemental des Infrastructures, à M. le président du tribunal administratif de Rouen, ainsi qu'à la préfecture de la Seine-Maritime, direction départementale de l'Équipement, cité administrative, rue Saint-Sever, à Rouen.

Les demandes de communication de ces conclusions devront être adressées à M. le préfet de la Haute-Normandie, préfet de la Seine-Maritime (adresse ci-dessus).

LE PRÉFET.



Si  
vous n'avez pas  
une minute  
à perdre  
mais dix ans  
à gagner

**LE FIT OUVRE SES PORTES  
AU CNIT DU 9 AU 12 OCTOBRE  
SUR INVITATION**

Système d'information et compétitivité de l'entreprise... Vous allez pouvoir approfondir le sujet dans des conditions inédites, avec tous les acteurs impliqués - constructeurs, SSII, opérateurs de télécommunications, utilisateurs, réunis pour la première fois dans une même manifestation : le FIT Forum de l'Informatique et des Télécommunications.

**Pour les décideurs, exclusivement**

Vous êtes dirigeant d'entreprise, directeur de système d'information ou responsable d'une direction fonctionnelle ? Le FIT va vous passionner. Pendant 4 jours vous serez en mesure de faire le point sur les interactions entre stratégie d'entreprise et solutions informatiques. Conçu pour les décideurs, le FIT vous accueillera uniquement sur invitation.

**La participation des plus grands**

Organisé par les instances professionnelles, rassemblant les constructeurs, les SSII et les utilisateurs les plus innovants, le FIT va vous permettre de rencontrer ceux qui conçoivent, préconisent et mettent en œuvre les technologies de l'information de demain.

**Un lieu privilégié d'échanges**

Pendant 4 jours, le FIT fera de Paris la capitale européenne de l'informatique et des télécommunications. Plate-forme de rencontre et d'échanges, le FIT comprend trois parties complémentaires :

**La Convention Internationale du FIT :** les grands enjeux des dix ans à venir y seront exposés et commentés. Dans ce cadre, dirigeants et experts de tous horizons feront progresser votre propre réflexion.

**Les Ateliers du FIT :** séances de travail thématiques par petits groupes, vont apporter des éléments de réponse aux questions pratiques que se posent les responsables du développement d'applications et les chefs de projets.

**L'exposition du FIT :** vous permettra aussi de dialoguer en un même lieu, et au plus haut niveau, avec les principaux intervenants du marché. La compétitivité de votre entreprise constitue votre priorité absolue ?

Alors, prenez une minute, une seule minute, pour nous contacter. Nous ne vous révélerons pas tout de suite comment gagner dix ans, mais vous saurez comment recevoir votre invitation au FIT. Pour en savoir plus, merci d'appeler l'un des numéros ci-dessous ou de nous adresser, simplement, votre carte professionnelle.

**FIT Information**

77, rue d'Uzès 75002 PARIS  
Téléphones : 40.39.16.90 - 40.39.16.91  
36 14 VISITEXPO



**VOTRE ENTREPRISE  
A TOUT A Y GAGNER**

**FORUM DE L'INFORMATIQUE  
ET DES TELECOMMUNICATIONS**

es Lloyd's pe

es Lloyd's pe

es Lloyd's pe

es Lloyd's pe

es Lloyd's pe

es Lloyd's pe

es Lloyd's pe

es Lloyd's pe

es Lloyd's pe

es Lloyd's pe

es Lloyd's pe

es Lloyd's pe

es Lloyd's pe

es Lloyd's pe

es Lloyd's pe

es Lloyd's pe

es Lloyd's pe

es Lloyd's pe

es Lloyd's pe

es Lloyd's pe

es Lloyd's pe

es Lloyd's pe

es Lloyd's pe

es Lloyd's pe

es Lloyd's pe

es Lloyd's pe

es Lloyd's pe

es Lloyd's pe

es Lloyd's pe

es Lloyd's pe

es Lloyd's pe

es Lloyd's pe

# Le Monde

## AFFAIRES

### Les Lloyd's perdent de leur belle assurance

Catastrophes écologiques en chaîne et mutations profondes du marché, il faut en ce moment beaucoup de flegme aux opérateurs du plus célèbre assureur mondial

LONDRES

correspondance

**P**ERSONNE n'a jamais pu lire sur le visage de Christopher Rome, un des courtiers opérateurs (underwriters) des Lloyd's de Londres. Toujours la même impassibilité dans les situations, les plus dramatiques, la même maîtrise de soi devant les sinistres ou autres événements épouvantables qui ne cessent de déferler sur le numéro 1 mondial de l'assurance.

Toutefois, quand, le mois dernier, un courtier agissant pour le compte d'une multinationale du pétrole est venu le voir dans son box de rock chair aux banquettes vertes pour obtenir le renouvellement d'une couverture tous risques, le directeur du groupe d'assurances (syndicat) « 662 » s'en est passé pour une fois des mille politesses exigées d'usage : « Ce sera très dur ». Malgré des relations personnelles tissées au fil des ans avec ses confrères partageant le même pedigree, les mêmes manières et valeurs, ceux-ci se sont fait longtemps prier avant de prendre en charge leur quota des risques de pollution des côtes de la mer du Nord, d'interruption de la production des plateformes et la note des honoraires d'avocats.

Série

Une semaine extrêmement de pluie a été nécessaire à cet événement quel que heures suffisantes pour remplir le « slip », le morceau de carton que signent de leurs initiales, après avoir tamponné, les participants à la réassurance. Résultat : le client a dû payer 50 % plus cher pour un contrat bien plus restreint. En effet, ces jours-ci, personne ne se lasse plus à couvrir certains risques. La liste noire comprend pêle-mêle la pollution industrielle, les erreurs de fabrication ou le sabotage, les méfaits de l'asbestose provoquée par la poussière d'amianto ou les dépenses légales.

Christopher Rome ne se plaint plus à l'égard de cette image quasi surréaliste

d'un opérateur-gentleman merveilleusement lisse et que rien n'atteint. Il est aujourd'hui dans ses petits souliers. Son « syndicat », spécialisé dans le secteur énergétique, plus particulièrement dans les compagnies pétrolières, a été sévèrement frappé par la série noire de catastrophes qui ont ébranlé ce « club » plus que tricentenaire. La facture de la destruction de la plateforme Piper Alpha, en 1988, est estimée à 1,5 milliard de dollars ; le coût de l'incendie de l'usine pétrochimique de Pasadena (Texas), l'an dernier, à 1,4 milliard, celui du nettoyage de la pollution causée par le tanker Exxon-Valdez devrait se chiffrer à plusieurs milliards. Une ardoise telle que, pour la deuxième fois de son histoire, le « 662 » accusera une perte pour l'exercice actuel.

La série noire de tragédies a affecté l'ensemble du marché. Selon un rapport de la compagnie zurichoise Schweizer Ruck, spécialiste de la réassurance, le fardeau pour les assureurs des principales catastrophes survenues en 1989 dépassera 13 milliards de dollars, dont les deux tiers à charge des Lloyd's. « Les contrats étaient tous jours compte de la possibilité de gros sinistres. Mais, à la lumière de la fréquence et de la sévérité de ces tragédies, on peut se demander si certains risques ne sont pas devenus trop lourds pour être couverts », s'interroge le patron du « 662 », se faisant l'écho du pessimisme prévalant désormais sous les vitraux dépolis du siège de Lime Street. La grappe est tendue, comme il se doit dans un tel univers fait de trois siècles d'habitude, mais l'inquiétude est bien réelle. Traditionnellement, la réputation des Lloyd's repose sur leur capacité d'assurer tout et n'importe quoi. Du palais d'un député de l'opposition jusqu'à la bombe by-ville Guillem, en passant par le Concorde ou la possibilité de découverte du monstre du Loch Ness. Les sinistres excluent seulement les risques financiers, les dommages de la guerre terrestre et les centrales nucléaires. Or voilà que, ces derniers temps, ce sanc-



Le siège des Lloyd's à Londres

tuaire du capitalisme d'Albion renaît à souscrire certains polices.

Ainsi, depuis le passage de l'ouragan Hugo, en septembre 1989 (coût : 6,5 milliards de dollars), certains souscripteurs abandonnent les Caraïbes. D'autres s'interrogent sur un boycottage de la Californie après le vote de la proposition 103, qui les oblige à redonner un quart des primes automobiles aux assurés. La durée des contrats couvrant les risques politiques en Europe de l'Est (confiscations, entraves bureaucratiques) est désormais limitée à trois ans, une période ridicule pour des investissements à long terme. Pour s'assurer contre l'interruption de production provoquée par une erreur humaine, le montant des compensations est limité à des sommes dérisoires. Ainsi, quelques mois avant le retrait du marché mondial, en février, de 160 millions de bouteilles pour quelques traces de benzène, un groupe des Lloyd's avait proposé à Fortier une police de 2 millions de livres (20 millions de francs). Le préjudice causé à la firme de Vergès devait atteindre 40 millions.

Structure

« captive »

Pour les clients de longue date de cette institution unique qui fut maître des océans et géant d'un empire sur lequel le soleil ne se couchait jamais, la pilule est amère à avaler.

« Les risques que le marché refuse dorénavant d'assurer sont primordiaux dans notre branche d'activité. Cette attitude pousse et incite à l'innovation et à la créativité. C'est pourquoi nous nous efforçons de développer la capacité d'innovation et d'expertise sont présentes. » Richard Reddaway, directeur du département « gestion des risques » (risk management) du géant britannique de la pharmacie Glaxo, n'est pas un adepte de l'art de la litote grâce auquel on dit des choses sans employer les mots les plus vagues aux Lloyd's. A l'instar des autres sociétés multinationales de la chimie, du pétrole ou de l'aviation, Glaxo a été contraint de créer sa propre mini-compagnie d'assurances. Une « captive », comme on dit dans le jargon, qui assure sur les fonds propres de la société. A l'instar des autres sociétés multinationales de la chimie, du pétrole ou de l'aviation, Glaxo a été contraint de créer sa propre mini-compagnie d'assurances. Une « captive », comme on dit dans le jargon, qui assure sur les fonds propres de la société.

« Ils nous enlèvent ce qui constitue notre fonds de commerce, les bons risques qui rapportent de l'argent, pour ne nous laisser que les mauvais. Or, pour gagner de l'argent, nous avons besoin d'un mélange des deux », se plaint Richard Hazell, chef du « syndicat 190 », spécialiste des États-Unis, où la société « captive » est très en vogue. Encore que, contraintes de se rassurer auprès des Lloyd's, ces captives ne constituent pas de réels concurrents. Si, derrière leur légendaire sérénité, on les sent braver, les « hommes » de Lime Street, c'est que de redoutables rivaux commencent à s'agiter sur les créneaux traditionnels de la corporation. Par exemple, l'Institut des souscripteurs de Londres (Institute of London Underwriters), qui regroupe une centaine de compagnies mondiales. Dont des poids lourds Cigna (États-Unis), Allianz (RFA) et Commercial Union (Grande-Bre-

tagne), qui, grâce à une utilisation intensive de l'informatique, proposent des tarifs tout à fait concurrentiels. Le London Underwriting Centre s'attaque, lui, au marché de la réassurance, la spécialité maison, qui rapporte entre 60 % et 70 % des revenus des « syndicates ». Sans oublier le défi des petits concurrents, qui mordent les jarrets des Lloyd's en poursuivant une rentable stratégie de niche. Comme Kirk Horses Insurance Inc, assureur du Kentucky, qui, en peu de temps, a capturé 20 % du marché des tour-pang.

Course

au gigantisme ?

Le maintien d'une fiscalité différente sur les primes d'assurance dans les différents pays membres demeure un important obstacle au niveau des Douze : « On pourra, cet été, acheter une police d'assurance globale dans la CEE. La multinationale devra ensuite redistribuer le risque entre les différents pays d'implantation, où existent des taxes différentes. C'est une course à la baisse des prix, à la tentation de s'assurer en Grande-Bretagne, où l'Etat ne perçoit aucun impôt sur les primes. C'est du protectionnisme déguisé », se plaint Nicholas Davenport, un courtier auprès de Willis Faber. Richard Reddaway, lui, accuse calmement le héraut des Lloyd's de « complaisance insulaire » : « Ils n'ont pas fait le forcing qu'il fallait auprès de Bruxelles. Ils voyagent trop peu. Peut-être est-ce le poids de l'habitude d'attendre que les gens viennent les voir. »

Si les naufrages ne sont plus annoncés comme par le passé par un tintement de la célèbre Lutine, la cloche du galion français capturé par la Royal Navy, les Lloyd's ont fait preuve de la même mobilité du navire qui laisse de l'écurie, pas de sillon. De nouvelles formules de packagages deals, proposées par des courtiers dynamiques pour couvrir toute la panoplie des risques difficiles que le marché londonien refuse, l'atteste. Willis Faber se déclare prêt à prendre en charge la

pollution graduelle, moyennant un audit régulier de l'état des décharges toxiques réalisées par ses propres ingénieurs. Commonwealth Risk Services propose au client une sorte de partenariat, l'assuré réglant une partie de la prime en acquittant des titres de la compagnie. D'autres offrent un rachat-lancement sur cinq ans du paiement des primes en cas de gros sinistre pour protéger le bilan des contractants.

A qui perd gagne ? C'est le pari difficile des Lloyd's, qui comptent bien remonter en leur faveur leur déconvenue actuelle. La déréglementation prévue pour l'an prochain est justement destinée à mieux exposer les Lloyd's aux vents de la concurrence mondiale. Quatre ans après le big bang boursier londonien, la « vieille dame » met à son tour au rancart ses vieilles valeurs. Les barrières qui remontent à la nuit des temps entre les quatre grands marchés (maritime, aviation, transport routier, non-marin) doivent théoriquement tomber au printemps 1991. Désormais, les « syndicates » pourront s'allier et fusionner. « La complexité des risques transcende ces divisions. L'assurance d'une compagnie pétrolière ou du transport sous le drapeau britannique sous les marchés à la fois », déclare Christopher Rome. Une réforme qui est loin de faire l'unanimité, beaucoup craignant le déclenchement d'une course au gigantisme, à la puissance que confère la taille, avec sa moisson inévitable de scandales et d'abus.

L'avenir d'un tel s'agit d'un coup de maître ou d'un coup de poker pour une « Source » dont la devise, « Confiance » et « Fidélité », est à elle seule tout un programme. Pour affronter les nouveaux vents du large, les hommes des Lloyd's auront besoin de leur redoutable doigté qui fait merveille dans l'exercice de leur sport préféré, le golf, à en croire le dernier sondage du Lloyd's Leg, le journal d'entreprise.

MARC ROZEN

### Un « nom » bien français

On ne présente plus Jean Arvis, PDG du groupe Victoire. Ce vibrant de l'assurance a conquis la Colonie, le numéro deux de l'assurance en RFA, soufflé Nieuw Rotterdam, une compagnie néerlandaise, au nez et à la barbe du Gan et tente maintenant de faire la pige à Allianz, le numéro un de l'assurance en Europe, en prenant d'assaut la monopole des allemands de l'assurance. Ce que l'on sait moins c'est que Jean Arvis est l'un des rares assureurs français (l'autre est Nicolas Clive Worms, patron du groupe Worms et de la compagnie d'assurances Athena) à être aussi membre des Lloyd's à titre personnel.

Le prestigieux groupe d'assurances britannique bien connu des courtiers français est très peu fréquenté par les assureurs eux-mêmes qui regardent le monstre avec une certaine méfiance. Il est vrai que pour être admis dans le saint des saints, Jean Arvis a dû être parrainé. Deux présidents de cabinets de courtage britanniques l'ont introduit auprès des agences qui gèrent les différents syndicats. « Comme ils étaient eux-mêmes membres des Lloyd's depuis quarante ans, et qu'ils n'avaient jamais eu de déboires, je me suis inscrit dans les mêmes syndicats qu'eux. »

Depuis 1985, Jean Arvis est présent dans trois syndicats de marine, deux syndicats autos, deux syndicats avions, deux syndicats vie et trois « non marine, ce qui signifie qu'ils font un peu de tout ». Mais avant d'être adoubé, il a dû satisfaire aux exigences de solvabilité de la compagnie. On ne peut devenir membre des Lloyd's que si l'on dépose une caution (en l'occurrence 1,5 million de francs) qui couvre, aux deux tiers au moins, ses engagements. Jusqu'à présent, Jean Arvis n'a pas eu

à se plaindre, les résultats des syndicats dont il est membre ayant été bénéficiaires.

Pour l'année 1987, dont les comptes ont fini d'être établis en 1990, Jean Arvis ne s'en tirera pas trop mal non plus. Son agent (chaque membre est représenté par un agent) l'a averti, il y a peu, qu'un chèque lui parviendrait bientôt. Pour 1988 et 1989, il faudra attendre. Les bilans n'ont pas encore été établis.

Une place

unique au monde

Crise ou pas, le patron de Victoire n'a nulle intention d'abandonner. Les Lloyd's restent selon lui une place unique au monde, « toutes les tentatives pour la détruire ayant échoué ». En revanche, certains handicaps n'iraient d'être étudiés de près. Ainsi, les règles « prudentielles » représentent un problème dans la mesure où les plus-values sur actions sont quasi absentes du bilan. Les primes des assurés sont en effet placées à 95 % en obligations, au lieu d'être panachées comme ailleurs entre les actions, les obligations et l'immobilier. La sécurité en est certes accrue, mais le rendement diminué.

De plus, estime Jean Arvis, la gestion est lourde et a besoin d'être modernisée. Enfin, dernière critique, les Lloyd's ont délaissé de dynamiser leur distribution. Jusqu'à aujourd'hui, un courtier devait aller à Londres pour assurer un client. « Ils n'ont fait aucun effort pour aller au-devant des entreprises. Mais cela va changer. » Depuis plusieurs mois, les Lloyd's mettent au point une stratégie de redéploiement. Inonder l'Europe de propositions et de produits n'est sans doute pas au-dessus de leurs moyens.

YVES MAMOU

### La piraterie maritime pavillon haut

Des cargaisons qui disparaissent le long des côtes libanaises aux bateaux coulés au large de l'Afrique en passant par le déchargement de matières toxiques au large, aux attaques des pirates en mer de Chine... pour Eric Ellen, directeur du Bureau maritime international, basé à Londres, la piraterie en mer a coûté l'an dernier quelque 10 milliards de dollars aux compagnies d'assurance.

Des exemples ? Ce navire « fantôme », en mauvais état, qui bat pavillon provisoire honnête, dont l'identité a été falsifiée et qui est confiée une cargaison de produits chimiques à destination de Canton (Chine).

Le capitaine conduit le navire à l'abri, vers le large, puis s'en va le navire. Les Lloyd's ont payé

sans ciller l'assurance. Les zones découpées par les pirates d'aujourd'hui sont l'Afrique occidentale (contrebande de containers), Singapour et le détroit des Moluques, les Caraïbes et la Colombie (trafic de drogue), les Philippines, la Grèce ou le Liban, préfèrent fermer les yeux : « Nous avons beaucoup de problèmes avec les pays qui ont été exclus d'Interpol pour des motifs politiques comme Taiwan, l'Afrique du Sud et l'Iran et qui se lavent les mains de ce qui se passe dans leurs ports. La plupart des gouvernements ne s'intéressent pas à ce qui se passe en dehors des eaux strictement territoriales. Et pour l'opinion l'image du pirate a un côté romantique indéfectible », explique Eric Ellen.

L'ordinateur de l'organisation d'Eric Ellen, un ancien chef de la police du port de Londres, possède plus de douze mille noms de navires. Dans la plus pure tradition des polars de Hemmet, les « privés » du Bureau sont payés par les

Lloyd's 250 livres (2 500 F) la

journée d'enquête.

Certains pays, comme les Pays-Bas, collaborent étroitement avec le Bureau maritime international, d'autres, comme les Philippines, la Grèce ou le Liban, préfèrent fermer les yeux : « Nous avons beaucoup de problèmes avec les pays qui ont été exclus d'Interpol pour des motifs politiques comme Taiwan, l'Afrique du Sud et l'Iran et qui se lavent les mains de ce qui se passe dans leurs ports. La plupart des gouvernements ne s'intéressent pas à ce qui se passe en dehors des eaux strictement territoriales. Et pour l'opinion l'image du pirate a un côté romantique indéfectible », explique Eric Ellen.

M. R.

### L'exode des petits porteurs

Les Lloyd's doivent faire face au désenchantement de ses membres, les fameux « noms » (names), responsables sur l'insécurité de leur fortune et contraints d'éponger les pertes importantes de leurs syndicats, conséquence notamment de la succession de catastrophes.

Depuis l'an dernier, près de 2 300 investisseurs (les fameux « noms ») ont démissionné de la Bourse, fondée sur la responsabilité collective et le partage des risques, qui compte plus de 28 700 membres.

Pris à la gorge, de nombreux petits porteurs préfèrent rendre leur tablier. Une hémorragie qui s'est aggravée depuis le 1<sup>er</sup> janvier lorsque le niveau minimal d'épargne liquide nécessaire pour devenir membre des Lloyd's est passé de 100 000 à 250 000 livres (1 million de francs à 2,5 millions). Tout membre doit aussi déposer auprès du Lloyd's une substantielle garantie en titres, actions et obligations couvrant 30 % de la valeur de son placement auprès des différents « underwriters ». Il doit être par-

raîné par deux membres, dont son agent chargé de gérer son placement. « Les pertes importantes de nombreux syndicats qui seront rendues publiques cet été vont mettre sur le sable du beau monde », prédit un courtier, en songeant aux atterres royales, châteaux, membres de la « jet set » et autres vedettes du rock qui ont placé leur fortune entre les mains des « gents » au costume sombre, cravate sobre, souliers noirs.

« Nos membres sont très loyaux. Ils accepteront de supporter un déficit deux ou trois années d'affilée, mais pas au-delà. Nous ne pouvons pas rester les bras croisés devant une telle menace », s'exprime Michael Williams, un souscripteur spécialisé dans le bassin Pacifique.

Signe des difficultés actuelles : la création à la fin de l'année dernière d'un « Hardship Committee », un comité spécial d'assistance aux membres qui ont du mal à satisfaire à leurs obligations financières. « Il faut savoir atténuer le fardeau et se départir d'une application trop rigide des principes des Lloyd's. »

Nous ne poussons jamais quelqu'un à la ruine. Nous discutons avec lui de ses possibilités financières pour réajuster ses remboursements », nous explique sa présidente, M<sup>me</sup> Mary Archer, première femme à être élue en 1988 au conseil d'administration d'un des derniers temples de la suprématie masculine. « A terme, le départ des petits porteurs va renforcer notre capacité financière dans l'intérêt de la solvabilité du marché et de la sécurité des polices d'assurance », assure l'épouse du romancier de politique-fiction, Jeffrey Archer, lui aussi un « nom » des Lloyd's.

Malgré les déboires récents, les gens des Lloyd's préfèrent parler de « placement de bon père de famille » bénéficiant d'un grand cachet mondain, dont le rendement annuel peut varier entre 30 % pour les années prospères et 10 % pour les périodes creuses. Les plus prudents peuvent toujours contracter une assurance contre certaines pertes... auprès du Lloyd's.

M.R.

## AFFAIRES

# Philips : sous la crise,

## Aux Pays-Bas, la crise directoriale de la multinationale

### Mais à Eindhoven on fait le dos rond

AMSTERDAM

de notre correspondant

Le hasard ne fait jamais si bien les choses que lorsque la concurrence s'en mêle. L'allemand Siemens, le français Bull, le finlandais Nokia, l'américain Apple, le britannique ICL et, bien sûr, IBM : tous ces rivaux de Philips ont publié de cinquantes publicités dans le numéro du 26 mai de l'hebdomadaire néerlandais *Elsevier*, qui, pris de court par la démission surprise du président de la multinationale d'Eindhoven, M. Cornelius Van der Klugt, le 14 mai, n'avait pas pu traiter complètement du sujet dans son édition du 19.

Mais Philips n'a rien perdu pour attendre. Sept jours plus tard, *Elsevier* a consacré sa couverture et l'article correspondant à son futur-successeur directeur, M. Jan Timmer, qui prendra les commandes le 1<sup>er</sup> juillet. On l'y voit dépeint sous les traits de Superman - tunique ras du cou, regard d'acier et moue dédaignée - et affublé d'un qualificatif proportionnel à son physique comme aux espoirs placés en lui : le super-canon !

L'audace n'est pas la marque première du journalisme néerlandais, et l'épithète attribuée au successeur de M. Van der Klugt est à la limite de l'outrance, mais l'image du « sauveur » inspirée par M. Jan Timmer joue la caricature : elle révèle l'intensité du choc occasionné aux Pays-Bas par les rumeurs au sommet d'une entreprise qui occupe une place particulière dans le tissu économique comme dans l'inconscient collectif néerlandais.

Philips est en fièvre, les Pays-Bas frissonnent. Jusqu'à la « privatisation des PTT », le 1<sup>er</sup> janvier dernier, la multinationale de l'éclairage et de l'électronique était le premier employeur du pays. Une couronne

qu'elle n'a pas totalement perdue si l'on ajoute à ses 65 000 salariés les quelque 50 000 personnes qui en dépendent indirectement, qu'elles travaillent dans l'un des 12 000 commerces qui vendent les produits Philips ou dans l'une des 13 000 entreprises auprès desquelles le groupe se fournit. Bon an, mal an, Philips achète ainsi pour environ 10 milliards de francs de produits « made in Holland ».

Si elle n'est plus le « modèle social » - d'abord paternaliste puis, ce concept passé de mode, consensuel - longtemps cité en exemple, Philips reste une société symbole de l'économie néerlandaise par sa propension à réduire le monde aux dimensions d'un village et à se trouver à la pointe des « besoins » du marché : la lampe à incandescence, la cassette audio, le disque compact, le vidéo-disque compact et le disque laser sont tous à tour nés sur les planches à dessin de ses laboratoires néerlandais.

Philips engage d'ailleurs 60 % de ses frais de recherche et de développement (13,5 milliards de francs cette année) aux Pays-Bas, souligne la publication *Technopolis*, du service scientifique de l'ambassade de France à La Haye.

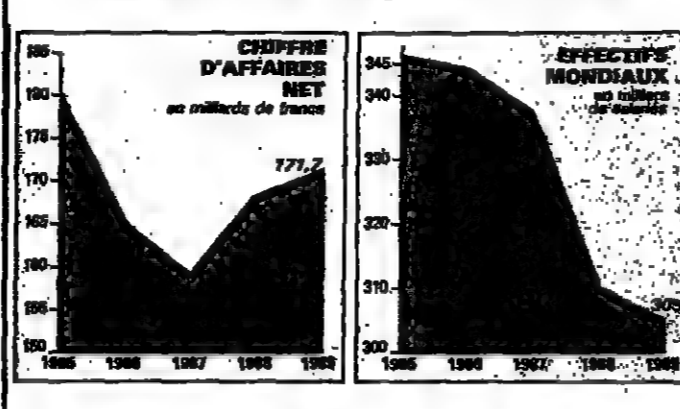
#### Sentiment d'amerlume

Philips ne se conçoit pas ailleurs qu'aux Pays-Bas - où se trouvent encore son centre de décisions et 54 % de ses actionnaires - et ceux-ci n'imaginent pas leur paysage économique sans Philips. Aussi, la crise a-t-elle provoqué des réactions inattendues, dignes d'une relation passionnelle. A l'initiative d'un de ses membres, la commission des affaires économiques de la Deuxième Chambre (des députés) avait décidé, dès le 10 mai, d'« inviter » la direction de Philips à venir s'expliquer devant elle, et donc devant le pays, sur la

situation de l'entreprise. « Ce n'est pas l'affaire du Parlement », dit, sans ambages, M. Hans Moeliker, responsable du bureau Philips chargé, à La Haye, des bonnes relations avec les pouvoirs publics. Mais, tout en s'étonnant de la curiosité des parlementaires, M. Hans Moeliker feint de « comprendre leur envie de comprendre ». Et si Philips n'a pas encore répondu à leur invitation, il est disposé à le faire et à exposer « sa stratégie industrielle et la situation des marchés ».

inquiète. Etendue, parce que la direction de Philips avait annoncé des chiffres qui ne concordent pas avec la réalité. Inquiète, parce que Philips malade, c'est la technologie européenne qui est atteinte. Les subsides gouvernementaux que Philips reçoit au titre de l'aide publique à la recherche, notamment en matière de puces électroniques superpuissantes (programme européen JESSI), ne sont, bien sûr, pas étrangers à cette sollicitude officielle, qui reste néanmoins discrète.

#### Des efforts de productivité...



Que les députés ne comptent toutefois pas sur la visite des plus hauts responsables du groupe : ceux-ci n'ont de comptes à rendre qu'à l'assemblée générale des actionnaires, laisse entendre notre interlocuteur qui balance entre l'irritation et le fatalisme face à l'intérêt manifesté par la classe politique.

Un même embarras est perceptible au ministère des affaires économiques : « La réaction du Parlement est exagérée », dit un haut fonctionnaire, avant de lâcher que l'administration aussi est « à la fois étonnée et

Le résultat, peut-être voulu, de ce recroquevillement est que la ou les raisons profondes de la crise qui s'est soldée par le spectaculaire départ de M. Van der Klugt - une « démission volontaire », selon l'intéressé - restent bien mystérieuses.

Les résultats du premier trimestre 1990 ? De janvier à mars, la multinationale Shell, le transporteur aérien KLM, la compagnie d'assurances nationale Nederlandse ou le constructeur de camions DAF ont vu leurs actifs régresser, mais leurs présidents n'ont pas pour autant pris la porte.

Rendues publiques le 3 mai, ces contre-performances inattendues ont

valu dès le lendemain à Philips une volée d'articles extrêmement virulents. Les journaux ont disputé, plusieurs jours durant, une partie acharnée de chambre-chaud n'épargnant rien ni personne : de la rumeur d'un délit d'initié impliquant la famille de M. Van der Klugt (colporté en France, elle a créé un certain émoi au secrétariat général de la présidence de la République où l'on n'a pas oublié que le président de Philips porte la Légion d'honneur) à l'implantation de Philips à Eindhoven, ville provinciale indigne d'une entreprise de cette taille, en passant par l'esprit « petit fonctionnaire » qui imprégnerait un groupe « bureaucraté » à l'excès !

Si elle avait pour but de faire sortir Philips de sa traditionnelle réserve, cette mobilisation « anti-Eindhoven » a largement échoué : Philips s'est, au contraire, refermé dans sa coquille et fait le dos rond, se refusant à commenter jusqu'aux informations de nature industrielle. « Nous avons une pile d'articles comme ça », affirme M. Piet Brouwers, numéro deux du service de presse, en ouvrant grands les bras. Mais nous ne les avons pas lus : ils en disent certainement plus long sur l'état de la presse que sur Philips !

Une baisse du bénéfice net provient de l'exploitation normale de l'entreprise ? Elle est intrinsèquement vertigineuse et les 6 millions de florins (18 millions de francs) dégagés par Philips sur la vente de ses produits industriels sont d'autant plus modestes que la cession des actifs de défense aux Pays-Bas, en Belgique et en France à Thomson a rapporté, dans le même temps, cinquante-cinq fois cette somme.

D'où une question : Philips ne gagnerait-elle de l'argent qu'en désinvestissant ? Mais la réponse n'est pas originale : au cours des trois derniers exercices, le bénéfice net total de l'entreprise a été de 41 % en moyenne à la vente d'actifs, mais la production des gros appareils électroménagers, les activités dans la technologie militaire ou 20 % du capital de la maison de disques Polygram.

La productivité de Philips serait insuffisante et sa rentabilité presque dérisoire ? Oui, mais ces faiblesses ne sont pas nouvelles. Avec un chiffre d'affaires moyen de 100 000 dollars par salarié, Philips est, de notoriété publique, moins efficace que General Electric (186 000 dollars) ou Sony (206 000 dollars). Par ailleurs, son bénéfice net total a représenté 1,54 % du chiffre d'affaires en moyenne de 1983 à 1988 et a fait un saut à 2,39 % en 1989.

La situation de Philips dans la micro-électronique (voir encadré) serait dramatique ? Certes, mais la multinationale néerlandaise n'est pas seule dans ce cas.

En dernier ressort, la chute de M. Cornelius Van der Klugt semble devoir beaucoup, sinon tout, à l'aspect de désinvolture avec laquelle les mauvais résultats trimestriels ont été présentés (*Le Monde* du 16 mai).

En se déclarant, avec une franchise aux confins de l'ingénuité,

## IL SERAIT TEMPS DE VOIR LE BÉTON AUTREMENT.



Le Monde

# a crise

Pour ceux qui ne sont pas satisfaits de leur situation actuelle, il y a une solution : la formation. C'est ce que nous proposons dans ce numéro spécial. Nous vous présentons une série de programmes de formation qui vous permettront d'acquiescer avec la situation actuelle et de vous préparer à l'avenir. Ces programmes sont conçus pour vous aider à mieux comprendre la situation actuelle et à mieux vous préparer à l'avenir. Ils sont conçus pour vous aider à mieux comprendre la situation actuelle et à mieux vous préparer à l'avenir.

# le psychodrame

*est une affaire nationale.  
et l'on se réorganise*

« *Entrée* » par des entrées sont cités à l'avant sans connaissance que quelques jours plus tôt et en de très étroitement que par référence aux mouvements des parties montantes et à la hausse des taux d'intérêt, la direction de Phillips a mis sur bien des lèvres une question brutale : « Y a-t-il un pilote dans l'avion ? » La seule façon de prouver la présence du pilote était donc de le faire affirmer de recouvrer la crédibilité des milieux financiers et de créer un choc dans l'entreprise, voire dans l'opinion publique.

L'un de n'être qu'un episode malheureux dans l'histoire, des tumultes des dernières années, de Philipp, la crise en cours a prévu, particulièrement mais les hommes certaines carences d'ordre organisationnel. La mauvaise circulation de l'information au sommet de l'entreprise, selon la presse néerlandaise.

l'illustration de la lourdeur des structures d'un groupe centralisé, hiérarchisé à l'extrême, mais à même temps handicapé par la dilution des responsabilités. C'est d'ailleurs à ce tournant qu'est attendu le «*volvé homme fort*» d'Eindhoven, le «*grand homme*» d'Auvers, le «*grand homme*» de la petite ville de la région de la capitale, par laquelle se crée la petite division d'«*affaires générales*», un jour, comme la société fut restructurée, la division d'«*affaires générales*» fut créée et il avait la responsabilité de cette division.

Dit-il : «*Voilà ce qui coupe les arbres terribles* lesquels les gens possèdent la terre. Nous aurons maintenant avec précision qui est responsable de quoi.»

Autre anecdote, vieille de quelques semaines. M. Jan Timmer doit présider une réunion de managers. Il manque des chaises, et M. Jan Timmer se lachre : « Cela veut dire qu'il y a trop de monde ici. » Les surmorts dont est affubée cette fois de la nature de cinquante-sept ans, qui a

fait toute sa carrière à Philips (une fidélité typique des grands patrons néerlandais), sont éloquentes : l'Oragan, le Bougner, le Tueur et, depuis peu, le Super-Canon.

Déjà, de février dernier, pour  
s'écarter de M. Cornelius Van der  
Krug, le ministre prélat du  
commande avec un mandat sur  
la date prévue (le monde sur  
le mar). Certains connaissent la  
dépendance comme, et le dirigeant  
mal pour les années gelées qui  
s'annoncent. D'autres, enfin, en  
revanche, qu'il n'est pas l'écume de  
la situation et que Philips aurait du  
faire appel à une personnalité extérie-  
rière, capable de le *justifier* sur  
ses *divers* écrits. Homme d'action  
plus que de paroles, M. JAR Timmer  
est jusqu'à présent resté silencieux et  
invisible. Mais nul ne doute qu'il est  
prêt à passer aux actes.

## CHRISTIAN CHARTER

## De lourdes pertes dans l'électronique

« Philips a perdu plusieurs dizaines de millions de francs dans l'électronique ».

Cornelius Van der Klugt avait employé cette vague périphrase, le 1<sup>er</sup> mars, au cours de ce qui allait devenir sa dernière conférence de presse en tant que président du groupe d'Endhoven. Il était alors apparu que le résultat d'exploitation du secteur « communications » avait baissé de 478 millions de florins (1,43 milliard de francs) par rapport à 1985, et celui de la division « appareils à système » d'Arnhem de 228 millions (728 millions de francs) par rapport à 1984 (1,984 millions de francs). Responsables : les circuits intégrés dans le premier cas, les systèmes informatiques et de télécommunications dans le second.

sants» et «appareils et systèmes professionnels» afin de financer leur reconstruction: respectivement 16, puis 24 millions de florins (soit 48 puis 72 millions de francs) et 66 puis 88 millions de florins (soit 198 puis 264 millions de francs).

Cet effort financier n'a pas été consacré en vain, puisque l'Etat, qui avait consommé les crédits intégraux. Certes, les chiffres d'affaires de cette activité a, selon le Bureau d'études Dataquest, regressés de 5 à 6 pour s'établir l'an dernier à 1,7 milliard de dollars (hors non démenti par Phillips). Mais, outre que la demande a commencé de se rétablir aux Etats-Unis, le firme new-yorkaise s'attend à tirer des bénéfices au second semestre des mesures initiées ces quinze derniers mois.

chain, de Gerd Lorenz, membre du conseil de direction. C'est sur le marché des ordinateurs que la firme d'Eindhoven a enregistré sa plus puissante contre-performance.

Selon Dataquest, Phillips a vu ses ventes d'ordinateurs baisser de 40 % par rapport au premier trimestre 1988, perdant ainsi 420 millions de francs.

Les observateurs extérieurs font unanimement valoir que Philips a, en son temps, raté le train de l'ordinateur personnel (PC) et continué à produire des micro-ordinateurs non seulement dépassés par les besoins du marché, mais atteints de surcroît d'un vice rédhibitoire : ils ne sont pas compatibles.

Certains ont spéculé sur la nécessité pour l'entreprise de se

## L'emprise japonaise

**Autre facteur déterminant** pour l'avenir : l'essentiel des investissements pour la mise au point des mégapuces de 1 mégabit et pour leur production a été consenti.

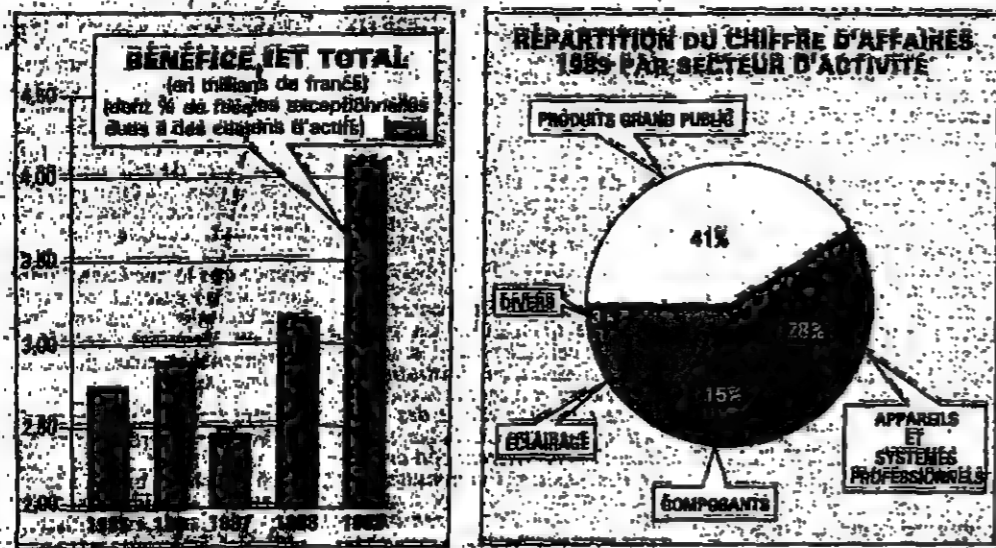
Néanmoins, en que les experts considèrent comme le vrai talon d'Achille du géant néerlandais subsiste : Philips ne produit pas toute la gamme des circuits intégrés. Il en confierait plusieurs fabricants de finis.

En toute hypothèse, la participation de Philips au programme européen Jéssal ne devrait pas être remise en cause. Jan Timmer, son nouveau président, aura demain le même souci que M. Van der Klugt : délivrer le marché électronique européen de l'emprise japonaise.

Dans le domaine des systèmes informatiques, la position de Philips est plus chancelante que dans celui des circuits intégrés: «comme en fait fût le départ» forcé, le 1<sup>er</sup> juillet pro-

C. Ch

**mais une rentabilité encore faible**



MENT.

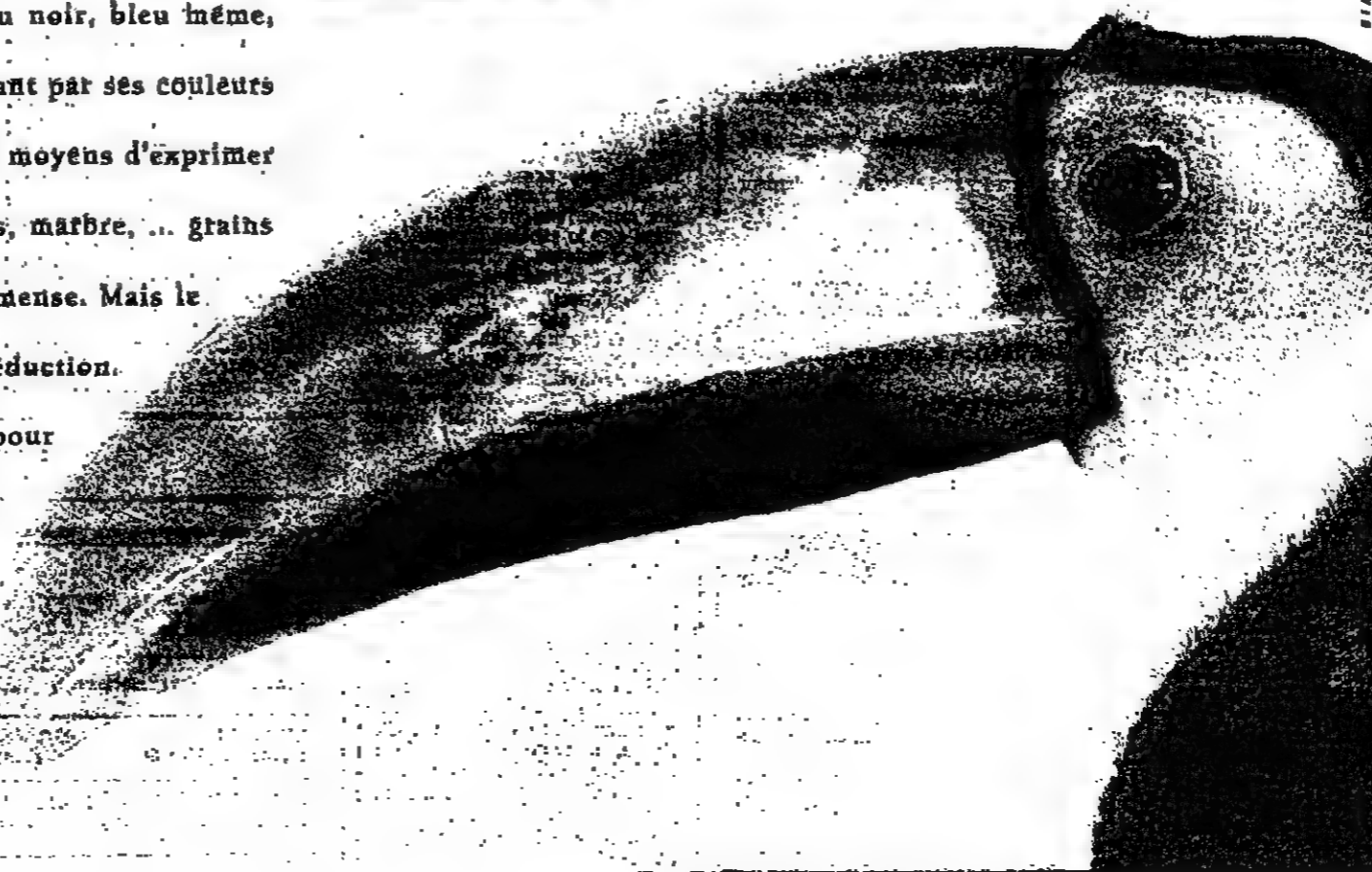
## SI ON REGARDAIT LES BÉTONS SÉDUISANTS ?

La séduction, au moins dans un premier temps, passe par l'apparence. On pourrait presque dire que c'est une affaire de peau. Le béton a longtemps souffert de ce phénomène. Mais aujourd'hui, il change d'aspect à volonté. Sans perdre le moins du monde sa robustesse, il fait patte de velours. Sans abandonner sa durabilité, il s'allège notablement. Sans renier le gris qui se marie avec tout, il adopte d'autres couleurs. Rose ou ocre, blanc ou noir, bleu même, il se met au service de toutes les audaces. Séduisant par ses couleurs et ses formes, il offre aux créateurs, de nouveaux moyens d'exprimer leur talent. Quartz, quartzite, granit, gneiss, grès, marbre, ... grains homogènes ou non, fins ou gros, le choix est immense. Mais le béton ne s'arrête pas là dans son entreprise de séduction. Cannelé pour jouer avec les ombres, rugueux pour dissuader les flâneurs de se frotter à lui, ou poli pour exalter la lumière et repousser la pollution.



il brille de multiples aspects. Malleable, il prend des formes arrondies proches de celles de la vie. Il est multiple, prouvant ainsi sa grande vitalité. On ne peut plus dire le béton, mais les bétons.

# les bétons *vivent*



# Duel au sommet autour de Framatome

Les ministères sont partagés face au dossier Framatome.  
Une affaire qui montre que l'Etat est démunie face à un grand patron du privé, un peu décidé...

**D**ROLE de ronde : traité d'abord par le ministère de l'Industrie, à l'automne, puis par Matisson, au printemps, le dossier Framatome est actuellement... Qu'il s'agit de Bercy, chez M. Pierre Bérégovoy, qui tente de constituer un tour de table d'actionnaires capable de faire barrage aux appétits de la Compagnie générale d'électricité (CGE). Le tout sous l'œil de l'Élysée.

C'est le groupe de BTP Dumez qui a mis le feu aux poudres en décidant de vendre à la CGE les 12 % qu'il détient dans Framatome, permettant à la Compagnie - déjà présente via sa filiale Alstom dans la partie conventionnelle des centrales - de dépasser la majorité (52 %) dans le capital du seul constructeur français de chaudières nucléaires.

Dès qu'il fut connu, à la fin de l'été dernier, ce projet a suscité un beau tollé, le patron de Framatome, M. Jean-Claude Lévy, soutenu par son état-major, jouant de tous ses appuis pour le faire échouer. M. Lévy entretient en effet de mauvais rapports avec le patron de la CGE, M. Pierre Suard, qu'il soupçonne d'être plus préoccupé par l'opulente trésorerie et le patrimoine immobilier (la moitié de la tour Fiat, à la Défense) de Framatome que par son avenir industriel. Le ministre de l'Industrie a échoué à l'autoroute dans une première tentative de compromis, refusée par l'Élysée.

Repris et peaufiné au printemps par Matisson, un schéma analogue

(partage à 50/50 entre actionnaires publics et privés) est actuellement en attente depuis trois semaines, le ministère de l'économie travaillant sur une formule alternative dans laquelle des actionnaires publics détiendraient 51 % du capital du constructeur de chaudières nucléaires. Ce tour de table, qui rassemblerait Schneider, la Compagnie de navigation mixte, le Crédit lyonnais et la Banque de l'union européenne repose sur un postulat de base : que M. Suard accepte de vendre ses actions.

Quel qu'en soit le dénouement, l'affaire Framatome restera un cas d'école car elle pose une série de questions fondamentales au-delà de son indiscutable caractère passionnel lié aux deux fortes personnalités qui s'affrontent : M. Lévy et M. Suard.

Le premier a soixante et un ans, il est X-Télécom, travaille dans le nucléaire depuis trente-cinq ans, notamment chez Framatome, dont il est le PDG depuis 1970.

« Je crois que M. Lévy a fait Framatome et que l'ensemble des dirigeants de l'entreprise le considèrent comme celui qui a donné au groupe sa dimension et son standing actuels. Une solution qui l'écarte risquerait poserait un problème très réel », déclarait le 24 janvier dernier M. Philippe Rouvillois, l'administrateur général du commissariat à l'énergie atomique, interrogé par le député Jacques Roger-Machart (1).

Patron d'un des groupes composant le « bloc nucléaire » français (2) - dont le succès reposait entre

autres sur la forte cohésion de ses partenaires, - M. Lévy est l'un des artisans de la notoriété de l'industrie nucléaire tricolore sur la scène internationale aux côtés des autres acteurs de la filière (un exploitant, EDF; un client, le CEA; un fournisseur d'uranium, la COGEMA; un constructeur d'équipements classiques, Alstom).

M. Lévy a aussi géré la déroute du nucléaire en diversifiant son entreprise, sans provoquer de drame social, ni essuyer d'échec, lançant Framatome dans des alliances internationales. Un des accords les plus importants dans le nucléaire lui permet notamment de faire cause commune à l'exportation avec l'allemand KWU, du groupe Siemens.

Mais le patron de Framatome a un problème : son franc-parler lui attire des ennemis. En 1985, lors du dépôt de bilan de son actionnaire, il s'est ainsi heurté à M. Dietsch, président de Schneider, lequel lui disputa également en 1988 le contrôle de Télémeccanique.

## Opposition de personnalités

C'est d'ailleurs à l'occasion de cette affaire qu'il a eu maille à partir avec le président de la CGE, son actionnaire à 40 %, qui l'a empêché à l'extrême de racheter Télémeccanique. Depuis l'attitude de M. Lévy, président de Schneider, lequel lui disputa également en 1988 le contrôle de Télémeccanique.

Car M. Pierre Suard n'a pas non plus la réputation d'être un homme souple. Ce qui lui attire également quelques solides inimitiés. Agé de cinquante-six ans, le patron de la CGE est aussi polytechnicien, mais c'est un « Pontis ». Sa nomination, en 1986, au début de la cohabitation, lui valut d'être définitivement écarté du RPR. Il fut, avec M. Edouard Balladur alors ministre de l'économie (après un passage dans le groupe CGE), l'artisan de la privatisation de la CGE, en 1987. Certains socialistes (et notamment parmi l'équipe du ministre de l'économie, de M. Pierre Bérégovoy) critiquèrent vivement les conditions de cette privatisation. Depuis, depuis un an, la CGE connaît un spectacle - et inexpliqué - retour en grâce auprès des pouvoirs publics.

Élément important, M. Suard a conclu une alliance britannique entre sa filiale Alstom et le britannique GEC dans l'électrotechnique, permettant à son groupe d'être le troisième acteur européen dans ce secteur face au géant helvético-suédois ABB et à l'allemand Siemens.

Derrière le dossier Framatome, se pose la question de l'avenir de la filière nucléaire française : après une décennie marquée par de grands programmes d'équipements nationaux, suivie d'une crise de confiance générale consécutive à Tchernobyl, tous les observateurs s'attendent à une reprise. La grande question est de savoir quand. En tout cas, la relance se fera à l'initiative ministérielle et l'industrie nucléaire changera d'angle pour devenir internationale. En attendant, elle est surcapacitaire.

## Grand angle

Les apôtres d'une intégration de Framatome à la CGE redoutent que la France ne rate la marche. Partant du principe que « l'industrie électrotechnique ne peut être traitée que comme partie d'un ensemble plus vaste, l'électrotechnique professionnelle » (2), ils estiment que le schéma français, basé sur des acteurs complémentaires, n'est plus adapté à la situation.

Pis, l'éparpillement des forces face à des géants internationaux intégrés (comme General Electric, ABB, Siemens ou les Japonais) en train de multiplier les alliances et les fusions depuis trois ans serait fatal aux chances du nucléaire tricolore à l'exportation. « Il n'y a pas de place pour deux stratégies divergentes d'internationalisation-diversification dans l'industrie électrotechnique française. Il vaut mieux concentrer les énormes moyens financiers tirés de la construction des centrales sur le « champion » qui a la plus grande expérience de l'international et une taille suffisante au plan mondial pour réussir », en d'autres termes sur la CGE, devait déclarer mardi 5 juin M. Hatem lors d'un colloque sur « Le nucléaire en Europe ». C'est l'idée, souvent développée au ministère de l'Industrie ou à Matisson, d'adopter Framatome à un grand groupe industriel.

On touche là le cœur du problème : les accords que Framatome

a conclus avec Siemens portent ombrage à l'alliance d'Alstom-CGE avec le britannique GEC. M. Hatem, par exemple, le reconnaît clairement lorsqu'il écrit que « autrefois très solidaires, les deux principaux acteurs de cette filière semblent tenus d'opérer des choix stratégiques divergents. Alstom partant sur GEC dans le matériel classique, Framatome se rapprochant de Siemens dans le nucléaire » (2). Il allait plus loin, mardi 5 juin, en montrant aussi qu'Alstom est « un fournisseur de matériel classique ne maîtrisant pas la technologie nucléaire, ce qui constitue de plus un handicap grave pour prendre pied sur le marché conventionnel de ce marché ». En d'autres termes, non seulement Framatome allié à KWU-Siemens gênerait Alstom-CGE mais en plus celui-ci en a besoin.

Mais même s'il porte atteinte aux intérêts de la CGE, dans et hors du nucléaire (la CGE et Siemens sont concurrents dans plusieurs secteurs), l'accord entre Framatome et KWU est bon. Toutes les personnalités interrogées par M. Roger-Machart (1) le reconnaissent. Entre autres, le patron d'EDF, M. Pierre Delaporte, en reconnaissant d'ailleurs que Framatome, allié à KWU-Siemens, était concurrent d'EDF à l'exportation, notamment dans les pays de l'Est.

Car, compte tenu de la position privilégiée de Siemens à l'Est, l'alliance conclue par Framatome est un véritable séisme dans ces pays où EDF entend bien jouer aussi un rôle important. Pour être clair, EDF, actionnaire à 10 % de Framatome, a intérêt à le voir intégré à Alstom-CGE (plus tourné vers les États-Unis), afin de préserver ses projets à l'Est.

Certes, politiquement, il serait peut-être décalé de s'écarter de la « championne nationale » dans le nucléaire, après avoir si vivement critiqué pour sa privatisation. Mais après tout, la CGE n'est-elle pas déjà le porte-drapeau de la France dans le téléphone et le ferroviaire.

## Les pouvoirs dans l'entreprise

Plus fondamentalement, cette idée, si séduisante, selon laquelle il faut adosser Framatome à un grand groupe, fait bondir M. Lévy : « Ils n'y connaissent rien. Pourquoi changer puisque ça marche ? » Certes, on peut se demander s'il ne s'agit pas d'un discours de circonstance destiné à maquiller une banale opération de mise au pas d'un concurrent. On peut aussi déplorer que la question de cohérence de la filière électrotechnique soit ainsi traitée sur le terrain, les armes à la main, six mois après que le ministre de l'Industrie eut fait une communication en conseil des ministres sur l'électrotechnique et la tenue d'un débat à l'Assemblée nationale sur la politique énergétique de la France.

En tout cas, l'un des risques de cette affaire est de « casser » Framatome. M. Rouvillois l'exprime fort bien (1) : évoquant les « différences de culture de base entre la CGE et Framatome », il estime qu'il « serait souhaitable d'avoir un actionnaire de référence, sans que le management en prenne ombrage ». Pour lui, une solution est de passer par la CGE « n'est pas ratable, sauf à changer le management de Framatome, ce à quoi personne ne songe raisonnablement ». M. Delaporte, lui, est d'une opinion un peu différente : certes, il « croit effectivement que l'accord des principaux cadres de Framatome est très important pour la réussite de l'entreprise » mais il ne lui « semble pas qu'il y ait d'opposition entre la technocratie de Framatome et le successeur envisagé par la CGE pour succéder à M. Lévy » (3).

Mais le dossier Framatome pose bien d'autres questions, touchant en particulier à l'exercice du pou-

voir au sein d'une entreprise. Une des critiques les plus fréquemment entendues contre M. Lévy est sa trop grande indépendance à l'égard de ses actionnaires. « J'ai toujours informé mes actionnaires. Ils ont voté en conseil les opérations menées par l'entreprise », se défend-il (4). Pourtant, une voix prépondérante donnée au président ne fait pas correspondre la structure du capital et le pouvoir dans l'entreprise dès lors que M. Lévy s'associe aux actionnaires minoritaires (le Monde du 29 mars).

L'attitude de M. Lévy pose la question de la notion d'actionnaire « légitime ». Serait-ce, par exemple, l'investisseur qui a accompagné la naissance d'une entreprise, quitte à prendre des risques, à l'inverse de celui qui ne fait que mettre de l'argent sur la table pour la racheter lorsqu'elle est mature ? Ou l'actionnaire qui agit au personnel et au management dans les sociétés de « matière grise » ? Une société autocontrôlée peut obtenir d'excellents résultats, mais la présence d'une personnalité exceptionnelle n'est pas éternelle (5), remarquaient notamment le président d'EDF (1).

D'un autre côté on peut s'interroger sur la pratique des « pactes d'actionnaires » qui faussent les règles du jeu à l'intérieur d'un conseil : M. Lévy, qui avait été si actif dans la composition de son tour de table, en 1985, après le dépôt de bilan de Cnesat-Loire, imposait l'alliance scellée entre CGE et Dumez, le 31 août 1985. Si le droit de préemption réciproque entre les deux actionnaires en cas de vente est banal, que penser de la deuxième disposition du pacte, selon laquelle, « préalablement à chaque conseil d'administration de Framatome et à tout moment, sur simple demande d'une des deux parties, le groupe CGE et le groupe Dumez se concerteraient afin de définir des positions communes sur tous les sujets soumis à ce conseil et jugés par l'un d'eux d'une importance particulière. Leurs représentants au sein du conseil de Framatome exprimeront cette position commune » ?

Malgré tous leurs efforts les juristes de Framatome n'ont pas réussi à faire passer ce document, qui semble donc être conforme au droit des affaires.

C'est d'ailleurs ce constat qui a poussé le ministre de l'Industrie M. Matisson dans les tentatives de compromis sur un schéma équilibrant actionnaires privés et publics. Mais ils n'ont pas su présenter leur démarche qui est apparue comme un « lâchage » de M. Lévy, entraînant une réaction des cadres. De même, lorsque des alternatives ont apparues, ils ont involontairement contribué à exacerber l'affaire en refusant de l'examiner tant que le 50/50 n'aurait pas échoué.

## Cacophonie gouvernementale

Moralité, aujourd'hui, c'est un troisième ministre, celui de l'économie, et un banquier, M. Jean-Yves Haberer, président du Crédit lyonnais et administrateur de Framatome, qui travaillent sur une formule alternative.

Toutes les bonnes volontés butent sur une question de fond : M. Suard vendra-t-il tout ou partie de ses actions ? Et, s'il ne le veut pas, peut-on l'obliger à le faire ? Officiellement, M. Suard fait preuve de souplesse. Chez Framatome, on prétend même qu'il a écrit en janvier au premier ministre pour lui indiquer qu'il était prêt à vendre ses titres. Mais personne n'a vu cette lettre, apparemment restée sans réponse, et, deux mois plus tard, M. Suard faisait une manœuvre contraire en augmentant sa participation dans Framatome par le rachat des titres de Dumez.

Si le ministère de l'Industrie et Matisson ont tenté la négociation, d'autres sont tentés par des actions

plus radicales pour faire fléchir le patron de la CGE. Ainsi, l'argument de la privatisation de la CGE, en 1987, est ressorti, réactualisé : un des effets de cette opération a été de porter de 15 à 55 % la part du secteur privé dans Framatome et de réduire celle du public de 85 à 45 %.

Cette privatisation rampante du constructeur de chaudières nucléaires serait illégale car elle n'a pas été autorisée par décret et elle contreviendrait à l'article 20 de la loi du 6 août 1986, qui exclut la privatisation d'entreprises dont l'exploitation présente le caractère d'un monopole de fait. Framatome, étant l'unique constructeur français de chaudières nucléaires, relève de cette catégorie. Le comité d'entreprise a saisi le tribunal de commerce, qui devrait se prononcer sur le fond dans les semaines à venir.

## Bombe atomique

La question de savoir si Framatome doit relever du secteur public ou du privé est indifférente, si l'on croit les grands acteurs qui se sont exprimés dans le cadre du rapport Roger-Machart. D'ailleurs, s'agit-il de Framatome à vu de jour au sein d'un groupe privé, avant d'être de fait nationalisée après son dépôt de bilan puis privatisée indirectement en 1987. Cependant, compte tenu de la position en pointe prise par la France dans le nucléaire, l'importance de son parc, et les implications en matière d'environnement qui en découlent, certains se demandent si un statut public n'est pas une garantie.

Autre moyen utilisé pour combattre M. Pierre Suard : des menaces sur ses marchés publics. Cette arme a déjà été brandie lors de retour de la majorité socialiste, mais n'a jamais été utilisée. Au contraire, les rapports entre Alstom et les PTT paraissent toujours aussi bons et, dans le ferroviaire, une enveloppe de 535 millions de francs vient d'être débouquée pour le TGV de la nouvelle génération (le Monde du 7 juin).

L'heure ne semble donc pas être à la guerre entre la CGE et l'Etat, qui peut difficilement risquer d'affaiblir un des plus gros groupes industriels français (144 milliards de francs de chiffre d'affaires) et d'exposer, en retour, à un changement à l'emploi. Aussi irrités soient-ils, les pouvoirs publics sont finalement démunis face au défi que leur a lancé M. Pierre Suard. Et, si la CGE l'emporte dans le dossier Framatome, non seulement cela prouvera que l'Etat est sans pouvoir face à ce groupe mais cela aura en plus pour effet de le renforcer en faisant le champion national de nucléaire.

L'histoire de Framatome, nouvel épisode du roman sur l'économie mixte - que l'on pourrait aussi baptiser « L'Etat et ses patrons », - est décidément une embarrassante affaire.

FRANÇOISE WATTE

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

### PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT

#### OBJET

Voie Sud III

Itinéraire entre l'avenue Franklin-Roosevelt à Grand-Quevilly et l'autoroute A. 15 à Rouen  
Enquêtes publiques sur les territoires des communes de Grand-Quevilly, Petit-Quevilly et Rouen

#### 2<sup>e</sup> AVIS

M. le préfet de la région de Haute-Normandie, préfet de la Seine-Maritime, informe le public que par arrêté en date du 27 avril 1990, il a été prescrite l'ouverture :

- d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de réalisation de la voie Sud III entre l'avenue des Alliés (carrefour giratoire à la limite des communes de Grand-Quevilly et Petit-Quevilly) et l'avenue Jean-Bouvier à Rouen, suivant les dispositions du décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour l'application de la loi du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;
- d'une enquête publique en vue du classement en route express de l'itinéraire de la voie Sud III comprise entre l'avenue Franklin-Roosevelt à Grand-Quevilly et l'autoroute A. 15 à Rouen ;
- d'une enquête publique sur la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des communes de Grand-Quevilly, Petit-Quevilly et Rouen.

Les dossiers se rapportant à ces enquêtes qui se déroulent du mardi 5 juin 1990 au jeudi 5 juillet 1990 inclus, sont mis à la disposition du public dans les mairies de :

- Grand-Quevilly de 8 h 30 à 12 heures et de 13 heures à 17 heures, les lundis, mardis, mercredis, jeudis et de 8 h 30 à 12 heures et de 13 heures à 16 h 30 les vendredis (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- Petit-Quevilly de 8 h 15 à 17 h 30 les lundis, mardis, mercredis et jeudis et de 8 h 15 à 16 h 30 les vendredis (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) ;
- Rouen de 8 h 15 à 16 h 45 tous les jours (samedis, dimanches et jours fériés exceptés).

Pendant la durée des enquêtes, un dossier technique sera également déposé à titre d'information tous les jours (samedis, dimanches et jours fériés exceptés) à la préfecture de la Seine-Maritime, direction départementale de l'équipement à Rouen, de 8 h 30 à 11 h 30 et de 14 heures à 18 h 30.

Pendant les trois derniers jours, les 3, 4 et 5 juillet 1990, l'un ou l'autre des membres de la commission d'enquête recevra, en personne, les observations du public à la mairie de :

- Grand-Quevilly, le mardi 3 juillet 1990 de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 h 30 ;
- Petit-Quevilly, le mercredi 4 juillet 1990 de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 h 30 ;
- Rouen, le jeudi 5 juillet 1990 de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 h 30 ;

La commission d'enquête sera présidée par :  
- M. Jean-Pierre Berin, directeur de préfecture en retraite demeurant Grande-Rue à Fécamp-sur-Mer, 77780.

Avec lequel siègeront :  
- M. Roger Colombel, géomètre-expert DPLG 2, avenue René-Coty à Lillebonne, 76170.  
- M. Marcel Poin, ingénieur des TPE réglés, demeurant 26, boulevard de Verdun à Dieppe, 76200.

Une copie du rapport d'enquête dans lequel la commission d'enquête aura énoncé ses conclusions motivées sera déposée dans les mairies de Grand-Quevilly, Petit-Quevilly et Rouen, ainsi qu'à la préfecture de la Seine-Maritime. Direction départementale de l'équipement, cité administrative, rue St-Saver à Rouen.

Les demandes de communication de ces conclusions devront être adressées à M. le préfet de la région de Haute-Normandie, préfet de la Seine-Maritime (adresse ci-dessus).

LE PRÉFET.

## TABLES D'AFFAIRES

### DÉJEUNERS RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 21, rue de la République (Métro-Montparnasse)	43-25-25-14 F. dim.	12 h 30-14 h 30, 20 h-24 h. Ouvert le samedi. Tousjours son rapport qualité-prix, dont le menu 125 F. Poissons, fruits de mer et crudités toute l'année. Parking Lagrange.
YUGARAJ 14, rue Dauphine, 6 <sup>e</sup>	43-26-44-91 F. lundi	SPECIALITÉS INDIENNES. « De tous les indiens celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique. » (Gault-Millau)
LA MAISON DE LA CORÉE 73, rue Claude-Bernard (5 <sup>e</sup> )	43-36-64-00 F. dim.	Nouveau au Luxembourg. Dans un cadre lumineux, découvrez les spécialités de la Corée. Barbecue. Poisson cru, etc. Menu (au dîner). Carte, env. 150 F.

مكتبة الجليل

## AFFAIRES

### CONVICTIONS

# « Investir au Maghreb, une bonne affaire pour le nord et le sud de la Méditerranée »

Un entretien avec Nicolas Boyadjis  
président de la chambre de commerce franco-arabe à Marseille

**N**ICOLAS BOYADJIS, un bon Marseillais, regardé vers la mer et au-delà (rien de plus normal d'ailleurs pour un armateur de profession). Alors que l'actualité parle de l'Est, il pense au Sud.

En tant que président régional de la chambre de commerce franco-arabe, il s'est investi dans l'organisation d'un colloque sur l'avenir de la coopération entre l'Union du Maghreb arabe et la France au sein de la CEE, qui se tiendra à Marseille du 7 au 9 juin 1990. Loin d'être une de ces manifestations habituellement montées où quelques « spécialistes » viennent discuter sur des généralités, ce colloque international a été conçu pour mettre en contact des gens qui font le même métier des deux côtés de la Méditerranée.

Depuis des mois, des missions des services municipaux de Marseille et des milieux d'affaires de la région ont fait la navette entre les pays de l'UMA (Union du Maghreb arabe qui regroupe le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, la Mauritanie et la Libye) pour voir leurs homologues et mettre au point les thèmes de coopération : services urbains, hospitaliers, portuaires, touristiques, activités industrielles et agricoles.

C'est donc sur un terrain bien balisé que se rencontreront à Marseille plusieurs dizaines d'interlocuteurs arabes, français et européens. M. Boyadjis espère contribuer ainsi « modestement » à faire prendre conscience chez nous qu'il existe un potentiel économique maghrébin et qu'il y a quelque urgence à s'en soucier.

« Comment l'Europe peut-elle aider le Maghreb ? »

Le terme d'aide, le préfixe celui de coopération. C'est l'intérêt bien compris de tout le monde que ces pays se développent. Actuellement, le Maghreb représente 65 millions d'habitants ; dans vingt ans, ils seront plus de 100 millions, alors que la CEE ne renouvelle plus sa population. Les niveaux de vie sont disproportionnés entre le Nord et le Sud : de 10 à 20 fois supérieurs, selon les pays.

« Il serait illusoire de penser qu'un contrôle même sévère aux frontières empêchera l'arrivée clandestine de Maghrébins en Europe. Seul le développement économique permettra à terme de fixer les populations. J'ajoute qu'on commerce mieux entre pays développés, comme on le voit en Europe. Le Maghreb est déjà un partenaire commercial non négligeable pour la CEE, qui est son fournisseur et son client à plus de 60 %. Mais ces échanges représentent à peine 7 % du commerce intracommunautaire.

#### Transferts de technologie

Tous les pays du Maghreb ne sont pourtant pas des paradis pour l'investisseur ?

« Au Maroc et en Tunisie, les gens sont très entreprenants, on voit se constituer un tissu industriel. En Algérie, il y a une inquiétude politique, mais ils ont pris conscience que toute leur politique économique devait être changée. Nous avons le devoir de les aider.

Cette fois, c'est vous qui l'avez dit ! Quelle démarche préconisez-vous ?

« On pourrait envisager la création d'une banque européenne de développement pour le Maghreb, un peu sur le modèle de la BERD pour l'Europe de l'Est. Il me paraît aussi important que les bailleurs de fonds internationaux se concertent. Moins d'argent serait gaspillé si les différents organismes donateurs se répartissaient les grands projets, aussi bien pour la mise au point que pour la surveillance de leur exécution.

Propos recueillis par SOPHIE GHERARDI

VOS  
AFFAIRES  
ONT BESOIN  
D'UN CADRE  
SUPERIEUR :



VOS BUREAUX  
POUR UN JOUR,  
UN MOIS,  
UN AN,  
OU VOTRE  
CENTRE DE  
CONFERENCES.

Au cœur du monde des grandes décisions, le centre d'affaires REGUS vous offre l'opportunité de traiter vos affaires rue du Faubourg Saint-Honoré, face au palais de l'Elysée. Situés autour d'un superbe jardin privé vos bureaux fonctionnent 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 et les jours fériés si vous le désirez. Mais le centre d'affaires REGUS ne se contente pas de vous proposer "le cadre de vos décisions stratégiques". Tous les types de services sont à votre disposition : secrétariat, interprétariat, assistance juridique, comptabilité, restauration, organisation de réunions ou conférences, réservations de voyages ou spectacles. Vous pouvez également y domicilier votre société qui bénéficiera des services de téléphone, télécopie et courrier personnalisés. De plus, si vous adhérez au Club REGUS, vous pouvez accéder, à des conditions avantageuses, aux centres d'affaires de Londres, Copenhague et bientôt Madrid.

Notre réputation est fondée sur la qualité de notre équipe, formée selon les meilleurs critères de savoir-faire et de discrétion. Bien sûr, REGUS est équipé de matériels de pointe : télécopie, micro-informatique et vidéo-communication. Vos bureaux se situent au cœur du monde des grandes décisions quand vous le désirez, pour un jour, un mois ou un an... ou juste pour une heure. Pour en savoir plus, appelez le (1) 46.04.21.84.

**Regus**  
CENTRE D'AFFAIRES

**SCIENTES-PO**  
préparations d'état ou annuelles sur place, et par correspondance  
1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> année - Fin d'AP - 2 centres : Quartier latin ou "Nancy"  
57, rue Ch.-Lafitte, 92° Nord, 92° Sud, 92° Sud  
**CEPES** 47.45.03.18. Enseignement supérieur privé

## CONSTRUIRE, C'EST UN DON...



**E**t ce don, nous le revendiquons. Allié à notre savoir-faire et notre puissance financière, il nous place parmi les tout premiers promoteurs immobiliers en France. Il nous permet désormais d'agir au-delà des frontières, en Europe. Plus que jamais à l'écoute de nos partenaires, nous sommes prêts à accompagner leurs projets des plus modestes aux plus ambitieux. Pour construire, le génie des lieux s'impose.

**SINVIM**  
COMPAGNIE BANCAIRE  
le génie des lieux  
5, Avenue Kléber 75116 Paris  
Tél : (1) 40.67.31.86

### PREFECTURE DES HAUTS-DE-SEINE DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT

#### AVIS D'OUVERTURE D'ENQUETE PUBLIQUE COMMUNES DE RUEIL-MALMAISON ET DE NANTERRE AUTOROUTE A 86 partie comprise entre le pont de Chateau à RUEIL-MALMAISON et le pont de Rouen à NANTERRE.

Le public est informé que, par arrêté préfectoral en date du 14 mai 1990, il a été prescrit une enquête préalable à :

- la déclaration d'utilité publique de la section Ouest du projet d'A 86 entre le pont de Chateau à Rueil-Malmaison et la rue Ernest-Renan à Nanterre ;
- l'engagement des travaux de sa section Est, entre la rue Ernest-Renan et le pont de Rouen à Nanterre ;
- la mise en compatibilité du plan d'occupation des sols de Nanterre.

Les pièces du dossier d'enquête pourront être consultées pendant trente et un jours consécutifs du 7 juin au 7 juillet 1990 inclus :

- en mairie de RUEIL-MALMAISON, service Foncier, 13, bd du Maréchal-Foch, du lundi au vendredi de 8 h 30 à 12 h 00 et de 13 h 30 à 18 h 00, et le samedi de 8 h 30 à 12 h 00 ;
- en mairie de NANTERRE, direction des services techniques, 88, rue du 8-Mai-1945, du lundi au vendredi de 9 h 00 à 12 h 00 et de 13 h 30 à 18 h 00 et le samedi de 9 h 00 à 12 h 00.

Le public pourra constater ses observations sur les registres ouverts dans les lieux et aux dates et heures susvisés. Il pourra également les adresser en écriture à l'une des deux mairies, à l'attention du Président de la Commission d'enquête, et elles seront tenues à la disposition du public.

La Commission d'enquête désignée par le président du tribunal administratif est composée ainsi :

- Président de la Commission : M. Jean-Camille MORISSET, Conseiller Maître Honoraire à la Cour des Comptes, demeurant 113, rue d'Alsace, 75014 PARIS ;
- Membres : M<sup>me</sup> Huguette DESMIDT, Secrétaire Général de mairie Honoraire, demeurant 19, place du Général Leclerc, 92130 SURESNES ; M. Pierre CUSINIER, Directeur Départemental Honoraire des PTT, demeurant 14, rue Mozart, 92700 COLOMBES.

Un membre de la commission d'enquête siègera :

- en mairie de RUEIL-MALMAISON, le mercredi 20 juin 1990, de 9 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 17 h 00, le samedi 23 juin 1990, de 9 h 00 à 12 h 00, le lundi 2 juillet 1990, de 14 h 00 à 17 h 00, et le samedi 7 juillet 1990, de 9 h 00 à 12 h 00 ;
- en mairie de NANTERRE, le lundi 18 juin 1990, de 14 h 00 à 17 h 00, le mercredi 27 juin 1990, de 9 h 00 à 12 h 00, et de 14 h 00 à 17 h 00, le samedi 30 juin 1990, de 9 h 00 à 12 h 00, et le samedi 7 juillet 1990, de 9 h 00 à 12 h 00.

A l'issue de l'enquête, les copies du rapport et des conclusions de la Commission d'enquête seront tenues à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête, dans les mairies de Rueil-Malmaison et de Nanterre ainsi qu'à la Direction Départementale de l'Équipement des Hauts-de-Seine - Centre administratif - 167, avenue Joliot-Curie, 92000 NANTERRE, aux heures normales d'ouverture.

Cette publication est faite en application de l'article 12 du décret n° 85-453 du 29 avril 1985 (article R 11-147 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique).

Pour votre  
**DEMEMAGEMENT**  
**ODOUL** AGENT DE  
16, rue de l'Atlas 75019 Paris 42 08 10 30 demeco

# MARCHÉS FINANCIERS

## L'UAP et le GAN renforcent leur position en Espagne

L'Union des assurances de Paris (UAP) a confirmé mercredi 6 juin qu'elle négocierait son entrée à hauteur de 3 % dans le capital du Banco Central. Une lettre d'intention a été signée la semaine dernière entre les deux groupes, mais l'entrée définitive de l'UAP dans le capital du deuxième groupe bancaire privé espagnol dépend du degré de collaboration que le Banco Central est disposé à mettre en œuvre avec l'assureur français. L'UAP a saisi l'occasion pour réaffirmer sa position de leader financier en Espagne (12 %), après d'investissements comme l'américain Prudential Securities, l'espagnol Repsol, et l'allemand Allianz (dont la participation atteint 4,5 %).

### Visa entre en RDA

La République démocratique allemande (RDA) était le dernier pays de l'Est à ne pas être affilié à l'un des grands réseaux de cartes de crédit. Depuis mercredi 6 juin, c'est chose faite. La Berliner Stadtbank AG, un établissement financier nationalisé de RDA (10 agences, 25 000 clients), vient de s'affilier au réseau Visa. Cette banque émettra ses premières cartes à partir de septembre prochain. Visa, qui vient de conclure simultanément un accord avec la Société de banque suisse (SBS) et sa filiale en RFA - c'est la première des trois grandes banques suisses à adhérer à un réseau de services internationaux - ne dissimule pas sa fierté de compléter sa présence au-delà de l'ex-réseau de fer.

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### CHARGEURS

L'assemblée générale tenue le 30 mai 1990 sous la présidence de Jérôme Seydoux a approuvé les comptes de l'exercice 1989, et décidé de distribuer un dividende de 42 F, soit 100 francs par action (au lieu de 21 F l'an dernier), qui sera mis en paiement le 26 juin. Elle a décidé de modifier la dénomination sociale de la société en « CHARGEURS S.A. », et a nommé M. Philippe Labro comme nouvel administrateur.

Jérôme Seydoux a indiqué que SBS (British Satellite Broadcasting), qui a commencé ses émissions le 25 mars 1990, représente un potentiel de développement considérable. Mais on ne pourra se faire une première idée de l'accueil du public qu'à la fin de cette année. L'engagement financier de CHARGEURS, qui pourrait être réduit dans certaines circonstances, est de 1 500 millions de francs.

CHARGEURS et ACCOR, poursuivant leur association, ont acquis deux paquebots de croisière : Ocean Princess et Ocean Pearl, permettant ainsi à Paquet de consolider son leadership.

Jérôme Seydoux a confirmé que la participation dans LA CINQ S.A. était sur le point d'être vendue pour 143 millions de francs.

Grâce aux mesures qui ont déjà été prises pour réduire ces risques, et à la large répartition géographique de ses implantations, CHARGEURS souffrira peu, voire pas du tout, de la conjoncture très défavorable qui frappe le réseau de la laine, surtout en Australie.

L'objectif de la division Tiens reste, après achèvement des restructurations en cours, dont le coût total en 1990 sera de l'ordre de 100 millions de francs, d'atteindre un bénéfice net de 6 % après impôts d'ici trois à quatre ans.

Jérôme Seydoux a précisé que les comptes de l'exercice 1990 incluront deux éléments exceptionnels, la plus-value nette réalisée sur la vente des 54,6 % du capital d'UTA et de la participation dans Aéromatine, soit 1 600 millions de francs, et une provision sur les titres SBS : SBS ne sera pas consolidée. Hors ces éléments exceptionnels, il apparaît à ce jour que le résultat pourrait être de l'ordre de 500 millions de francs.

En réponse à une question, Jérôme Seydoux a confirmé la stratégie du groupe qui se consacre à ses activités présentes et n'envisage pas d'acquisition importante en 1990.

### GFC

**GROUPEMENT POUR LE FINANCEMENT DE LA CONSTRUCTION**

L'assemblée générale des actionnaires, tenue le 23 mai 1990 sous la présidence de M. Roger Paret, a approuvé les comptes de l'exercice 1989.

Le bénéfice de l'exercice s'est élevé à 127,5 millions de francs contre 107,5 millions de francs en 1988, en hausse de 18,6 %, ces montants incluant des plus-values nettes à long terme de 25,8 millions de francs pour 1989 et de 13 millions de francs pour 1988.

Le bénéfice hors plus-values s'élevait à 101,7 millions de francs, en progression de 7,9 % par rapport à celui de l'exercice 1988.

L'assemblée a adopté les résolutions proposées par le conseil d'administration. Une des décisions a été de distribuer à 22,75 francs par action contre 21,50 francs pour l'exercice précédent.

Ce dividende sera mis en paiement à compter du 18 juin prochain.

Banco Central, l'italien Generali dépassant déjà 36 % de l'autre filiale, Grupo Vialto. En outre, l'assureur français voudrait voir une partie du réseau de la banque espagnole distribuer les produits d'assurance de sa propre filiale en Espagne, UAP Iberica.

UAP Iberica réalise un chiffre d'affaires de 18,5 milliards de pesetas (1 milliard de francs), dont moins de 20 % grâce à sa branche « vie » et 80 % en « incendie-accident-risques divers ». La « bancassurance » se prête particulièrement à la distribution des produits d'assurance-vie, d'où les négociations en cours pour un accès au réseau bancaire du Banco Central.

Mardi 5 juin, le GAN a annoncé l'acquisition prochaine de 98 % de la société Alianza de Seguros SA, et a affiché pour objectif l'augmentation de 50 % de son chiffre d'affaires en Espagne (280 millions de francs en 1989).

### Un contrat de 2 milliards de francs en Inde pour Alstom

Le groupe franco-britannique GEC-Alstom (constructions électriques et ferroviaires) vient de remporter un contrat de plus de 2 milliards de francs avec la société indienne National Thermal Power (NTPC) pour l'édification d'une centrale à cycle combiné de 600 mégawatts à Kavar, près de Bombay. La Banque mondiale participera au financement du projet pour environ la moitié. Le groupe franco-britannique indique que cette commande fait suite à celle de Pak (900 mégawatts) actuellement en service en Malaisie, puis de Rayong (900 mégawatts) en Thaïlande, deux autres centrales de cycles combinés de grande puissance.

### NEW-YORK, 6 juin ↓

#### Repis

Une correction qualifiée de technique a entraîné une baisse de la Bourse de New-York mercredi dans un marché modérément actif. L'indice Dow Jones qui variait peu au cours des premières échanges, a terminé sur un repli de 13,35 points à 2 911,65 points. Quelques 165 millions d'actions ont été échangées (202 millions mardi). Le nombre de valeurs en hausse a dépassé celui des hausses : 868 contre 626, 503 titres restant inchangés.

Les analystes ont donc qualifié les ventes bénéficiaires de correction technique après l'ascension effrénée des séances précédentes et qui quotidiennement avait envoyé les indices à de nouveaux records. Des craintes sur l'évolution prochaine des taux d'intérêt ont également troublé le marché.

Selon un article publié par le Wall Street Journal, le Réserve fédérale américaine (FED) ne devrait pas modifier les réserves de crédit, tout au moins pas dans l'immédiat, malgré la baisse de statistiques publiées récemment, confirmant une croissance faible.

Sur le marché obligataire, le taux des bons du Trésor à trois ans a fluctué entre 8,43 % et 8,45 % contre 8,45 % à la clôture de mardi. Les achats trimestriels des investisseurs institutionnels ont toutefois entraîné la baisse de 1/8 à 1 1/8, l'Upjohn 1 1/8 à 41 5/8 et Procter and Gamble 1 1/8 à 81, Eastern Kodak a gagné 2 à 41 7/8 ; General Electric a gagné 1/4 à 119 1/4 et Honeywell 1 3/8 à 98 7/8.

VALEURS	Cours du 6 juin	Cours du 7 juin
Alcoa	1090	1090
Amgen	1090	1090
Boeing	1090	1090
Case	1090	1090
Eastman	1090	1090
General Electric	1090	1090
Honeywell	1090	1090
Procter and Gamble	1090	1090
Upjohn	1090	1090

### LONDRES, 6 juin ↓

#### Baisse de 0,9 %

Les cours des valeurs ont terminé en baisse mercredi sur le Stock Exchange, affectés par l'ouverture de la Bourse de New-York. L'indice FTSE 100 a baissé de 10,9 points à 1 116,35. Parmi les valeurs en baisse, on cite notamment : British Petroleum, qui a perdu 1/8 à 119 1/8, et Shell, qui a perdu 1/4 à 119 1/4.

Le volume des transactions a été modeste avec 424,2 millions de titres échangés contre 818,2 millions la veille. La faiblesse du secteur immobilier, après l'annonce mardi par Grant Thornton d'une baisse de la valeur de ses actifs, ainsi que des rumeurs de roubles en Union soviétique et de hausse des taux d'intérêt sur le continent, ont contribué à la nervosité des investisseurs.

Sur le marché des obligations, le rendement des obligations à court terme a baissé de 1/8 à 119 1/8, et celui des obligations à long terme de 1/4 à 119 1/4.

Le groupe électronique British Telecom a été affecté à la suite de rumeurs de roubles en Union soviétique et de hausse des taux d'intérêt sur le continent, ont contribué à la nervosité des investisseurs.

Le groupe de presse spécialisé Reed International s'est replié après l'annonce de résultats conformes aux prévisions les moins optimistes des analystes boursiers. La brasserie Bass a chuté sous l'effet de prises de bénéfices.

## FAITS ET RÉSULTATS

Proventus contrôle 10 % de capital des Nouvelles Galeries. Le groupe suédois Proventus, actionnaire minoritaire dans le capital du groupe de grands magasins français Les Nouvelles Galeries, vient de franchir le seuil de 10 % dans le capital de cette société a annoncé mardi 5 juin un communiqué de la SBS (Société des Bourses françaises). Proventus en détiendrait en effet directement et indirectement, 10,16 %. Cette progression est vraisemblablement la conséquence de l'augmentation de la participation de la firme suédoise, spécialisée dans les investissements financiers, de 5,45 % à 10,5 % dans le capital du groupe de l'Ifit de Ville, annoncée en octobre dernier. Le groupe Nouvelles Galeries a réalisé en 1989 un chiffre d'affaires de 13,93 milliards de francs, en hausse de 4,4 % par rapport à 1988. Sur ce total, les magasins Nouvelles Galeries ont représenté 8,22 milliards de francs, les magasins BHV 3,9 milliards de francs et Uniprix 1,8 milliard.

Shearson change de nom et se réorganise. La firme d'investissements américaine Shearson Lehman Hutton Inc., filiale en difficulté des financiers du groupe American Express, a annoncé mercredi 6 juin un plan de réorganisation prévoyant à la fois un retour à son ancien nom, Shearson Lehman

### PARIS, 6 juin ↓

#### Mauvaise

Pour la cinquième séance consécutive, la Bourse était pour le moins maussade mercredi des premières échanges. L'indice CAC 40 a varié au rouge d'un ordre de jeu en perdant 0,58 %. Le recul en début d'après-midi se matérialise à -0,6 % avant de s'accroître. La journée s'achève sur une perte de 1,18 %.

Pour une fois la place française n'était pas seule à faire grise mine, l'International Stock Exchange de Londres étant lui aussi en baisse à l'ouverture.

« Même quand il ne se passe rien, on trouve toujours des explications », affirmait un député de portefeuille appelant à nouveau les motifs invoqués depuis plusieurs semaines : les prises de bénéfices au lendemain de la hausse d'avril, le reflux des investisseurs étrangers du Palais Brongniart vers des places plus attractives comme Wall Street, qui bondit de record en record, et enfin l'attente après les propos du chef de l'Etat sur une éventuelle augmentation de la taxation des plus-values.

Si les gérants sont, pour l'instant, sur la réserve, ils n'excluent pas une nouvelle vague de hausses d'ici à la fin de l'année. Selon les observateurs, les principales hausses étaient emmenées par Ingénico, Moulinex, LCC, Guyenne et Gascogne. Du côté des baisses on notait Salomon, Sogefi, GTM Enveloppe et Nordson. Cette dernière valeur cotée à Nancy reste toutefois, avec une hausse de plus de 7,7 %, l'action ayant le plus progressé depuis le début de l'année. Elle est suivie par Saupiquet et Comptoir des entrepreneurs avec des gains dépassant les 60 %. Les larmes rouges sur cette période sont Salomon, La Rochette, Sca et Casino avec des pertes oscillant entre 55 et 65 %.

Le marché des options négociables le 6 juin 1990. Nombre de contrats : 19 334.

Options d'achat : 10 111, Options de vente : 9 223.

Options d'achat : 10 111, Options de vente : 9 223.

Options d'achat : 10 111, Options de vente : 9 223.

Options d'achat : 10 111, Options de vente : 9 223.

Options d'achat : 10 111, Options de vente : 9 223.

Options d'achat : 10 111, Options de vente : 9 223.

Options d'achat : 10 111, Options de vente : 9 223.

Options d'achat : 10 111, Options de vente : 9 223.

Options d'achat : 10 111, Options de vente : 9 223.

Options d'achat : 10 111, Options de vente : 9 223.

Options d'achat : 10 111, Options de vente : 9 223.

Options d'achat : 10 111, Options de vente : 9 223.

Options d'achat : 10 111, Options de vente : 9 223.

Options d'achat : 10 111, Options de vente : 9 223.

Options d'achat : 10 111, Options de vente : 9 223.

Options d'achat : 10 111, Options de vente : 9 223.

Options d'achat : 10 111, Options de vente : 9 223.

Options d'achat : 10 111, Options de vente : 9 223.

Options d'achat : 10 111, Options de vente : 9 223.

Options d'achat : 10 111, Options de vente : 9 223.

Options d'achat : 10 111, Options de vente : 9 223.

Options d'achat : 10 111, Options de vente : 9 223.

Options d'achat : 10 111, Options de vente : 9 223.

Options d'achat : 10 111, Options de vente : 9 223.

Options d'achat : 10 111, Options de vente : 9 223.

Options d'achat : 10 111, Options de vente : 9 223.

Options d'achat : 10 111, Options de vente : 9 223.

Options d'achat : 10 111, Options de vente : 9 223.

Options d'achat : 10 111, Options de vente : 9 223.

Options d'achat : 10 111, Options de vente : 9 223.

Options d'achat : 10 111, Options de vente : 9 223.

Options d'achat : 10 111, Options de vente : 9 223.

Options d'achat : 10 111, Options de vente : 9 223.

## PARIS :

### Second marché (selection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amalco	428	428	IPB	128	128
Amgen	105	105	Loch Invest	302	302
Amgen	241	240	Loch Invest	151	151
B. Denbury Am.	577	577	Loch Invest	207	206 50
B. Denbury Am.	189	191	Loch Invest	224	224
B. Denbury Am.	867	867	Loch Invest	241 20	241 20
B. Denbury Am.	380	380	Loch Invest	1318	1318
B. Denbury Am.	271	271	Loch Invest	680	680
B. Denbury Am.	320	340	Loch Invest	578	578
B. Denbury Am.	1232	1231	Loch Invest	548	548
B. Denbury Am.	556	556	Loch Invest	97 50	97 50
B. Denbury Am.	705	705	Loch Invest	330	330
B. Denbury Am.	285	285	Loch Invest	880	880
B. Denbury Am.	270	270	Loch Invest	381	380
B. Denbury Am.	710	710	Loch Invest	321	321
B. Denbury Am.	1400	1411	Loch Invest	322	322
B. Denbury Am.	305	300	Loch Invest	720	710
B. Denbury Am.	362	365	Loch Invest	376	376
B. Denbury Am.	1118	1118	Loch Invest	104	104
B. Denbury Am.	420	415 10	Loch Invest	104	104
B. Denbury Am.	210 50	210 50	Loch Invest	104	104
B. Denbury Am.	208	208	Loch Invest	104	104
B. Denbury Am.	259	259	Loch Invest	104	104
B. Denbury Am.	1400	1382	Loch Invest	104	104
B. Denbury Am.	820	820	Loch Invest	104	104
B. Denbury Am.	185	185 40	Loch Invest	104	104
B. Denbury Am.	300	291	Loch Invest	104	104
B. Denbury Am.	14 40	14 30	Loch Invest	104	104
B. Denbury Am.	189 50	186	Loch Invest	104	104
B. Denbury Am.	800	800	Loch Invest	104	104
B. Denbury Am.	477	491 50	Loch Invest	104	104
B. Denbury Am.	251 50	252 50	Loch Invest	104	104
B. Denbury Am.	871	871	Loch Invest	104	104
B. Denbury Am.	288	288	Loch Invest	104	104
B. Denbury Am.	340	340	Loch Invest	104	104
B. Denbury Am.	189 20	194 20	Loch Invest	104	104
B. Denbury Am.	1275	1275	Loch Invest	104	104
B. Denbury Am.	300	300	Loch Invest	104	104

### LA BOURSE SUR MINTEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

## Marché des options négociables le 6 juin 1990

Nombre de contrats : 19 334.

VALEURS	PRIX	Options d'achat	Options de vente
Banque	680	4	33
Banque	680	27	15
Banque	680	54	15
Banque	680	610	4,50
Banque	680	6,75	1,50
Banque	680	18,10	2,50
Banque	680	50	13
Banque	680	14	14
Banque	680	125	9,50
Banque	680	18	16,10
Banque	680	25	23
Banque	680	40	49
Banque	680	35	3
Banque	680	17	18,10
Banque	680	35	50
Banque	680	35	15
Banque	680	18	14
Banque	680	0,50	12,10

## MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 6 juin 1990

Nombre de contrats : 65 004.

COURS	Échéances
Dernier	100,00
Précédent	101,00

Pengsat SA .....	840	-	40	-	40
Rhône-Poulenc CI ..	440	32	35	3	-
Saïef-Gobas .....	560	17	-	1010	-
Sources Pariis .....	1 700	35	-	50	-
Société générale .....	620	34	-	-	14



## URSS

## Quarante-huit morts en Kirghizie

Le ministre soviétique de l'Intérieur, M. Vadim Bakatine, a mis en garde jeudi 7 mai contre une éventuelle « guerre » entre les républiques de Kirghizie et d'Ouzbékistan, en Asie centrale soviétique, a rapporté l'agence Tass.

Le dernier bilan des heurts entre Kirghizes et Ouzbeks en Kirghizie est de 48 morts et 338 blessés, a annoncé le ministre. La presse de Moscou a fait état de trente-cinq morts à Ochi, près de la frontière avec l'Ouzbékistan, où les troubles avaient éclaté lundi à la suite d'un litige sur les terres. Quatre soldats du ministère de l'Intérieur et trois militaires ont été tués.

Selon l'agence de presse kirghize, des « extrémistes » munis d'armes automatiques ont attaqué une nouvelle fois mercredi un poste de la milice à Ochi, mais ont été « repoussés » par les forces de l'ordre.

A Frounzé, les autorités ont tiré des coups de semonce afin de disperser une « foule de jeunes déchaînés » après une grande manifestation qui s'était déroulée mercredi soir, a indiqué l'agence Tass.

Des étudiants et des jeunes se rassemblaient à nouveau jeudi matin dans le centre ville, proposant de « marcher sur Ochi pour combattre les Ouzbeks », selon Tass. La veille, des manifestants avaient tenté de s'emparer de véhicules à la station de bus de Frounzé pour se rendre à Ochi, à quelque 400 km au sud.

Les responsables du parti et du gouvernement ont lancé des appels au calme à la radio et à la télévision locales. Jeudi, les journaux de la République publiaient un appel similaire de l'écrivain kirghize Chingiz Aitmatov, membre du conseil présidentiel de M. Mikhaïl Gorbatchev. — (Reuter, AFP.)

## Les socialistes se prononcent pour l'application du mode de scrutin municipal aux élections régionales

Le bureau exécutif du Parti socialiste s'est prononcé, mercredi 6 juin, à la majorité, pour l'élection des conseillers régionaux, en 1992, au scrutin de liste départemental à deux tours avec « prime majoritaire ». Ce mode de scrutin est calqué sur celui qui est en vigueur depuis 1983 pour les élections municipales et proposé par M. Pierre Mauroy. Les conseillers régionaux avaient été désignés en mars 1986, dans le cadre départemental, selon un mode de scrutin strictement proportionnel, qui rend difficile la mise en place de majorités.

M. Laurent Fabius, partisan d'un scrutin majoritaire impliquant le découpage de circonscriptions législatives, a défendu son point de vue en demandant qu'« aucune solution » ne soit d'avance « ridiculisée » par ceux qu'elle ne convainc pas.

Le président de l'Assemblée nationale a expliqué que l'élection des conseillers régionaux dans le cadre régional aurait l'inconvénient de favoriser l'apparition de fétidités au détriment de l'Etat, de remettre le choix des candidats aux appareils des partis et d'éloigner l'élu de l'électeur. Le cadre départemental risquerait d'annuler, d'un département à l'autre, l'effet de la prime majoritaire souhaitée.

Dans les deux cas, selon M. Fabius, la droite serait incitée par le mode de scrutin à des alliances avec l'extrême droite, que ses électeurs seraient appelés à légitimer. C'est là, aux yeux du président de l'Assemblée nationale, le danger principal, qui lui fait préférer un scrutin majoritaire. Sur ce point, les partisans du scrutin proportionnel, notamment M. Gérard Le Gall, membre adjoint du secrétariat national, lui ont répondu que leur système, au contraire, obligerait les partis de droite à choisir clairement de s'allier ou non avec le Front national, alors que le scrutin de circonscription permet les accords en sous-main, suivis d'ententes pour la répartition des responsabilités à la tête des conseils.

MM. Pierre Mauroy et Henri Emmanuelli ont insisté, en outre, sur l'inconvénient qu'il y aurait à priver de représentation les Verts et le PCF, alors qu'une alliance avec ces deux formations pourrait être souhaitable pour les élections législatives de l'année suivante.

Le premier secrétaire a précisé que M. François Mitterrand entendait laisser le PS libre de son choix sur cette question, étant entendu que le chef de l'Etat est hostile au cadre régional si la proportionnelle est retenue. Les fabiusiens et les poheristes, estimant que la décision doit revenir au comité directeur, qui se réunira le 16 juin, n'ont pas pris part au vote. Les représentants du courant I — sauf M. Louis Mermaz et M. Gisèle Stievenard, qui se sont abstenus — ceux du courant 3 (Rocard) et ceux du courant 7 (Chevenement) se sont prononcés pour la proposition de M. Mauroy.

Le prochain numéro de *Liber*, revue européenne des livres publiés conjointement par le Monde, le Times Literary Supplement, la Frankfurter Allgemeine Zeitung, El País et l'Indice, paraîtra dans le Monde du 9 juin.

Au moment où l'Allemagne avance à pas rapides vers son unification, plusieurs articles, réunis sous le titre global *Allemagne année zéro*, proposent une réflexion sur l'histoire de ce pays, à partir de livres récemment parus. Ainsi un historien français, Christophe Charle, souligne-t-il l'évolution particulière de la bourgeoisie allemande à la fin du dix-neuvième siècle, qui explique la faiblesse du libéralisme et du parlementarisme sous l'Empire; deux auteurs allemands,

Ulrich Raulff et Peter Schöttler, étudient le rôle joué par certaines disciplines scientifiques — de la géographie à l'histoire — dans la politique du Reich; et un professeur suisse, Joseph Jurt, évoque l'image de l'Allemagne dans la littérature française, de M. de Staël à Giraudoux.

Parmi les autres articles de cette quatrième livraison de *Liber*: un portrait de Michel Leiris par Francis Marmande; un texte de l'historien anglais Eric Hobsbawm sur l'histoire du 1<sup>er</sup> mai; des études sur les leçons de la démocratie espagnole, sur les clubs anglais, sur les intellectuels hollandais, sur le marché de la drogue à Vénise.

## Demain dans « Liber »

## « Allemagne année zéro »

Le prochain numéro de *Liber*, revue européenne des livres publiés conjointement par le Monde, le Times Literary Supplement, la Frankfurter Allgemeine Zeitung, El País et l'Indice, paraîtra dans le Monde du 9 juin.

Au moment où l'Allemagne avance à pas rapides vers son unification, plusieurs articles, réunis sous le titre global *Allemagne année zéro*, proposent une réflexion sur l'histoire de ce pays, à partir de livres récemment parus. Ainsi un historien français, Christophe Charle, souligne-t-il l'évolution particulière de la bourgeoisie allemande à la fin du dix-neuvième siècle, qui explique la faiblesse du libéralisme et du parlementarisme sous l'Empire; deux auteurs allemands,

Ulrich Raulff et Peter Schöttler, étudient le rôle joué par certaines disciplines scientifiques — de la géographie à l'histoire — dans la politique du Reich; et un professeur suisse, Joseph Jurt, évoque l'image de l'Allemagne dans la littérature française, de M. de Staël à Giraudoux.

Parmi les autres articles de cette quatrième livraison de *Liber*: un portrait de Michel Leiris par Francis Marmande; un texte de l'historien anglais Eric Hobsbawm sur l'histoire du 1<sup>er</sup> mai; des études sur les leçons de la démocratie espagnole, sur les clubs anglais, sur les intellectuels hollandais, sur le marché de la drogue à Vénise.

## SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Prison dorée

PAUVRE Mandela, si beau, si droit, si fort et si fragile avec ce sourire de gamin qui brusquement illumine et puis s'éteint, planté là, debout sous la pluie, sur le parvis désert des Libertés, au Trocadéro, pendant que Sa Majesté Mimi I<sup>er</sup>, un rien échevelé, y allait d'un discours visiblement tricoté par Tatle Danile, avant de lui céder le micro et d'aller confortablement s'asseoir pour l'écouter à son tour. C'était pathétique et désolant, ces fastes et ces pompes réservées à quelques rares privilégiés encadrés par des cordons de police tellement épais que, de la circulation a été bloquée pendant des heures dans ses files.

Dire que ce mégalomane de Djack, maître attiré des cérémonies, avait invité le bon peuple de Paris à venir fêter en masse le héros, le martyr des droits de l'homme au pays de l'apartheid ! Ceux qui s'y sont risqués, l'entendaient ce matin sur RTL, ont été repoussés comme des moutons.

Moi, quand je suis enfin arrivée à me répandre, complètement trempée, devant ma télé pour assister, le nez écorché sur la vitre, à cette cérémonie à ciel

ouvert et en vase clos, déjà que j'étais bonne à essorer, les larmes me sont montées aux yeux. De tristesse. Et de rire. Ces violons sanglotant sous des archets qui jouaient les essuie-glace, ces paraphes dressés haut par des chambellans, et retournés par le vent, ces enfants des écoles frigorifiées tendant leurs bouquets à une Winnie enturbannée aux couleurs de l'ANC, ce piano sorti d'un film de Fellini qui avançait sur l'immensité marbrée de l'esplanade à la rencontre d'une chanteuse chargée d'interpréter un poème de Nelson... Mandela, oui, on croyait rêver.

Voilà un homme qui vient de passer vingt-sept ans en taule, qui a lutté toute sa vie pour que tombent les barrières et qui se retrouve enfermé, seul, dans le dernier cercle, le plus viscéral, le plus vicieux, le cercle glacé imposé par le protocole et la sécurité à la couronne. Et la couronne de France, pardon, c'est pas de la petite bière, le cerceau excepté, elle a rien à envier à celle d'Angleterre. Les grilles de Buckingham lui paraîtront sûrement moins verrouillées que celles de l'Elysée.

## A Grenoble

## Une « agression raciste » mise en doute par l'enquête policière

GRENOBLE

Correspondance

Les conclusions de l'enquête policière, menée à la suite de la plainte déposée par une militante de SOS-Racisme, qui affirmait avoir été victime d'une agression raciste (le monde du 28 mars), contredisent la version de la plaignante, M<sup>me</sup> Louisa Zémour, selon cette dernière, d'origine algérienne et de nationalité française, un homme masqué d'un foulard bleu, blanc, rouge l'avait battue, tôt le matin le 17 mars dernier, non loin de son domicile à Saint-Martin d'Hères (banlieue de Grenoble).

L'agresseur, qui agissait sans témoin, aurait ponctué ses coups de cris suivants : « Tiens, pour SOS-Racisme. Tiens, pour le PS. De la part de Le Pen ». M<sup>me</sup> Zémour, quarante-cinq ans, et mère de quatre enfants, est militante de SOS-Racisme et du PS. Elle avait séjourné quatre jours à l'hôpital, où 63 points de suture lui avaient été posés.

Les policiers s'appuyent sur le témoignage de voisins, qui affirment avoir entendu tomber M<sup>me</sup> Zémour pendant la nuit, et sur celui du gardien de l'immeuble qui a vu une poubelle placée sous les fenêtres de l'appartement qu'occupe M<sup>me</sup> Zémour, en rez de chaussée. Les enquêteurs en sont venus à la conclusion qu'elle aurait pu se blesser en tombant de la poubelle sur laquelle elle aurait grimpé pour tenter de réintégrer son appartement, dont son mari lui aurait interdit l'accès cette nuit-là. Pour sa part, M<sup>me</sup> Zémour soutient toujours sa version des faits. F.V.

## L'ESSENTIEL

## SECTION A

## Débats

Public-privé : « Enarques à tout faire », par René Lenoir ; Bibliographie : « De Gaulle et l'Allemagne, le rêve inachevé », de Pierre Mailard... 2

## La répression en Chine

Nouvelles condamnations à mort... 3

## Un entretien avec le ministre hongrois des affaires étrangères

4

## SECTION B

## Ouverture du Mondial

L'Italie avant les trois coups... 11

## Roland-Garros

Ivanisevic à bout de souffle... 12

## Un laser superpuissant

Une réalisation du CEA... 12

## Le plan tabac-alcool

Les publicitaires révisent leurs comptes... 13

## M. Chirac et le sida

Renforcer l'information et la prévention à Paris... 14

## Le Paris de Kertész

Une exposition retrace les promenades dans la capitale de ce grand maître de la photographie du vingtième siècle... 15

## Redécouvertes

La peinture française des années 50 fait le bonheur des galeries, tandis que les amateurs retrouvent Hervé Télémaque, peintre de la vie moderne... 15

## Fin de partie à Saint-Sernin

Après de longs mois de polémiques furieuses, le ministre de la culture a tranché. La basilique toulousaine retrouvera l'aspect qu'elle avait avant les restaurations de Viollet-le-Duc... 16

## Financement de l'audiovisuel

Les partisans du maintien de la publicité sur les chaînes publiques gagnent du terrain... 20

## SECTION C

## L'avenir de la Poste

Au Sénat, le gouvernement refuse d'élargir les services financiers de la Poste... 21

## Boom en RFA

Une croissance exceptionnelle de l'économie au premier trimestre... 21

## Regrouper les caisses d'épargne

Pas plus d'une cinquantaine d'établissements, estime un rapport de Mac Kinsey... 23

## AFFAIRES

• Les Lloyd's perdent de leur belle assurance, • Philips : sous la crise, le psychodrame, • Duel au sommet autour de Frametome, • Un entretien avec Nicolas Boyadjis, président de la chambre de commerce franco-arabe à Marseille... 25 à 29

## SECTION D

## LIVRES • IDÉES

## René Belletto

L'ingénieur du roman

Machines ultramodernes et vieilles machines... 25

## Le feuilleton de Michel Braudeau

Le pacte de la Licorne... Pages 33 à 42

## Services

Abonnements... 23  
Annonces classées... 22  
Carnet... 18  
Loto, Loterie... 19  
Marchés financiers... 30 et 31  
Météorologie... 18  
Mots croisés... 19  
Radio-Télévision... 19  
Spectacles... 17

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté du 7 juin 1990 a été tiré à 515 203 exemplaires

## BOURSE DE PARIS

Matinée du 7 juin

## La baisse enrayée

Après cinq séances consécutives de baisse, le mouvement semblait être enrayé rue Vivienne. L'indice CAC 40 qui s'était déprécié de 1,16 % la veille s'appréciait de 0,14 % jeudi matin. Du côté des hausses on notait Nordos (+ 3 %), Truffaut (+ 3,7 %), Gerland (+ 2,8 %) et Synthelabo (+ 2,5 %). Parmi les baisses figuraient Legrand (- 4,9 %), Salomon (- 3,4 %) et Galeries Lafayette (- 2,9 %).

## MODE : AVIS DE RECHERCHE

« NOUS RECHERCHONS un certain nombre d'acheteuses usuelles de tissus. Ces femmes étaient les fidèles clientes de plusieurs de nos excellents confrères. Mais ces magasins de tissus ont dû cesser leurs activités ces derniers temps. »

IL AJOUTE : « Je reste dans la tradition du Comité Vendôme dont je suis toujours membre depuis 1972. »

Que cette évocation rassure les femmes élégantes... »

**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

Livres anciens sur les

**PROVINCES DE FRANCE**

2 catalogues par an

Librairie GUÉNÉGAUD  
10, rue de l'Odéon  
75006 PARIS  
Tél. : 43-26-07-91

## TAPIS PERSANS

FAITS MAIN points noués soldés à

ABADEN 307 x 243 31.000 F - 15.500 F

KERNAN 241 x 151 23.000 F - 14.500 F

HAMEDAN 175 x 107 5.000 F - 2.500 F

SEKIN 144 x 145 11.000 F - 5.500 F

et 30 % d'IRANAN laine et soie

134 x 107 31.000 F - 21.700 F

MAISON DE L'IRAN

65, Champs-Élysées (8<sup>e</sup>)

## Conférences du mois

Dans le cadre de l'exposition  
**LA FABRIQUE DE LA PENSÉE**  
mercredi 13 juin à 17h

« Croissance et plasticité du système nerveux »  
par Alain Prochiantz, CNRS (Jura 1414)

mercredi 27 juin à 17h  
« Visions du cerveau : de la phrénologie à la caméra à positons »  
par Georges Lanteri-Laura, Hôpital Esquirol  
et André Syrota, Commissariat à l'énergie atomique, Orsay  
(soins libres)

Site des Sciences et de l'Industrie  
30 avenue Corentin Carlier 75019 Paris. Métro Porte de la Villette  
Informations : (1) 46 42 13 11

## Offre exceptionnelle jusqu'au 30 juin

GRATUIT

Votre 405  
en version V.L.P. CUIR/BOIS

avec intérieur complet en cuir et finitions en bois  
(planchette de bord et rappels sur les portes  
en loup d'orme)



PEUGEOT  
**NEUBAUER**

\* Voir brochure ou se rendre aux points de vente pour connaître les conditions de l'offre.

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎ 42.61.15.68  
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎ 42.85.54.34  
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎ 43.21.60.21

## LIVRES • IDÉES

René Belletto  
l'ingénieur du roman

Machines ultramodernes et vieilles machinations

LA MACHINE  
de René Belletto.  
P.O.L., 412 p., 110 F.

René Belletto écrit des romans comme un ingénieur construit une machine. Pas de ces vieilles machines mécaniques faites de rouages, d'engrenages, de courroies et d'engrenages, mais des systèmes ultramodernes, bourrés d'informatique, de connexions électriques, de traitements de données, de codes, d'écrans et de voyants. Des machines d'autant plus impressionnantes et mystérieuses qu'on ne les voit pas fonctionner.

Les romans de Belletto sont aussi des récits de machinations. Ils ont pour centre un personnage, fragile et troublé, qui va déclencher un cataclysme de forces maléfiques, dont le caractère fatal est inévitable.

La Machine, dernier livre de Belletto, peut donc être lu comme une métaphore gothique de sa propre création littéraire : un psychiatre, Marc Lacroix, invente une machine, un « psycho-ordinateur », qui lui permet de transférer la totalité des données intellectuelles et caractérielles d'un individu à un autre. Il va expérimentaler sa découverte sur un psychopathe de ses clients, un malade qui a pour mauvaise habitude de ténasser au couteau les femmes, dont le contact physique l'affoie. Pour Marc, cet échange de personnalité avec Michel Zito, son patient, ne doit durer que quelques secondes et avoir les effets curatifs du transfert freudien.

Mais les choses ne se passent évidemment pas tout à fait comme le psychiatre l'avait prévu : Zito — qui a maintenant l'apparence corporelle de son médecin (cependant que celui-ci a pris les traits grossiers de son criminel compagne) — n'entend pas réintégrer sa peau de pensionnaire d'asile. Il lui préfère, et on le comprend, celle d'un beau, riche et savant aliéné, doté d'une grande maison bourgeoise, d'une épouse charmante, d'une maîtresse séduisante et d'un petit garçon tout à fait adorable. Le trouble se retrouve dans une cellule d'hôpital psychiatrique : le malade va goûter aux joies confortables de la société BCBG ; et tout cela pourrait finir dans la paix et l'injustice si la médecine — le vrai — ne souffrait d'un défaut de cancer du nerf auditif et si Zito — fou, mais calculateur — ne préférait, en fin de compte, vivre longtemps plutôt que d'habiter un corps souffrant.

Ainsi racontée, l'intrigue de La Machine peut paraître à sourire. D'ailleurs, la suite de l'histoire accumule les meurtres, les viols, les scènes d'épouvante, à un rythme de descente en chute libre vers l'enfer.

Mais plus la machine détraquée du docteur Lacroix produit d'effets pervers, plus l'horreur cancérisée des derniers espaces de raison, plus le fil de l'histoire tend à se confondre avec un fil de couteau, de ciseaux ou de rasoir, plus le romancier parvient à maîtriser l'intraçable machine infernale qu'il a aliénée.

Puisqu'il a décidé de transférer son nous, de vider dans notre esprit ses angoisses, ses fantasmes, ses malaises, puisqu'il a décidé que, pendant quatre cents pages, nous allions être lui, l'auteur, que nous allions habiter son crâne et ses nerfs, que nous allions sentir battre

son cœur, que nous allions loger dans ce roman en train de s'écrire et dans les affaires de celui qui l'écrit, il faut qu'il nous tienne par tous les bouts, qu'aucune des connexions qu'il a établies ne se rompe, qu'aucun excès ne paraisse excessif, aucun délire invraisemblable.

Lecteurs  
manipulés

Et la Machine, c'est vrai, nous happe. Elle nous happe aux tripes, ce qui est peut-être le plus facile. Encore qu'il faille savoir saisir au

bon endroit des tas de lecteurs inconnus — et forcément différents.

Mais elle nous happe au cerveau aussi. Dans les circonvolutions de la mémoire, où elle ranime des peurs d'enfance et des plaisirs qui sont indissolublement liés à ces peurs. Jeux troubles et pervers de la jouissance et de l'interdit, de l'attraction et de la répulsion, du désir satisfait et de l'envie condamnée, que Belletto impose par petites touches à peine perceptibles, qui vont, par leur seule accumulation, se transformer en taches envahissantes et obsessionnelles.

Alors, à mesure que se développe

le récit, que prend forme et force le cauchemar, s'impose la certitude que le romancier nous manipule, que ce qu'il nous montre de sa machine n'est qu'un leurre, juste un petit cadran sur lequel s'agit une aiguille et qui est destiné à fixer notre regard, cependant qu'ailleurs, dans les entrailles du monstre, s'accomplit l'essentiel. Et nous cherchons désespérément à lire les signes de cette élaboration invisible, à interpréter des codes, à reconstituer des systèmes cohérents. Nous nous accrochons à des interprétations, à des références culturelles. Certaines paraissent évidentes : la situation freudienne, le complexe d'Œdipe, la régression jusqu'au retour dans le sein maternel. D'autres perches sont tendues : le dédoublement de la personnalité, type Docteur Jekyll et Mister Hyde ; le questionnement métaphysique : sommes-nous autre chose que la somme de nos apparences ?

Mais aucun de ces fils ne livre la clé du système lui-même : il se rompt ou il s'emmêle à d'autres connexions avant d'atteindre l'ordonnateur central, le maître des significations. Comme pour éviter que la bouche ne se referme, que le lecteur ne s'échappe, René Belletto conclut son roman par une manière d'épilogue dont la fonction narrative est viduée à contre-emploi : le drame a eu lieu ; une explication rationnelle a été donnée à cet épisode de folie sanglante. Les héros survivants pensent leurs plaies, reprennent leur souffle et leurs esprits. La vie continue. Mais, alors que le livre court ainsi paisiblement vers sa fin, l'auteur y ajoute un paragraphe, presque anodin et logiquement inacceptable, incohérent, contradictoire avec tout ce qui le précède dans le roman. Si bien que, si nous rejetons l'hypothèse d'une erreur de script commise par Belletto, nous sommes obligés de relire le roman depuis le début, mais d'un autre plan de montage de la Machine. Qui, sans doute, s'avère aussi fautive et aussi incomplète que les précédents.

Il ne faut jamais dire jamais. Pourtant, même parmi les auteurs réputés d'avant-garde, la problématique des relations entre l'auteur, le lecteur et la « machine livre » n'a jamais été traitée de manière aussi romanesque que dans ce thriller d'épouvante. Si nous avons été Belletto, pour le meilleur et pour le pire, pendant notre lecture, il y a tout à parier que l'échange a bien eu lieu, et donc qu'il a été nous pendant le temps de son écriture : non pas un imaginaire, mais des milliers ; non pas une angoisse de mort, mais une multitude ; non pas un désir, mais une foule plus inquiétante que les plus terrifiantes histoires de vampires et de savants fous.

Pierre Lepape

## LE FEUILLETON

de Michel Braudoux

Le pacte  
de la Licorne

On n'en a pas fini avec Lewis Carroll. Les Œuvres du père d'Alice entrent dans deux panthéons de l'édition française : « La Pléiade » de Gallimard et la collection « Bouquins » de Robert Laffont. En prime, « La Pléiade » offre à ses fidèles un remarquable album de l'univers photographique de Lewis Carroll. On y rencontre une vieille dame : celle qui, soixante-dix ans plus tôt, servait de modèle pour Alice...  
Page 34

## PHILOSOPHIES

par Roger-Pol Droit

Ennemis  
intimes

Hegel et Schopenhauer : le second détestait le premier et n'a cessé de l'abreuver d'injures. Rancœur de diva ? L'opposition est plus fondamentale. Et le désaccord insurmontable entre la philosophie de Hegel et celle de Schopenhauer fournit sans doute une des clés de la modernité jusqu'à aujourd'hui.  
Page 36

## LETTRES

GERMANIQUES

Paris, Berlin,  
trois femmes  
et des rêves

Walter Benjamin et ses écrits autobiographiques, mais aussi Rainer Maria Rilke, sa Correspondance avec Catherine Pozzi et ses Journaux de jeunesse ; et Theodor Lessing, l'une des premières victimes de la Gestapo, dont on publie l'ouvrage majeur, la Haine de soi, six portraits d'intellectuels allemands consumés par le refus d'eux-mêmes.  
Pages 39 et 40

## La sérénité inquiète d'Adalbert Stifter

Deux récits d'apprentissage par l'un des maîtres de la prose de langue allemande

## BRIGITTA

d'Adalbert Stifter.  
Traduit de l'allemand  
par Marie-Hélène Clément  
et Silke Hass.  
Ed. Fourbis  
(BP 925, 75535 Paris Cedex 11),  
distr. Distique, 122 p., 69 F.

LES CARTONS DE  
MON ARRIÈRE-GRAND-PÈRE  
d'Adalbert Stifter.  
Traduit de l'allemand  
par Elisabeth de Francoschl.  
Ed. Jacqueline Chambon (Nîmes),  
distr. Harmonia Mundi, 220 p.,  
90 F.

Sarcastique, le dramaturge Friedrich Hebbel prétendait que l'œuvre de son contemporain Adalbert Stifter « présuppose comme lecteurs, de toute évidence, Adam et Eve ». Néanmoins pas trop vite le propos du détecteur. Il se pourrait bien en effet que, prise à la lettre, sa moquerie révèle, dissimulée sous son intention critique, une certaine vérité.

Lovée au cœur du dix-neuvième siècle autrichien, en pleine époque Biedermeier (1) à

laquelle on l'apparente, l'œuvre de Stifter semble suspendue en dehors ou à l'écart de son temps. Les sombres accents du romantisme allemand sont déjà loin. La Vienne de la Restauration, où il vécut, n'est pas encore la grande cité intellectuelle et littéraire de la fin du siècle. L'esprit conservateur de l'écrivain, par ailleurs fonctionnaire zélé de l'éducation, s'accommode bien du régime commençant de l'empereur François-Joseph, instauré après l'échec des tentatives révolutionnaires de 1848. La biographie de Stifter, né en 1805 dans un village du sud de la Bohême, n'offre guère plus d'épisodes saillants que son époque. Si ce n'est, peut-être, son suicide : en 1858, malade, il se tranche la gorge d'un coup de rasoir.

Stifter, qui fut également peintre et dessinateur de paysages (un musée porte son nom à Vienne), est l'auteur de nombreux romans et nouvelles, qu'il reprenait et remaniait sans cesse. Ses œuvres complètes, rassemblées à partir de 1901, comportent vingt-cinq volumes.

Revenons au jugement de Hebbel et à la clairvoyance qu'il

recèle. Le court et magnifique récit Brigitta, que viennent de traduire — excellentement — Marie-Hélène Clément et Silke Hass, permettra d'en montrer la pertinence. Ce monde pacifié, demeure d'une humanité réconciliée avec lui et avec elle-même, que met en scène Stifter, appelle, suscite un regard pour ainsi dire premier, une lecture débarrassée de préventions et de préjugés. Sans cet allègement du regard, la vision de l'écrivain paraîtrait naïve, sa conception du monde invertebrée et passiste.

Un passé lointain  
et mystérieux

Comme l'admirable roman l'Homme sans postérité (2), comme le Château des fous (3), comme enfin Les Cartons de mon arrière-grand-père, publié l'an dernier chez Jacqueline Chambon (4), le récit intitulé Brigitta (qui date de 1843, c'est-à-dire du début de la carrière d'écrivain de Stifter) suit la courbe d'un apprentissage, d'une initiation à la vie. Témoin plus qu'acteur de l'histoire dans laquelle il s'insère et qu'il rapporte, le narrateur

accède, en même temps que le lecteur, au sens et à la vérité de celle-ci. Il recompose cette vérité éparse, rend visible le cours du destin des différents protagonistes, atteste enfin le sens et la finalité de leurs actes.

Patrick Kéchichian

Lire la suite page 40.

(1) Ce terme désigne le style provincial et bourgeois qu'il illustre, dans le monde germanique préindustriel d'avant la révolution de 1848, des auteurs comme Morike ou Grillparzer.

(2) Traduit et présenté par G.A. Goldschmidt, Pléiade, 1978.

(3) Traduit par Alain Coulon, introduction de J.-L. Bandet, bilingue, Aubier, 1978.

(4) Chez Jacqueline Chambon, qui a le grand mérite de défendre un auteur dont on peut craindre qu'il ne rencontre pas un succès aussi, on trouve également Cristof de roche (Pierres multicolores II) (voir « Le Monde des livres » du 18 novembre 1988). A paraître : Tourmaline (Pierres multicolores II). Pour compléter cette bibliographie, citons les Grands Bois, trois récits traduits par Henri Thomas (Gallimard, 1943 et 1979).



## EN POCHE Autour de l'antisémitisme

Les débats sur l'antisémitisme nés de l'affaire de Carpentras donnent une actualité particulière à trois livres dont la réédition en poche est une heureuse initiative. Dans *Vichy et les Juifs*, paru en 1981 dans la collection *Diaspora* de Calmann-Lévy, deux historiens, un Canadien, Michael R. Marrus, et un Américain, Robert O. Paxton, rappellent à ceux qui l'auraient oublié que, de la publication d'un statut des Juifs en octobre 1940 au départ d'un dernier convoi de déportés pour Auschwitz, en juillet 1944, le régime de Vichy a mis en œuvre sa propre politique antisémite : 75 000 Juifs (Français ou étrangers) ont été envoyés dans les camps de la mort, environ 2 500 ont survécu.

La responsabilité de Vichy pèse lourd dans la mémoire collective. Henry Rousso en analyse les effets dans le *Syndrôme de Vichy de 1944 à nos jours*, paru au Seuil en 1987. Ce syndrome s'exprime, dit-il, dans les conflits qui agitent périodiquement la société française autour du souvenir de l'Occupation et qui révèlent l'existence d'un fort traumatisme. L'antisémitisme est une donnée de ce syndrome, qui se trouve réactivée à intervalles réguliers « comme une nouvelle affaire Dreyfus » qui aurait supplanté la précédente.

Pour comprendre comment fonctionnent aujourd'hui ces idéologies d'exclusion, il faut relire la *Force du préjugé*, de Pierre-André Taguieff, paru en 1987 à la Découverte, qui se propose de donner à l'antisémitisme une cohérence théorique face aux nouvelles formes du racisme, fondées sur une fausse interprétation du droit à la différence et du droit à l'identité des peuples. La relativisme, conclut-il, ne doit pas conduire au rejet de « l'exigence universaliste » mais empêcher que celle-ci ne se corrompe en s'érigeant en absolu.

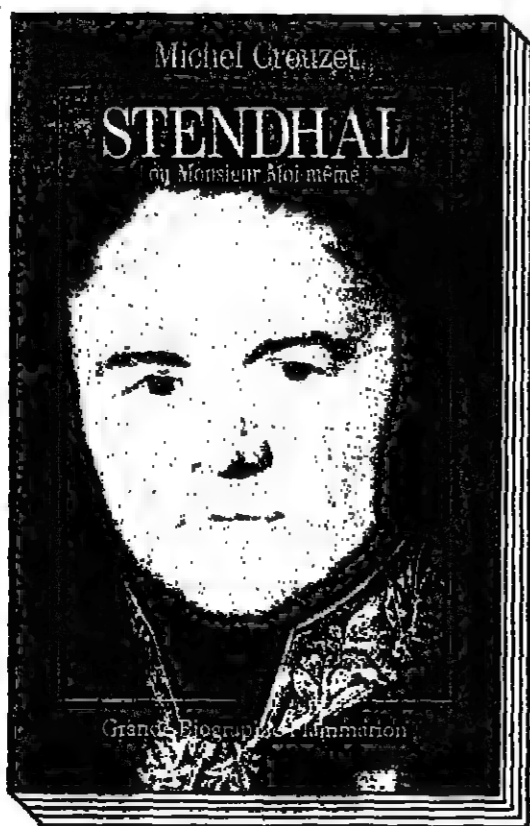
► *Vichy et les Juifs*, de Michael R. Marrus et Robert O. Paxton, *Le Livre de Poche*, « Biblio Essais », n° 4115, 671 p., 49 F.  
► *Le syndrome de Vichy de 1944 à nos jours*, de Henry Rousso, *Le Seuil*, « Points Histoire », n° 135, 414 p., 45 F.  
► *La force du préjugé, essai sur le racisme et ses doubles*, de Pierre-André Taguieff, Gallimard, « Tel », n° 162, 643 p., 90 F.

► Dans la collection « Bref », aux Éditions Cerf-Fides, Asher Cohen publie un ouvrage d'informations synthétiques sur la Shoah (n° 28).

► La collection Tel (Gallimard) poursuit la reprise des grands textes de la philosophie occidentale précédemment publiés chez cet éditeur : *Post-scriptum aux miettes philosophiques* de Kierkegaard (traduit du danois et préfacé par Paul Follot, n° 149); de Kierkegaard également, sont repris, en un volume, les *Miettes philosophiques*, le *Concept de l'angoisse* et le *Traité du désespoir* (traduit par Knud Følmer et Jean-Jacques Gateau); la *Crise des sciences européennes et la phénoménologie* transcendantale, de Husserl (traduit de l'allemand et préfacé par Gérard Granel, n° 151); *Questions I et II*, de Heidegger (plusieurs traductions, n° 156); la *Technique et la science comme idéologie*, de Jürgen Habermas (traduit de l'allemand et préfacé par Jean-Henri Ladamir, n° 161).

► Philosophie également en Folio-Essais avec *De la liberté*, de John Stuart Mill (traduit de l'anglais par Laurence Langlet à partir de la traduction de Dupond-White, préfacé par Pierre Bourdieu, n° 142) et l'*Essai sur l'origine des langues*, de Rousseau (présenté par Jean Starobinski, n° 135).

## Stendhal ou Monsieur Moi-même.



Vous lirez avec passion cette biographie, tant Michel Crouzet connaît son sujet par le cœur et l'esprit. L'un des meilleurs romans du « Milanais ». Un enchantement.

Bernard FRANK - Le Nouvel Observateur.

Flammarion

### ŒUVRES

de Lewis Carroll.  
Édition établie et présentée par Jean Gattégno.  
« Bibliothèque de la Pléiade », Gallimard, 1983 p., 460 F.

ALBUM LEWIS CARROLL  
Iconographie choisie et commentée par Jean Gattégno.  
« Bibliothèque de la Pléiade », Gallimard, 365 p., offert pour tout achat de trois volumes de « La Pléiade ».

### ŒUVRES

de Lewis Carroll.  
Édition établie et présentée par Francis Lacassin.  
Tome 1, 967 p.; tome 2, 907 p.  
« Bouquins », Robert Laffont, 240 F.

LEWIS CARROLL, qui entre à quelques mois d'intervalle dans deux panthéons de l'édition française, l'auguste « Pléiade » sous la direction de Jean Gattégno et les « Bouquins », joufflus et souples de Robert Laffont sous l'œil averti de Francis Lacassin, peut envisager, du fond de sa tombe, l'avenir avec optimisme : on n'en a pas fini avec lui. Le mélange de réserve britannique du clergymen écrivain et de folie aimable et absurde de son propos qui caractérise le genre particulier qu'il cultive, celui du *nonsense* — intraduisible, sinon assez pauvrement par « non-sens », lui assure pour longtemps une place unique dans les lettres. Jean Gattégno indique que, d'après l'*Oxford English Dictionary*, le substantif « excentrique » apparaît en 1832, l'année même de la naissance de Carroll. Il ne fut certes pas le premier ni le dernier, du reste, des excentriques qu'Albion, fertile en cette progéniture, engendra, mais incontestablement l'un des plus géniaux.

C'est en France que cet Anglais, concentré d'Anglais, a connu l'essor de sa gloire posthume. Adopté par les surréalistes, traduit par Aragon — qui mêle assez abusivement littérature et jeu de mots — il est surtout, lancé par une série de traductions inspirées et dévouées, André Bay, Jacques Papy, Henri Parisot, entre autres, et Jean Gattégno, à qui l'on doit aussi une vie de Carroll (1) et une étude des plus pertinentes sur cet auteur (2). La France est le pays qui publie le plus largement Carroll et ne se borne pas aux textes consacrés qui l'ont rendu célèbre immédiatement, dès 1865.

On ne rappellera pas ici la vie de Charles Lutwidge Dodgson, né le 27 janvier 1832 dans le comté de Cheshire au sein d'une famille nombreuse et religieuse, une vie dont il y a peu d'événements à rapporter au fil de vingt-cinq années d'enseignement des mathématiques au collège Christ Church d'Oxford. Une vie solitaire peuplée d'enfants, sans femme, avec un ou deux amis, un microcosme universitaire en pleine campagne, un royaume, un asile. Une vie pas très longue — il meurt à soixante-six ans, d'une bronchite, chez sa sœur, — sans tumultes ni accidents, une vie timide placée sous le signe de ce que Gattégno nomme justement « la peur du monde ».

Peut-être faut-il accuser ces chers collègues britanniques, dont les règles strictes, les punitions à la badine et les traditions de bizutage, ont eu sur des générations de jeunes gens l'influence pénétrante que l'on sait. Le doux Charles Dodgson fut interne

## LE FEUILLETON de Michel Branda



Lewis Carroll : autoportrait

## Le pacte de la Licorne

au collège de Rugby de l'âge de quatorze à dix-sept ans et déclara par la suite : « Rien au monde ne me persuaderait de vivre à nouveau les trois ans que j'y ai passés. » Jean Gattégno suggère de voir dans cette période de formation de Carroll, « le grand tournant de la fuite devant le groupe, devant la vie — et le repli sur soi, c'est-à-dire l'imagination, les jeux de l'esprit et, pourquoi pas, les « jeux solitaires » tout court ».

DANS cette vie, toutefois, une date à relever où s'opère un pur miracle littéraire, une pluie d'étoiles inspirées, le 4 juillet 1862 : Charles, devenu Lewis Carroll en littérature depuis la publication de quelques poèmes et contes, a fait la connaissance des enfants du nouveau doyen de Christ Church, Henry George Liddell, un garçon et trois filles, Alice, Lorina et Edith. Lorina et Alice sont d'une beauté délicate, sublime autant qu'on en peut juger par les photos. Ce jour-là, Charles Lewis les emmène en barque pour une excursion sur l'Isis, un petit affluent de la Tamise, et leur raconte sur l'eau un conte improvisé qui est la première version, orale, d'*Alice au pays des merveilles* qui paraîtra illustrée par John Tenniel en 1865. La suite, *De l'autre côté du miroir*, paraîtra en 1871, dans la même veine et avec le même succès.

Tout le monde connaît l'atmosphère de rêve calme où baignent ces deux récits qui innovent radicalement dans le domaine si convenu de la littérature pour enfants. Carroll renverse le rôle traditionnel du conte qui est d'intégrer l'enfant au monde adulte et pose au contraire comme étalon, repère et ombilic, le monde enfantin : c'est le regard d'Alice qui prend la mesure du monde des

adultes. Et Carroll a recours pour cela à ce qu'Edouard Lear a illustré dès 1846 avec *The Book of Nonsense*, un art froid du dérèglement logique qui se déploie en maints bouts-rimés, en historiettes et devinettes dont le chemin d'Alice en ce monde à l'envers est constellé, ponctué, guidé, comme par une rampe de faux bon sens.

Alice s'écarte aussi des contes du folklore en ce qu'elle est absolument dépourvue de « morale » : on n'apprend rien de sage sur la vie au fil de ces histoires inquiétantes et cruelles ; on y flotte dans une étrange indifférence, une humeur d'impassible euphorie où les frontières du raisonnable et de l'interdit sont levées magiquement, d'un souffle, comme un vœu. Plus tard, avec *Sylvie et Bruno*, Carroll reviendra à des formes plus habituelles (bien que la structure de ce roman soit des moins banales) et pleines de « sentiment ». Il deviendra un écrivain pour enfants comme les autres, conscient du reste d'avoir un moment atteint un domaine inabordable avant lui, et d'en avoir perdu l'accès. Il se détournera de la littérature pour se consacrer à ses exercices de logique formelle (*la Logique symbolique*, *Un conte embrouillé*) jusqu'à la fin de sa vie.

DES énigmes nombreuses que pose le cas de Lewis Carroll au lecteur, le moins n'est pas celle de son rapport aux petites filles. Aimées, recherchées, collectionnées, photographiées, amusées de mille façons, il en a des registres à faire pâlir la Barbe-Blonde. Et pourtant, jamais un geste déplacé, jamais un scandale, il écrivait aux mamans d'incroyables lettres pour demander à quel point leur petite était « embrassable » et s'il pouvait la faire poser en tenue d'Eve. Aux fillettes (autour de dix-huit ans pour les plus âgées) il envoyait une moyenne de quatre lettres

par jour pendant trente-sept ans, d'amour, de reproches, de plaisanteries, de comptabilité tendre. La petite Isabella lui envoie « des millions » de baisers, il répond aussitôt que « des millions » signifie au moins deux millions ; qu'à raison de vingt baisers la minute, on arrive à 100 000 minutes, soit 1 666 heures, soit 138 jours (de 12 heures chacun), soit 23 semaines ; et, comme à regret, qu'il ne peut trouver le temps nécessaire pour 23 semaines de baisers continus.

Une fixation aussi exclusive sur les fillettes trouve un écho dans son attitude envers le langage. S'il décide que « noir » signifie « blanc », il a le droit de substituer l'usage commun, même s'il y a de l'absurde à cela. C'est du moins ce qu'il croit au début de son œuvre, avant de constater qu'on ne joue pas infiniment avec la Loi, avec l'arbitraire du signe et que la marge de liberté que l'on peut espérer prendre avec le langage est limitée. « Les mots signifient plus que nous ne voulons leur faire dire quand nous les utilisons ». Reste pour sa paix et sa morale qu'il aura démonté, combiné, renversé les mots plus que les fillettes, pour autant que l'on sache, ce qui vaut mieux pour tout le monde. La mère d'Alice Liddell se brouilla un temps avec Carroll, craignant que sa fille ne soit perturbée de tant de sollicitude. Pourtant il y avait un pacte passé entre le professeur un peu sinistre et ses proies en dentelles, qui ressemble à l'accord entre Alice et la Licorne, au chapitre VII de *De l'autre côté du miroir*, après que l'une et l'autre eurent avoué avoir cru qu'une petite fille, aussi bien qu'une Licorne, était un « monstre fabuleux ». La Licorne dit : « Eh bien, maintenant que nous nous sommes vues une bonne fois l'une et l'autre, si vous croyez en mon existence, je crois en la vôtre. » Ce qui est le début de la tolérance.

Le lecteur français a donc le choix entre deux éditions également soignées de l'œuvre, sinon complète (la correspondance est par trop volumineuse) du moins essentielle, de Lewis Carroll. L'édition de Francis Lacassin est sans doute plus riche en titres inédits et moins chère que « La Pléiade » ; laquelle est très joliment illustrée et plus maniable. A chacun selon son goût. Il est déjà beau d'avoir le choix dans ce domaine et de constater l'existence du travail des traducteurs et préfaciers, la place faite aux illustrations, photos et dessins.

Car, en photographie au moins, Carroll les aura prises, ces exquises fillettes. Au naturel, sur fond de pelouse et bâtiments néo-gothiques. En studio, avec ombrelles et costumes de Chinoises (Alice et sa sœur, Lorina) ou en haillons, dans des poses geignardes de mendiants louches. L'album que propose « La Pléiade » à ses fidèles, consacré cette année à Carroll, est des plus remarquables. Une place très large y est faite à la photographie, à des clichés parfois très peu connus. Les autoportraits de Carroll sont tous très touchants et révélateurs. On y voit un jeune homme mélancolique et pâle devenir un sexagénaire las et plus souriant, apaisé. On y rencontre aussi une vieille dame à l'œil brillant sous son bibi noir, une canne sur les genoux. C'est Alice en 1932, trente-quatre ans après la mort de son adorateur.

(1) Lewis Carroll, une vie, avril 1974.  
(2) L'Univers de Lewis Carroll, José Corti, 1970 et 1990.

## L'amour deux

de Michel Branda

« L'amour deux » est un roman de Michel Branda, paru chez Grasset. Il raconte l'histoire d'un couple qui se sépare et se retrouve. Le roman est divisé en deux parties, chacune commençant par une lettre « L ». La première partie, « L'amour », raconte l'histoire d'un couple qui se sépare. La deuxième partie, « L'amour deux », raconte l'histoire d'un couple qui se retrouve. Le roman est écrit dans un style simple et direct, avec une narration linéaire. Le personnage principal est un homme qui se sépare de sa femme et qui se retrouve avec elle. Le roman est une exploration de l'amour, de la séparation et du retour.

## Flamenco la rousse captive

« Flamenco la rousse captive » est un roman de Michel Branda, paru chez Grasset. Il raconte l'histoire d'une femme qui est capturée par un flamenco et qui devient sa captive. Le roman est divisé en deux parties, chacune commençant par une lettre « F ». La première partie, « Flamenco », raconte l'histoire d'une femme qui est capturée par un flamenco. La deuxième partie, « Flamenco la rousse captive », raconte l'histoire d'une femme qui devient la captive d'un flamenco. Le roman est écrit dans un style simple et direct, avec une narration linéaire. Le personnage principal est une femme qui est capturée par un flamenco et qui devient sa captive. Le roman est une exploration de l'amour, de la séparation et du retour.

LIVRES • RÉCITS

ROMANS

# L'amour deux fois clandestin

Jeannette Colombel raconte avec pudeur une histoire d'adultère et de Résistance

LES AMANTS DE L'OMBRE,  
de Jeannette Colombel,  
Flammarion, 362 p., 119 F.

Collaboratrice des Temps modernes, spécialiste de l'œuvre de Sartre, Jeannette Colombel jouit depuis longtemps, en milieu philosophique, d'une réputation de rigueur, de passion, d'intransigeance que ne viendra certainement pas démentir la publication de ce roman autobiographique.

Nelly est en train de terminer ses études de philosophie à la Sorbonne, au début de la dernière guerre. Son père, dont le nom, inchangé, est familier aux historiens de la Résistance et du Parti communiste, Marcel Prenant, est une figure majeure de ce qu'on a appelé « l'armée des ombres ». Sa mère, Lucy, célèbre pour ses recherches leibniziennes, qui font encore autorité, est également présentée telle qu'elle fut probablement dans la réalité.

Plusieurs personnalités font ainsi des apparitions, sans être travesties : en particulier Jean-Louis Bory qui entraîne Nelly avec enthousiasme à une représentation des Mouches, ou encore Gaston Bachelard. Jean-Louis Bory aide Nelly à trancher, lorsqu'elle doute encore de l'innocence du projet de Sartre et de son indépendance par rapport à l'occupant. « Le théâtre est une arme, mais Sartre est bien le seul à l'avoir comprise », clame le bouillant Bory. Quant à Bachelard, il fait rayonner son personnage de patriste, épistémologue et révélateur des vers d'Éluard avant leur publication, inlassable messager et traducteur des visions poétiques ou scientifiques des autres. Les belles pages inspirées que Jeannette Colombel consacre à ce philosophe inclassable font d'ailleurs espérer qu'un jour une biographie rendra justice à « ce

matrice, différent des autres (...), cet homme trop charnel pour l'université, enfermé dans les murs et dans un comptoir noir tout à la fois étroit et flottant ».

Autobiographie intellectuelle ? Non pas vraiment, car Nelly est trop passionnée pour accepter le destin, réservé de professeur de philosophie qu'on croit fait pour

de porter l'étoile jaune, de même Nelly redoute d'être prisonnière d'une situation familiale où elle ne se reconnaît pas.

Elle choisit donc de tromper son mari et, réfléchissant de moins en moins aux risques courus, elle retrouve son amour « dans l'ombre », doublement clandestine, celle de l'adultère,

mais apporte des réponses immédiates. Elle ne s'en dissimule pas pour autant ses faiblesses et même celles de l'homme qu'elle aime. Elle refuse tout compromis, d'écarter par la réaction tout d'abord conformiste et timorée de son père. Elle idéalise Jean, comme toute amoureuse privée de la présence constante de celui qu'elle aime. L'éloignement, le danger que court son amour par ses activités, la mauvaise conscience achèvent d'attiser sa passion, mais n'émoussent pas son sens critique.

Anarchie  
des passions

Et c'est ce sens critique, cette honnêteté foncière qui donnent toute sa valeur au livre de Jeannette Colombel. Fuyant le lyrisme facile et manichéiste qui caractérise tant d'ouvrages consacrés à la Résistance, elle a le courage de se montrer elle-même sous un jour qui n'est pas toujours flatteur, de dénoncer aussi le machisme de pacotille des « compagnons » qui se partagent « l'homme à femme », elle dresse un tableau vif et émouvant de ces années de désordre, chaos politique, bien sûr, mais traduit, individuellement, dans une anarchie des passions qui non sans mal finissent par découvrir leur logique.

On peut être surpris par la décision de « romancer » une histoire qui devait être déjà, telle quelle, fort romanesque. Pourquoi Nelly et non pas je ? Le modèle un peu vieillot des romans de Beauvoir peut-être ? Sans doute aussi un surcroît de pudeur qui aura retenu une philosophe habituée à écarter de ses analyses la part d'une envahissante subjectivité. Mais heureusement l'enthousiasme et l'authenticité demeurent dans ce livre auquel le cinéma devrait s'intéresser.

René de Cécatty



elle. Mariée trop vite, elle est fascinée par un homme, Jean Quemener, auquel elle ne refuse rien. De même que son père ne cesse d'affirmer sa liberté en luttant contre les nazis, en organisant une université libre, en s'intégrant à la Résistance, en ripostant avec héroïsme à la chienne fasciste, en interdisant à sa femme et à sa famille

bien sûr, mais aussi celle des réseaux secrets de combat, auxquels elle participe à la fois pour l'amour des siens et par principe moral.

Comment sublimer une passion qui pourrait être mesquine et médiocre, comment donner de la noblesse à ce qui pourrait n'être qu'un drame bourgeois ? Nelly ne se pose pas la question,

## Flamenca la rousse captive

LE ROMAN DE FLAMENCA  
traduit de l'occitan  
par Georges Bégou  
Editions Jean Picollet,  
170 p., 83 F.

A l'heure où arrivent les gros romans historiques fabriqués tout spécialement pour l'été, on serait bien avisé de glisser dans sa valise un petit livre d'à peine deux cents pages, facile et agréable à lire, et qui ne malmenait pas, lui, l'histoire à coups de lieux communs. Le roman de Flamenca, l'un des fleurons de la littérature occitane du treizième siècle, vient de paraître, dans une nouvelle traduction, « en prose, dit son auteur, pour qu'un large public découvre ce texte merveilleux ».

L'homme qui a entrepris « par pur plaisir » de traduire les huit mille quatre-vingt-cinq vers de cet anonyme récit d'amour provençal n'est pas médiévisant, ne prétend pas « rivaliser avec la précision et la rigueur des précieuses traductions savantes, notamment celle de MM. Nelly et Lavaud en 1960 ». Georges Bégou, qui fut professeur de lettres avant de devenir journaliste, responsable du service culturel d'Antenne 2, n'a pas laissé la télévision tuer en lui la passion, de l'écrit. Bien au contraire. Après avoir publié deux romans (1), il a su en faire de son langage à son « pays d'origine », la Langue d'oc, et à sa langue.

« J'étais, depuis l'adolescence, captivé par l'histoire de Flamenca - écheverie à la fin du douzième siècle pendant trois ans par un mari jaloux, le comte Archaubaut de Bourbon - et par le roman qui en était né vers 1250, explique Georges Bégou. J'ai mis ce récit assez sulfureux, censuré par l'Eglise, ce texte bi-

sant les barrières de la tradition courtoise, mettant en concurrence l'Amour et Dieu, et exaltant, au-delà des sentiments, le plaisir charnel. Au point que je suis allé voir l'unique copie de cette œuvre, conservée à la bibliothèque municipale de Carcassonne. J'ai eu envie de faire partager le bonheur que j'ai eu à le lire, donc d'en proposer une traduction. »

Un pari

Offrir la rousse captive, la magnifique Flamenca, son terrible mari et son bel amant Guilhem à des lecteurs du vingtième siècle très ignorants de la littérature médiévale apparaît peut-être à certains comme un sacrilège. C'est en tout cas un pari, que Georges Bégou a su gagner avec simplicité. Les amours de Flamenca, en prose, se lisent comme un roman populaire, sans toutefois que l'héroïne perde l'aura de sa légende.

Car Georges Bégou n'a pas cherché à « actualiser » le texte : « D'autres auteurs utilisent avec bonheur ce procédé et exploitent la veine médiévale en introduisant une intrigue et des héros de fiction dans un contexte historique. Ce n'est pas mon propos : je tiens à garder au roman de Flamenca ses saveurs, sa musique, son message. » Cet hommage rendu à l'anonyme auteur de ce récit sept siècles après sa mort par un homme de télévision est aussi une belle preuve de la durable fascination de l'écrit...

Jo. S.

(1) Le chef bûcher d'étoiles (Mazamet, 1983) et Le Prince et le Comédien (Lattès, 1986).

## Bons enfants mauvais garçons

Un hymne à une Marseille disparue, la ville natale de Patrick Cauvin

LES BONDS-BONDS  
de Patrick Cauvin  
Albin Michel, 376 p., 98 F.

Jusqu'ici, il arrivait que les héros de Patrick Cauvin séjournent brièvement à Marseille. Mais jamais encore ils n'y avaient vécu. Un peu comme si l'auteur de Haute-Pierre et de Pouchéri tournait autour de sa ville natale sans oser y revenir pour de bon, ne fût-ce que par le biais d'une fiction. Et bien, voilà qui est fait avec Rue des Bons-Enfants, qui emprunte son titre à une des artères populaires du quartier de la Plaine Saint-Michel à Marseille où Claude Klotz (qui n'était pas encore Patrick Cauvin) naquit en 1932 et vécut ses six premières années (avant de « monter » à Paris avec son cheminot de père), ouvrant les yeux sur une ville qui n'avait rien à voir avec la métropole morose de cette fin de siècle.

La Marseille qui sert de décor à Rue des Bons-Enfants, au point d'en faire le principal personnage du livre, est cette ville vivante et forte qui, dans les années 30, marquait sans qu'elle s'en doute encore la fin d'un âge d'or. « nourrit l'Europe avec la force de l'Afrique » au long de ses vingt-cinq kilomètres de quais, comme le clame le César de Pagnol, fière de ses navires et de la puissance de son commerce qui a fait d'elle la « Porte de l'Orient ».

Le symbole de cette puissance est l'Exposition coloniale de 1922. Pas étonnant que Patrick Cauvin l'ait choisie pour le décor de la rencontre de Scraphine et de Pascal, huit ans, les héros de Rue des Bons-Enfants. On connaît le goût du romancier de E-MC2 mon

amour ou de Dans les bras du vent pour les rencontres improbables, prétextes à des histoires d'amour qui bouleversent la vie ordinaire de ses héros. Scraphine et Pascal n'échappent pas à la règle, mais ils commencent plus précocement que les autres. Leur rencontre se fait sur le « viro-vire » (ainsi désignent-ils les manèges enfantins à Marseille) de l'Expo, sous l'œil attendri de leurs pères.

Les hoquets  
de l'histoire

L'amitié de ces deux hommes, l'un industriel, l'autre distraitemment proxénète, se fonde sur un « commerce loyal », le second fournissant au premier la « marchandise de qualité » qu'exige un tempérament de veuf précoce. Voilà comment le fils du barbeau découvre le monde des riches « avec l'automobile et la villa » dans les beaux-quartiers. Tandis que la fille de l'industriel explorera l'univers de tendresse où vit Pascal, incarné par Mémé Maroqui, une grand-mère comme on ne sait plus la faire, dans l'appartement-refuge de la rue des Bons-Enfants. Rien ne pourra défaire cet amour d'enfants, né dans les flouffes du viro-vire, qui se poursuit sur vingt années. Ni les aléas de l'existence, ni les différences de classes, ni les hoquets de l'histoire, quand surgit la guerre avec ses trafics, les collabos, les résistants et la destruction des vieux quartiers qui achève un monde finissant sans parvenir à briser la passion des héros, ni celle qu'ils vouent à leur ville.

Jean Contrucci

FRANCIS RONSIN

## Le contrat sentimental

Débats sur le mariage, l'amour, le divorce, de l'Ancien Régime à la Restauration, mais également débats sur les rapports de l'Eglise et de l'Etat, sur le statut des sexes, sur le devoir, sur la liberté individuelle et l'ordre social... Rares sont les thèmes qui permettent de mesurer avec autant de clarté les forces respectives, les convergences et les antinomies des grands courants idéologiques.

Aubier

Liliane Giraudon

Pallaksch, Pallaksch  
Nouvelles

PRIX MAUPASSANT

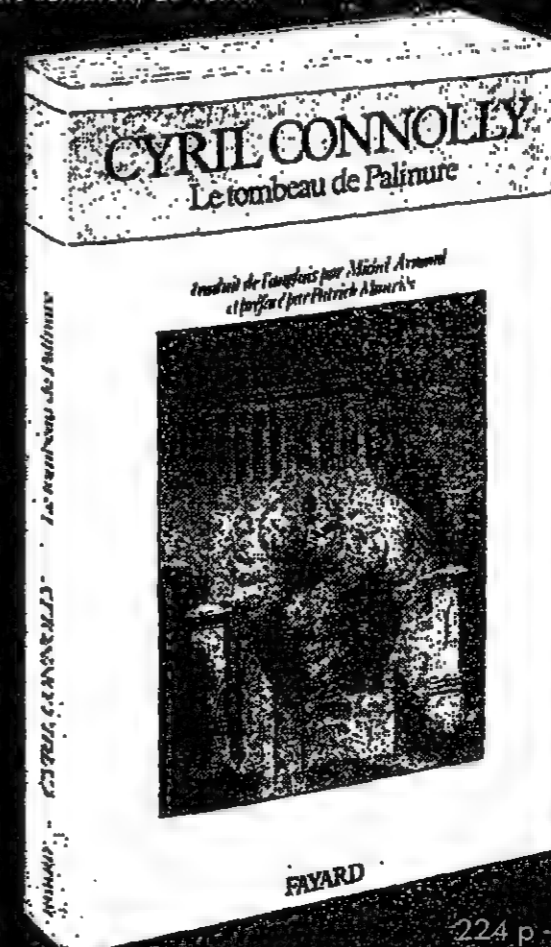
P.O.L.

L'HERMÈS Editeur

13, rue Séguier, 75006 Paris. Tél. : (1) 46-34-05-25  
droit, économie, gestion, langues des affaires  
Diffusion exclusive :  
MÉDITE SA, 9, rue Séguier, 75006 Paris. Tél. : (1) 46-34-07-70  
EDITE SARL, 29, rue Garibaldi, Tunis. Tél. : 216-1-353795

Cyril Connolly est, avec le keynésianisme et le Spitfire, une des inventions anglaises les plus distinguées de ce siècle.

Marc Lombron, Le Point.



224 p. - 95 F.  
Traduit de l'anglais par Michel Arnaud et préface par Patrick Mauriac.

De ce livre d'aucuns, dont je suis, ont fait leur modeste bible saturnienne. Ce n'est pas un monument sculpté dans le marbre, mais une somme de murmures, une anthologie du soupir. L'écrivain qui y divague entre deux ivresses voulait, à sa façon, témoigner en faveur d'une résistance spirituelle. De l'art et du plaisir considérés comme les formes ultimes du sabotage...

Jean-Paul Gauthier  
L'Observateur

FAYARD

## CORRESPONDANCE DE HEGEL

Traduit de l'allemand par Jean Carrière.

Texte établi par Johannes Hoffmeister, Gallimard, coll. « Tel », vol. I (1785-1812), 448 p., 60 F ; vol. II (1813-1822), 388 p., 55 F ; vol. III (1823-1831), 442 p., 60 F.

## SCHOPENHAUER ET LES ANNÉES FOLLES DE LA PHILOSOPHIE

de Rüdiger Safranski, Presses universitaires de France, coll. « Perspectives critiques », 456 p., 198 F.

« On n'est jamais trop sage dans le choix de ses ennemis. » Cette belle maxime d'Oscar Wilde convient particulièrement aux philosophes. Jamais les grands n'ont fait preuve de négligence dans le choix des pensées à combattre. Voyez Schopenhauer : il déteste Hegel et ceux de sa famille. Toute occasion lui est bonne pour les abreuver d'injures. On pourrait interpréter ces sarcasmes faciles comme les conséquences insignifiantes d'un mauvais caractère ou d'une banale affaire d'amour-propre blessé. Demeurant plus de vingt ans sans aucune audience, Schopenhauer s'échauffe vite, il est vrai, quand il voit son grand aîné dominer de haut la scène universitaire. C'est un peu court. Car l'opposition est plus fondamentale et plus intéressante qu'une rancœur de diva.

Le désaccord insurmontable entre la philosophie de Hegel et celle de Schopenhauer fournit sans doute une des clés principales de la modernité jusqu'à aujourd'hui. Hegel travaille à la réconciliation — de l'absolu et de la réalité, de la raison et de l'histoire, de l'esprit et du monde. Entre autres. En concevant la vérité comme un processus, en inventant la fluidité de la dialectique, il explore des voies où toutes les contradictions se surmontent, font avancer l'histoire, et en dévoilent progressivement le sens.

Schopenhauer, au contraire, juge irréconciliable la dualité de notre être. La raison à ses yeux n'est ni Dieu ni la marche de l'esprit dans l'histoire. Elle est seulement outil — précieux, mais d'usage limité. Dans le corps, la nature en nous s'incarne et agit — volonté aveugle, sans but réfléchi, sans progrès ni dialectique. A cette époque où les philosophes, en pensant l'histoire universelle, fabriquent du sens et de l'espoir même à partir des atrocités désespérantes et insensées, le solitaire méconnu demeure, irréductible, un maître de désillusion. Il enseigne que le monde est toujours le même : absurde et horrible. Si quelque chose change, c'est en surface — ou en pire.

La dissonance totale de ces deux pensées revêt une multitude d'aspects. Hegel n'a cessé par exemple de conjuguer religion et philosophie, les réfléchissant l'une par l'autre, et visant à dépasser leur opposition historique. Son ennemi abhorre l'idée de Dieu, bien qu'il vénére les mystiques. La théologie lui fait horreur. Le salut schopenhauerien est affaire de sagesse, non de révélation. C'est un retrait individuel et distant, pas une avancée collective, encore moins une affaire d'Etat.

Ces remarques n'esquissent, comme toujours, qu'une pochade. Elles aimeraient suggérer que nous vivons encore dans la postérité de cette division entre celui qui rêvait de comprendre l'histoire du monde et celui qui voulait s'en débarrasser. Faut-il rappeler ce que Marx doit à Hegel ? Ce que doivent Nietzsche, le fils rebelle, et Freud, le fils docile, à Schopenhauer ? Faut-il souligner que l'école de Francfort, notamment avec Max Horkheimer, est encore prise dans les tensions de ce double héritage ? Notre propos est plus modeste. Derrière ces œuvres qu'un abîme sépare, on devine des vies et des styles distincts. L'homme affirmant : « Ce qui est de moi dans mes livres est faux » (Hegel) n'a pas la même complexité que celui déclarant sur le tard : « L'humilité a appris de moi des choses qu'elle n'oubliera jamais » (Schopenhauer).

DEUX publications récentes éclairent à leur manière cette constitution intime de ces géants inconciliables. Rüdiger Safranski brosse un merveilleux portrait de la vie pensante d'Arthur Schopenhauer. Son ouvrage, publié en allemand en 1987, ne se contente pas de rappeler les faits et gestes, déjà bien connus, de cet enfant de la grande bourgeoisie qui aimait mieux la sauvagerie du philosophe aux pièges furtifs de la vie mondaine. Avec une précision intelligente et vive, ses analyses éclairent la genèse de l'œuvre du dehors et du dedans, si l'on peut dire. Les villes d'enfance, les lectures, les conflits de parents, les débats du temps constituent quelques pièces d'un puzzle habile et plaisant. La singularité philosophique de Schopenhauer y apparaît de façon progressive et nette.

On réédite par ailleurs la correspondance de Hegel. La collection « Tel », dont le souffle philosophique, ces derniers temps, est décidément remarquable (1), reprend au format de poche la belle édition française due à Jean Carrière (2). En trois volumes, quelque sept cents lettres et billets. Y figurent aussi bien les textes des correspondants que ceux du philosophe. On peut y suivre les relations avec Hölderlin et Schelling, les amis des années de jeunesse au séminaire de Tübingen. On y découvre surtout un Hegel sensible, presque sensuel, grand amateur d'opéra, percevant et décrivant à merveille les timbres de voix et les nuances de plaisir.

L'amoureux envoie des poèmes à la fiancée (il a quarante ans, elle vingt) qui sera bientôt M<sup>lle</sup> Hegel. Le professeur explique à un fabricant de chapeaux de Hambourg sa conception de la vérité, en quelques pages de grande pédagogie (3). Les soucis des finances précaires et de la carrière incertaine tiennent une large place. Tandis que Schopenhauer vécût de ses rentes en célibataire bien réglé, Hegel dut être de longues années précepteur, journaliste, professeur, avant d'obtenir tardivement une chaire de philosophie digne de lui. On l'oublie trop souvent, tant l'image du maître de Berlin exposant son système a recouvert les autres.

ON n'écrit pas ici les vies parallèles de Georg Wilhelm Friedrich et d'Arthur Schopenhauer, mais seulement certains traits. Quelques-uns les rapprochent. Ils semblent être les fils d'un même temps et d'une même culture allemande.

PHILOSOPHIES  
par Roger-Pol Droit

## Ennemis intimes



G.W.F. Hegel naît en 1770 à Stuttgart. Arthur Schopenhauer en 1788 à Danzig. L'aîné meurt du choléra à Berlin en 1831, le cadet succombe à une attaque à Francfort en 1860. L'un comme l'autre auront passé relativement peu de

temps hors d'Allemagne, où chacun habita plusieurs villes. Même leurs projets philosophiques ne sont pas dépourvus de sources communes. Il s'agit pour tous deux de penser après Kant, et contre le romantisme. Explorer les au-delà

L'effort multiple entrepris en France ces dernières décennies pour traduire les textes de Hegel se poursuit de divers côtés. Un bon nombre de publications des mois passés en témoignent, dont nous mentionnons seulement quelques titres.

Parmi les inédits en français figurait un article de la première livraison du *Journal critique de philosophie* que Schelling et Hegel dirigèrent en commun en 1803-1803. Sous le titre « Comment le sens commun comprend la philosophie », Hegel y attaque, avec une ironie et une cruauté de grand polémiste, un adversaire de l'idéalisme du temps, qui pour son malheur s'appelle Krug (« cruche », en allemand). Jean-Marie Lardic, le traducteur, souligne l'importance de ce bref arti-

cle et le fait suivre d'une intéressante étude sur l'évolution de la pensée de Hegel, et de sa relation à celle de Schelling, à propos de la notion de contingence (*Actes-Sud*, coll. « Le génie du philosophe », 120 p., 89 F).

*Foi et Savoir*, texte publié par Hegel cette même année 1802, mais d'une longueur et d'une densité plus importantes, puisqu'il y critique les philosophes de Kant, de Jacobi et de Fichte, a fait l'objet d'une nouvelle traduction par Alexis Philonenko et Claude Lecouteux. La longue introduction de Philonenko, qui est à soi seule un livre, analyse les forces et les faiblesses des positions hégéliennes à ce moment charnière de leur évolution (Vrin, « Bibliothèque des textes philosophiques », 208 p., 120 F).

Bernard Bourgeois a publié le

ou les en-deçà de la conscience individuelle constitue l'horizon d'ensemble sur lequel leurs démarches se découpent pour diverger.

Toutefois, dès qu'on cesse de les voir de Sirius, ils diffèrent. Par le temps : l'éclair de 89 frappe Hegel dans l'enthousiasme des vingt ans, mais ignore un nourrisson qui découvrira l'Europe sous le feu des guerres napoléoniennes. Par les lieux : l'Allemagne du Sud où vit longtemps le jeune Hegel n'est pas celle des villes de la Hanse, des ports francs et du commerce international où grandit Arthur. Par l'éducation : le père de Georg Wilhelm Friedrich est un petit fonctionnaire de l'administration fiscale, qui désire que son fils devienne pasteur. Celui d'Arthur est un riche négociant, ardemment républicain, anti-prussien, agnostique, lecteur du *Times*, qui refuse que son héritier s'embarrasse de trop d'études théoriques. S'ils deviennent philosophes contre la volonté paternelle, ce n'est pas le même milieu qu'ils affrontent. Celui de la famille Hegel est grave et laborieux, tandis que les Schopenhauer mènent grand train dans les salons littéraires. Johann, la mère du philosophe, offre le thé à Goethe.

LES voyages aussi les distinguent. Hegel découvre à vingt-six ans les Alpes bernoises (4), et Bruxelles, Vienne ou Paris la cinquantaine passée. Les lettres qu'il adresse à sa femme disent sa répugnance à être hors de chez lui, avec une insistance qui ne semble pas seulement une marque de tendresse. L'« Aristote des temps modernes » aime mieux, visiblement, parcourir les livres que les contrées. Les bibliothèques lui font connaître des mondes où il n'alla jamais. Arthur, au contraire, a vu très tôt l'Europe, et autrement. Il apprend le français au Havre, au point d'en oublier presque l'allemand, de neuf à onze ans. De quatorze à quinze, il apprend à lire le livre du monde en découvrant, avec son père libéral et sa mère romancière, la Hollande, l'Angleterre, la France, la Suisse et l'Autriche.

Les points, et une foule d'autres,

## Actualités de Hegel

Le tome III « Philosophie de l'esprit » de sa monumentale traduction de l'*Encyclopédie des sciences philosophiques*, dans laquelle figurent les versions de 1817, de 1827 et 1830 avec leurs variantes et les additions finales indiquées par Hegel (1). Cette édition de référence est précédée d'une étude du plus haut intérêt sur les concepts d'esprit et de développement de l'esprit chez Hegel (Vrin, « Bibliothèque des textes philosophiques », 604 p., 270 F). Du même auteur, grand connaisseur de l'apport de l'idéalisme allemand à la philosophie du droit et de la politique, on lira *Philosophie et Droits de l'homme, de Kant à Marx*, recueil d'études qui portent, outre les auteurs cités, sur Hegel et sur Hegel et les droits de l'homme (2) (PUF, coll. « Questions », 134 p., 78 F).

C'est aussi à cet aspect de Hegel,

et plus précisément à la troisième partie des *Principes de la philosophie du droit* que s'attache l'une des dernières publications de Gwendoline Jarczyk et Pierre-Jean Labarrière. Sous le titre *Le Syllogisme du pouvoir*, les traducteurs et commentateurs de la *Science de la logique*, et de bien d'autres textes fondamentaux de Hegel, proposent une édition bilingue et une nouvelle traduction des paragraphes 142-157 et 257-329 de cette œuvre décisive et difficile. Ne s'appuyant que sur le texte, leur commentaire à la fois historique et spéculatif montre principalement que la monarchie constitutionnelle pensée par Hegel n'est pas si opposée qu'on l'a cru aux principes de la démocratie (Aubier, « Bibliothèque philosophique », 362 p., 160 F).

D'autres traductions sont actuellement sous presse. Les *Notes et Fragments de l'été (1803-1806)*, travail collectif issu d'un séminaire rassemblé par Pierre-Jean Labarrière, devrait mettre en lumière des traits mal connus de la personnalité de Hegel (Aubier). Deux nouvelles traductions de la *Phénoménologie de l'esprit* sont d'autre part en cours. L'une de Jean-Pierre Lefebvre, à paraître dans la collection « GF Flammarion », l'autre de Gwendoline Jarczyk et Pierre-Jean Labarrière, chez Aubier.

Bref, le temps n'est plus, en France, aux filtres approximatifs du siècle dernier (3). Les temps héroïques des Kojève, des Weil et des Hyppolite sont aussi révolus. Les études hégéliennes sont en pleine mutation.

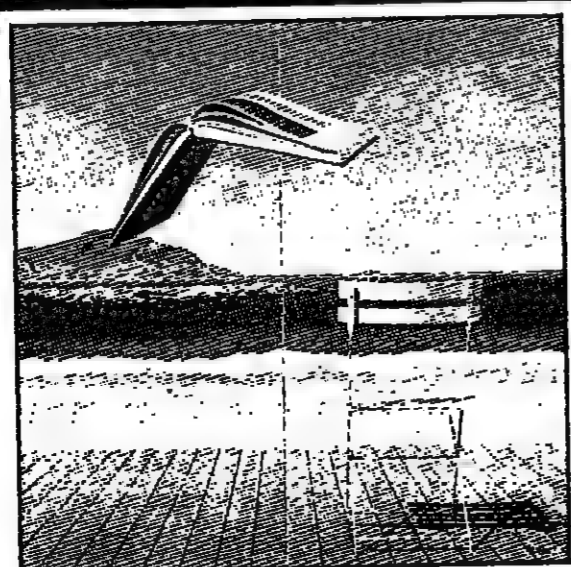
R.-P. D.

(1) Le texte de 1830 a été traduit par Gibelin (Vrin, 1952), puis par Maurico de Candillac (Gallimard, 1970). Cette dernière traduction vient d'être rééditée (Gallimard, « Bibliothèque de philosophie », 352 p., 145 F).

(2) Signalement également l'article de Bernard Bourgeois « Le sujet de droit selon Hegel » dans le remarquable numéro de la revue *Archives de philosophie du droit* intitulé « Le sujet du droit » (Ed. Sirey, t. 34, 430 p., 410 F).

(3) Voir à ce sujet, outre les lettres entre Hegel et Victor Cousin dans la *Correspondance*, un volume bien documenté : *Lettres d'Allemagne, Victor Cousin et les hégéliens*. Lettres rassemblées par Michel Espagne et Michael Werner avec la collaboration de François Lajugue (Du Lérot, 16140 Tassin, 270 p., 160 F).

## PRIX RELAIS H DU ROMAN D'EVASION



Le Jury du 13<sup>e</sup> Prix RELAIS H du Roman d'Evasion

Jean COSTET, Président du Jury

Jean AMADOU  
Christine BRAVO  
Francis CLINCKX  
Gérard FUSIL  
Jean-Pierre GHUYSEN  
Olivier de KERSAUSON  
Philippe MOUTTE

Yves PICOT  
Janine RABUTEAU  
Yves SIMON  
Paul-Loup SULITZER  
Jean VAUTRIN  
Guy VERRIER  
Françoise XENAKIS

ont décerné Mercredi 6 Juin,  
le Prix RELAIS H du Roman d'Evasion 1990 à :

PATRICK MODIANO pour « VOYAGE DE NOCES » (Ed. Gallimard)

Précédents lauréats 1978 : Y. Toussaint - 1979 : M.G. de Béarn - 1980 : M. Jullian - 1981 : C. Exbrayat - 1982 : J. Ferniot - 1983 : C. Hermia-Vieille - 1984 : I. Allende - 1985 : C. Chebel - 1986 : M. Zimmer Bradley - 1987 : R. Mauge - 1988 : C. de Lausse - 1989 : H. Gougoud.

مكتبة الأمل

SCIENCE

les effets pervers

Cybernétique

LE VERT ET LA REALITE

LE MACROSCOPE

HISTOIRE ET DE L'

DES JOURNALS

LAROUSSE

LIVRES • IDÉES

SCIENCES

# Les effets pervers du progrès

Jean Bernard propose une éthique de la connaissance qui permette une meilleure maîtrise des résultats de la science

**DE LA BIOLOGIE A L'ÉTHIQUE**  
Nouveaux pouvoirs de la science, nouveaux devoirs de l'homme  
de Jean Bernard.  
Bachelier-Chastel,  
310 p., 120 F.

« L'éthique, dit Emmanuel Lévinas, c'est la sainteté possible, c'est le commencement de l'esprit. » La modestie de Jean Bernard l'inciterait sans nul doute à refuser ce qualificatif de « sainteté possible ». Il en a cependant tous les attributs, de l'amour du prochain au sens de la mesure, de la connaissance encyclopédique à la perception aiguë de la justice, et pour couronner le tout, de la rigueur de la pensée à la souveraine clarté de son exposé.

Président du Comité national consultatif d'éthique des sciences de la vie et de la santé, il a depuis sept ans étudié avec toutes ses équipes les difficultés, pour certaines d'entre elles exceptionnelles, que soulève le développement accéléré de la science et l'application — à la procréation notamment — des technologies qui en découlent.

Jusqu'à la découverte des sulfamides en 1937, la médecine était quasiment impuissante et ne disposait tout juste « que de cinq médicaments actifs : la quinine, l'aspirine, la digitaline, la morphine et l'émétine ». De quoi sacrifier une relation médecin-malade, ou médecin-société, dont les règles remontaient à près de deux mille ans.

Il n'en est plus de même depuis la double révolution de la génétique et de la pathologie moléculaire qui transforment sous nos yeux le destin des hommes. Et qui ouvrent la voie, selon notre académicien, aux trois maîtrises : maîtrise de la reproduction, maîtrise de l'hérédité, maîtrise du système nerveux, « qui touchent l'homme au plus profond et concernent la société humaine tout entière ». Et qui, sans nul doute, transforment son destin en un sens que l'on voudrait heureux, et dont il est urgent de limiter les effets pervers.

## La génétique et le cerveau

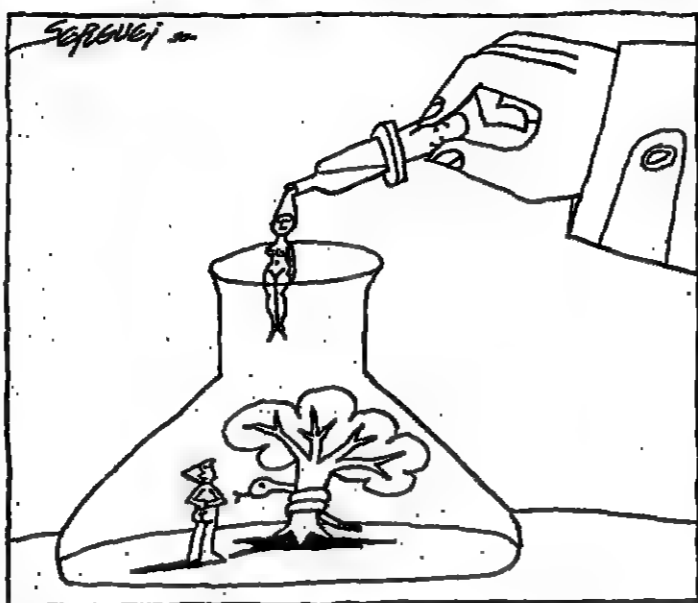
Quinze mille enfants sont nés en France par insémination artificielle, pour certains grâce au sperme du mari rendu stérile par le traitement d'un cancer, pour d'autres avec le sperme d'un donneur anonyme — et qui doit le rester, estime le comité d'éthique, et cela contrairement aux règles en vigueur dans plusieurs pays étrangers — de même que la granité de cet acte se doit d'être absolue. Tel n'est pas le cas, hélas, pour la regrettable pratique des « mères vendeuses, ou mères porteuses », coupables « d'abandon d'enfant avec préméditation » qui devrait non seulement être strictement interdite mais assortie « de sanctions pénales pour les intermédiaires ».

Qu'il s'agisse du sang, de la moelle, d'un organe quelconque ou d'un produit du corps humain (ovules, sperme ou embryon), « un grand principe inspire le droit français, la biotechnique de notre pays : le corps humain ne peut être vendu ». On voit d'ailleurs à l'étranger les

abominables excès auxquels conduit la non-observance de cette règle.

Dos milliers et des milliers d'embryons, « personnes humaines potentielles et qui doivent être respectées comme telles », se trouvent en attente dans les congélateurs des laboratoires mondiaux. Sujet entre tous dangereux, entre tous difficile, et pour lequel le comité

destruction que nos sociétés acceptent avec complaisance : l'alcool, le tabac, l'automobile ». Il importe néanmoins d'être vigilant quant à l'usage que pourraient faire des États, ou des employeurs, de la « carte héréditaire » d'un citoyen et de ses prédispositions éventuelles à telle ou telle affection. De même des abus sont déjà signalés à propos des recherches de paternité



d'éthique avait suggéré d'abord un moratoire puis certaines interdictions rigoureuses visant à éviter les dérapages honteux. Dérapages que de nouveaux progrès de la science permettraient d'éviter dès que la congélation des ovules deviendra possible.

La maîtrise de la génétique présente, elle aussi, certains risques, mais qui paraissent « très inférieurs à ceux liés aux facteurs de

rendues possibles, et d'une précision jamais encore égale, par les techniques nouvelles de génétique moléculaire.

La « maîtrise du maître », celle du système nerveux, pose non seulement des interrogations complexes sur les rapports des hommes et des ordinateurs, mais aussi sur la légitimité de certaines interventions chirurgicales (greffes de cellules nerveuses), ou de certaines

administrations, qui pourraient devenir insidieusement collectives de substances modifiant l'humeur et les comportements. On songe à Orwell ou à Huxley, et à l'usage que pourrait faire quelque tyran de ces médicaments, ou de celles imposant stérilité ou fécondité...

L'éthique de la connaissance, dit Jean Bernard, « doit s'intégrer à une réflexion de grande ampleur sur le plan politique et la servir ». Outre l'exemple des « trois maîtrises » en cours, la répartition des budgets de recherche, clinique ou fondamentale, et la terrible inégalité des soins entre pays riches et pays pauvres, bref les choix nécessaires de priorités qui concernent l'humanité entière, impliquent que tout citoyen se sente concerné, et que la bioéthique soit « l'affaire de tous ». Encore faut-il que chacun soit dûment, clairement et sereinement informé.

L'ouvrage magistral de Jean Bernard offre, comme aucun autre auparavant, les clés de cette information essentielle. La science ne pourra « répandre universellement ses bienfaits », comme l'annonçait Renan, que si chacun prend conscience du fait qu'elle est aveugle sur sa propre aventure, et qu'elle porte en ses fruits « à la fois le bien et le mal ».

De la biologie à l'éthique contribue puissamment à développer cette rationalité autocritique, cette aptitude à penser la complexité où Edgar Morin voit le seul espoir du réarmement intellectuel apte à « civiliser la Terre ».

D'Escolles-Lambotte

Signalons également un autre livre de Jean Bernard (avec Marcel Bessis et Claude Debru), *Soi et non soi* (Seuil, 315 p., 120 F.).

# Cybernétique et connaissance

Du postulat constructiviste de von Foerster à l'intelligence artificielle selon Turing

## LE RÊVE ET LA RÉALITÉ

de Lynn Segal.  
Traduit de l'anglais par Anne-Lise Hacker.  
Seuil, 224 p., 120 F.  
L'AMÉRICAIN  
de Jean-Gabriel Ganascia.  
Seuil, 288 p., 120 F.

Dans *Maître à penser* (1), Alain Connes et Jean-Pierre Changoux se demandaient si la structure de la connaissance scientifique n'était pas l'expression de celle qui gouverne le fonctionnement de notre cerveau. C'est la même question qu'on retrouve, sous d'autres éclairages, au cœur de deux ouvrages récents, l'un consacré à l'œuvre de Heinz von Foerster, l'autre à l'intelligence artificielle.

Né à Vienne en 1911, Heinz von Foerster devint physicien avant de s'installer aux États-Unis en 1949. C'est là qu'il découvrit la cybernétique, lancée par Norbert Wiener dès 1938. Il fut ensuite, avec Gregory Bateson, l'un des

premiers chercheurs à tenter d'en appliquer les concepts fondamentaux — causalité circulaire, rétroaction — aux sciences sociales. Peu connue en France, l'œuvre de von Foerster se trouve présentée de façon claire et systématique par Lynn Segal — qui travaille avec d'autres disciples de Bateson à l'Institut de recherche mentale de Palo-Alto (Californie).

Intitulé *Le Rêve et la Réalité*, son livre tourne autour de ce qu'on appelle le postulat constructiviste, c'est-à-dire de l'idée selon laquelle le réel observé et le processus même de l'observation ne sont que des constructions édifiées plus ou moins consciemment par l'observateur. Connaître la réalité revient, dans cette perspective, à décrire les principales propriétés des discours que nous tenons sur elle : une conclusion plus proche du solipsisme que du matérialisme habituel de la science, mais qui présente l'avantage de proposer une solution radicale au vieux problème de l'accord entre la connaissance et son objet.

C'est encore l'impact de la cybernétique et du concept de circularité qu'on retrouve dans *L'Américain*, un livre de Jean-Gabriel Ganascia, professeur à Paris-VI, consacré à l'histoire et aux enjeux de l'intelligence artificielle. Cette histoire commence en 1947 lorsqu'un ingénieur britannique, influencé par les idées de Wiener, Alan Turing, publia un premier article consacré aux différentes techniques susceptibles de doter les machines de comportements intelligents. Dans un travail ultérieur (1950), Turing pose la question décisive : qu'appelle-t-on « penser » pour une machine ? Des scientifiques s'enthousiasment pour son projet de recherche et la nouvelle discipline finit par recevoir la dénomination actuelle lors d'un congrès fameux, à Dartmouth College en 1956.

## Des simulations fidèles

A cette époque, un ordinateur est déjà capable de démontrer la plupart des théorèmes de logique contenus dans les *Principia mathematica* de Russell. Mais ce n'est qu'un début. Les progrès de l'informatique, ceux de la neurobiologie, de la psychologie et de la linguistique ont depuis lors permis de construire des simulations de plus en plus fidèles de certaines opérations intellectuelles sophistiquées. La question philosophique demeure pourtant intacte : dans quelle mesure ces simulations proposent-elles un modèle vraiment satisfaisant de la pensée humaine en général ? Des philosophes américains — Hubert Dreyfus, John Searle — ont émis les plus grandes réserves à cet égard. Il est vrai que l'intelligence artificielle est une discipline en plein essor. Et que les informaticiens demandent seulement qu'on leur laisse un peu de temps. Après tout, pourquoi pas ?

Ch. Delacampagne

NOUVEAU



## HISTOIRE DES PÈRES ET DE LA PATERNITÉ

sous la direction de Jean Delumeau et Daniel Roche.  
On les appelait « chefs de famille » au XV<sup>e</sup> siècle... Qui sont-ils aujourd'hui ? Un volume relié sous jaquette, hors-textes en couleurs, 480 pages illustrées, 295 FF.

COLLECTION MENTALITÉS

Déjà parus dans la même collection :

Histoire des fléaux et des calamités en France.  
Histoire des étrangers et de l'immigration en France.

LAROUSSE

Même si vous ne lisez qu'un seul recueil de nouvelles dans l'année :



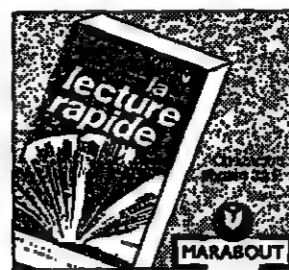
Jacques Bens

## Nouvelles désenchantées

GONCOURT DE LA NOUVELLE 1990

Collection "Mots" dirigée par Paul Fournel

Seghers



**Le Grand Prix de l'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE** récompense chaque année l'auteur, de préférence encore inconnu, d'une œuvre littéraire inédite. Toutes les œuvres sélectionnées : Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre sont publiées et diffusées après établissement d'un contrat régi par la loi du 11 Mars 1957 sur la propriété littéraire et bénéficient d'une véritable promotion auprès de tous les médias : Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraire Les manuscrits sont à adresser à : L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE-ÉDITEUR 17, rue de Gallée - 75116 PARIS - Tél. : (1) 47 80 11 08

"L'un des plus beaux faits de plume de la littérature..."



424 p. - 130 F.

Traduit de l'anglais par Jean-Baptiste de Seynes

L'admirable roman de Farrell dépeint la société anglaise aux prises avec le soulèvement desipayes de 1857... Farrell réussit une peinture étincelante et dévastatrice des vices et des vertus, de la beauté et de l'horreur, de la dégradation comme de l'héroïsme.

Claude Michel Clunty, L'Express.

FAYARD

(1) Voir Le Monde du 29 décembre 1989.

# Sous le regard des autres

La France de l'entre-deux-guerres vue à travers des yeux étrangers

## LE PARIS DES ÉTRANGERS

sous la direction d'André Kaspi et Antoine Marès.  
Imprimerie nationale, nombreuses illustrations, 406 p., 220 F.  
ESSAI SUR LA FRANCE  
de Ernst-Robert Curtius,  
avant-propos de François Ewald,  
traduit de l'allemand par  
J. Benoist-Méchin, Éditions de l'Aube, 333 p., 98 F.

Le romancier Jean-José Frappa s'indignait au cours de l'entre-deux-guerres, dans un livre intitulé significativement *A Paris sous l'œil des métèques*, que « la lie du monde » envahit la capitale. A la même époque, le *Petit Bleu* dénonçait « l'horrible mélange de ces gens aux figures étranges, aux nez circonflexes, au poil trop noir, au teint cuivré, ou bronzé, ou terreux » et l'œuvre s'inquiétait : « Encore un peu, les étrangers se prélasseront dans nos appartements et les Parisiens coucheront sous les ponts. » En ce domaine, on le voit, le Front national n'a rien inventé : le xénophobie est en France une vieille tradition.

Qui étaient donc ces « métèques » qui troublaient le sommeil des honnêtes gens au seuil des années 30 ? Selon les chiffres du recensement, rappelés par Ralph Schor, le quart d'entre eux, en Ile-de-France, étaient des Italiens, chassés par le fascisme ou attirés par la croissance industrielle. Ensuite venaient les Polonais, les Russes, les Espagnols, mais aussi les Africains, Maghrébins pour la plupart et, bien sûr, sujets français. Au total, ils étaient environ six cent mille, c'est-à-dire près de 10 % de la population totale. Que venaient-ils chercher à Paris ? La liberté — matérielle, morale, politique. En dépit du racisme, des interdictions, de la pauvreté, la capitale continuait d'être un refuge pour beaucoup. « Dans cette ville qui possédait un prestige passé révolutionnaire, toutes les audaces semblaient possibles », commente Ralph Schor, qui cite la fine observation d'Erich Maria Remarque dans *Les Enfants* : « Paris est le dernier espoir et la dernière chance de tout le monde ».

Au-delà de leur attirance pour la mythologie de la Ville Lumière, ces immigrants d'avant-guerre, qui tentaient de refaire leur vie au mieux de leurs capacités, n'avaient pas grand-chose en commun. Les princes russes ne fréquentaient pas les maçons italiens, les intellectuels américains ne rencontraient pas les manœuvres algériens et les musiciens espagnols n'avaient aucune raison de se lier aux petits commerçants



Paris 1926 : trois « métèques » — le Hollandais Mondrian, l'Italien Prampolini et le Belge Seuphor — réunis par l'objectif du Hongrois Kertész.

allemands ou aux ouvriers tchèques. Chaque communauté était elle-même divisée : les juifs polonais ne se confondaient pas avec les Polonais catholiques et, quelle que fût leur nationalité, les élites ne vivaient pas dans le même monde que les prolétaires. L'intérêt de l'ouvrage collectif publié par l'imprimerie nationale sous la direction d'André Kaspi et Antoine Marès est précisément de décrire quelques-unes de ces sphères dans lesquelles évoluaient les étrangers fixés, pour une durée plus ou moins longue, à Paris ou dans sa banlieue — du Montparnasse des artistes aux « villages » arméniens d'Alfortville ou Issy-les-Moulineaux.

### « L'idée française de civilisation »

Un grand nombre d'entre eux sont devenus français, d'autres sont repartis. Avec les écrivains russes, selon Ewa Bérard-Zarzycka, ce fut « une rencontre avortée », alors que pour plusieurs romanciers américains Paris fut, comme le montre Carolyn Burke, une source d'inspiration. Mais la plupart de ces immigrants ont apporté à la France autant sinon plus qu'ils lui ont emprunté. Ils lui ont apporté peut-être à mieux se connaître, à l'image de ces grands

photographes — André Kertész, Man Ray, Germaine Krull, Brassai — dont Kim Sichel rappelle qu'ils ont changé notre vision de « l'identité française ».

C'est aussi un regard étranger que porte sur les Français, à la même époque, le grand universitaire allemand (d'origine alsacienne) Ernst-Robert Curtius, dont les Éditions de l'Aube rééditent *l'Essai sur la France*, paru pour la première fois en 1932. A ses compatriotes qui continuent de haïr ou de mépriser le ténor de la culture française, Curtius oppose la culture française, comparée à celle des Allemands, et de rendre compte notamment de « l'idée française de civilisation », essentielle à la compréhension d'un peuple que tout oppose à son voisin d'outre-Rhin. Il retrouve ainsi la dualité ressentie par la plupart des immigrants entre la tradition d'accueil dont se prévaut le pays des droits de l'homme et les formes d'intolérance ou d'exclusion qu'il encourage parallèlement.

Comment expliquer cette contradiction ? En soulignant, comme le fait l'auteur, « le rôle joué, en France, par l'enchevêtrement des forces nationales et des idées universelles ».

Les « forces nationales » poussent à une fierté patriotique qui ne favorise pas la compréhension à l'égard des étrangers, tant les Français semblent persuadés de leur supériorité sur les autres nations, au point de penser, comme on peut le lire dans un manuel d'Ernest Lavisse, que « notre patrie est la plus humaine des patries » ou encore, selon le mot de Guizot, que « la France est le cœur de la civilisation ». Mais les « idées universelles » conduisent, elles, à une exceptionnelle ouverture au monde s'il est vrai que pour les Français « la nature humaine est au fond partout et toujours identique ». Or ces deux traits de l'esprit français que sont le nationalisme et l'universalisme,

loin d'entrer en conflit, peuvent fort bien se concilier. « La France prend conscience d'elle-même en tant que nation ; et à travers la nation elle se sent la gardienne d'une idée universelle. » Cette idée est précisément l'idée de civilisation.

Ernst-Robert Curtius note que pour Guizot « l'histoire de l'humanité est l'histoire de la civilisation ; celle-ci coïncide avec le développement de la liberté ; donc le primat de la civilisation revient à la France ». C'est cet ensemble d'équations qu'expose *l'Essai sur la France*, en distinguant les « données naturelles » et les « données historiques » de la civilisation française, en rappelant le « rôle capital » que joue la littérature « dans la conscience que la France prend d'elle-même », en examinant la place qu'y tient la religion, en observant enfin « l'importance universelle » de Paris. Même si l'idée d'une psychologie nationale suscite aujourd'hui beaucoup de réserves, tant elle nourrit les stéréotypes, comme celui qui oppose les Allemands travailleurs aux Français frivoles ou la discipline des uns au désordre des autres, il reste que le panorama de la culture française que nous offre Ernst-Robert Curtius, servi par une vaste érudition et un souci constant d'éviter les simplifications abusives, éclaire bien des aspects du « génie français ».

L'auteur en retient surtout les aspects positifs, mais n'oublie pas de mentionner leur contrepartie négative : par exemple, le respect du passé « qui anime les Français » a pour corollaire « l'horreur de tout ce qui est nouveau ». De la même manière, bien que Curtius ne l'indique pas explicitement, on comprend que si les Français accueillent volontiers les étrangers, c'est à la condition que ceux-ci deviennent français à leur tour, puisque la France s'estime dotée d'une vocation universelle. Cette prétention sera la source de bien des malentendus, dont l'histoire présente ne cesse de montrer la persistance.

Thomas Ferenzi

## Vous écrivez ? Écrivez-nous !

Important éditeur parisien recherche, pour ses nouvelles collections, manuscrits inédits de romans, essais, récits, mémoires, nouvelles, poésie, théâtre... Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision. Central de la rue de la Harpe 49 de la rue de la Harpe 49 sur la description Internet. Adressez manuscrits et CV à : LA PENSÉE UNIVERSELLE ÉDITEURS. 75004 Paris. Tél. (1) 48.87.08.21. Fax. (1) 48.87.27.01.

## La petite Bibliothèque de Sindbad

Une nouvelle collection d'importantes rééditions, élégante et moins chère

### Abū-Nuwās :

Le vin, le vent, la vie

Poèmes traduits et présentés par V.M. Monteil

### Kanafani :

Des hommes dans le soleil

Nouvelles traduites et présentées par Michel Sourat

Rumi : Le Livre du Dedans

Traduit et introduit par F. de Vitray-Meyerovitch

### La Chronique de Tabari

Les annales du monde, de sa création à la naissance califat d'Haroun el-Rachid, par le premier historien de l'Islam.

(5 volumes sous emboîture)

J. Vernet : Ce que la culture doit aux Arabes d'Espagne

Une magistrale synthèse du savoir andalou

## Sindbad

En librairie, dans les grands magasins, chez l'auteur

1, rue Feutrier, 75018 Paris. Tél. (1) 42 55 35 23

## Au temps des « mousquetaires » et de l'Aéropostale

### ENTRE-DEUX-GUERRES. LA CRÉATION FRANÇAISE 1919-1939

sous la direction d'Olivier Barrot et Pascal Ory.  
Éd. François Bourin, 631 p., 150 F.

Pôle d'attraction aux yeux de l'étranger, la France de l'entre-deux-guerres ne le fut pas seulement pour ses traditions démocratiques, mais aussi pour son rayonnement culturel, auquel contribuèrent beaucoup d'artistes venus d'ailleurs : sensibles à « l'éblouissante lumière des années 30 », Olivier Barrot et Pascal Ory ont entrepris, avec le concours d'une trentaine de collaborateurs, de recenser les principaux domaines de la création qui, des beaux-arts à l'automobile, ont ainsi marqué la période et laissé dans les mémoires le souvenir d'une exceptionnelle vitalité intellectuelle.

Faut-il préciser que ces années ont vu surgir en France, entre autres, le mouvement surréaliste, qui changea sinon le monde, du moins « la perception » (Pierre Enckel) ; la psychanalyse, qui ne se développe vraiment qu'après la

fondation en 1928 de la Société psychanalytique de Paris, couronnant la « présence diffuse » de la théorie freudienne dans le milieu culturel (Marcelin Pleynet) ; le cinéma de Chaplin (Emmanuel Decaux), de Fernand (Olivier Barrot), de Jean Renoir ou de Jacques Prévert (Pascal Ory) ; et l'architecture de Mallet-Stevens, « sorte de périphrase de la modernité » (Michel Ragoni) ? Faut-il mentionner les noms de Jacques Rivière, directeur de la *Nouvelle Revue française*, qui devient à partir de 1919 « le symbole même de la littérature française » (Jean-José Frappa), de Charles Trenet, qui, « en quelques semaines, démoda toute la chanson française » (Pascal Savran), de Joséphine Baker, révélation de la *Revue nègre* (Jean-Claude Klein), de Serge Lifar, qui régna sur la danse française après le mort de Serge Diaghilev (Antoine Liviol), ou de François Coty, qui fut le maître mégalomane du *Figaro* puis du *Gaulois* et le fondateur de l'éphémère *Solidarité française* (Fred Kupferman) ? Faut-il rappeler la naissance de la traction avant, directement issue du « système » Citroën (Patrick Fridenson), l'essor de l'aviation, qui honore ses héros

et ses martyrs (Bernard Marck), la construction du stade Roland-Garros, qui fait suite aux exploits des « mousquetaires » (Denis Lalanne) ou l'apparition d'une « cuisine nouvelle » chez Fernand Point, à Vienne, et Alexandre Dumas, à Sautieu (Anthony Rowley) ? Tous ces événements, qui dessinent « le visage d'une époque » et qui vont de la mort d'Apollinaire, en novembre 1918, à celle de Georges Pitoëff, en août 1939, ou encore de Charles Soland, de Chaplin, à *la Règle du jeu*, de Renoir, sont d'autant plus connus qu'ils ont engendré, comme le note Pascal Ory, « la plus riche des mythologies » typiquement françaises, entre Proust finissant et Sartre commençant. Mais, d'une part, leur succession fait mieux apparaître, au-delà de leur commune appartenance à « l'esprit du temps », les contradictions d'une époque partagée entre avant-garde et réaction et, d'autre part, chacun des textes de cet ouvrage collectif, soucieux de rester au plus près des faits, apporte sur la période une somme d'informations qui fait de ces trente-deux brefs récits une riche et vivante leçon d'histoire.

T. F.

100.000 LIVRES  
EN STOCK  
5 CATALOGUES PAR AN  
LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE  
45.85.55.00  
RUE DE LA POMPE 75116 PARIS

Miles HYMAN  
MANHATTAN  
TRANSFER  
de DOS PASSOS  
Callimani  
240 PAGES 160 Frs.

magazine littéraire

Tous les mois, un dossier consacré à un auteur ou à un mouvement d'idées ; et l'actualité littéraire en France et à l'étranger

JUIN 1990 - N° 278

### MARGUERITE DURAS

Un entretien. Le jeu autobiographique, par Alette Amel. L'écriture du corps, par Daniel Dobbela. La sensibilité, par Danielle Bajamé. Un entretien avec Dionys Mascolo. La cinéaste scandaleuse, par Pascal Bonitzer. Duras-Godard, par Colette Fellous. Impressions de tournage, par Viviane Forrester. Le théâtre de la passion, par Gilles Costaz. Duras et les journaux, par Alain Vignard. L'outil de la photographie, par Jérôme Beuvoir. Une bibliographie.

Entretien : Nicolas Bouvier ou le bon usage du monde.

Chez votre marchand de journaux : 28 F

### OFFRE SPECIALE

6 numéros : 108 F.

Cochez sur la liste ci-après les numéros que vous choisissez

☐ Italie aujourd'hui

☐ Voltaire

☐ Idéologies :

☐ le grand chambardement

☐ Sherlock Holmes : le dossier

☐ Conan Doyle

☐ Littérature chinoise

☐ Georges Batelli

☐ Littérature et métaphysique

☐ Stefan Zweig

☐ Proust, les recherches du temps perdu

☐ 50 ans de poésie française

☐ La ruse

☐ des intellectuels

☐ Federico Garcia Lorca

☐ Proust et ses héritiers

☐ Écrivains arabes

☐ aujourd'hui

☐ Écrivains indiens

☐ André Breton

☐ Les écrivains de Prague

☐ Les suicidés

☐ de la littérature

☐ Gilles Deleuze

☐ La Révolution française, histoire et idéologie

☐ Jorge Luis Borges

☐ Francis Ponge

☐ Albert Camus

☐ Umberto Eco

☐ URSS la persécution dans les lettres

☐ L'individualisme

Nom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Réglement joint par chaque lecteur ou postal.

magazine littéraire

40, rue des Saints-Pères

75007 Paris. Tél. : 45-44-14-51

مكتبة، ليد

LIVRES • IDÉES

LETTRES GERMANIQUES

# Paris, Berlin, trois femmes et des rêves

Dans ses Ecrits autobiographiques, Walter Benjamin représente « les idées comme des cadeaux »

**ÉCRITS AUTOBIOGRAPHIQUES**  
de Walter Benjamin.  
Traduit de l'allemand  
par Christophe Jouvienne  
et Jean-François Poirier.  
éd. Bourgois, coll. « Détroits »,  
422 p., 160 F.

**WALTER BENJAMIN, HISTOIRE D'UNE AMITIÉ**  
de Gershom Scholem.  
Traduit de l'allemand  
par Paul Kessler.  
Presses-Pocket,  
coll. « Agora », 336 p., 47,50 F.

Les Ecrits autobiographiques de Walter Benjamin s'ouvrent sur cinq curriculum vitae et se ferment sur un rêve fait en octobre 1939, une année avant son suicide à Port-Bou. Un rêve magnifique. Six manières, au fond, de contourner ce je à propos duquel Benjamin écrivait dans sa chronique berlinoise de 1932 : « Si j'étais un meilleur allemand que la plupart des écrivains de ma génération, je le dois en grande partie à une seule petite règle que je suis depuis vingt ans. C'est la suivante : ne jamais utiliser le mot je, sauf dans les lettres. »

Le je empêché, retenu, rétréci, illumine donc comme un projecteur de cinéma, pour reprendre une de ces métaphores lumineuses que Benjamin affectionnait, ces textes, notes, journaux, carnets. Ils disent je par obligation, parce que « rien à faire, trop de choses m'échappent ». Ils disent je d'une manière d'autant plus émouvante que Benjamin se sent de lui-même comme on pousse dans une réserve, pour attendre quelque chose, des rapports, des relations, des idées ou des rythmes, et qu'il le fait d'une manière absolument opposée au narcissisme contemporain, qui banalise et paradoxalement réduit ce qu'il y a de personnel en chacun. S'éteint ce qui se montre.

Ces Ecrits autobiographiques illustrent ce que disait Gershom Scholem : que la vie de Benjamin était menée de façon métaphysique. Ils sont comme une broderie, des motifs pour le portrait d'un ami. Un ami difficile, disait encore Scholem, car il fallait, pour entrer dans son cercle, surmonter trois difficultés principales : respecter d'abord sa solitude, ensuite ne jamais évoquer l'actualité et, enfin, respecter sa « manie du secret » : rien de personnel, pas de noms, pas de liens jetés entre des gens connus en commun. Des règles pour survivre, pour protéger une sensibilité panique au bruit, pour tout rassembler, toutes les forces, dans le difficile exercice de la pensée.

Les curriculum vitae sont à l'image de cet effort : des itinéraires intellectuels de la thèse aux essais, de Baudelaire à

Proust et Kafka, du travail sur l'historien Fuchs à celui sur l'allégorie, des passages aux aphorismes, de *Sens unique*. Mais l'aventure commence ensuite pour le lecteur peu familier avec Benjamin.

Il faut souhaiter que nombreux soient ceux-ci pour un livre qui détruit totalement l'image du théoricien « incompréhensible » et « trop intelligent », pour faire revivre l'écrivain le plus fidèlement, le plus bouleversant, le plus fragile dans son génie éclatant et entravé de toutes parts, quelqu'un de la famille de Proust, Kafka, Rilke : il le savait bien.

Les textes de 1906 à 1932, voyages en Italie, le long de la Loire, à Ibiza ou San Gimignano, à Paris ou à Berlin, sont pleins de lieux, de musées, d'auberges aux garçons de restaurant mal lunés. D'une manière qui

sance, de sa désorientation radicale dans la ville, de son habitude de paraître plus lent et plus maladroit et plus sot qu'il ne l'était. Il y eut donc la rencontre avec Proust, et « l'œuvre mystérieuse du souvenir qui est d'intercaler à l'infini dans ce qui a été ». Puis l'enfance, et l'allégorie de l'arrivée des ours à Berlin devant un enfant de neuf ans. Ensuite la mémoire des trajets aveugles en fiacre. Puis la métaphore de la forêt. Enfin le souvenir des expéditions avec Franz Hessel, dans Berlin.

Cinq guides, trois principes, un graphique pour représenter la vie, ou l'idée d'une courbe des vivants et des morts qui représenterait le mouvement de l'existence : les récits de Benjamin, qui ont toujours ou presque la matité des contes, débouchent sur des hypothèses de travail, des pistes intellectuelles, des

j'en ai été inconsolable »

La grande question qui traverse tous ces écrits, qui les accorde selon une respiration unique, c'est celle-ci : y a-t-il des lois de formation cachées dans les relations originales que nous un être au fil de sa vie ?

Quels sont les chemins de travers, les lueurs, les chiffres ? Encore des cartes, des schémas, des plans, des graphiques, des courbes, à partir de quoi les émotions deviennent pensables. Il s'agit, écrit Benjamin, de « représenter les idées comme des cadeaux ». « Les choses doivent fuser avec la vitesse et la clarté d'un éclair, au point que le donateur disparaisse dans la lumière ».

« Ma collection de cartes postales »

Faire des cadeaux, et garder les mains vides : sans doute est-ce un élément pour saisir ce qui rapproche si fort le théoricien de l'enfance. Dans les Ecrits, elle prend la forme des souvenirs ou d'interrogations comme celle-ci : « Certains voient la clé de leur destin dans l'hérédité, d'autres dans l'horoscope ou dans l'éducation. Moi-même, je crois que si je pouvais la feuilleter aujourd'hui encore une fois, ma collection de cartes postales m'apporterait beaucoup de lumières sur la vie que j'ai eue (2). »

Entre un portrait de Cagliostro, une visite à l'usine de lait, un Faust, des Triganes, et des descriptions magiques de joies, se développe la pensée de Benjamin : que l'erreur et l'absurdité ne sont dangereuses que si elles sont renforcées par la logique et l'ordre, que les vœux sont une chose plus précieuse qu'on veut bien l'avouer, et « plus on se connaît dans un domaine, plus on sait combien de belles choses il y a dans une pièce, qu'il s'agisse de fleurs, d'habits, de livres ou de jouets, plus on prend plaisir à les voir et moins on est avide de les acheter, de les posséder, de se les faire offrir. Que ceux qui ne se sont pas bouchés les oreilles, alors qu'ils auraient dû, aillent l'expliquer à leurs parents ».

Le don, la connaissance, les mains vides, et la magie des noms : les obsessions, inlassablement, reviennent car « il y a deux sortes d'écrivains, celle qui aborde toujours les questions liées aux préoccupations des lecteurs, et l'autre qui ne se détache pas d'un monde intérieur et qui, développant les thèmes les plus divers, ne donne que la chronique de ce monde intérieur ».

La chronique que donne Benjamin dans ces Ecrits autobiographiques est, on l'a compris, plus que pudique, bardée de silences, de secrets, de déguisements. C'est, bien sûr, pourquoi elle est si bouleversante, tant la souffrance et la solitude qui s'y disent sont fières.

Les Ecrits autobiographiques, nous l'avons dit, se referment sur un rêve, un long rêve enroulé autour d'une phrase en français : « Il s'agit de changer en fiction une poésie. » Une phrase sur laquelle rêver encore, cinquante ans après, en sachant qu'il s'agit juste d'établir des rythmes, des liens, des rapports et des lignes, dans un univers de symboles, où le voile jamais ne se lèvera.

Geneviève Brisac

(1) La vie d'Asja Lacia est évoquée dans *Asja Lacia, profession révolutionnaire*, de Hildegarde Brenner (traduit de l'allemand et préfacé par Philippe Ivernel, Presses universitaires de Grenoble, 199 p., 96 F.).

(2) Sur la complicité réelle de Benjamin avec l'enfance, on lira avec intérêt *Lumière pour enfants*, un recueil d'émissions de radio de l'écrivain à destination de la jeunesse (texte établi par Rolf Tiedemann, traduit de l'allemand par Sylvie Müller, Bourgois, coll. « Détroits », 280 p., 120 F.).



Walter Benjamin, Paris, 1937

rappelle parfois Sartre, Benjamin passe son temps à convertir ses expériences en objets de pensée, ce que Proust appelait en 1921, quand il évoquait la modernité entrée en scène après 1918, « de nouveaux rapports ».

Dédiée au fils de Brecht

Mais la partie la plus importante, la plus impressionnante aussi de ce recueil est la « chronique berlinoise » dédiée à Stefan Brecht, le fils de Bertolt Brecht. Elle évoque l'enfance de Benjamin, la ville de Berlin, mais surtout les cinq guides qui lui permirent, tout au long de sa vie, de s'égarer et de se retrouver dans les villes comme on fait dans les forêts.

« En effet, dit Benjamin, « personne ne devient jamais maître dans un domaine où il n'a pas connu l'impuissance, et qui souffrit à cela aussi que cette impuissance ne se trouve ni au début ni avant l'effort entrepris, mais en son centre ». Ainsi désigne-t-il les cinq guides qui l'aideront à triompher de son impuis-

concepts. Quand il évoque son amour pour Asja Lacia (1), c'est pour découvrir qu'un amour véritable (le) rend semblable à la femme aimée ». « Aussi j'ai connu trois femmes différentes dans ma vie et trois hommes différents en moi ». Par conséquent : « Ecrire l'histoire de ma vie ce serait représenter la construction et le déclin de trois hommes, et les compromis intervenus entre eux. »

C'est à Paris, en évoquant « les murs, les quais, l'asphalte, les collections, les décombes, les grilles, les squares, les passages et les kiosques », qu'il cerne avec le plus d'éclat cette conception de sa propre vie.

« Cet après-midi, j'étais assis au café des Deux-Magots (...) Tout d'un coup, avec une violence irrésistible, s'est imposée à moi l'idée d'un graphique qui schématiserait ma vie, et au même moment j'ai su comment il fallait s'y prendre. C'était une question toute simple avec laquelle j'explorais mon passé, et les réponses se dessinaient toutes seules sur la feuille. Quand j'ai perdu cette feuille, un ou deux ans plus tard,

## VERNANT

Le dernier livre de Jean-Pierre Vernant est une merveille. Roger-Pol Droit Le Monde

Collection La Librairie du XXI<sup>e</sup> siècle dirigée par Maurice Clancier.

99 F

Editions du Seuil

JEAN-PIERRE VERNANT  
MYTHE ET RELIGION EN GRECE ANCIENNE

## MARINA VLADY



228 p. 89 F

La lectrice impénitente de Tchekhov a exorcisé ici beaucoup d'angoisses muettes et de souvenirs amers, contre lesquels viennent battre le ressac de la lagune et le bois des gondoles. Il ne faut pas collectionner les photos de Marina Vlady, il est conseillé plutôt de la lire.

Jérôme Garcin,  
L'Événement du Jeudi

Un amour fou. Un coup de foudre... Quel scénario que le premier roman de Marina Vlady !

Carole Sandrel,  
Télé 7 Jours

FAYARD

petite  
thèque  
milbad  
luvas :  
vent, la vie  
atani :  
dans le soleil  
du Dedans  
de Tabari  
que la culture  
des d'Espagne  
albad



## ACTUALITÉS

## Les Français et la connaissance

Un sondage d'Encyclopædia Universalis

Les Français ont de la connaissance et de ses progrès une vision pratique et utilitaire. Tel est l'enseignement majeur du sondage de la SOFRES, réalisé pour *Encyclopædia Universalis*, entre le 10 et le 14 mars 1990, auprès d'un échantillon national représentatif de 1 000 personnes.

Le monde change à une vitesse folle. Trop folle peut-être pour ne pas susciter un sentiment d'inquiétude, une sorte de vertige. D'où la tendance à privilégier, dans tous ces changements, ceux qui ont une incidence directe sur la vie quotidienne. Interrogée sur « les changements auxquels elle est le plus sensible », l'opinion répond massivement : les progrès de la médecine (79 %), puis la dégradation de l'environnement (52 %) et « les progrès scientifiques et technologiques » (44 %). Les autres réponses possibles viennent loin derrière, qu'il s'agisse de l'évolution du monde du travail (29 %), de celle des mœurs et des mentalités (28 %) ou même, ce qui est plus surprenant dans le contexte présent, des évolutions politiques internationales (14 %). Quant aux mouvements et tendances artistiques (5 %) ou aux évolutions politiques françaises (3 %), ils paraissent, pour tout dire, anodins.

Ce qui frappe, ce n'est pas tant cette vision des choses utilitaire et prudente que la similitude des réponses, quelle que soit la tranche d'âge. Les 18-24 ans partagent entièrement, dans leur appréciation du progrès, la vision de leurs grands-parents, ce qui peut être considéré comme un signe de sagesse ou bien de vieillissement précoce.



On retrouve ce même pragmatisme lorsqu'on demande aux sondés quels sont les domaines où ils aimeraient avoir davantage de connaissances. L'étude des langues (49 %), celle de l'informatique (37 %), celle enfin de la médecine (35 %) arrivent nettement devant l'histoire et la littérature (27 %), le droit (26 %), la musique (20 %), alors que des secteurs de savoir pourtant réputés modernes n'obtiennent que des scores très faibles : le cinéma (9 %), la biologie (8 %) et la physique (4 %).

Là, les différences d'âge commandent les différences d'intérêt. Plébiscité par les jeunes (62 %), le goût pour l'acquisition des langues faiblit régulièrement à mesure que l'on avance dans la vie, alors qu'inversement l'histoire et la géographie progressent, ces deux dernières matières étant jugées plus attirantes par la droite que par la gauche, au contraire des mathématiques et du cinéma, par exemple.

Si quatre Français sur cinq sont d'accord pour dire que l'idée d'encyclopédie, telle que l'avait formulée Diderot au dix-huitième siècle, garde toute son actualité et que les médias à eux seuls ne sont pas capables de donner toute l'information nécessaire, les avis divergent quant à savoir qui sont les femmes et les hommes les plus à même d'écrire des articles dans une encyclopédie. Le désir d'une stricte scientificité de l'information l'emporte certes sur le besoin de vulgarisation, puisque 61 % des personnes interrogées préfèrent que les articles soient écrits par des chercheurs et 58 % par des « professionnels spécialisés ». Les journalistes (44 %), les écrivains (40 %) sont préférés aux enseignants (24 %), aux artistes (7 %) et aux hommes politiques (6 %).

Un choix que n'a pas eu à faire Diderot, à une époque où la plupart des savants et des spécialistes se piquaient encore d'être des écrivains, des artistes et, souvent, des pédagogues. Diderot lui-même, philosophe et curieux de tout, n'était-il pas, pour le plus grand plaisir de ses contemporains et pour le nôtre, un extraordinaire journaliste ?

P. L.

## Gymnastique encyclopédique

La nouvelle édition de l'*Encyclopædia Universalis* comporte trente volumes qui enrichissent, mettent à jour et complètent l'édition en vingt-trois volumes publiée depuis 1984. Pour ceux qui possèdent l'ancienne édition et qui sont soucieux de la réactualiser, l'*Encyclopædia* propose donc deux volumes supplémentaires, qui reprennent certains des articles, des chapitres et des mises en perspective contenues dans la version de 1980. Ces suppléments sont remarquables. Ils sont composés d'essais de synthèse, choisis parmi ceux du « Symposium », et d'articles toujours parfaitement documentés et d'une lisibilité qui les met à la portée des non-spécialistes avertis.

Passer de « La situation contemporaine de la psychanalyse » à « L'œuvre d'art et les sciences sociales » (un bel article de Louis Marin), d'« Acoustique et musique : mutation vers le son numérique » à « Administration et politique » est une gymnastique qui donne le vertige. Mais le vertige qui naît de la comparaison entre l'immensité des connaissances et la petitesse de notre savoir, si l'on n'en reste pas au découragement, peut être aussi une formidable incitation à comprendre.

P. L.

► Supplément à l'*Encyclopædia Universalis*, deux volumes, 1 976 p., 678 F.

## Un inédit de William Styron dans « l'Infini »

« A l'instar de tant d'autres écrivains américains, dont le penchant pour l'alcool est devenu légendaire (...), j'avais eu recours à l'alcool comme à la voie magique qui mène à l'imaginaire et à l'euphorie », écrit William Styron dans *Face aux ténébreux*, un passionnant texte jusqu'alors inédit en français, que publie la revue *l'Infini* (dans une traduction de Maurice Rambeau). Au début de l'été de 1985, William Styron se retrouvait « traité » : il ne peut plus boire. Son corps refuse l'alcool. S'ensuivent « une grave dépression », la tentation lancinante du suicide, et « la rampe de l'abîme », magnifiquement décrites par un écrivain qui a « recouvré la santé » et conclut : « C'est peut-être là une compensation suffisante pour avoir enduré cette désespérance au-delà de la désespérance ».

Dans ce même numéro, *l'Infini* propose un dossier sur la Chine, un an après le « printemps de Pékin ».

Si les intellectuels restés sur le continent se taisent désormais — ce qui, hélas, en dit plus que de longs discours sur la situation là-bas, mais qui prouve aussi qu'on ne trouve plus guère de volontaires pour dénoncer les confères victimes des purges, — c'est la tâche d'hommes comme Chen Yizi, Yan Jiaqi ou Wang Runnan de tirer les conséquences politiques, économiques ou intellectuelles d'un mouvement qui faillit faire basculer la Chine. Des contributions françaises se détachent l'étude de Josi Thorval sur une série télévisée qui aura marqué l'année 1988, préfiguration de ce bouillonnement intellectuel intense du « printemps de Pékin », et celle d'Alain Peyraube sur l'importance des facteurs culturels, du débat intellectuel, dans la genèse du « printemps de Pékin ».

► *l'Infini*, n° 30, été 1990, Gallimard, 208 p., 90 F.

## Tyrans mélancoliques

Un colloque à Genève du cercle romand d'études cliniques et littéraires

La mélancolie, « maladie de l'âme » par excellence, fascine la tradition occidentale. Aux confins de la création picturale, musicale, littéraire et d'une pathologie déconcertante et lancinante, elle habite une mémoire et des pratiques que les Grecs de l'Antiquité interrogeaient déjà avec une extrême perspicacité.

Le cercle freudien romand d'études cliniques et littéraires (Kataches) avait plus d'un titre pour lui consacrer, samedi 2 juin à Genève, sa troisième journée d'études : la cohabitation des psychanalystes et des spécialistes de la littérature qui y travaillent ensemble et la forte présence personnelle et intellectuelle d'un « citoyen de Genève », Jean Starobinski, qui a beaucoup à dire sur le sujet.

La réflexion et les recherches de ce grand exégète des littératures et des idées sont en effet jalonnées, depuis plus de trente ans, par une *Histoire du traitement de la mélancolie des origines à 1900* et de nombreuses études consacrées, entre autres, à Carlo Gozzi, Ernst Theodor Hoffmann, et Robert Burton (auteur au début du dix-septième siècle d'une monumentale « utopie mélancolique » : *Anatomy of Melancholy*) en relation avec ce thème.

A ses auditeurs du cercle freudien romand, Jean Starobinski avait réservé quelques-uns des développements qu'appelle ce constat : « *Très tôt la mélancolie entre dans la définition de l'homme tyrannique* », comme on le lit des *La République* de Platon.

Figure centrale de l'Antiquité (Néron, Tibère, Caligula) le tyran mélancolique est remis à l'ordre du jour par les ombres péripéties historiques du seizième siècle, puis par les lettres de ce siècle et du suivant. Et Jean Starobinski de citer l'exemple des *Tragiques* d'Agrippa

d'Aubigné, « mise en scène du tyran atroce qui accomplit la pulsion sadique que le poète porte en lui-même ».

Mais c'est surtout dans l'œuvre de Tristan l'Herminette, auteur français (injustement) méconnu du dix-septième siècle, que Jean Starobinski est allé rechercher la mise en mots prodigieuse de la figure du tyran mélancolique. Dans deux tragédies (*la Mort de Senné*, 1644), et surtout *la Marianne* (qui lui est antérieure de huit années), cet auteur, au parcours personnel et littéraire original, a mis en scène avec une force peu commune la tristesse du tyran mélancolique.

Cette « manière » littéraire, Jean Starobinski ne peut s'empêcher de la rattacher à la question générale du « maniérisme », précisément : « Il y a dans cet art postérieur au sac de Rome un vertige de la maîtrise. Exaspérée, la maîtrise se mue en tyrannie ».

Le voyage à travers la mélancolie créatrice est sans bornes, et la réunion de Genève ne pouvait que se disperser et s'enrichir en évoquant ses divers aspects : Verlaine (*les Poèmes saturniens*) ou la mélancolie, « tentative nécessaire comme source et dénie comme gouffre » (Yves Grillon, université de Genève), ou Nerval ressuscitant dans son œuvre les ébauches « d'un passage à l'acte de type mélancolique », qui habite ses textes avant d'interrompre le cours de ses jours (Christian Verreken, Bruxelles) et tant d'autres...

Heureux encore ceux dont l'âme saturnienne trouve à s'exprimer (se guérir ?) par les mots ou le trait. On ne pouvait manquer d'évoquer à Genève, dans un cercle et devant un parterre où abondaient les cliniciens, les souffrances anonymes et innombrables qu'inflige la terrible conscience mélancolique.

Michel Kajman

## Le programme de Cerisy-la-Salle

Du 14 au 21 juin : *La philosophie, les sciences humaines et l'étude de la cognition* (sous la direction de D. Andler, P. Jacob, J. Proust, F. Ricca, D. Sperber). Du 23 au 30 juin : *Le raisonnement de l'analyse stratégique*, autour de Michel Crozier (F. Furet, M. Zuber). Du 3 au 10 juillet : *Institution, imagination, autonomie*, autour de Cornelius Castoriadis (P. Raynaud). Du 12 au 19 juillet : *Frère, sœur* : *Éros philologique* (W. Bannour, P. Berthier). Du 12 au 19 juillet : *Le texte* (2), *rencontre décalée* (J. Ricardou). Du 21 au 31 juillet : *Freud et la psychanalyse : de Goethe et des romantiques allemands à la modernité viennoise* (A. Clancier, H.M. Vermeire). Du 2 au 9 août : *Le biographique* (A. Busine, N. Dodille). Du 11 au 18 août : *Approches des matérialistes : de l'anthropologie aux imaginaires* (J. Ehrard, G. Festa). Également du 11 au 18 août : *Louis Massignon : spiritualité chrétienne et mystique musulmane* (J. Moncelon). Du 21 au 28 août : *Images et signes de Michel Tournier* (A. Bouloumié, M. de Gandillac). Du 30 août au 9 septembre : *1790-1990 : le destin de la philosophie transcendantale, autour de la Critique de la faculté de juger* (F. Gil, J. Pétrot, H. Wisnmann). Du 11 au 21 septembre : *Le continu mathématique* (J.-M. Salanskis, H. Sinaceur). Du 29 septembre au 1<sup>er</sup> octobre : *Autour du journalisme intellectuel* (C. Cellier). Du 5 au 7 octobre : *L'hippisme, un humanisme* (F. Cioa). Renseignements : CCIC, 27, rue de Boulaivilliers, 75016 Paris, Tél. : 45-20-42-03.

## EN BREF

► Prix littéraire. Le troisième prix littéraire de France-Culture a été décerné à Claude Roy pour *L'Étonnement du voyageur* (Gallimard) et, pour la littérature étrangère, à Jean Guillon pour *la Fabrique de violence*, traduit du suédois par Philippe Bouquet (Ed. Maysa). La Communauté des universités méditerranéennes a décerné le prix Méditerranée à Tahar Ben Jelloun pour l'ensemble de son œuvre.

► Sartre à la Vidéotheque. — A l'occasion du dixième anniversaire de la mort du philosophe, la Vidéotheque de Paris (porte Saint-Eustache, 75001 Paris, tél. : 40-26-30-60) propose une « programmation Jean-Paul Sartre » les 22, 23 et 24 juin.

► Ferdinando Camon à Paris. — Une rencontre autour de l'écrivain italien Ferdinando Camon aura lieu à l'Institut culturel italien de Paris (50, rue de Varenne, 75007 Paris), lundi 11 juin, à l'occasion de la sortie de son livre *Le Chant des baleines* (Gallimard).

► Vingt ans de la revue Sud. — Le vingtième anniversaire de la revue *Sud* sera célébré à Marseille, au Théâtre de la Criée, les 21, 22 et 23 juin, au cours d'un colloque International (*Sud*, 62 rue Sainte, 13001 Marseille).

► Rencontre avec Banine. — La librairie Clair de plume (78 bis, rue Joseph-de-Maistre, 75018 Paris) organise une rencontre-débat avec Banine, le jeudi 21 juin à partir de 16 h 30, à l'occasion de la parution de *Jours passés* (Gris Banal), la suite de *Jours caucasiens*.



## JULIEN GREEN

JULIEN GREEN  
L'Expatrié  
JOURNAL 1984-1990

Editions du Seuil

